

LES
DOCTRINES AGRAIRES
DU
MARXISME



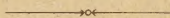
Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le 4 Décembre 1934, à 14 heures

PAR

Roger-Robert ARGENTON

Répétiteur au Lycée de Saint-Brieuc

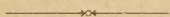


EXAMINATEURS :

M. A. AFTALION, Professeur.

M. R. PICARD, Professeur, Président.

M. G. PIROU, Professeur.



SAINT-BRIEUC
IMPRIMERIE MODERNE

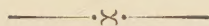
1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551414_0019

LES
DOCTRINES AGRAIRES
DU
MARXISME



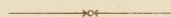
Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le 4 Décembre 1934, à 14 heures

PAR

Roger-Robert ARGENTON

Répétiteur au Lycée de Saint-Brieuc

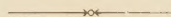


EXAMINATEURS :

M. A. AFTALION, Professeur.

M. R. PICARD, Professeur, Président.

M. G. PIROU, Professeur.



SAINT-BRIEUC

IMPRIMERIE MODERNE

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Nous pensons, comme M. le Professeur G. Pirou, « que science et doctrines se déroulent sur des plans différents et que les doctrines ne sont jamais le simple prolongement dans l'avenir, de la courbe de l'évolution, ou la déduction obligatoire des enseignements de la science » (1).

Or il est deux doctrines qui affirment qu'il existe entre elles et la science économique, une liaison très étroite : ce sont le libéralisme et le marxisme. Une telle prétention est-elle fondée ? Dans le second chapitre de son ouvrage précédemment cité, M. le Professeur Pirou répond par la négative. Parlant du marxisme, il nous dit que « si l'on pénètre dans le détail et si l'on confronte les théories économiques de Marx avec l'état actuel de la science, on est bien obligé de constater, sur des points importants, un désaccord irréductible » (2). En formulant ce jugement, l'auteur pensait non seulement à la théorie de la valeur-travail, aujourd'hui abandonnée, mais aussi à la loi de la concentration qui, « si elle exprime fortement le mouvement tendanciel de l'industrie, du commerce, de la banque,..... ne correspond nullement à l'évolution de l'agriculture. Celle-ci semble tendre beaucoup plutôt vers une démocratisation progressive par le morcellement de la propriété et la multiplication des petites entreprises à faire valoir-direct ; et le mouvement d'action collective, en agriculture, se limite aux opérations d'achat de transformation, de vente, sans pénétrer profondément le domaine de la culture stricto-sensu. L'erreur de prévision commise à cet égard par les collectivistes ne vient-elle pas de ce que leur vision de l'évolution économique s'inspire moins d'un pur souci d'objectivité scientifique que du désir de trouver dans l'histoire des arguments et des preuves à l'appui du régime économique auquel vont leurs préférences ? » (3).

(1) G. Pirou. « Doctrines Sociales et Science Economique », p. 4.

(2) G. Pirou. « Doctrines Sociales et Science Economique », p. 49.

(3) G. Pirou. « Doctrines Sociales et Science Economique », p. 49-50.

C'est autant pour vérifier la justesse de ce jugement que pour étudier une des parties les moins connues de la doctrine de Karl Marx que nous avons choisi ce sujet.

Quelle que soit l'importance qu'on veuille leur accorder, les raisons qui précèdent nous semblent encore insuffisantes pour justifier le choix du sujet de notre thèse. Ces raisons supplémentaires, nous les avons trouvées dans les considérations suivantes. Puisque les doctrines sociales ne se confondent pas avec la science, elles peuvent donc être elles-mêmes objet de science. Leur étude peut être d'autant plus instructive que l'on voit en elles, « non des vérités en formules, mais « des forces en action » (1).

Les doctrines sociales sont donc à la fois des résultantes et des déterminantes.

En tant que résultantes, elles subissent l'action du milieu et de l'époque. L'étude du marxisme est significative à cet égard. Comment les théories de K. Marx, d'origine anglo-saxonne, ont-elles pu s'acclimater en France ?

Les caractères prédominants de notre psychologie raciale sont l'individualisme et le rationalisme. Pour acquérir droit de cité sur notre sol, le marxisme a dû donner à ces deux caractères des satisfactions diverses. Les doctrinaires français du collectivisme ont toujours cherché à montrer que le régime qu'ils préconisent n'implique nullement l'assujettissement de la personnalité individuelle à la contrainte sociale. Bien au contraire, le socialisme remplacerait la liberté formelle par la liberté réelle. L'homme qui a faim, disent-ils, n'est pas libre. Au moment de l'embauchage, l'ouvrier n'est vraiment libre que s'il peut discuter à égalité avec son patron. Ne pouvant le faire à lui seul, il se réfugiera dans la collectivité ouvrière pour qu'elle se substitue à lui. Et ainsi il sera rendu libre par l'acceptation de la contrainte syndicale. La formule fameuse de Jaurès : « Plutôt la solitude avec tous les périls que la contrainte sociale, plutôt l'anarchie que le despotisme quel qu'il soit », est une illustration typique de cet état d'esprit.

(1) G. Piron. « Doctrines Sociales et Science Economique », p. 7.

Même remarque pour le rationalisme ; d'utilitaire, le marxisme en passant la Manche est devenu spiritualiste (1).

L'influence que l'époque exerce sur les doctrines sociales est non seulement plus forte que la précédente, mais encore plus complexe. C'est que les facteurs économique, philosophique et politique qui la composent, peuvent subir des modifications très profondes en un temps relativement court. Tantôt ces actions diverses s'ajoutent, tantôt elles se contraignent, créant ce que nous appellerons des interférences sociales.

Comme résultantes, les doctrines nous apparaissent donc comme l'expression de forces complexes qui cherchent à transformer le milieu, en usant d'une sorte de mimétisme social.

C'est pourquoi il nous a paru intéressant d'étudier les théories agraires du marxisme chez divers auteurs de nationalité différente, afin de montrer que le socialisme revêt autant de modalités qu'il y a de peuples (2), et qu'une doctrine comme le collectivisme, qui tend dans ses fins à éroser les caractères psychologiques fondamentaux propres à chaque nation, se trouve contrainte, si elle se soucie de résultats pratiques, d'assouplir ce qu'il y a de trop abstrait en elle, en adaptant ses réformes pratiques aux particularismes nationaux, si vivaces dans l'agriculture.

(1) « D'une part, la doctrine s'adresse à l'intelligence plus qu'à l'intérêt et au sentiment... ; d'autre part, ce socialisme est encore intellectualiste en ce qu'il se pose comme l'aboutissant logique de principes généralement admis et dès à présent consacrés, bien plutôt que comme l'aboutissant historique d'un processus économique. »

G. Pirou. « Doctrines Sociales et Science Économique », p. 55.

(2) Georges Sorel écrivait déjà en 1902 : « Il n'est pas exact de dire aujourd'hui que les partis socialistes nationaux ne sont que des fractions d'une grande armée prolétarienne, répandue dans le monde entier, animée d'un même esprit, poursuivant un but identique pour tous. »

« En réalité, il y a au moins autant de socialismes qu'il y a de grandes nations ; pour les étudier, il ne faut pas seulement connaître le développement industriel de chaque pays, il faut savoir aussi quelles sont les vues politiques dominantes et les diverses manières de comprendre les rapports sociaux, c'est-à-dire les sentiments juridiques du peuple. »

(Introduction pour le livre de G. Gatti « Le Socialisme et l'Agriculture ».

C'est précisément parce qu'elles portent en elles les aspirations d'un milieu et d'une époque que les doctrines deviennent, lorsqu'elles sont assez fortes, des déterminantes.

Dans quelle mesure font-elles l'histoire ?

Comme le remarque M. le professeur Pirou (1), il faut prendre en considération les deux notions de plasticité sociale et de réalité économique. Les nations possèdent assez de souplesse pour se laisser modeler superficiellement par des forces historiques puissantes. Mais cette souplesse a un point limite : la réalité économique.

La vie économique n'est pas un courant régulier dont le débit se maintient à un niveau constant ; elle a ses crues et ses étiages. Cependant si le volume des eaux varie dans de notables proportions et déborde parfois des berges pour aller dévaster les terrains avoisinants, il faut remarquer qu'en période normale le courant ne quitte pas le lit du fleuve. Par cette image nous avons voulu montrer que la vie économique peut être comparée à un courant continu, et qu'il y a en elle « à la fois du permanent et du variable » (2). Le permanent c'est comme le lit du fleuve, les relations constantes entre les faits, ce que l'on peut appeler les lois statiques. Le variable, c'est comme les décrues et les inondations, les crises de toute nature, les changements dans la technique, en un mot les transformations qui s'opèrent dans l'espace et le temps, celles que l'on dénomme, par opposition aux précédentes, les lois dynamiques. Tout compte fait, il semble y avoir dans la réalité économique beaucoup plus de variable que de permanent.

En tant que déterminantes, les doctrines pourront agir sur ce variable ; mais force leur sera de respecter tout ce qu'il y a de permanent dans la vie économique si elles ne veulent pas aller à un échec certain. Car la réalité est plus forte que les formules et les constructions de l'esprit. L'étude de la Russie des Soviets, dans la deuxième partie de notre thèse, sera une illustration typique de ces observations. Nous y verrons comment l'application brutale des théories orthodoxes du marxisme des origines, a conduit le régime agraire soviétique à

(1) G. Pirou. « Doctrines Sociales et Science Economique », p. 70-71.

(2) G. Pirou. « Doctrines Sociales et Science Economique », p. 10.

une impasse, et que force lui a été d'assouplir ses réformes pour ne pas détraquer le mécanisme économique.

Au terme de ces réflexions sur les doctrines sociales, nous concluons, en empruntant encore au beau livre de M. le professeur Pirou la citation suivante : « ... la vérité est dans
« une conciliation de l'esprit classique, qui s'attachait à décou-
« vrir les relations constantes entre les faits et de l'esprit
« historique, qui met l'accent sur leurs diversités dans le
« temps et l'espace » (1).

Mais alors le marxisme ne serait-il pas en droit, en revendiquant cette formule, de se considérer comme la plus scientifique des doctrines sociales, voire l'expression la plus exacte de la vérité, puisque ses racines puisent à la fois la sève qui nourrit l'arbre collectiviste, dans les écoles classique et historique ?

* * *

Pour mieux éclairer encore nos investigations futures, il nous a semblé nécessaire d'ajouter aux précédentes quelques observations diverses. Tout d'abord, l'industrialisation de l'agriculture a-t-elle l'importance qu'on lui prête depuis bientôt un siècle ?

Dès 1836, Léon Faucher écrivait déjà : « Maintenant que l'agriculture devient aussi une industrie... » Depuis l'expression a été reprise tant de fois, elle est devenue si banale que l'on peut s'étonner que cette constatation ait soulevé tant de controverses.

En théorie il est difficile d'établir une distinction capitale entre agriculture et industrie, puisque, depuis qu'elles produisent pour le marché, l'une et l'autre subissent les désastreux méfaits des crises et de la concurrence. Leur trait commun, c'est la production de marchandises.

Quant aux différences qui les séparent, certains auteurs professent qu'elles vont s'atténuant de plus en plus (2). Nous ne le pensons pas. Il est exact qu'au point de vue commercial, leur identité est presque absolue. Comptabilité et amortissement des capitaux investis sont devenus des nécessités aux-

(1) G. Pirou, « Doctrines Sociales et Science Economique », p. 10.

(2) Augé-Laribé, « Le Problème Agraire du Socialisme », Introduction.

quelles industriels et agriculteurs peuvent difficilement se soustraire.

Mais au point de vue des méthodes de production et de l'organisation du travail, leur parallélisme n'existe plus et fait place à des différences assez profondes. Nous ne retiendrons pas celle constituée par la rente foncière absolue. Dans son essence, celle-ci n'est autre chose qu'une sorte de monopole semblable à tous ceux qui existent dans le commerce et l'industrie.

Faut-il voir dans la loi du rendement décroissant, une deuxième différence, la plus importante selon certains ? Nous n'admettons pas cette opinion. La loi du rendement décroissant ne signifie rien d'autre, qu'à partir d'un moment donné, l'augmentation du rendement n'est plus proportionnelle à l'augmentation des frais supplémentaires engagés.

Cette constatation se vérifie aisément pour la production agricole, mais elle n'est pas spéciale à l'agriculture. L'industrie la connaît aussi. Il est bien évident que dans une usine, on ne peut, pour augmenter le profit, se contenter d'embaucher de nouveaux ouvriers. Il faudra aussi monter de nouvelles machines pour employer cette main-d'œuvre supplémentaire et souvent même agrandir la surface des installations pour y loger les nouveaux appareils. Ceci revient à dire qu'il est impossible, pour augmenter le profit, de se contenter d'accroître isolément un seul des facteurs de la production. Par contre, les points suivants, bien qu'ils ne nous permettent pas d'écrire qu'il est des lois fondamentales dont le domaine d'application soit restreint à l'agriculture ou à l'industrie, sont néanmoins assez importants pour qu'il nous faille les souligner.

1° Dans l'industrie, les moyens de production peuvent être multipliés à l'infini. Dans l'agriculture, la terre n'a pas cette vertu. Le sol, considéré comme un simple support, joue ici un rôle beaucoup plus grand que dans l'industrie, et la limite à partir de laquelle, sans modification d'étendue, l'investissement de capitaux frais ne donne plus un rendement proportionnel, est plus basse que dans l'industrie.

2° La seconde différence découle de la précédente. Puisque les moyens de production peuvent être multipliés à l'infini, la production doit l'être également. C'est l'inverse pour l'agri-

culture. Mais ce qu'il faut mettre en relief, c'est cette idée, que si les produits industriels s'échangent contre des produits agricoles, le rapport des échanges ne sera jamais constant. L'échange se fera toujours au profit des agriculteurs qui recevront une plus grande quantité de marchandises industrielles, sans pouvoir augmenter la quantité de produits du sol qu'ils donnent en contre-partie. C'est ce que W. Woytinsky exprimait dans la formule suivante : « La relation quantitative dans l'échange des produits de l'agriculture et de l'industrie doit constamment se déplacer en faveur des produits des campagnes » (1).

3° Une troisième différence réside dans la vitesse de circulation du capital. Dans l'industrie, la circulation du capital, c'est-à-dire le circuit capital, marchandise produite, produit résultant des marchandises vendues, est beaucoup plus rapide que dans l'agriculture. C'est ce qui explique en partie pourquoi les capitaux disponibles se dirigent de préférence vers les entreprises industrielles, tandis que les campagnes manquant de ce courant fécondateur, ne peuvent utiliser comme elles le voudraient le nouvel instrument technique de production, novateur de progrès.

Mais puisque nous parlons de capital, il faut ajouter que dans l'agriculture, l'accumulation du capital y est très lente. Et plus l'industrialisation est poussée, plus cette accumulation s'accélère.

4° Enfin, quatrième différence et non des moindres pour le sujet qui nous occupe, l'aspect juridique de la propriété. Le capital financier ou le capital industriel se présente toujours sous la forme mobilière de titres négociables en Bourse ; c'est précisément cet aspect juridique du capital industriel qui a permis une concentration rapide dans ce domaine. En agriculture il n'en est pas de même. Sans rechercher ici si la terre considérée comme capital agricole peut se prêter à cet ameublissement, contentons-nous de remarquer que nous venons de rencontrer ici une des causes principales de la non-concentration en agriculture.

(1) W. Woytinsky. Prolétariat et Paysannerie dans la Nouvelle Revue Socialiste, 15 décembre 1926 et 15 février 1927. Cité par A. Wauters qui développe cette idée dans la Réforme agraire en Russie, p. 213 à p. 216.

Sans anticiper sur nos conclusions, ces observations nous laissent déjà entrevoir pourquoi le marxisme, qui a placé l'économie agraire sur le même plan que l'économie industrielle, a éprouvé une sorte d'incapacité à résoudre scientifiquement le problème agraire.



Depuis Engels et K. Marx, l'effort des théoriciens socialistes qui ont traité de la question agraire, a surtout été de montrer que l'agriculture n'échappe pas aux tendances capitalistes qui règnent sur l'industrie, que son évolution ne saurait être semblable à celle de cette dernière, parce qu'elle emprunte d'autres chemins, mais qu'en définitive toutes deux aboutissent au même point : la collectivisation des moyens de production.

Cette justification des fondements était nécessaire pour justifier les méthodes préconisées. Nous verrons ultérieurement, en étudiant les ouvrages de Karl Kautsky, Emile Vandervelde et Gérolamo Gatti, ce que ces réfections ont apporté de neuf aux fondations marxistes.

Tous ces auteurs sont des étrangers. Pour la France, nous avons puisé nos renseignements dans les écrits de Jules Guesde et de Jean Jaurès. Un tel choix n'a rien d'arbitraire. En effet, depuis la fin du XIX^e siècle, date à laquelle remontent les ouvrages que nous avons utilisés, aucun point de vue vraiment nouveau n'est venu modifier la position traditionnelle des socialistes français à l'égard de la propriété paysanne. Tout au plus pourrait-on signaler, pour être vraiment précis, les idées communistes des adeptes français de la III^e internationale. Mais comme ce mouvement n'a pas pris dans notre pays l'ampleur qu'il a revêtu dans certains autres, et comme, d'autre part, nous nous sommes assigné l'étude des doctrines marxistes, sous l'angle expression de forces en action, nous avons pensé que les développements consacrés à la Russie des Soviets seraient amplement suffisants.

Quelles peuvent être les causes de cette sorte de cristallisation de la doctrine agraire chez les socialistes français ? Comme nous voulons simplement nous borner à faire ici quelques réflexions liminaires, nous limiterons cette réponse aux deux

remarques suivantes. Tout d'abord, et sans qu'on puisse en découvrir les raisons exactes, l'étude du problème socialiste n'a jamais suscité chez les doctrinaires un vif mouvement de curiosité. Les congrès annuels du parti unifié se sont souvent contentés de reprendre les mêmes formules, sans jamais les discuter profondément. Pourtant la France est un grand pays de petites gens où les ruraux forment la majorité.

D'autre part, depuis la doctrine guesdiste jusqu'au syndicalisme révolutionnaire, la revision du socialisme n'a porté que sur deux points : sur les fondements économiques, éthiques et rationnels et sur les méthodes. De ce double mouvement doctrinal, seule la revision des fondements économiques aurait pu apporter quelque contribution nouvelle à la matière. Mais l'œuvre de A. Landry n'a rien consacré au sujet qui nous occupe. C'est pourquoi la plupart des ouvrages dont nous nous sommes servis ont tous un quart de siècle et plus d'existence.

Il nous reste, pour terminer cette introduction, à indiquer dans quel esprit nous avons entrepris cette étude et à justifier le plan suivi :

L'objet de cette thèse est en grande partie délimité par le titre que nous lui avons donné : c'est un exposé de doctrines. Nous nous sommes efforcé de présenter les idées de chaque auteur sous la forme de systèmes logiques et cohérents, en soulignant à la fois, et les nœuds principaux de leurs argumentations et les différences qui les opposent. Il ne fait aucun doute qu'il y a dans cette façon de procéder quelque chose de factice. Mais les observations que nous avons précédemment faites peuvent légitimer dans une large mesure une semblable méthode.

Quand nous avons commencé nos recherches bibliographiques, nous avons eu l'intention de traiter dans cette étude une partie graphique inspirée des méthodes statistiques de M. le Professeur Aftalion. Ce nous eût été facile grâce aux renseignements généraux provenant des divers pays et centralisés au Bureau Economique de la Société des Nations. Mais nous avons abandonné cette idée, pensant que ces données statistiques limitées à quelques catégories arbitrairement choisies, ne sauraient apporter à un sujet ainsi présenté de précieux renseignements.

Ce sujet trop vaste, nous l'avons modestement rétréci aux trois parties suivantes :

1° Les doctrines marxistes en tant que résultantes. C'est une étude sommaire des doctrines agraires chez les fondateurs Karl Marx et Engels et les successeurs Kautsky, Vandervelde et Gatti.

2° Les doctrines marxistes en tant que déterminantes. L'expérience agraire soviétique et la réforme agraire européenne.

3° Enfin, une conclusion, disproportionnée sans doute par rapport aux deux parties précédentes, et sur laquelle nous devons donner quelques brèves explications.

Depuis la guerre le mécanisme économique semble détraqué. La machine a pris la place de l'homme, la monnaie désaxée a perdu sa fonction de commune mesure dans les contrats, et ceux-ci ont insensiblement glissé du concept statique au concept dynamique : la vieille formule créancier et débiteur est en passe de n'être plus qu'une catégorie historique. Le travail a perdu sa valeur parce que la monnaie a perdu sa fonction de gardienne du labeur accompli, l'or n'est plus qu'un parasite et le profit n'est plus la juste rémunération d'une initiative hardie ou de qualités exceptionnelles. Nous sommes sous le règne de la spéculation. Enfin et surtout, il y a un antagonisme fondamental entre la prodigieuse abondance de la production engendrée par le machinisme et la nécessité du rare engendrée par le profit.

Qu'est-ce à dire, sinon qu'un régime nouveau déjà à l'état de chrysalide dans le régime actuel, tendra de plus en plus, sous la pression des faits économiques, à se substituer à celui-ci.

Comme dans la « Somme théologique » de Saint Thomas d'Aquin, comme dans l'Encyclique « Rerum Novarum » de Léon XIII, la propriété privée ne serait plus reconnue qu'en raison de sa fonction sociale. Mais quelle serait la base de ce nouveau régime ?

Le travail.

Quelle en serait la pierre angulaire ?

La coopérative de consommation.

Toutes ces observations critiques du régime actuel, tous ces matériaux de reconstruction sociale, nous les avons trouvés dans les ouvrages de Charles Gide, d'Ernest Poisson, de Ber-

nard Lavergne, d'Arthur Wauters et dans un petit opuscule de César Chabrun.

A première vue, il semble qu'il n'y ait aucun lien entre l'exposé des doctrines agraires de la première partie et nos conclusions. Ce n'est là qu'une apparence. Dans l'esquisse à peine ébauchée du régime coopératif que nous présentons, nous montrons qu'on peut facilement résoudre le problème agraire qui préoccupe tant de nations à l'heure actuelle, sans qu'il soit besoin d'opérer aucun bouleversement.

Et cette ébauche constitue à la fois une critique des doctrines agraires du marxisme et un plan positif de reconstruction sociale, susceptible de donner satisfaction aux exigences de la conscience moderne.

PREMIÈRE PARTIE

LES DOCTRINES EN TANT QUE

RÉSULTANTES

CHAPITRE I

Les Prédécesseurs

Il nous a semblé nécessaire, avant d'aborder l'étude de Karl Marx, de passer rapidement une revue sommaire des auteurs, nombreux et divers, qui ont écrit sur des questions d'économie rurale, et ceci, afin de bien souligner l'originalité des solutions marxistes. Sous l'influence de ces théories, le problème ne restera pas une thèse d'école, une question théorique qui fait abstraction des éléments de temps et d'espace, mais se présentera au contraire comme une question complexe dont les solutions doivent varier suivant les pays, les époques et les productions.

* * *

Ollivier de Serre, Vauban, Boisguillebert, avaient écrit sur des questions d'économie rurale. Mais ils avaient traité le sujet beaucoup plus en agronomes qu'en économistes.

Ce n'est guère qu'au milieu du XVIII^e siècle, que des discussions économiques sur la valeur respective des modes d'exploitation, la répartition des terres, les avantages et les inconvénients de la grande et de la petite culture, commencent à paraître (1). Citons pour mémoire : en 1775, Mirabeau intervient le premier à notre connaissance dans son « Ami des Hommes ». En 1756 et 1757, c'est *Quesnay* dans « l'Encyclopédie » aux mots fermiers et grains. En 1759, un certain *Bellial des Vertus* publie un « Essai sur l'administration des terres » ; l'Académie d'Arras (2) met au concours la question de savoir si les petites fermes sont préférables aux grandes.

(1) Pour que se pose la question des avantages et des inconvénients de la grande ou de la petite culture, il faut qu'il y ait **concurrence** entre ces exploitations, c'est-à-dire que la production de valeurs d'usage (la production pour la consommation personnelle du paysan) ait fait place à la production de valeurs d'échange (la production pour le marché). Ce fait n'apparaît qu'au XVIII^e siècle, ce qui explique pourquoi avant cette époque, cette question, toute théorique d'ailleurs, n'avait pu se poser.

(2) Cité d'après M. de Calonne dans son ouvrage « la vie agricole sous l'ancien régime dans le nord de la France » (1785).

Arthur Young nous cite également un mémoire d'un M. *Delegorgue* intitulé « Est-il utile en Artois de diviser les fermes ».

Puis viennent les *Physiocrates*. Des doctrines de la secte, seule la partie purement économique, le rôle de la terre dans la production, nous intéresserait ici. Mais nous ne lui consacrerons aucun développement, car ce serait sortir des limites de ce chapitre. Remarquons cependant que c'est chez eux que l'on trouve les premières doctrines sur la répartition du sol, les premiers jugements sur les différents systèmes de culture et le rôle important du capital dans l'exploitation.

Passons sur *Adam Smith* qui, sur quelques points, s'oppose aux postulats physiocratiques et arrivons à *Arthur Young*. Bien qu'il ne se soit pas contenté comme ses prédécesseurs de dissenter théoriquement sur les différents modes de culture, bien qu'il ait beaucoup voyagé et que sa documentation soit plus riche que celle de ses contemporains, il n'a pas fait sortir le débat du cercle restreint où tous ces auteurs l'avaient enfermé.

Mentionnons encore, afin de montrer que les questions d'économie rurale prennent de plus en plus d'ampleur, l'œuvre d'un médecin et écrivain suisse, le docteur *Herrenschwand* qui publie deux ouvrages, le « Discours fondamental sur la population » (1786) et le « Discours sur la division des terres dans l'agriculture » (1790). Hyppolite Passy et Augé-Laribé qui le citent, nous disent qu'il fut un vulgarisateur des idées d'Arthur Young. Il serait un des premiers à avoir marqué la différence entre culture et propriété. Mais il n'avait pas su tirer parti de cette observation judicieuse.

Ici finit l'ancien régime.

A ce tournant décisif de l'histoire, il nous paraît nécessaire de souligner le caractère dominant de tous les écrits précédemment cités, afin de marquer dans quelle mesure les doctrines qui vont suivre ont pu être influencées par les événements politiques et économiques ultérieurs.

Toutes ces doctrines, tous ces plaidoyers, sont des thèses d'école qui ne traitent le problème agraire que du point de vue économique ; s'il n'est pas ignoré, le côté politique et social n'en est pas moins négligé, car les souffrances paysannes ne sauraient être imputées qu'aux impôts trop lourds.

* * *

Le rayonnement doctrinal, l'influence économique que les Physiocrates exerçaient, s'effacent de plus en plus après la révolution. Est-ce à ce bouleversement que l'on doit attribuer en France le désintéressement que les contemporains semblent marquer pour ce qui passionna l'époque antérieure ? N'est-il pas naturel que la réaction qu'engendre tout système, soit aussi accentuée en sens contraire que l'amplitude du mouvement initial.

A cette époque pourtant, l'agriculture ne passe pas à l'arrière-plan des préoccupations gouvernementales. On sait que l'Assemblée Nationale rendit la liberté à la culture des terres, que le 14 août 1792, l'Assemblée législative ordonna le partage des biens communaux, que la Convention, malgré la gravité du péril extérieur, s'occupa du cadastre et que le Comité du Salut public fit faire une enquête sur l'état général de l'agriculture.

Pendant les trente premières années du XIX^e siècle, de profondes transformations vont se produire dans le monde économique.

Le libéralisme triomphe partout. Plus rien n'entrave le laisser-aller, la libre concurrence règne incontestée ; sous ce régime, la nouvelle industrie manufacturière va prendre un essor prodigieux. Mais voici le revers. A côté de ces brillantes réalisations, deux ordres de faits nouveaux, le paupérisme et les crises économiques naissantes, vont saper dangereusement les bases d'un édifice qu'on croyait inébranlable.

Avant d'exposer les luttes auxquelles la question agraire donna lieu sous la Restauration, il nous faut mentionner le nom de *Malthus*.

Chronologiquement, nous aurions dû exposer ici les vues de Sismondi. Mais son influence, peu profonde sur ses contemporains, a été si grande sur Marx, que le considérant comme un de ses précurseurs les plus directs, nous avons renvoyé son étude à la fin du chapitre.

C'est à propos de la rente foncière, que Malthus a traité de la question qui nous occupe. A vrai dire il n'a même pas posé le problème.

Dans ses « Essais sur la population », il s'est demandé quelles influences la répartition des terres et la productivité des exploitations exerçaient sur la population.

Il voyait dans la petite propriété un stimulant à l'accroissement de la population, et chose curieuse, c'est sur l'exemple de la France, où aujourd'hui la division de la propriété est considérée comme une des causes de la dénatalité, qu'il s'appuyait pour affirmer que, « de tout temps en France, il y a eu « beaucoup de petites fermes et de petits propriétaires, (et que) cet état de chose... a toujours une forte tendance à encourager la population » (1). Il cite Arthur Young, disserte comme lui sur petite et grande propriété (pages 227, 341, 379, 464, 602), souligne le rôle important du capital dans l'exploitation agricole.

Quand on songe à la filiation existant entre classicisme et marxisme, il est tentant d'établir un parallèle entre les prédictions de K. Marx et le passage suivant sur le morcellement des terres : « Il a été bon en France de diviser les propriétés « immenses transmises depuis les temps féodaux : une pareille loi favorise le développement de la richesse pendant « un certain nombre d'années, mais si elle continue d'une « manière permanente à régler la transmission de la propriété en France, il y a tout lieu de croire que le pays, au « bout du siècle, sera aussi remarquable par sa misère que « par l'égalité extraordinaire des fortunes » (2).

* * *

Sous la Restauration, l'Agriculture revient à la mode, on retourne aux champs. A noter que le morcellement des terres s'accroît. La cause en est peut-être aux agissements de spéculateurs qui achètent de grands domaines et les revendent par minimes parcelles. Dans les Chambres un mouvement

(1) Malthus, « Essais », page 216. (Remarquons que Malthus raisonne sur le système d'exploitation en usage à son époque : la méthode d'épuisement du sol. Il n'aurait pas formulé ses conclusions pessimistes avec autant de rigueur, s'il avait pu prévoir les méthodes modernes de restitution et d'anticipation.)

(2) « Principes », page 332.

contraire s'organise. Royalistes qui rêvent d'un retour à la monarchie absolue, agrariens partisans de grands domaines, se rassemblent sous une même étiquette. Et la fusion est telle, que ceux qui font partie de l'opposition au gouvernement se font les défenseurs du morcellement. Les questions agraires vont servir de prétextes à des luttes politiques.

Si à l'époque précédente les recherches de l'école physiocratique, faussée par l'esprit de système, avaient contraint les auteurs à n'envisager que le côté économique, par contre sous la Restauration le côté social du problème va prédominer. Rien d'étonnant alors que ces discussions orageuses aient fini par perdre toute couleur scientifique.

En 1820, la lutte s'ouvre par la proposition du Duc de Lévis sur les majorats. La même année paraissent un opuscule d'*Adrien de Gasparin*, et dans la Revue d'Edimbourg, un article signé d'un suisse, *Simond*. En 1823, *Mac-Culloch* se mêle au débat, en critiquant dans la même revue le régime successoral français. Il récidive dans ses « Principes d'Economie Politique ». En 1826, le projet gouvernemental sur les substitutions étant annoncé, fait naître quantité d'écrits critiques ou approuvateurs. Citons « Matériaux pour aider à la recherche des effets passés, présents et futurs du morcellement de la propriété foncière en France », d'un autre écrivain suisse, sir *Francis d'Ivernois*, des articles du Vicomte de *Morel-Vindé*, membre de la Chambre des Pairs, une brochure d'un avocat du barreau de Montpellier, *Hippolyte Grenier*, un mémoire sur les cent jours de *Benjamin Constant*.

Le projet est présenté à la Chambre des Pairs le 10 février 1826. Ce débat, qui parut si important aux contemporains, va se prolonger interminablement ; « vingt-deux orateurs et « cinq ministres, parmi lesquels ceux de la marine et de la « guerre y prirent part » (1). Bien que ces discussions aient été scientifiquement stériles, la question est devenue si pleine d'actualité, que *J. B. Say* qui n'en parlait pas dans son « Traité » de 1804, lui consacre deux chapitres de son « Cours » professé en 1830 !

En résumé, pas plus pendant cette période que pendant

(1) Cité par Augé-Laribé dans « Grande ou petite propriété », p. 57.

celle où les idées physiocratiques triomphaient, la façon de poser le problème n'a changé. Seulement sous l'influence de causes politiques puissantes, le côté social de la question est passé au premier plan.

* * *

« La Manifeste Communiste », de Marx, est de 1848 ; « les Systèmes de Culture », d'Hippolyte Passy, et les « Principes », de Stuart-Mill de 1844 et 1848. Ces trois auteurs sont donc contemporains ; c'est pourquoi il pourrait paraître étrange de ranger Passy et Mill parmi les prédécesseurs de Marx. Cependant nous n'avons pas hésité à le faire, car à cette époque, Karl Marx est surtout un homme politique. Il a quitté Berlin après la disparition du journal qu'il dirigeait, a voyagé en France, en Belgique, puis est rentré en Allemagne pour prendre une part active à la révolution de 1848. Ce n'est donc pas encore l'homme d'étude qui méditera « Le Capital », dans la quiétude de son cabinet.

Nous arrivons à une époque où les études vont prendre une allure plus scientifique.

Mentionnons un article de *Léon Faucher* sur « l'état et la tendance de la propriété en France », paru dans la *Revue des Deux-Mondes*, en 1836. C'est un adepte de la culture intensive. Il écrit cette phrase prophétique qui annonce les grands changements de la fin du siècle : « Maintenant que « l'agriculture devient aussi une industrie, elle ne pourra pas « plus que les autres se passer de la force que donne l'association ». (1)

Arrêtons-nous plus longtemps sur *Hippolyte Passy*, des ouvrages duquel nous ne retiendrons que « Des Systèmes de Culture en France et de leur influence sur l'Economie Sociale ». L'auteur s'y efforce de poser le problème de l'organisation rurale, en faisant un large appel aux statistiques, de façon réellement scientifique. Il sépare le problème économique du problème social.

Et il se demande quelles sont les influences qui agissent sur la division des cultures et la répartition du sol ?

(1) Cité par Augé-Laribé. « Grande ou petite propriété », p. 79.

Il remarque que l'état plus ou moins avancé des diverses populations influe sur l'état de la technique agricole et souligne le rôle que joue le capital ; si le pays considéré est pauvre le cultivateur n'y peut travailler de vastes superficies. Dans une même exploitation, les diverses cultures ne nécessitent pas la même quantité de main-d'œuvre. Et comme les climats et la nature géologique du sol tendent à limiter pour l'exploitant la possibilité d'organiser les diverses cultures à sa guise, il s'en suit que l'agriculture offre suivant les pays des différences qu'un régime politique déterminé ou un système doctrinal ne pourraient pas changer.

Pourquoi les fermes de tant de parties de la Belgique, de la Suisse ou de l'Allemagne sont-elles d'une superficie aussi restreinte ? Parce que la majeure partie de leurs terres sont réservées à la culture du lin, du chanvre, du colza ou du houblon, toutes plantes qui exigent des soins continus et difficiles. De même la grande superficie des fermes anglaises s'expliquerait à cause de leurs productions, blé et bétail, qui ne réclament qu'un travail modéré.

La réaction contre l'époque précédente se dessine aisément ; on y attachait trop d'importance à l'influence des lois civiles. « Quiconque, dit-il, examine attentivement les faits, ne tarde pas à reconnaître combien sont rares les cas où les formes de la propriété déterminent celles de la culture » (1).

Le problème économique traité, Passy pose très clairement le problème social. Comment les différents modes d'exploitation agricole et les systèmes de répartition de la propriété influent-ils sur l'état social ?

La question se ramène à ceci : est-il avantageux pour une nation d'avoir une classe agricole importante ? Passy répond par l'affirmative, et se déclare partisan des petites fermes appartenant à des producteurs indépendants, non seulement parce que leur condition est supérieure à celle des ouvriers salariés, mais aussi parce qu'ils seraient causes d'une augmentation notable de la richesse sociale et du développement industriel.

Arrêtons-nous là. Cette brève analyse nous suffit pour

(1) H. Passy. « Des Systèmes de Culture », p. 84.

remarquer qu'un gros effort a été fait pour sortir du cadre traditionnel. Les problèmes qui soulèvent l'économie rurale ne sont plus traités comme de simples recettes agronomiques ou des prétextes à luttes politiques.

Avec *Stuart Mill*, le progrès est plus marqué encore ; nous voulons faire allusion à la distinction si grosse de conséquences entre le domaine de la production régi par des lois naturelles et celui de la répartition soumis aux seules lois des hommes (1). Ce n'est pas tout encore. Ce classique qui fait l'école buissonnière, qui abandonne les idées orthodoxes sur la grande propriété pour réclamer l'extension des petites parcelles, ce classique qui voit dans l'association, le seul remède à la question sociale, ne nous annonce-t-il pas avec des méthodes nouvelles, des temps nouveaux ? (2)

Ces conclusions, *Thornton* les développe aussi dans son « Plaidoyer en faveur des paysans propriétaires » (1848).

Avant de passer à *Sismondi*, citons encore *Léonce de Lavergne* et son « Essai sur l'Economie rurale de l'Angleterre ». Ce qui fait son originalité, c'est qu'il professe que la culture scientifique a l'avenir pour elle. Pour le reste, il se contente d'exposer ses recettes personnelles. « Quels sont « les moyens de réduire le prix de revient pour augmenter le « profit net ? Toute la révolution agricole est là !... Les débou- « chés, voilà le plus grand, le plus pressant intérêt de notre « agriculture, les procédés à suivre pour augmenter la pro- « duction ne viennent qu'après » (3).

Au terme de cet examen rapide à travers l'histoire des doctrines agraires, il nous paraît nécessaire de faire le point. A la fin de l'Ancien Régime, sous le règne des Physiocrates, les doctrines agraires ne sont que des systèmes théoriques, des thèses d'école, où le côté politique et social est à peine effleuré, sinon inconnu.

(1) « Principes », livre II, chapitre 1. § 1.

(2) « Mais le but du progrès n'est pas seulement de mettre des êtres humains dans une situation où ils puissent se passer les uns des autres, « mais de leur permettre de travailler ensemble dans des rapports qui ne « soient pas des rapports de dépendances ». (« Principes », livre IV, chap. VII, paragraphe 4).

(3) Lavergne. « Economie Rurale de l'Angleterre », pages 185, 193.

Sous la Restauration, époque de réaction contre les idées révolutionnaires, tout est subordonné aux raisons politiques.

Il faut attendre jusqu'au milieu du XIX^e siècle pour que des économistes, adversaires des idées classiques et par cela même justement préoccupés des souffrances sociales grandissantes, commencent à traiter la question agraire sous ses divers aspects. Ils préparent, ils annoncent la venue des marxistes, qui chercheront à dégager les lois d'évolution de la société actuelle afin de connaître l'ossature de celle de demain.

* * *

Et voici *Sismondi*, véritable précurseur de Karl Marx. Pour bien le comprendre, il ne faut pas perdre de vue les deux points suivants :

1^o Apparition des crises de surproduction et naissance d'une classe misérable dans les faubourgs industriels, à l'époque où il écrit.

2^o Le premier, Sismondi, fait dans la théorie classique, une large place au sentiment.

Bien qu'il se proclame disciple d'Adam Smith, en quoi Sismondi annonce-t-il Marx ?

Sur trois points qui constituent précisément sa dissidence avec les classiques.

Sur l'objet de l'économie politique d'abord.

« L'accumulation des richesses dans l'Etat n'est point d'une manière abstraite le but du gouvernement, mais bien la « participation de tous les citoyens aux jouissances de la vie « physique que la richesse représente ». (1) Ou encore : « Si « l'administration devait se proposer pour but l'avantage « d'une des classes de la nation aux dépens des autres, ce « sont justement les journaliers qu'elle devrait favoriser. » (2) Voilà certes un langage nouveau qu'on n'était pas habitué d'entendre.

Sur la méthode ensuite, basée sur l'expérience et l'histoire, la seule susceptible de mettre en évidence l'influence du milieu social et politique.

(1) Sismondi, « Nouveaux Principes », tome I, p. 9.

(2) Sismondi, « Nouveaux Principes », tome I, p. 372.

Sur les conclusions pratiques enfin. Arrêtons-nous ici. C'est d'abord un réquisitoire contre les méfaits de la concurrence et l'exploitation des travailleurs.

« On pourrait presque dire que la société moderne vit au « dépens du prolétaire, de la part qu'elle lui retranche sur « la récompense de son travail » (1) et plus loin : « Il y a eu « spoliation, il y a eu vol du riche sur le pauvre lorsque ce « riche perçoit d'une terre fertile et habilement cultivée un « revenu qui le fait nager dans l'opulence, tandis que le cultivateur qui a fait naître ce revenu... meurt de faim sans « pouvoir y toucher » (2) et ailleurs : « L'entrepreneur s'efforce de ne laisser à l'ouvrier que justement ce qu'il faut « pour maintenir sa vie et se réserver à lui-même tout ce que « l'ouvrier a produit par delà la valeur de cette vie » (3).

Voilà qui ébranle quelque peu les bases de la Physiocratie et du libéralisme, la grande loi de la coïncidence spontanée de l'intérêt particulier avec l'intérêt général. Ce qui était une coïncidence va devenir un antagonisme. Quelle en peut être la cause ?

Sismondi la découvre dans une cause sociale, l'inégale répartition de la propriété.

D'où proviendrait la misère des travailleurs, sinon de la séparation, de la propriété et du travail ? Car le travailleur ne possède plus rien, et Sismondi va formuler la loi de la concentration capitaliste que Marx lui empruntera : « ...Il n'y « a plus de place dans la société que pour le grand capitaliste « et l'homme à gages, et l'on a vu croître d'une manière « effrayante la classe presque inaperçue autrefois des hommes « qui n'ont absolument aucune propriété » (4).

Et il nous la montre accomplissant ses ravages en Angleterre : « Non seulement tous les petits fermiers sont descendus à la condition des journaliers, mais encore un grand « nombre de journaliers ont été forcés de renoncer aux travaux des champs » (5). Ici, une remarque s'impose : c'est

(1) Sismondi, « Etudes sur l'Economie Politique », tome I, page 35.

(2) Sismondi, « Etudes sur l'Economie Politique », tome I, p. 274, 275.

(3) « Nouveaux Principes », tome I, page 407.

(4) Cité dans « L'Histoire des Doctrines de Gide et Rist », page 220.

(5) Sismondi, « Etudes sur l'Economie Politique », page 39.

en raisonnant sur l'état très particulier de la propriété foncière en Angleterre que Sismondi et Karl Marx ont été conduits à formuler leurs lois sur la paupérisation, et la concentration agraire. Nous y reviendrons.

La concentration a donc pour corollaire la paupérisation. Que faire pour remédier à un état de chose aussi désastreux pour les classes laborieuses ?

Rétablir partout où ce sera possible l'union entre le travail et la propriété : « Je désire que l'industrie des villes comme celle des champs, soit partagée entre un grand nombre d'ateliers indépendants... » (1)

La similitude entre ces lignes et les passages suivants de Jules Guesde est assez curieuse.

« J'ai déclaré partout et toujours, que la petite propriété paysanne cultivée par son propriétaire, réunissant dans les mêmes mains le capital et le travail était une propriété essentiellement sacrée... » ...« Mais, que nous protégeons la propriété paysanne ou que nous socialisons la grande propriété industrielle et foncière, nous sommes d'accord avec nous-mêmes, avec le principe de l'œuvre socialiste qui est, non pas de déposséder, mais de maintenir ou de remettre les travailleurs en possession. » (2)

Ce rapide exposé des idées maîtresses de Sismondi n'a d'autre but que de nous montrer que les fondements du marxisme, les lois de la plus-value, de la concentration capitaliste et de la prolétarianisation des masses ouvrières, se trouvent très nettement exposées dans Sismondi. Et c'est à l'économiste genevois que Marx les a empruntées, comme il le dit dans le « Manifeste Communiste ». « Il démontra (le socialisme de Sismondi) d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la fatale décadence des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie dans la production, la criante disproportion dans la distribution des richesses... » (3).

(1) « Nouveaux Principes », tome II, page 365.

(2) Jules Guesde « Collectivisme et Révolution ».

(3) K. Marx. « Manifeste Communiste », p. 35.

Mais pourquoi Sismondi, parti des mêmes données que Marx, ne s'est-il pas acheminé vers des conclusions similaires ?

Adeptes de l'école classique au début du xix^e siècle, Sismondi en est un des critiques les plus profonds quelques trente ans plus tard. Situé entre la décadence du classicisme et le socialisme naissant, il est le trait d'union entre les deux écoles. Il appartient à la première par la raison, à la seconde par le sentiment. Et rien n'est plus poignant que l'attitude hésitante de ce clairvoyant, qui assiste impuissant au conflit qui se déroule en lui, entre son cœur et sa raison. « Je l'avoue après
« avoir indiqué où est à mes yeux le principe, où est la justice,
« je ne me sens point la force de tracer les moyens d'exécution. La distribution des fruits du travail entre ceux qui
« concourent à les produire, me paraît vicieuse ; mais il me
« semble presque au-dessus des forces humaines de concevoir
« un état de propriété absolument différent de celui que nous
« fait connaître l'expérience. » (1)

Quelques années plus tard, un économiste nourri précisément de lui, allait, utilisant ses travaux, révolutionner l'ordre traditionnel en tentant cette gageure !

(1) Sismondi. « Nouveaux Principes », Tome II, p. 384.

CHAPITRE II

Karl Marx

L'exposé de la doctrine de K. Marx a déjà été fait maintes fois (1). C'est pourquoi, de ce point de vue, le présent chapitre n'offre aucune originalité : il ne peut être qu'une honnête compilation. Cependant l'exposé des idées de Marx sur l'agriculture est resté très imprécis et très incomplet (2), et c'est précisément une des raisons pour lesquelles ces idées ont suscité tant de controverses passionnées.

Nous n'entreprendrons pas non plus la critique des théories que nous exposerons, et ce, pour deux raisons. D'abord, parce que comme le dit Vilfredo Pareto « la critique du livre de K. Marx n'est plus à faire. Elle existe non seulement dans les monographies spéciales qui ont été publiées sur ce sujet, mais encore et surtout dans les perfectionnements apportés en Economie Politique à la théorie de la valeur » (3).

Ensuite, parce que ce qui nous intéresse ici, ce sont les idées de Marx en tant que fondements d'une doctrine dont nous nous proposons d'étudier l'évolution dans le temps et

(1) Comme il est assez difficile de savoir quelle est la part qui revient à Engels dans l'œuvre de Marx, nous ne le citerons, le cas échéant, que lorsque les écrits qui lui sont attribués auront été publiés sous son propre nom.

(2) Georges Sorel nous dit : « Il faut reconnaître que le système de Marx présente des difficultés considérables pour la critique, parce que l'auteur n'en a point donné un exposé didactique. Benedetto CROCE dit que le capital est « un mélange bizarre de théories générales, de polémiques et de satires amères, d'illustrations et de digressions historiques ». (Matérialisme Historique et Economie Marxiste, p. 99). « Il faut chercher à découverir la pensée de l'auteur, et ce travail n'est pas sans offrir de multiples causes d'erreur

« La Décomposition du Marxisme », p. 5.

Nous trouvons des remarques de même nature dans : « L'Histoire des Doctrines Economiques de Gide et Rist », p. 556 ; dans l'avant-propos de « La Question Agraire », de Kautsky ; dans l'introduction (page 12) du livre de Gatti, « Socialisme et Agriculture ».

Nous reviendrons d'ailleurs ultérieurement sur ce point.

(3) V. Pareto. Introduction à l'étude du « Capital ».

dans l'espace. Or ce qui caractérise l'évolution d'une doctrine, ce sont précisément les changements, les corrections que les adeptes de cette doctrine y apportent ultérieurement. Et ces révisions, ces mises au point continuelles sont autant de critiques des principes initiaux. D'ailleurs, le premier des révisionnistes, le premier des critiques du marxisme, a été pendant toute sa vie Marx lui-même. Ce serait fort mal comprendre le marxisme, que de le réduire à ses éléments constitutifs les plus simples, tels que nous les trouvons dans le Manifeste Communiste.

Il existe deux méthodes pour examiner l'œuvre d'un auteur. La première, qui ne cherche pas à séparer la vérité de l'erreur, est surtout polémique et critique. En s'attachant à mettre en relief les défauts des théories qu'elle étudie, elle ne vise qu'à condamner. La seconde, cherche au contraire à dégager la vérité de l'erreur. Elle n'a d'autre objectif que de découvrir par l'investigation critique, quelque vérité digne d'attention.

Nous n'adopterons aucune de ces deux méthodes, la première parce qu'elle n'est pas scientifique, la seconde parce qu'elle nous entraînerait dans des développements qui sortent des limites que nous avons assignées à cette étude.

Ces remarques nous indiquent la façon dont nous traiterons ce chapitre : exposer les idées particulières de K. Marx sur le sujet qui nous occupe en les reliant aux théories générales du système dont elles ne sont que des illustrations.

* * *

Avant de traiter le système de K. Marx, il nous semble judicieux d'exposer le mécanisme du développement des sociétés, le processus hégélien de l'évolution historique, que le fondateur de la doctrine paraît avoir adopté. (1)

(1) En vérité, c'est une question controversée que de savoir jusqu'à quel point K. Marx s'est inspiré de Hegel. Comme ce débat sort quelque peu du cadre de notre étude, nous nous bornerons à reproduire ici quelques lignes de Marx, écrites en réponse à une critique du journal le « Wjeŝtnick », sur la méthode du capital :

« Ma méthode dialectique ne diffère pas seulement quant au fondement de la méthode hégélienne ; elle en est le contraire direct... Il y a quelque trente ans, alors que la dialectique de Hegel était encore à la mode, j'en ai critiqué le côté décevant. Mais juste au moment où j'écrivais le premier

A une époque donnée, la société est à un stade donné que nous appellerons l'état A. Cet état A est composé de différentes parties qui sont en équilibre provisoire, car leurs puissances sont égales. Sous l'action conjuguée de certaines forces, une des parties du stade A va se fortifier, au point de rompre l'équilibre primitif et de l'emporter sur toutes les autres. La société est alors à l'état B.

Il est bien évident que ce stade B offre des avantages momentanés; sinon on ne comprendrait pas qu'il ait pu s'établir. Mais il a aussi des inconvénients, car sans cela l'évolution s'arrêterait, la société se cristallisant à ce stade B. Des mécontentements vont germer, qui se fortifieront à leur tour et finiront par triompher, conduisant la société vers un état diamétralement opposé au précédent, que nous appellerons C.

Mais pendant cette gestation, les forces qui avaient engendré l'état B, à cause de leurs avantages et en vertu de leur puissance acquise, ont continué à agir. La lutte entre ces forces antagonistes va s'engager et se poursuivre jusqu'au moment où elles s'équilibreront et se compenseront. La société aura alors atteint un stade mixte D, qui aura de grandes ressemblances avec l'état initial A.

La différence qui existera entre A et D mesurera le progrès accompli pendant ces transformations : la société aura gagné en richesse, sa structure se sera compliquée. Les termes de ce processus ont été ainsi qualifiés par Hegel : l'action unilatérale qui rompt l'équilibre et s'exerce dans une certaine direction : la thèse ; la réaction opposée ; l'antithèse ; l'état final d'équilibre provisoire : la synthèse.

« volume du « Capital », la jeune génération, maussade, prétentieuse et mé-
« diocre, qui tient actuellement le haut du pavé dans l'Allemagne cultivée,
« prenait plaisir à traiter Hegel comme Mendelsohn, du temps de Lessing,
« traitait Spinoza. c'est-à-dire de « chien crevé ». « Je me déclarai donc
« ouvertement le disciple de ce grand penseur, et, dans le chapitre relatif
« à la théorie de la valeur, je mis même une certaine coquetterie à lui
« emprunter son vocabulaire particulier. La mystification à laquelle la dialectique aboutit chez Hegel, n'empêche en rien ce philosophe d'avoir été le
« premier à en exposer, de façon complète et consciente, les formes de
« mouvement générales. Mais elle est, chez lui, sens dessus dessous. Il faut
« la renverser si l'on veut, dans l'enveloppe mystique, découvrir le noyau
« rationnel. » (Préface de la deuxième édition du « Capital », 1872).

Hubert Bourgin attribue à Engels l'introduction de la dialectique hégélienne dans l'œuvre de Marx (« Les Systèmes Socialistes », page 147).

Afin de mieux se représenter le schéma de ces transformations successives, on peut comparer les diverses phases de l'évolution au développement d'une cycloïde. La période, c'est-à-dire l'intervalle existant sur la droite de base pour une révolution complète du cercle, représente le progrès réalisé entre les états A et D.

Il est facile de vérifier dans l'histoire contemporaine, l'exactitude de la conception d'Hegel : révolutions et contre-révolutions en sont des illustrations typiques. Il faut noter cependant, qu'il n'est pas nécessaire, pour que le processus décrit s'accomplisse, que la thèse puis l'antithèse, aillent jusqu'au bout de leurs courses respectives. Dès que l'état B se dégage et commence à s'imposer, il fait naître un courant contraire de forces antagonistes, de la même façon que le courant électrique fait naître un courant d'induction de sens opposé. Les états B et C seront ainsi très courts, souvent même presque confondus, et la synthèse D s'installera presque aussitôt.

Quand en sera-t-il ainsi ? Lorsque la thèse portera en elle, dès l'origine, de graves points de faiblesse, des malformations internes, qui constitueront les premiers germes de l'antithèse. Le processus se réduira alors à la naissance et au développement du régime, à la germination et à la fortification des contradictions qu'il recèle, à l'établissement de l'état transactionnel, où ne resteront que les parties du régime qui n'ont fait naître aucune opposition sérieuse.

Prenons l'exemple que Marx a si longuement développé : le capital. Le capital, en tant que force qui permet à son détenteur d'exploiter d'autres hommes, apparaît au xvi^e siècle, époque où le salariat n'est plus une exception (1). Le capital se développe, prend des proportions formidables, impose son empreinte à tous les étages de la société. C'est la thèse.

(1) Voici, d'après G. Gide, le sens du mot capital pour K. Marx :

« Jusqu'alors (au xvi^e siècle), le capital, et même le capitaliste n'existaient pas. Le capital existait assurément au sens que les économistes donnent à ce mot, c'est-à-dire sous forme d'instrument de production. Mais pour les socialistes, le mot capital implique une signification différente et, il faut le reconnaître, plus rapprochée du sens vulgaire : le capital, c'est ce qui produit seulement une rente, et qui dit rente, dit un revenu, produit non par le travail du capitaliste mais par le travail d'autrui. Or, sous le régime corporatif, la plupart des travailleurs possédaient individuellement leurs instruments de production. »

« Histoire des Doctrines Économiques », page 548.

Cependant le capital porte en lui une contradiction.

Le capital de l'un s'oppose au capital de l'autre, jusqu'à ce que l'un des deux absorbe son adversaire : c'est la concurrence. Les capitalistes s'expropriant mutuellement, il est bien évident que le nombre des possesseurs va diminuer progressivement, tandis que celui de ceux qui n'ont plus rien va augmenter dans la proportion inverse. Théoriquement, au terme de l'évolution, on aurait le capitalisme maître du monde, seul propriétaire en face de l'humanité dépossédée. Mais avant d'en arriver là, la masse des sans propriété, qui aura pris conscience de sa force, expropriera ces expropriateurs à un moment donné, afin d'organiser le régime économique sur le mode collectiviste. Ce sera la synthèse.

Quelle en sera la contexture ? Il ne devra plus subsister dans cet état que la partie vraiment saine du régime intérieur, celle qui n'a fait naître aucune opposition : le machinisme. Par contre, disparaîtra de la synthèse, la source des antagonismes ultérieurs, à savoir l'appropriation privée des moyens de production, qui engendrait la concurrence et les luttes entre capitalistes et salariés.



Maintenant que nous connaissons le mécanisme de l'évolution du capitalisme, nous devrions montrer comment Marx, en analysant l'histoire de l'agriculture à travers les âges et les diverses formes qu'elle a revêtues, vérifiait l'exactitude de ses hypothèses et la légitimité de ses conclusions. Cependant, ce n'est pas Karl Marx lui-même qui a étudié la production agricole sous ses formes pré-capitalistes. Il nous en avertit d'ailleurs au début de son étude sur la rente foncière : « L'analyse des formes historiques de la propriété foncière ne rentre pas dans le cadre de cet ouvrage. Nous supposons que l'agriculture est dominée comme la manufacture par la production capitaliste, et qu'elle est exploitée par des capitalistes ne différant essentiellement des autres capitalistes, que par la nature de l'élément et le genre de travail salarié auquel ils appliquent leur capital » (1).

(1) « Le Capital », tome III, page 189.

Il est donc inutile de chercher dans l'œuvre de Marx un exposé d'ensemble du problème agraire, et nous devons logiquement penser que ses idées concernant la production agricole sont une extension de celles qu'il professait sur la production industrielle.

Ainsi la seule méthode qui s'offre à nous, c'est, comme nous l'avons déjà dit, de relier les idées que Marx a émises sur l'agriculture, aux principes fondamentaux de sa doctrine (1).

En procédant ainsi, nous risquons d'encourir le reproche que Georges Sorel adressait aux commentateurs de Marx, qui étaient « plus familiers avec les procédés de composition des « liturgistes, qu'avec les méthodes scientifiques modernes ».

On s'accorde généralement, d'après R. Worms, à faire sortir du passage suivant du *Capital*, la théorie collectiviste de la propriété rurale : « La rationalisation de l'agriculture, condition préalable de son exploitation sociale, et d'autre part, la « réduction à l'absurde de la propriété foncière, tels sont les « deux grands services rendus par le mode de production « capitaliste. Comme tous les autres progrès historiques, il « les a fait payer par la paupérisation des producteurs directs » (2).

Ce passage, en effet, énonce ou sous-entend les théories fondamentales qui nous intéressent : la concentration foncière, la paupérisation et la lutte des classes. Nous allons résumer les traits essentiels de l'évolution du capitalisme, afin de connaître les causes qui président aux transformations de l'agriculture.

Pour Marx, dans toute société, le facteur économique est primordial. En dernière analyse, ce sont les transformations de la technique des moyens de production et d'échange qui constituent l'infrastructure sur laquelle tout

(1) Kautsky nous dit dans la préface de sa « Question Agraire » :

« Engels et Marx ont dit des choses fort importantes sur des faits d'ordre « agraire ; mais ce n'est généralement que dans des remarques incidentes « ou dans de courts articles. Il faut faire une exception pour la rente fon- « cière dans le troisième volume du « Capital ». Mais celui-ci n'a pas été « entièrement achevé ; Marx mourut sans avoir terminé l'œuvre de sa vie. « Mais, même s'il l'eût terminée, nous ne trouverions pas tous les éclair- « cissemements que nous cherchons maintenant, car, conformément au plan « de son travail, il n'y traite que de l'agriculture capitaliste. »

(2) « Le Capital », Tome III, p. 156.

le reste est bâti (1). Malgré les apparences, les luttes sociales sont avant tout des luttes de classes (2).

A la fin de l'époque féodale, par suite d'une série de causes diverses (ouverture de nouvelles voies de communication et de nouveaux marchés résultant des grandes découvertes maritimes, formation des nations modernes, création des grandes compagnies commerciales et des grandes banques, apparition des dettes publiques, etc...), l'accumulation du capital entre les mains de quelques-uns commence à se produire. Pour que l'accumulation de capital puisse s'accroître, pour que le capital puisse exploiter le travail grâce au phénomène de la plus-value, il fallait précisément que ce travail fut libre pour être acheté.

Cette condition s'est réalisée par la disparition de la propriété primitive fondée sur le travail et son remplacement par le salariat.

Cette prolétarianisation de la grande masse des producteurs indépendants d'autrefois n'est pas encore terminée. Elle s'achève à notre époque pour les causes suivantes : a) par le développement continu de la grande production, sous la forme combinée du machinisme et de la concentration des entreprises ; b) par la surproduction, créatrice d'une armée de réserve industrielle ; c) enfin par l'exode des paysans et leur concentration dans les villes, exode causé par la disparition de la petite propriété.

Cette concentration et cette prolétarianisation génératrice de misère se poursuivront jusqu'au jour où l'équilibre se rompra entre les forces en présence. Alors la majorité prolétarienne expropriera la minorité expropriatrice. Ainsi, c'est par la lutte des classes que le régime capitaliste s'est constitué. C'est par la lutte des classes qu'il disparaîtra.

Pour démontrer que l'évolution de l'agriculture est parallèle à celle de l'industrie, il faut :

(1) « Misère de la Philosophie », p. 156 et « Critique de l'Economie Politique », préface p. V. — « Le mode de production de la vie matérielle détermine en général le processus social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine sa manière d'être, mais sa manière d'être sociale qui détermine sa conscience. »

(2) « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes. » (Manifeste communiste.)

1) Etablir que l'agriculture est aussi dominée par la production capitaliste, que les exploitants agricoles sont des capitalistes.

2) Que la concentration s'y opère comme dans l'industrie.

3) Que cette concentration a pour conséquence la prolétarianisation des producteurs directs.

Comment la production capitaliste s'est-elle organisée dans l'agriculture ? Comme nous l'avons déjà noté, Marx n'a pas traité les formes pré-capitalistes de l'agriculture. Il suppose qu'il existe dans cette branche de l'économie des capitalistes industriels (les fermiers), des propriétaires fonciers et des travailleurs salariés. Remarquons préalablement que l'on pourrait transporter telles quelles dans l'agriculture les théories que nous connaissons, si les qualités de propriétaire et d'exploitant étaient toujours réunies sur la même tête (c'est le cas de tous ceux qui exploitent en faire-valoir direct).

Le fermier capitaliste est celui qui emploie des salariés dans son exploitation, et qui par là même bénéficie de cette rente issue du travail d'autrui et que nous avons nommée plus-value. Les fermiers capitalistes sont donc des exploiters au même titre que les chefs d'industrie. Mais pour que cette classe de fermiers capitalistes se constitue, il a fallu que diverses conditions économiques se réalisent. Tout d'abord la rente primitive payée autrefois en nature ou en service, a dû faire place à la rente payée en argent. Ceci n'a pu se faire que lorsque l'exploitant cessant de produire pour sa consommation propre a produit pour le marché. Ce passage de l'économie naturelle à l'économie d'échange s'est accompli lorsque la production et la circulation ont atteint un développement suffisant.

La transformation de la rente en nature en rente en argent a engendré la formation d'une classe de salariés. Ainsi l'ancienne classe des cultivateurs propriétaires est devenue la pépinière des fermiers capitalistes, classe dont le développement a été conditionné par les progrès de la production capitaliste non agricole et favorisé par des circonstances spéciales (1). Ce processus ne s'est pas cependant accompli de façon continue.

(1) C'est ce qui se présente en Angleterre au xiv^e siècle, lorsque la dépréciation continue de l'argent enrichit les fermiers, détenteurs de baux à longue durée, au détriment des propriétaires fonciers.

« Ce n'est pas en une fois et d'une manière générale, mais
« petit à petit et dans des branches de production spéciales
« que le capital s'empare de l'agriculture. Il commence non
« par la culture proprement dite de la terre, mais par l'élevage
« du bétail, surtout l'élevage des moutons dont le produit
« principal, la laine, a continuellement, à l'époque où l'indus-
« trie se crée, un prix de marché plus élevé que le coût de
« production » (1). Ainsi, « il faut la grande industrie et le
« machinisme, pour donner une base permanente à l'agricul-
« ture capitaliste, exproprier radicalement la grande majorité
« des paysans et achever le divorce entre l'agriculture et l'in-
« dustrie domestique des campagnes, en extirpant les racines
« de cette dernière, le filage et le tissage. C'est elle aussi qui
« conquiert au capital industriel tout le marché intérieur » (2).

La production capitaliste n'est possible que lorsqu'elle est
aménagée en grande culture : « La production capitaliste ne
« commence en fait à s'établir que là où un seul maître ex-
« ploite beaucoup de salariés à la fois, où le procès de travail.
« exécuté sur une grande échelle demande pour l'écoulement
« de ses produits un marché étendu » (3). Cependant avant
la période de la grande industrie, la coopération et la con-
centration des moyens d'exploitation avaient été appliquées à
l'agriculture. De grands changements en étaient résultés, non
seulement dans la production, mais aussi dans les conditions
d'existence des populations rurales : le conflit était né entre
petits et grands propriétaires et non entre capitalistes et sala-
riés. La distinction que Marx établit ici entre grande et petite
culture est beaucoup plus féconde que celle entre grande et
petite propriété (4).

Quelles sont les conséquences économiques et sociales qu'en-
gendre la grande propriété ?

Au point de vue économique, ses avantages sont multiples.
Elle a d'abord la possibilité de pratiquer une culture scienti-
fique, elle peut utiliser les dernières découvertes techniques,

(1) « Le Capital », Tome III, p. 398.

(2) « Le Capital », Tome III, p. 382.

(3) « Le Capital », Tome I, p. 140.

(4) Nous n'avons pas jugé nécessaire de développer cette distinction, pas
plus d'ailleurs que les idées de Marx sur la coopération dans l'agriculture
capitaliste. (« Capital », tome I p. 145 et suivantes.)

augmenter sa production et la modeler suivant les exigences du marché, obtenir le crédit nécessaire à son exploitation ; en un mot, elle réalise l'union de l'agriculture et de l'industrie.

Mais ces progrès techniques sont dans le système capitaliste, générateurs de misères pour les salariés. « Dans l'agriculture, « comme dans la manufacture, la transformation capitaliste « de la production semble n'être que le martyrologe du pro- « ducteur »..... « si leur emploi (des machines) dans l'agri- « culture est exempt en grande partie des inconvénients et « des dangers physiques auxquels il expose l'ouvrier de fa- « brique, sa tendance à supprimer, à déplacer le travailleur, « s'y réalise avec beaucoup plus d'intensité et sans contre- « coup »..... « Dès que le régime capitaliste s'est emparé de « l'agriculture, la demande de travail y diminue absolument « à mesure que le capital s'y accumule » (1).

C'est pourquoi le développement de la production capitaliste dans l'agriculture est générateur d'un appauvrissement continu du sol, car si le capital industriel « exploite le travail humain », le capital agricole « exploite le travail humain et la terre » (2).

(1) « Le Capital », tome I, p. 217 et 283.

(2) Il est important de faire remarquer que les observations et les conclusions de Marx sur l'agriculture ont été faites à une époque où régnait encore le **système de culture** dit **d'épuisement**. C'est pourquoi il a pu conclure comme le dit G. Gatti, « qu'en exprimant du sol, grâce à une plus grande « somme de travail, une plus grande quantité de produits, on aurait non « seulement maintenu, mais accentué sans cesse cet appauvrissement. Or, « Marx n'aurait pas affirmé cela s'il avait eu sous les yeux le nouvel instru- « ment technique et le système de culture rationnelle qui, tout en donnant « des profits plus élevés que les systèmes anciens, n'épuise jamais la terre « à laquelle il rend (Liebig), ou donne d'avance par les engrais chimiques « (Solari), tout ce qui lui est enlevé en produits... »

« ...Des sociétés de capitalistes accaparent le sol, le grand capital lui ap- « porte l'énorme force excitatrice qui l'accompagne et toutes les créations « de la science agricole dont il est un précieux stimulant. Dans l'ancienne « agriculture à capital infime, le gain était surtout constitué par la rente, « produite par le capital fixe, le sol par ses énergies naturelles exploitées « jusqu'à l'épuisement. Le revenu qui dérive du capital mobilier engagé « dans l'exploitation, passait en seconde ligne. La nouvelle culture ration- « nelle met au second rang le capital fixe, la valeur naturelle du terrain, « car elle compte sur une préparation intelligente (labours, engrais, irriga- « tion, etc...) plutôt que sur les énergies du sol ; c'est pourquoi la rente tend « à diminuer à mesure qu'augmente l'importance technique et partant écono- « mique du capital. Il arrivera enfin que l'application générale du système « rationnel ayant, grâce aux lois de restitution (Liebig) et d'anticipation

Enfin, la grande propriété équipée pour la grande culture est un concurrent meurtrier pour la petite propriété et un des agents de sa disparition.

Au point de vue social, la grande propriété a pour effet de bouleverser les classes rurales, en supprimant l'industrie domestique, en convertissant le petit paysan en salarié et en provoquant son émigration vers les villes.

Puisque les mêmes lois générales régissent l'industrie et l'agriculture, la loi de la concentration doit aussi s'appliquer à cette dernière. Pour Marx, en effet, la concentration se réalisera également dans l'agriculture parce que la petite propriété qui domine encore étant techniquement inférieure à la grande culture capitaliste, sera incapable d'utiliser le nouvel instrument technique, et disparaîtra, tuée par la concurrence. Ainsi, et nous insistons sur ce point capital, la cause primordiale de la concentration agraire, c'est la concurrence.

Quelles étaient les raisons qui incitaient Marx à croire à l'infériorité manifeste de la petite propriété ?

Qu'est-ce que la petite propriété ?

« Dans le système de la propriété parcellaire, le paysan est
« propriétaire de la terre qui est son instrument de production
« principal, l'élément indispensable pour qu'il puisse appli-
« quer son capital et son travail. Il ne paye pas de fermage et
« la rente n'est plus une forme spéciale de la plus-value » (1).

Comment ce mode de production s'organise-t-il ? Il faut d'abord que la terre soit appropriée individuellement, que la population des champs soit plus dense que celle des villes et que le travail isolé soit prédominant par rapport au travail

« (Solari) absolument éliminé l'épuisement du terrain et, du même coup, « aboli la rente, tout le gain d'une exploitation agricole proviendra du revenu.

« **La rente est le produit de la rapine exercée sur le sol.** La culture rationnelle la diminue et tend à l'éliminer entièrement. **Le revenu est le produit de la rapine exercée sur le travail humain**, il tendra à augmenter dans la culture rationnelle jusqu'au moment où la production sera réglée par un système social compatible avec une équitable répartition des produits. Ainsi le capitalisme moderne, auquel la puissance de l'argent permet d'employer de grands capitaux dans l'agriculture et, par conséquent, d'avoir une agriculture rationnelle, **n'épuise pas la terre**, contrairement à l'opinion formulée par Marx, mais à l'instar de ce qui se passe dans l'industrie, il exploite à l'excès le travail humain.

« Le Socialisme et l'agriculture », pages 40, 288, 289, 290.

(1) « Le Capital », tome IV, page 401.

social. Dans le régime de la petite propriété, la majeure partie des produits obtenus est consommée par le producteur rural. En outre, l'exploitation de la petite propriété présente cette particularité de n'être « limitée ni par le profit moyen du
« capital ni par la rente, le paysan étant à la fois petit capita-
« liste et propriétaire foncier. Comme petit capitaliste, il n'a
« à tenir compte que du salaire qu'il se paie à lui-même, après
« déduction des frais proprement dits ; aussi longtemps que
« le prix du produit couvrira ce salaire et celui-ci descendra
« souvent jusqu'au minimum, il cultivera sa terre... Il est
« vrai qu'il doit prendre en considération l'intérêt du prix
« d'achat de la terre qui, lorsque celle-ci est grevée d'une
« hypothèque, doit être remis à une tierce personne ; mais cet
« intérêt peut être payé par la partie du sur-travail, qui dans
« le régime capitaliste constitue le profit. » C'est pourquoi,
une partie du sur-travail des « paysans travaillant dans les
« conditions les plus défavorables, est remise gratuitement à
« la société et n'intervient pas pour déterminer ni le coût de
« production ni la valeur. Cette infériorité du prix est donc
« une conséquence de la pauvreté des producteurs et nulle-
« ment de la productivité de leur travail » (1). Marx formule
bien d'autres griefs contre la petite propriété (2). Ses princi-
paux inconvénients peuvent ainsi se résumer : « La propriété
« parcellaire exclut de par sa nature le développement des
« forces productives sociales et des formes sociales du travail,
« c'est-à-dire la concentration des capitaux, l'élevage en grand
« du bétail et l'application progressive de la science. Elle
« rencontre comme ennemis l'usure et l'impôt qui l'appau-
« vrissent ; en outre, la dépense du capital qu'elle doit s'im-
« poser pour acheter la terre, l'empêchent de faire des avances
« suffisantes pour la culture. Elle est caractérisée par l'épar-
« pillement à l'infini des moyens de production et l'isolement
« des producteurs eux-mêmes, le gaspillage outré des forces
« humaines, la dégradation progressive et le renchérissement
« des conditions de production. Les années fertiles lui sont
« funestes » (3).

(1) « Le Capital », tome III, pages 402 et 403.

(2) Ibid, tome I, pages 341, tome III, pages 85, 405 et 411, et 18 brumaire, pages 346, 350 et 351.

(3) « Le Capital », tome III, page 404.

La petite propriété, issue du régime féodal, disparaît « sous
« l'action des circonstances suivantes : la ruine de l'industrie
« rurale à domicile par suite du développement de la grande
« industrie ; l'appauvrissement et l'épuisement progressif du
« sol ; l'accaparement par les grands propriétaires, des com-
« munaux qui sont le complément indispensable comme
« l'industrie à domicile, de la propriété parcellaire, et qui
« sont nécessaires pour que le cultivateur puisse élever des
« bestiaux, la concurrence de la grande culture et les progrès
« de l'industrie agricole, qui, d'une part, déterminent la
« baisse des prix des produits agricoles et qui, d'autre part,
« entraînent à des avances plus considérables, ainsi qu'on le
« constate en Angleterre dans la première moitié du
« xviii^e siècle » (1).

Indéfendable du point de vue économique, la petite propriété « l'est également du point de vue social, car elle crée
« une classe de barbares vivant à moitié en dehors de la
« société, soumis à toute l'imperfection des formes sociales
« primitives et à tous les maux et toutes les misères des pays
« civilisés » (2).

Ainsi les observations de Marx l'avaient amené à croire que la disparition de la petite propriété était économiquement inévitable. Mais il ne professait pas, comme on l'a maintes fois écrit, que cette disparition était conditionnée par la concentration agraire. Nous en avons trouvé la preuve dans le quatrième fascicule de la revue *Neue Rheinische Zeitung* (1850), où il critiquait un ouvrage d'Emile de Girardin, « le Socialisme et l'impôt ». Cet auteur proposait un impôt sur le capital qui devait « détourner les capitaux de l'exploitation
« peu lucrative de la terre et les amener à l'industrie plus
« productive, d'abaisser le prix du sol, de concentrer la
« grande propriété foncière, et de transplanter en France la
« grande culture anglaise et, en même temps, l'industrie an-
« glaise si développée » (3). A cette théorie, Karl Marx répon-
dait que « ce n'est pas en enlevant le capital à l'agriculture,
« mais au contraire, en ramenant vers le sol le capital indus-

(1) « Le Capital », tome III, page 404.

(2) Ibid, tome III, page 411.

(3) Cité par Kautsky dans « la Question agraire ».

« triel, que la concentration anglaise et l'agriculture anglaise
« sont devenues ce qu'elles sont... La concentration de la
« propriété foncière en Angleterre a, de plus, enlevé au sol
« des générations entières. Cette concentration, à laquelle
« l'impôt sur le capital contribuerait assurément en préci-
« pitant la ruine des paysans, pousserait en France cette
« grande masse de paysans dans les villes et rendrait ainsi la
« révolution d'autant plus inévitable. Enfin, bien qu'en
« France le retour du morcellement à la concentration ait déjà
« commencé, en Angleterre la grande propriété foncière re-
« tourne, à pas de géants, à son émiettement antérieur et
« montre ainsi, d'une façon indiscutable, que *l'agriculture*
« *doit passer indéfiniment de la concentration à l'émiettement*
« *et inversement*, tant que subsistera l'organisation de la
« société bourgeoise » (1).

Une question se pose alors à nous : pourquoi et malgré les idées professées ci-avant, Marx croyait-il à une concentration plus ou moins prochaine de la propriété foncière ? Nous croyons en avoir trouvé la raison dans Gatti, et au risque de multiplier les citations dans ce chapitre, nous croyons néanmoins nécessaire de reproduire les lignes suivantes : « Quand
« Karl Marx analysait le problème agraire dans le capital, il
« avait sous les yeux l'Angleterre où existait déjà la *concen-*
« *tration de la propriété foncière* entre les mains d'un nombre
« restreint de riches. Ce spectacle influa sans doute sur son
« opinion et lui fit croire que les petites propriétés allaient,
« comme les petites industries, rapidement disparaître. Mais
« s'agit-il réellement en Angleterre d'une concentration capi-
« taliste de la propriété foncière, analogue à la concentration
« industrielle que Marx a si nettement perçue ? Examinons
« rapidement les faits. Au xvi^e siècle, la demande des laines,
« très active surtout sur les marchés flamands, poussa les
« agriculteurs anglais à transformer tous les terrains pauvres
« ou médiocrement fertiles en paturages. Il n'y eut pas de

(1) Augé-Laribé, commentant un passage du « Capital » sur la concentration des capitaux, interprète ainsi les idées de Marx sur ce sujet : « Cette centrali-
« sation des moyens de production, cette concentration de capitaux, ne se
« fait pas d'une marche régulière, sans hésitation ni déviation... On peut voir
« d'un côté une concentration croissante, de l'autre la dispersion et la multi-
« plication des foyers d'accumulation et de concentration relatifs. »

« Grande et petite propriété », page III.

« propriétaire qui n'essayât, par tous les moyens possibles,
« de s'agrandir pour enclaver des prairies dans son lot.
« L'usurpation des biens de l'Eglise, que les grands du
« royaume se partagèrent, fut un des moyens mis en œuvre
« par les plus riches, beaucoup s'emparèrent aussi des com-
« munaux contigus à leurs propriétés. Une série d'Inclosure
« Acts a permis aux grands seigneurs terriens (Land-lords) de
« s'arroger, de 1762 à 1860, sept millions d'acres de commu-
« naux.

« Le même phénomène s'est reproduit en Irlande grâce
« aussi à des abus et des confiscations (expropriations d'Ir-
« landais catholiques) et plus tard (xviii^e siècle) en Ecosse,
« où les conquérants anglais usurpèrent le sol.

« Ainsi la disparition de la petite propriété dans le royaume
« britannique a pour cause un facteur auquel nous avons déjà
« fait allusion : les *oscillations du marché*. L'augmentation de
« la *demande* d'une certaine marchandise, la laine, en provo-
« quant une nouvelle orientation de la production agricole, a
« amené l'élimination progressive de la petite culture et le
« développement du grand pâturage.

« Des causes commerciales ont fait sentir le besoin de ce
« changement, mais ce n'est pas la *libre concurrence écono-*
« *mique* qui l'a réalisé : c'est l'usurpation, la violence guer-
« rière ou pseudo-légale, forte de la complaisante complicité
« du Parlement.

« La concentration de la propriété foncière dans la Grande
« Bretagne (et, pourrait-on ajouter, en Sicile, en Hongrie et
« en Prusse) ne provient donc pas d'une transformation de
« l'instrument technique producteur ; et elle diffère essen-
« tiellement d'une *concentration capitaliste* qu'aurait provo-
« quée, par la libre concurrence économique, une supériorité
« technique et productive générale de la grande exploitation.

« L'Angleterre, en effet, nous présente un type de latifun-
« dium d'où, malgré quelques bons exemples remarquables
« de capitalisme agraire, est bannie la grande entreprise capi-
« taliste parfaitement outillée telle que, dès aujourd'hui, elle
« apparaît çà et là. » (1)

(1) Gatti. « Le Socialisme et l'agriculture », pages 285, 286, 287.

A ces explications nous pouvons ajouter que si la concentration agraire n'a pas pris l'ampleur que Marx avait prédite, c'est aussi parce que la petite propriété a pu en partie utiliser, grâce à la coopération, le nouvel instrument technique de production, ce que Marx n'avait pas prévu.

Le troisième point de notre démonstration ne souffre aucune difficulté, car il est une conséquence des deux autres, la production capitaliste de l'agriculture et la concentration agraire. Cependant, là aussi nous avons la preuve que Marx n'attachait qu'une croyance relative à son antithèse fameuse ; un nombre décroissant de capitalistes en face d'un nombre croissant de prolétaires (1).

Ainsi le régime actuel porte en lui-même les causes de sa décomposition. Tôt ou tard, la synthèse se réalisera, soit par la voie du revisionnisme, soit par celle d'une catastrophe révolutionnaire (2). Le capitalisme agraire disparaîtra par l'expropriation de la propriété et le socialisme substituera à l'anarchie de la production et au gaspillage des forces productives, « la culture consciente et rationnelle traitant la terre comme la propriété éternellement commune, l'instrument inaliénable de l'existence et de la production de toutes les générations qui se succéderont dans l'humanité » (3).

(1) « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte », chapitre VII, pages 304 à 362, où Marx analyse l'action des classes intermédiaires. De même à la fin du troisième volume du « Capital », il constate que dans l'état actuel, il n'y a pas deux, mais trois grandes classes ; les capitalistes, les prolétaires et les propriétaires fonciers.

(2) Marx n'envisageait pas la dictature du prolétariat comme la transition **nécessaire** entre le régime capitaliste et le régime socialiste. « Interrogé en août 1871, par le correspondant de Londres d'un grand journal américain, « qui lui demandait : « Espérez-vous voir bientôt une guerre civile en Angleterre ? », Marx faisait déjà cette réponse :

« Nous ne voulons pas faire la guerre. Nous espérons être à même de faire triompher nos droits d'une manière légale et licite par une loi du Parlement.

Vandervelde, « Etudes marxistes », page 43.

(3) « Le Capital », tome I, page 342, et Manifeste communiste.

L'Ecole Marxiste

La question qui va se poser aux successeurs de K. Marx, c'est de savoir si le double mouvement de concentration capitaliste et de prolétarisation se réalise dans l'agriculture comme dans l'industrie. Ces critiques provenant d'adversaires du marxisme et même de socialistes, commencent à saper le majestueux monument érigé par Marx. Et précisément, c'est sur les théories agraires que les premiers coups vont pleuvoir. Les théories marxistes ne s'appliqueraient-elles pas à l'agriculture ? La question est d'importance !

Démontrer que l'agriculture échappe aux conclusions de Marx, c'est détruire l'unité de son système, contester la valeur des principes qui permettent au parti socialiste de motiver son attitude.

« Autant que j'en puis juger, dit W. Sombart, les déductions de Marx ne peuvent pas être transportées telles quelles dans le domaine de l'agriculture. Sur des questions d'ordre agraire, il lui est bien arrivé d'exprimer des pensées de grande valeur, mais sa théorie de l'évolution, qui suppose l'accroissement de la grande exploitation, la prolétarisation des masses, et qui déduit de cette évolution, comme nécessaire, le socialisme, cette théorie n'est claire que pour l'évolution industrielle. Elle ne l'est pas pour l'évolution agraire, et il me semble que seule la recherche scientifique pourra combler cette lacune qui existe assurément » (1).

C'est précisément autant pour répondre à toutes ces critiques, que pour protester contre l'attitude hétérodoxe de certains socialistes, que plusieurs auteurs, dont les plus notables sont Kautsky, Vandervelde et Gatti, allaient continuer les recherches commencées par le fondateur, combler les nombreuses lacunes de l'œuvre du maître, et rectifier ses prévisions, en utilisant les faits nouveaux survenus depuis la parution du « Capital ».

(1) Cité par Kautsky, « la question agraire », page 5.

D'après le « Manifeste Communiste », la seule façon de remédier aux maux engendrés par la propriété individuelle et l'anarchie de la production, c'était de socialiser la propriété foncière et d'organiser la culture selon le mode industriel, d'après un vaste plan d'ensemble. La solution préconisée était claire. Mais les textes orthodoxes furent interprétés différemment. La propagande ne portant que sur les ouvriers des villes, le parti socialiste parut ignorer complètement les habitants des campagnes. Cependant la question vint à l'ordre du jour au Congrès de Stuttgart en 1870. Considérant que les conditions nouvelles de la production et les lois de l'agronomie réclament la grande exploitation rurale, les socialistes allemands se déclarèrent partisans résolus de la socialisation du sol. Ce point de vue resta inchangé jusqu'au Congrès de Francfort en 1894, date à laquelle les congressistes furent saisis du programme agraire français. En 1880, les socialistes français avaient adopté la même attitude au Congrès du Havre. Mais en 1872, au Congrès de Marseille, ils firent volte-face et n'hésitèrent pas à promettre aux petits cultivateurs propriétaires, que le socialisme victorieux ferait exception en leur faveur, car ils seraient des producteurs en possession de leurs moyens de production. Une telle position devait faire naître bien des protestations de la part des orthodoxes. Elles ne manquèrent pas d'affluer, et J. Guesde, un des rédacteurs du programme, se vit nettement désavoué par Engels et Vandervelde. Sous l'influence de Kautsky, le Congrès de Breslau, saisi d'un programme analogue, refusa de l'adopter. Ses débats ne furent pas inutiles, puisqu'ils firent sentir la nécessité d'étudier le problème en partant de nouvelles données. Et l'on vota la résolution suivante : « Le Congrès reconnaît que « l'agriculture a ses lois propres, différentes de celles de « l'industrie qui doivent être étudiées et analysées, si le socialisme veut faire à la campagne œuvre efficace. Le Congrès « charge le Comité directeur du parti, en utilisant les travaux « de la commission agraire... » (1).

C'est pour répondre aux vœux du Congrès et combler une lacune que Kautsky entreprit la rédaction de la « Question

(1) Cité par Augé Laribé dans « Grande ou petite propriété », page 147.

Agraire ». Comme il nous le dit, « quoique l'on puisse penser « de ces discussions (au congrès) elles ont mis en évidence ce « fait que, dans la démocratie socialiste allemande, comme « dans la démocratie socialiste internationale, il existe des « opinions très différentes sur les tendances de l'évolution de « l'agriculture moderne, et que l'on n'a pas trouvé jusqu'à « ce jour, de fondement inattaquable sur lequel la démocratie « socialiste puisse faire reposer une politique agraire » (1)

Nous allons donc étudier quelques auteurs restés fidèles à la conception marxiste, ce qui nous permettra de mesurer le chemin parcouru depuis K. Marx, et de voir comment les influences combinées de l'époque et du milieu ont divisé le courant principal issu de la source en autant d'affluents qu'il y a de particularismes nationaux.

Le premier de ces auteurs, et le plus considérable sans contredit, c'est Kaustky.

(1) Kaustky. Préface de « la question agraire ».

CHAPITRE III

Kautsky

Comment Kautsky pose-t-il le problème agraire ?

« La question de savoir si c'est la grande ou la propriété « foncière qui est la plus avantageuse, occupe les économistes « depuis plus d'un siècle, et l'on n'entrevoit guère la fin du « débat. Mais pour la voir (l'évolution) il ne faut pas fixer « les yeux exclusivement sur la lutte de la grande et de la « petite exploitation et il ne faut pas considérer l'agriculture « en elle-même indépendamment du mécanisme complet de « la production sociale. » (1)

N'isolons donc pas l'agriculture de la vie économique dont elle est partie intégrante, recherchons dans quelle mesure les changements qui se produisent dans la structure sociale sont susceptibles de modifier sa propre structure et étudions puisqu'ils sont fonctions l'un de l'autre, le problème social et le problème économique.

Dans son ouvrage précédemment cité (« Sozialismus und soziale Bewegung »), W. Sombart n'hésitait pas à affirmer : « S'il se trouve dans la vie économique des domaines qui « échappent au processus de la socialisation, et qui lui échappent pour cette raison que la petite exploitation a parfois « en eux une plus grande importance, est plus productive « que la grande, que faire alors ? Là est tout le problème qui « se pose aujourd'hui comme question agraire à la démo- « cratie socialiste. » (2)

Kautsky n'est pas de cet avis, car cette manière de voir ne résoud rien. Voici comment il envisage le problème.

La citation est un peu longue, mais elle nous servira grandement à éclairer ce qui suit :

« Sans aucun doute — et nous admettrons cela désormais « comme démontré — l'agriculture ne se développe pas avec

(1) Kautsky. « Question agraire », p. 5.

(2) Cité par Kautsky.

« le même processus que l'industrie ; elle suit des lois propres. Mais cela ne veut nullement dire que l'évolution de « l'agriculture soit en opposition avec celle de l'industrie et « soit inconciliable avec elle. Nous croyons, au contraire, « pouvoir montrer qu'elles tendent toutes deux au même but, « dès qu'on ne les isole pas l'une de l'autre et qu'on les considère comme étant des éléments d'un même processus.

« Aussi bien la théorie marxiste du système de production capitaliste ne consiste-t-elle pas simplement à réduire l'évolution de ce système de production à la formule : « disparition de la petite exploitation devant la grande », de manière à ce que celui qui sait par cœur cette formule ait, « pour ainsi dire dans sa poche, la clef qui ouvre l'édifice de « l'économie moderne. Si l'on veut étudier la question agraire « selon la méthode de Marx, on ne doit pas se poser seulement « la question de savoir si la petite exploitation a un avenir « dans l'agriculture ; on doit, au contraire, rechercher toutes « les transformations qu'éprouve l'agriculture au cours du « régime de la production capitaliste, *on doit rechercher si « et comment le capital s'empare de l'agriculture, la révolutionne, ébranle les anciennes formes de production et de « propriété et crée la nécessité de nouvelles formes.*

« Ce n'est que lorsque nous aurons répondu à ces questions « que nous pourrons voir si la théorie de Marx est applicable « à l'agriculture ou non, et si la suppression de la propriété « privée des moyens de production doit s'arrêter devant le « plus considérable de tous les moyens de production : la « terre » (1).

Kautsky s'attachera donc surtout à étudier, puisque Marx ne l'a pas fait lui-même, « le rôle des formes précapitalistes « de l'agriculture à l'intérieur de la société capitaliste. »

Nous allons exposer cette évolution suivant la méthode dialectique hégélienne.

Si le processus du capital (sous toutes ses formes) passe par les états A B C D le capital agricole devra logiquement suivre la même voie. Du jour où l'agriculture sera capitaliste, nous pourrons indiquer dans quelle direction son évolution se poursuit.

(1) « Question agraire », p. 5 et 6.

L'état initial, l'économie naturelle

Quel est le point de départ de cette évolution ?

A la fin du Moyen-Age, à l'époque où régnait encore l'économie naturelle.

Quels sont ses caractères prédominants ?

La production est commandée d'une façon directe par les besoins du producteur lui-même. « La famille du paysan au Moyen-Age était une société économique se suffisant entièrement ou presque entièrement à elle-même, une société qui non seulement produisait ses subsistances, mais construisait aussi elle-même sa maison, ses meubles et ustensiles de ménage, fabriquait même la plupart des outils grossiers qu'elle employait, tannait elle-même la peau, travaillait elle-même le lin et la laine, confectionnait elle-même ses vêtements... Le paysan allait bien au marché, mais il n'y vendait que le surplus de ce qu'il produisait, et n'achetait que du superflu, à l'exception du fer... Du résultat du marché pouvaient dépendre ses aises et son luxe, mais non son existence. Cette société se suffisant à elle-même était indestructible. » (1)

Les échanges étant très réduits (2) la plupart des produits agricoles se consumaient sur place, et ceci avait son importance pour le fumage des terres.

La répartition même, en raison de sa simplicité, ne pouvaient soulever aucune difficulté parmi ceux qui venaient au partage. Le seigneur prélevait son cens, l'église sa dîme, le reste revenait au cultivateur, qu'il fût serf ou libre.

Quelles étaient les formes d'exploitation ?

Elles dérivaien des formes de propriété. La plus répandue était le système de village ; son territoire se divisait en deux :

(1) « Question agraire », p. 7.

(2) A l'origine, il était interdit dans presque tous les territoires de la manière la plus sévère, d'en faire sortir ou de vendre en dehors de lui, sans la permission des compagnons de territoire, des produits, de quelque nature qu'ils fussent (bois, foin, paille, engrais, bestiaux...).

le domaine partagé, qui comprenait pour chaque famille la maison entourée d'une parcelle de terre close, plus un champ pris en dehors du village dans la partie des terres labourables à diviser, et le domaine non partagé, allmends, territoire commun, c'est-à-dire la forêt et le pâturage.

« La campagne non partagée fut exploitée en commun par « la société ; sur la terre arable, chaque famille cultiva pour « elle-même ses propres lots, mais non selon son bon plaisir. « Dans les champs, on cultiva les céréales pour l'alimenta- « tion des hommes. Mais l'élevage, l'exploitation des pâtu- « rages, dominaient encore toute l'exploitation agricole. Et « si la culture de la terre était devenue chose privée des diver- « ses familles, l'exploitation des pâturages demeura affaire « commune de toute la communauté ; cette forme d'exploit- « tation réagit sur les relations de propriété.

« Comme terre arable, le sol était propriété privée, comme « terrain de pâturage, propriété commune. » (1). Mais tout ceci n'était possible que parce que l'on pratiquait la culture à trois assolements, doublée de la contrainte de sole pour chaque compagnon du village.

Ce système de culture n'avait pas besoin d'approvisionnement extérieurs. Il produisait lui-même ses instruments d'exploitation (instruments aratoires, engrais et bestiaux) et faisait régner entre les membres de la communauté villageoise, en raison de l'indivision des pâturages, une solidité suffisamment forte pour les protéger des puissances extérieures.

Mais quelle que fût la solidité de ce système, le développement du commerce, et de l'industrie urbaine, allait faire naître des formes nouvelles, génératrices de l'économie d'échange.

(1) Ibid., p. 24.

SECTION II

La thèse : l'économie d'échange

La grande révolution économique de la Renaissance va bouleverser complètement l'économie naturelle.

La féodalité touchant à sa fin, les nations se forment, la bourgeoisie devient une force. Les moyens de communication se développent intensément amenant la découverte de l'Amérique. L'or va affluer sur le vieux continent, augmentant le volume et la vitesse de la circulation monétaire.

Sous l'influence de la révolution capitaliste de l'industrie, les conditions d'existence de l'agriculture féodale vont subir une transformation radicale.

1° En développant la division du travail, la grande industrie, fit rapidement disparaître les travaux accessoires de l'agriculture. Désormais les paysans achèteront de plus en plus des choses qu'ils confectionnaient eux-mêmes autrefois. Une des premières manifestations de cette scission entre agriculture et industrie se manifeste dans le tissage. (1)

2° Disparition des formes anciennes de la culture extensive.

C'est à dater de cette époque que les communaux disparaissent un peu partout.

3° Transformation de l'agriculture ancienne produisant des valeurs d'usage, en agriculture moderne produisant des valeurs d'échange.

C'est là, la modification la plus importante. En effet, de plus en plus, le paysan a besoin d'argent. D'abord parce qu'il se procure maintenant sur le marché ce qu'il fabriquait autrefois : « les blouses de toile et les peaux d'animaux sont remplacées par les vêtements de drap, les souliers d'écorce disparaissent devant les bottines de cuir... », mais aussi, parce que parallèlement au sien, croissait les besoins d'argent des puissances qui l'exploitaient, seigneurs féodaux et

(1) Voir le célèbre poème de Henri Heine : « les Tisserands ».

autres détenteurs de l'autorité publique. Les prestations en nature se transforment en prestations pécuniaires dont le montant va sans cesse croissant. « La seule méthode par laquelle il pouvait (le paysan) faire de l'argent consistait à faire de ses produits des marchandises, à les porter au marché et à les y vendre... Aussi le paysan fut finalement forcé de devenir ce que l'on entend aujourd'hui par paysan, mais ce qu'il ne fut nullement au début : un pur agriculteur. » (1)

L'argent devint dès lors un intermédiaire nécessaire pour le paysan, L'ère capitaliste apparaît dans l'agriculture. Cependant il faudra plusieurs siècles avant que cette ère soit pleinement épanouie.

En s'emparant de l'agriculture, le capital allait tendre à augmenter la production agricole, et cela par deux moyens : l'intensification de la culture et l'extension du domaine agricole.

Tout d'abord la culture est devenue plus intensive : suppression de la jachère, sélection des semences, engrais chimiques, outillage mécanique perfectionné. Puis le domaine agricole a été étendu : mise en valeur des terres incultes, défrichement des forêts, etc., produisant pour le marché, recherchant le plus grand profit net, les exploitations agricoles sont devenues plus grandes.

Comme ses prédécesseurs Kautsky n'a pu s'empêcher de discuter ce problème jamais résolu des avantages ou des inconvénients de la grande ou de la petite exploitation. (2)

Les avantages de la grande exploitation sont multiples ; au point de vue technique : économies de bâtiments, de clôtures, de chemins, capitaux plus considérables, outillage et installations plus perfectionnés, etc.

au point de vue commercial : achats des matières premières et des engrais à meilleur compte, vente plus rémunératrice des produits de toutes sortes...

au point de vue du crédit même, les avances ne prennent pas la forme du prêt usuraire, mais celle du crédit moderne de production, dont le taux est adopté au taux du profit.

(1) « Question agraire », p. 12.

(2) Plus loin, nous verrons que Vandervelde l'a magistralement traité.

Jouissant de tels avantages, la grande exploitation devrait donc se multiplier aux dépens de la petite. Comment se fait-il que celle-ci garde cependant une telle vitalité ? Pourquoi ne disparaît-elle pas tuée par la concurrence ?

Sa résistance est due à trois causes :

1° Par l'excès de travail et la sous-consommation du petit paysan.

2° Par des revenus accessoires d'ordre industriel.

3° Par le travail salarié dans les grandes exploitations.

Aux avantages de la grande exploitation, la petite ne peut guère opposer qu'un labeur acharné et une sobriété toute animale. Comme l'observait déjà Stuart Mill en parlant des paysans du Palatinat, « ce sont les plus endurantes, les plus « infatigables, les plus persévérantes des bêtes de somme ». Mais un tel labeur des parents profite-t-il au moins aux enfants ? Point ! Car « le paysan ne se condamne pas seul à « ce travail forcé, il y condamne aussi sa famille. En agri- « culture, ménage et exploitation agricole sont intimement « liés, et par suite, les moins résistantes des forces travail- « leuses, les enfants sont toujours là à la disposition de l'ex- « ploitation. » (1)

La grande exploitation est donc supérieure à la petite, c'est l'opinion de l'Allemand Kraemer (dans *Gollzches Handbuch*, p. 160), ce fut celle de Quesnay et des Physiocrates et de la majorité des classiques.

Notons que cette différence qualitative n'existait pas à l'époque pré-capitaliste : seul le seigneur aurait pu posséder un grand domaine. Mais comme il faisait cultiver ses terres avec les hommes, les bêtes et les instruments que lui fournissaient les corvées, il ne pouvait techniquement avoir aucune supériorité sur les petites tenures de la communauté villageoise. A vrai dire, le rendement des terres seigneuriales était inférieur à celui des terres roturières. Comme celles de serfs, ses parcelles étaient disséminées dans la campagne, et ceux qui exploitaient pour le seigneur se fatiguaient si peu, travaillaient de si mauvais gré, qu'il en résultait une perte énorme de temps et de travail. Cela changea lorsque les servi-

(1) *Ibid.*, p. 161.

tudes féodales se transformèrent, que le paysan devint propriétaire de sa parcelle, et qu'il s'efforça de l'agrandir par tous les moyens, en la cultivant à sa guise.

Il nous resterait maintenant à parler des revenus accessoires d'ordre industriel du petit paysan et de son travail salarié dans les grandes exploitations.

Mais ces développements trouveront mieux leur place dans la section suivante, lorsque nous exposerons les diverses modalités que revêt la prolétarianisation des paysans.

SECTION III

L'antithèse

Ce que nous avons appelé l'état C est caractérisé par le développement de forces antagonistes à celles qui ont cherché à s'épanouir pendant l'état B. La façon dont nous exposons le processus hégélien dans l'agriculture, tendrait à faire croire que ce stade ne se manifeste que lorsque son contraire est arrivé au terme de sa course. Comme nous l'avons déjà montré il n'en est naturellement pas ainsi. La thèse et l'antithèse coexistent presque simultanément et leur lutte va durer jusqu'à l'instauration de la synthèse.

En révolutionnant l'industrie, puis en s'emparant de l'agriculture, le capitalisme a été pour elle un bienfait, il lui a permis d'augmenter presque indéfiniment sa production. Mais il va désormais devenir aussi une source continue de calamités. Nous allons en exposer le mécanisme. Mais enfin d'éclairer ce chapelet de contradictions internes, il nous a paru nécessaire de les ramener toutes à une idée centrale : *le capitalisme s'oppose à lui-même*, « il engendre lui-même « sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature ».

Etant donné sa supériorité économique, la grande exploi-

tation, devrait logiquement prendre une extension presque continue. Mais des tendances contraires vont s'opposer à son développement et l'empêcher d'atteindre le stade auquel elle devrait arriver dans les conditions techniques actuelles. Bien plus, ces tendances pourront en favorisant le morcellement, engendrer un recul technique et par conséquent social de l'agriculture.

Est-ce parce que la petite exploitation ne s'est pas laissé absorber par la grande qu'il faut en conclure que Marx s'est trompé et que le schéma qu'il nous décrit est imaginé de toutes pièces ?

Il est facile de montrer en prenant l'industrie pour exemple, que si la petite exploitation arrive à végéter, sa force de résistance est loin d'être aussi grande qu'on le prétend et que tôt ou tard, elle disparaîtra de la vie économique.

Quand la grande usine s'installe, elle fait disparaître les petits ateliers ; mais cela ne veut pas dire que les petits entrepreneurs deviennent tous des ouvriers de fabrique. Ils s'adonnent à d'autres professions où la grande entreprise ne se fait pas encore sentir, et les encombre. D'où, à ne considérer que les chiffres des statistiques, une augmentation notable des petites entreprises. Mais ce n'est pas là ce qu'on peut appeler une lutte victorieuse contre le grand capital.

Même dans les domaines où la machine règne incontestée, il arrive souvent que les petites entreprises ne disparaissent pas, bien qu'elles constituent une superfluité économique. La cause n'est autre que les formes démocratiques des états modernes, qui obligent l'autorité publique à donner son appui à des couches sociales économiquement condamnées. « Aussi
« bien, est-ce aux dépens des ouvriers, et non des grands
« industriels que l'on prolonge la vie des petites exploitations,
« en donnant des privilèges au petit commerce aux dépens
« des coopératives de consommation, aux patrons aux dépens
« des compagnons... »

« Mais tout cela ne prouve pas la fausseté du dogme marxiste (qui ne s'applique qu'aux tendances économiques).
« Cela prouve simplement que la petite exploitation, dans sa
« décadence, suit un procès très compliqué, où des tendan-
« ces contraires s'entrecroisent, qui le troublent et le retar-

« dent seulement, semblent çà et là le modifier en un sens opposé, mais qui, en réalité ne peuvent l'arrêter. » (1)

Ces courants opposés qui se manifestent dans l'industrie, n'existent-ils pas en agriculture ?

L'affirmative n'est pas douteuse. Mais on y découvre d'autres tendances, particulières à l'agriculture, qui rendent encore son évolution plus complexe que celle de l'industrie.

D'abord l'industrie peut multiplier à volonté les moyens de production, tandis que l'agriculture ne peut multiplier le sol.

Ensuite, en ce qui concerne le capital, les différences sont encore plus notables. Quand on parle du capital, il faut distinguer l'accumulation et la centralisation. L'accumulation résulte de la plus-value, le capitaliste ne consommant pas la totalité du bénéfice qu'il a réalisé, met le reste en réserve. La réunion des petits capitaux en un seul constitue la centralisation. Ce mouvement peut-il s'appliquer au sol ?

Dans l'industrie l'accumulation du capital peut se faire indépendamment de la centralisation. Une grande entreprise peut se fonder, sans qu'il soit nécessaire de faire disparaître les exploitations moindres ; si celles-ci disparaissent ce sera une conséquence et non une condition préalable de la création de la grande entreprise industrielle. Dans l'agriculture, pour qu'une grande exploitation se forme, il faut qu'elle absorbe préalablement plusieurs petites propriétés. La disparition des petites exploitations est la condition nécessaire de la formation de la grande. Encore, cela ne suffit-il pas, car il faut en outre que leur réunion forme une surface continue.

Cette limitation du sol est un obstacle sérieux à la centralisation agraire. Poussons les choses à l'extrême et supposons que tué par la concurrence, le petit paysan soit contraint de vendre son domaine. Sa disparition peut fort bien ne profiter à personne. Car même si la petite propriété est contiguë à l'entreprise qui s'agrandit, rien ne prouve que les terrains à vendre soient précisément ceux qu'il faut pour arrondir la grande propriété.

Bien que dans le régime actuel l'évolution conduise à l'extension de la grande propriété, le développement technique des grands domaines risque de les inférioriser sur le marché

(1) « Question agraire », p. 215.

à cause de la recherche du plus grand profit. Voici, les méthodes de culture ne changeant pas, une exploitation qui s'agrandit. Cet accroissement de terrains à cultiver va engendrer, quant au matériel et aux transports, des frais supplémentaires trop élevés par rapport à la valeur-poids des marchandises (fumier, paille, pommes de terre...). Dans cet ordre d'idées on ne peut manquer d'établir un parallèle avec l'industrie où la concentration des forces productives est corrélatrice de l'agrandissement de l'exploitation. De ce qui précède, il résulte « que le procès de centralisation du sol pour « l'agrandissement d'une propriété foncière, déjà beaucoup « plus difficile en soi que le procès de l'accumulation et de la « centralisation du capital a, dans des circonstances données, « des limites pour chaque exploitation » (1).

Cependant même quand les circonstances lui seront favorables, le grand propriétaire aura-t-il toujours intérêt à s'agrandir ?

Ce n'est que là où domine le fermage qu'il aura le désir de s'étendre davantage. Dans ce cas, exploitation et propriété ne coïncident pas, car le grand propriétaire ayant divisé son domaine en petites exploitations trouve un plus grand intérêt à les affermer séparément, plutôt que de les cultiver lui-même de façon rationnelle.

Dans le cas où propriété et exploitation ne font qu'un, on remarque qu'à partir d'une certaine grandeur, la tendance à la centralisation ne se manifeste plus que par le désir d'acquérir d'autres exploitations distinctes (2).

Cette centralisation du sol, cette réunion de différentes propriétés, en une seule main, ne peut changer en quoi que ce soit l'étendue des exploitations particulières composantes. Mais elle entraîne une centralisation de l'administration. C'est donc dans cette grande culture exploitée par des travailleurs associés, que Kautsky voit la forme de l'avenir : « la réunion « de plusieurs exploitations dans une même main conduit tôt « ou tard à leur fusion en un organisme unique, à une division méthodique du travail et à la coopération des exploitations particulières » (3).

(1) « Question agraire », p. 227.

(2) Kautsky nous cite de nombreux exemples relevés par les professeurs Rudolph Meyer et J. Conrad.

(3) « Question agraire », p. 231.

Dans son développement, la grande exploitation va encore rencontrer un nouvel obstacle : le manque de bras.

Les fermiers et les petits propriétaires ont toujours trop d'enfants, qui n'ayant pas assez à faire sur les domaines restreints de leurs parents vont se louer dans les exploitations plus grandes, constituant pour celles-ci une réserve de main-d'œuvre.

Mais c'est ici que nous allons avoir un exemple typique de cette auto-destruction du régime capitaliste agricole. Lorsque la grande exploitation s'agrandit aux dépens de la petite, cette production de main-d'œuvre diminue rapidement, puisque sa source, le petit paysan, disparaît en partie. D'où recul de la grande exploitation qui se manifeste, soit par la vente des terres non exploitées faute d'ouvriers agricoles, soit par l'affermage desdites portions.

Inversement, ce phénomène d'émiettement trouve en lui-même ses limites. C'est dans la mesure où l'augmentation des petits cultivateurs devient la source de la multiplication des bras disponibles. D'où progression nouvelle de la grande exploitation aux dépens des petites qui l'entourent.

Il y a donc un mouvement de pendule qui va de la petite à la grande exploitation et inversement. Ce fait est-il inconciliable avec les principes marxistes ? Il faut croire que non, depuis le passage de K. Marx déjà cité, dans la revue « *Rheinische Zeitung* ».

Nous devons donc conclure que la petite propriété foncière n'est pas prêt de disparaître pour faire place à la grande, car là où la concentration est trop poussée, le morcellement entre en jeu, soit automatiquement par l'absence de main-d'œuvre salariée, soit volontairement par l'intervention de l'Etat et des grands propriétaires.

Si la petite exploitation se maintient, ce n'est pas, comme on le prétend, parce qu'elle est plus productive que la grande. Le petit paysan cultive d'abord pour lui-même afin d'assurer sa propre subsistance et subséquemment pour le marché; quand il peut vendre. Ce qui fait surtout sa force et sa raison d'être dans la société actuelle, c'est qu'il produit en surabondance ce quelque chose dont la grande exploitation a besoin : des bras ouvriers.

A ce stade, grande et petite exploitation ne s'excluent pas.

Au contraire elles se supposent mutuellement, le maintien de l'une étant conditionné par l'existence de l'autre.

Mais alors le paysan perd son caractère ancien de producteur indépendant, sa condition de salarié fait de lui un prolétaire, un prolétaire d'un genre particulier certes, mais qui est de moins en moins intéressé au maintien de l'ordre social actuel.

* * *

L'agriculture n'est pas une forme d'activité exigeant toujours la même dépense régulière de travail, le cultivateur n'ayant pu encore s'affranchir du cycle des saisons.

Tant que l'industrie domestique du paysan exista, ces variations dans l'intensité du travail agricole furent sans conséquence. L'essor de l'industrie engendra des perturbations dans cette répartition du travail agricole. Un des plus importants parmi les travaux d'hiver était le battage au fléau. La batteuse mécanique mit fin à cette longue occupation, contraignant le cercle de la famille paysanne à se rétrécir, les bras superflus devant aller chercher ailleurs, dans les centres urbains généralement, parfois sur place (industrie à domicile) d'autres occupations. Viennent les gros travaux d'été, la famille d'autrefois ainsi réduite n'est plus suffisante. Il lui faut louer des bras auxiliaires, qui ne pourront être que ceux d'autres paysans à l'affût de revenus accessoires.

Le petit paysan a donc une double existence. Comme propriétaire, il ne cultive pas pour le marché, mais pour assurer l'existence de son ménage, comme salarié, il vend le temps qu'il n'emploie pas à la culture en louant ses bras.

Il est évident que ces hybrides, mi-paysan, mi-ouvrier, ont les mêmes intérêts essentiels que le prolétariat industriel ; s'ils sont moins sous la dépendance des fournisseurs de comestibles, ils ne sont cependant pas protégés contre l'exploitation des entrepreneurs capitalistes, industriels ou agriculteurs. Ainsi l'influence du capitalisme sur l'agriculture a abouti à faire perdre au petit paysan son caractère de pur agriculteur et à dépeupler les campagnes.

Pur agriculteur ? Il ne l'est plus lorsqu'il s'embauche comme ouvrier agricole ou comme bûcheron, dans des exploi-

tations forestières lorsqu'il s'en trouve à proximité de sa ferme.

Si le travail agricole lui est impossible, la seconde ressource qui s'offre à lui, c'est l'industrie à domicile.

Les multiples inconvénients matériels et moraux du « sweating-system » sont trop connus pour que nous les exposions ici. Ce qu'il faut souligner — car dans l'esprit de Kautsky tout ceci est spécial à l'Allemagne et particulièrement à la Prusse, — ce sont les facteurs qui font que le courant de la grande industrie ne stagne pas dans les villes, mais/se répand aussi par minces filets dans les campagnes. Ces facteurs sont, les uns d'ordre naturel, demande croissante de matières premières et de seconde nécessité produites par la campagne, utilisation de l'eau comme force motrice, traitement sur place des matières premières, etc..., les autres d'ordre social, salaires moins élevés, charges sociales moins lourdes, manque d'organisation syndicale, etc... Cet établissement des industries hors des centres urbains s'effectue d'autant plus facilement que les moyens de communication sont plus développés, car les liaisons avec les marchés ne sont pas interrompues. Telles sont les diverses occupations qui vont permettre au petit paysan de végéter en restant attaché à la terre.

Cependant, tous ne veulent pas ou ne peuvent pas adopter ce système. Ils émigrent alors vers les villes « tentaculaires ». Les causes de cet exode sont nombreuses : charges fiscales qui semblent trop lourdes au cultivateur besogneux, perspective de gagner à la ville un salaire plus élevé qu'aux champs, vie plus variée, loisirs plus grands, distractions plus nombreuses, etc. Aussi quand le capitalisme ne divise pas les campagnes, il les dépeuple.



Les développements précédents nous ont montré que le mode de production capitaliste a brisé la structure du régime féodal et donné une telle impulsion à l'agriculture qu'elle a fait en quelques années plus de progrès qu'en deux mille ans. Nous avons vu aussi que le régime a engendré des forces contraires qui tendent à détruire les avantages réalisés par l'industrialisation. Une de ces dernières forces destructives et

non des moindres, c'est la concurrence que se font les pays producteurs de marchandises agricoles des deux mondes. Nous n'entrerons pas dans les détails de cette lutte, pour nous contenter d'en faire un rapide exposé.

Au début, le capitalisme s'est manifesté à l'agriculture par l'ouverture des marchés. Les phases ultérieures se sont caractérisées par l'extension de ces marchés.

Du ressort de la province, les denrées sont passées dans la nation, puis dans les pays voisins. De nos jours, le marché est devenu mondial. Seulement, ce marché si étendu n'est plus uniquement alimenté comme autrefois. De nouvelles terres ont été mises en exploitation dans les pays neufs. Ceux-ci ont tellement produit qu'ils ont exporté et ces exportations sont venues concurrencer les produits du continent.

La victoire n'était pas douteuse pour les pays neufs, car le bon marché de leurs produits avait de multiples causes : rente foncière très basse, voire inexistante, salaires moins élevés, culture extensive supprimant beaucoup de frais généraux, sols neufs qui épargnent des fumures coûteuses, etc... Aussi pour résister à un tel assaut, les producteurs du vieux continent ont-ils été contraints de baisser considérablement leurs prix d'abord, puis de réclamer ensuite la protection des pouvoirs publics par l'institution de primes et de droits de douanes à l'importation. Mais ces mesures qui se répercutent sur le consommateur national ont soulevé de telles protestations que les gouvernements n'ont pu les généraliser, ni les élever comme les classes rurales le demandaient. Les seuls résultats positifs que de telles mesures aient engendrés ont été de ralentir l'adaptation de l'agriculture aux conditions nouvelles et de déterminer une régression notable de la production des céréales, car il est bien évident que la concurrence étrangère s'est tout d'abord manifestée dans ce domaine.

Les agriculteurs européens, dont les sols n'étaient pas de première qualité, ont cherché leur salut dans la production d'autres marchandises, pommes de terre et autres légumes, fruits, animaux de boucherie, etc...

Or il faut remarquer que c'est « dans le domaine de la production des céréales que la grande exploitation l'emporte le plus sur la petite, c'est elle qui se trouve le plus fortement atteinte par la concurrence d'outre-mer. Les domaines dans

« lesquels l'agriculteur, évincé du marché des céréales, cherche à se réfugier, sont précisément ceux dans lesquels la « petite exploitation peut le plus facilement se défendre contre « la grande » (1).

Mais cette concurrence des pays d'outre-mer devait amener les producteurs européens évincés du marché des céréales, à gagner comme industriels ce qu'ils perdaient comme agriculteurs ou propriétaires fonciers, en faisant sortir d'un produit brut à bas prix un produit manufacturé. Et comme dans tout progrès économique, ce furent les grandes exploitations qui donnèrent l'exemple et tirèrent de cette innovation les plus grands avantages. C'est ainsi qu'à côté des raffineries et des distilleries, on vit apparaître dans les grands domaines des amidonneries, des brasseries, des laiteries, des fabriques de conserves, etc... L'union de l'industrie et de l'agriculture se réalisait pleinement ainsi sous l'aiguillon de la concurrence.

L'évolution allait-elle s'arrêter là ?

Non. L'industrie allait peu à peu se substituer à l'agriculture. Le progrès de la technique allait ruiner diverses branches de l'agriculture. Par une meilleure utilisation des déchets, on allait réussir désormais, avec la même quantité de matière première, à obtenir une quantité plus considérable de produits marchands. La consommation restant à peu près la même, la demande de matière première devait fatalement baisser. De plus, aux matières premières de grande valeur, allaient se substituer des matières premières de moindre valeur, en raison de l'utilisation des déchets et de la production d'équivalents. Enfin, l'industrie allait réussir à fabriquer elle-même des produits, que seule l'agriculture pouvait donner autrefois, ou à les remplacer, rendant ainsi inutiles commercialement, c'est-à-dire superflus, ceux fournis par l'agriculture (beurres et huiles artificiels, vins, sucres, alcools, alizerine, électrotechnie, etc...)

Ce que la concurrence d'outre-mer avait épargné, le développement industriel le menaçait de destruction. L'industrie dévorante absorbera-t-elle totalement sa vieille rivale, au point de réaliser la prédiction de Kropotkine ? (2).

(1) « Question agraire », p. 383.

(2) « Il veut en arriver (l'agriculteur d'aujourd'hui) à faire le sol, à défier les saisons et le climat, à chauffer l'air et la terre autour de la jeune plante ;

Les perspectives de Kautsky ne sont pas aussi grandioses.
« Dans un grand nombre de domaines, la production agricole a été transformée en production industrielle ; dans beaucoup d'autres domaines cette transformation est prochaine, nul domaine de l'activité agricole n'est entièrement assuré contre cette prise de possession. Et chaque progrès en ce sens doit nécessairement avoir pour résultat d'aggraver l'état de crise où se trouvent les agriculteurs, d'accroître leur dépendance vis-à-vis de l'industrie, de diminuer la sécurité de leur existence...

« ...A la campagne aussi, toute la vie économique, qui s'était muée jusqu'ici d'une manière si uniforme et si rigoureuse éternellement dans la même ornière, est tombée dans cet état de perpétuelle révolution qui est la caractéristique du mode de production capitaliste » (1).

SECTION IV

La Synthèse

Nous vivons actuellement la lutte engagée entre la thèse et l'antithèse, entre le capitalisme et les forces mauvaises nées de lui. Sous ses multiples formes, ce combat apparaît souvent comme une lutte acharnée entre le droit de l'Etat — droit qui est l'affirmation brutale du pouvoir économique d'une classe de la société, celle qui est détentrice des moyens de production — et le droit de l'individu.

Ainsi schématisée, la réalisation du socialisme ne serait en somme, suivant les règles du processus historique hégélien, que *la synthèse du droit de l'Etat et du droit de l'individu*.

« à produire en un mot sur un hectare ce que l'on ne réussissait pas autrefois à récolter sur cinquante hectares, et cela sans se fatiguer à outrance, en réduisant beaucoup la somme totale du travail antérieur. »

« La Conquête du pain », p. 267.

(1) « Question agraire », p. 442-443.

Le socialisme ne conserverait du capitalisme que sa partie vraiment créatrice, l'outillage mécanique moderne, source de production presque illimitée, et en ferait disparaître la partie destructrice, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il remettrait en application le principe de l'ancienne économie naturelle, le droit direct et intégral du producteur sur les produits de son travail, mais en le faisant déborder de ses anciennes limites par l'action bienfaitrice du principe de l'économie d'échange : la circulation mondiale de tous les produits.

* * *

Lorsqu'on embrasse d'un coup d'œil cette évolution de l'agriculture, on est frappé de voir qu'elle semble retourner sous deux formes, celle du travail industriel salarié du paysan et celle de l'industrie agricole du grand exploitant, à son point de départ, c'est-à-dire à la *confusion de l'agriculture et de l'industrie*. Avec cette différence cependant que les rôles sont renversés, et que ce n'est plus l'agriculture l'élément décisif et directeur, mais l'industrie : « la direction de l'évolution industrielle sert de règle à l'évolution agricole. La première est-elle tournée vers le socialisme ? la seconde doit se tourner aussi vers lui ! » (1).

Kautsky nous dit qu'avant d'entreprendre ses recherches sur la question agraire, il croyait que l'exploitation paysanne était menacée, d'un côté par le morcellement, de l'autre par la grande exploitation, et que, par suite, la même évolution se produisait (sous une autre forme) dans l'industrie, la prolétarianisation à un pôle, la concentration des exploitations capitalistes à l'autre. « J'ai recherché laquelle des deux opinions était la vraie, et mes recherches m'ont conduit, contre toute attente, à ce résultat qu'aucune des deux n'avait une vérité générale, que nous devons attendre, dans l'agriculture, ni la fin de la grande exploitation, ni celle de la petite, que nous trouvons bien ici, à un pôle la tendance universellement vraie, à la prolétarianisation, mais que nous trouvons à l'autre pôle une oscillation constante entre les progrès de la

(1) « Question agraire », p. 450.

« petite exploitation et ceux de la grande exploitation. Conformément à cela, je suis arrivé à ce résultat que l'agriculture ne produit pas par elle-même les éléments dont elle a besoin pour parvenir au socialisme. Mais l'agriculture indépendante de l'industrie, qu'elle soit paysanne ou capitaliste, cesse de plus en plus de jouer un rôle dans la société. L'industrie subjugué l'agriculture, de sorte que l'évolution industrielle trace de plus en plus la loi de l'évolution agricole » (1).

Ce qu'il faut donc mettre bien en lumière, c'est *l'industrialisation de l'agriculture*.

On peut donc dire que les tendances de l'évolution sociale comme celles de l'évolution agricole sont les mêmes dans tous les pays parvenus à un même degré de civilisation. Mais les états qu'elles vont créer dans ces pays, et même dans les diverses régions d'un même pays, seront essentiellement différents, et ce, en raison des différences de climat, de configuration des terres, de situation géographique, de puissance des classes sociales, etc..., c'est pourquoi, s'il est possible de donner une théorie de l'évolution agraire, il est plus difficile de bâtir un programme agraire international.

Est-ce à dire qu'il faille ne rien faire et attendre paisiblement que le vent de l'évolution pousse le trois-mâts de la société vers le port du socialisme ? « La tâche historique du parti socialiste consiste à pousser la société au delà du stade capitaliste... » (2) ; c'est pourquoi, après avoir passé en revue les remèdes proposés par d'autres et qu'il rejette personnellement, Kautsky nous expose la solution qu'il préconise pour résoudre ce problème.

Que faire contre l'émiettement du sol ?

On a proposé d'introduire dans les pays qui souffrent de cet état de choses, des biens de familles indivisibles et inaliénables. Ne craint-on pas que ce soit une occasion pour revenir à l'ancien régime en rétablissant droit d'aînesse et majorat ? Et croit-on qu'une loi civile ait la vertu de modifier le cours de la vie économique ? La reconstitution des biens communaux pourrait offrir une seconde solution. Mais ses inconvé-

(1) Ibid, Préface.

(2) Kautsky. « Politique agraire », p. 55.

nients sont trop nombreux (nous ne pouvons les développer ici) pour que cette réforme ne soit guère qu'un palliatif momentané.

Et contre la dépopulation des campagnes ?

On a tout tenté pour y remédier : appel à des ouvriers ruraux étrangers, avantages accessoires offerts aux indigènes, cessions à leurs salariés, par les grands propriétaires, de petites parcelles qui les attachent au sol. Rien n'a réussi pour enrayer l'exode rural. Le plus sûr moyen serait d'augmenter les salaires des ouvriers agricoles. Mais cette solution que l'on ne propose jamais et que l'on subit, est contraire à l'essence du régime, la recherche du plus grand profit.

Si rien ne retient l'ouvrier, peut-être serait-il plus facile d'agir sur le petit cultivateur propriétaire, en occupant ses longues soirées hivernales par des occupations industrielles. Nous avons déjà vu que les inconvénients de ce système dépassent largement ses avantages.

Quant à la concurrence d'outre-mer, la seule défense efficace en usage, le droit de douane, est une arme à double tranchant. On peut même dire qu'elle est nuisible aux cultivateurs, qui s'endorment dans une sécurité trompeuse, conservent leurs méthodes de culture routinière et restent ainsi infériorisés sur le marché mondial. C'est un palliatif trompeur, bien plus souvent générateur de représailles que de progrès social.

Reste le fâcheux dualisme du détenteur du capital foncier et du détenteur du capital mobilier. Ce qu'on a proposé de meilleur pour y parer, c'est la coopération entre cultivateurs. Il est un peu étonnant que Kautsky ne lui soit pas très favorable. Il lui reproche notamment de garder un caractère individualiste et surtout de tendre à transformer les petits paysans d'exploités en exploités. Dans les villes, les coopératives de production, dès qu'elles prospèrent, se ferment en refusant de nouveaux membres, embauchant des salariés qu'elles ne traitent pas mieux que ne le font les patrons capitalistes.

Il est probable que les coopératives agricoles de production agiraient pareillement, et qu'après avoir apporté un soulagement momentané dans les campagnes, elles ne tarderaient pas à devenir une cause d'oppression supplémentaire.

Que faire si l'on écarte tous ces remèdes ?

Réaliser dès maintenant ce vers quoi nous mène l'évolution du capitalisme, l'expropriation des capitalistes, *la socialisation des moyens de production agricoles*, socialisation qui existe déjà sous forme de nombreux germes dans le régime actuel. Cette socialisation, il ne faut pas l'envisager comme un retour à l'âge d'or des temps élyséens. C'est une solution fatale, qui s'imposera comme se sont imposés les stades antérieurs. « L'évolution sociale va finalement, dans l'agriculture, dans « le même sens que l'industrie. Les besoins sociaux comme « les conditions sociales poussent ici comme là à la grande « exploitation sociale, dont la plus haute forme associe l'agri- « culture et l'industrie en une solide unité » (1).

Quelles modalités revêtira cette socialisation ?

Kautsky sur ce point est assez réservé. Il lui importe infiniment plus de connaître les tendances générales de l'évolution que de décrire en détails une nouvelle « Utopie ». Cependant c'est le critérium importance sociale qui permettrait d'effectuer cette répartition de la propriété entre les divers groupements de producteurs. Les moyens de production locaux, boulangeries, usines à gaz et électriques, transports en commun, etc... seraient classés propriétés communales ; seraient propriétés d'Etat, les chemins de fer, mines, usines métallurgiques, banques, tandis que tout ce qui a une importance mondiale (canal de Suez par exemple) deviendrait propriété internationale.

(1) « Question agraire », p. 460.

SECTION V

La politique agraire du socialisme

Et la terre sera-t-elle soumise à la loi commune ?

Trois passages de la « Question agraire », très courts d'ailleurs, ne font qu'esquisser la réponse. « Bien que la socialisation ne s'étende tout d'abord qu'à la grande industrie capitaliste, il est clair qu'elle transforme aussi par là en ouvriers sociaux, même si elle ne touche pas le moins du monde à leur propriété foncière, les agriculteurs qui ne peuvent pas vivre de l'agriculture seule, qui sont réduits à se faire d'autres revenus. » (1)

Voici pour les hybrides qui ne sont pas de purs agriculteurs. « Un régime prolétarien doit absolument conduire à la socialisation de la propriété foncière sous ses deux formes, à la socialisation du sol donné à ferme et des hypothèques...

« ... Enfin un régime prolétarien doit aussi conduire à la socialisation des grandes exploitations agricoles qui reposent sur l'exploitation d'ouvriers salariés. » (2)

Voilà pour les grandes exploitations et les fermiers à qui il est indifférent d'avoir pour patron une collectivité ou un individu.

Mais il n'y a rien pour la catégorie la plus nombreuse, celle qui nous intéresse le plus, celle des petits propriétaires.

Il n'y a rien, sinon cette remarque incidente, que « l'agriculture pourrait passer du régime capitaliste au régime socialiste sans aucune expropriation des paysans propriétaires. »

Aussi bien, est-ce dans « La politique agraire du parti socialiste » qu'il faut aller chercher une réponse à ce sujet. Seuls les grands domaines et les exploitations données en fermages seront socialisés. *Exception sera faite pour les petites propriétés paysannes.* « Le triomphe du prolétariat ne doit ins-

(1) « Question agraire », p. 454.

(2) « Question agraire », p. 455-456.

« pirer aucune crainte aux petits paysans, ni aux propriétaires de petites exploitations » (1).

Comment justifier pareille mesure d'exception ?

En se reportant une fois de plus à l'industrie. Supposons le régime socialiste instauré. Que vont devenir les petites exploitations à caractère artisanal et les petites boutiques du commerce ? Elles se comporteront différemment envers le socialisme naissant, suivant que leur exploitation sera ou non parasitaire (2). Plus la situation matérielle et sociale des ouvriers s'améliorera, plus elle se rapprochera de celle des salariés de l'Etat, et plus ces petits exploitants parasites, qu'ils soient commerçants ou artisans, renonceront à leur condition actuelle. Et comme le socialisme tendra à fonctionner tous les travailleurs, il est à prévoir que ces exploitants parasites ne seront pas longtemps les adversaires du nouveau régime. Pourquoi l'Etat socialiste les exproprierait-il, puisque l'évolution économique se chargera de le faire ?

Quant aux autres petites exploitations, que l'on qualifiera de nécessaires par apposition aux précédentes, branches d'industrie qui répondent aux goûts et aux besoins diversifiés des consommateurs (tailleur, relieur), ou au contact direct avec la clientèle (cordonnier, coiffeur), ils devront subsister. Seulement le petit artisan, s'il désire rester libre dans son atelier, n'en sera pas moins sous la dépendance de la société, qui sera son seul fournisseur en outils et matière première.

A la campagne, l'évolution suivra la même marche. Les petits agriculteurs propriétaires finiront par renoncer à leur situation actuelle pour les raisons précédemment citées. La société en sera même plus maîtresse que des petits artisans et commerçants, grâce à la socialisation des hypothèques et des industries agricoles. Bien plus, sous le régime socialiste, le marché intérieur passera au premier plan dans l'économie nationale, ce qui se traduira par une importance croissante de l'agriculture. Dans cette situation, ouvriers agricoles et petits paysans verront croître leur utilité sociale. Comment supposer dès lors qu'un régime socialiste aurait intérêt à exproprier les petits paysans propriétaires ?

(1) « La Politique agraire », p. 202.

(2) Kautsky entend par exploitations parasites, celles qui sont techniquement dépassées et sont économiquement superflues. >

« Le parti socialiste, loin d'exproprier le paysan, le mettra
« en possession des moyens de production les plus parfaits,
« et ils ne sont nullement à sa portée dans l'ère capitaliste.

« Les moyens de production les plus perfectionnés ne peu-
« vent à la vérité être employés que dans la grande exploita-
« tion, que le régime socialiste devra s'appliquer à étendre
« promptement. Mais pour amener les paysans à réunir leurs
« terres et à les exploiter en grand pour la société ou la com-
« mune, il ne sera pas nécessaire de recourir à l'expropria-
« tion ; si la grande exploitation coopérative est reconnue
« avantageuse pour les sociétaires, l'exemple des grandes
« exploitations nationalisées entraînera les paysans...

« ... L'existence de quelques petites exploitations est aussi
« conciliable avec l'agriculture dans le régime socialiste,
« qu'avec le métier. Ce qui s'applique à celui-ci s'applique à
« celles-là. Il est assez indifférent que le sol cultivé par ces
« petites exploitations soit propriété particulière ou propriété
« de l'Etat. Ce qui importe, ce sont les effets économiques et
« non les catégories juridiques » (1).

* * *

Ainsi le socialisme cherche bien moins à réaliser la révolution juridique résultant du renversement de la propriété, que la révolution économique résultant du mode de production ; son but n'est pas l'abolition de la propriété privée en tant que telle, mais celle du mode de production capitaliste. Et c'est pour en finir avec celle-ci qu'il veut abolir celle-là.

Quel est donc le programme agraire du socialisme allemand ? Sur quelles bases repose-t-il ? Sur la démocratie socialiste. Qu'entend-on par là ? C'est un parti d'évolution sociale qui aspire à faire progresser la société au delà du stade actuel du capitalisme, mais c'est surtout le parti du prolétariat organisé engagé dans la lutte de classe. « L'évolution sociale
« a le pas sur les intérêts du prolétariat et le parti socialiste
« ne saurait défendre des intérêts prolétariens qui entrave-
« raient l'évolution sociale.

« En général, ce conflit ne se présente pas, puisque la théo-
« rie qui sert de base au parti socialiste établit précisément

(1) « Politique agraire », p. 206, 207.

« que les intérêts du développement social coïncident avec ceux du prolétariat qui est par conséquent le véritable ressort de ce développement » (1).

Qu'est-ce qu'un prolétaire ?

Voilà un terme si souvent employé avec des acceptions opposées, qu'il importe avant tout de le définir.

Prolétaire n'est pas synonyme de gueux ; le prolétaire n'est pas un adepte du communisme des partageux, sa marque distinctive n'est en aucune façon sa misère. Voici les quatre points qui le caractérisent :

1° Le rôle important qu'il joue dans la production.

2° Le manque absolu des moyens de production.

Il peut comporter un manque de moyens de consommation, mais il ne l'implique pas. Le salarié restera donc un prolétaire tant qu'il ne sera pas en possession des moyens de production, quelle que satisfaisante que puisse être sa situation de consommateur. Il faut bien insister sur ce caractère.

3° Ce qu'il met en œuvre, ce ne sont point des moyens de production individuels, mais sociaux.

4° En dehors du travail, il se sent l'égal de son patron.

Le petit paysan présente-t-il tous ces caractères ?

Il semble bien que non, si nous bornons notre rapprochement au caractère le plus important, le second. Que le paysan propriétaire soit libre, ou qu'il soit ligoté par une hypothèque, sa situation n'est jamais semblable à celle d'un salarié vis-à-vis de son patron ; on peut le comparer à celle d'un entrepreneur vis-à-vis du propriétaire des locaux loués dans lesquels le fabricant exerce son industrie. De même le paysan reste propriétaire de ses moyens de production (train de culture) et comme tel, il est en opposition d'intérêts avec le prolétariat. Est-ce à dire qu'il va en être l'adversaire déclaré ? Non, car à côté de cette opposition, le paysan a des intérêts communs avec le prolétaire des villes, et cette communauté d'intérêts sera parfois si forte, qu'elle amènera une coopération sur le plan politique. Le prolétariat agricole groupera donc tous les salariés des grandes et moyennes exploitations, tous les fermiers, et dans certains cas les petits paysans propriétaires.

(1) Ibid., p. 24.

Le parti socialiste accordera au prolétariat des champs ce qu'il accorde au prolétariat des villes. Mais par contre, il est bien évident qu'il refusera aux paysans « la protection de leur « mode particulier d'exploitation contre le progrès du développement économique. » La protection des paysans, c'est aussi la protection de leur propriété, la défense et l'encouragement de la vente des produits agricoles. Sur ces points il ne faudra pas compter sur l'appui du parti socialiste : « Ce qu'il « faut écarter tout d'abord, ce qu'il faut combattre avec « toute l'énergie possible, c'est la tendance à réagir contre « l'appauvrissement des paysans en rejetant sur l'industrie et « sur le prolétariat des charges qui les accablent » (1), car « ce « ne sont pas les paysans, mais bien les prolétaires qui sont « les pionniers de l'évolution sociale moderne ; favoriser les « paysans aux dépens des prolétaires, c'est arrêter le progrès « social » (2).

Il résulte de ceci que le parti socialiste ne mettra jamais en œuvre un programme pour la protection des paysans seulement : il serait en opposition avec son caractère de parti prolétarien. Mais puisque le développement de l'agriculture est plus lent que celui de l'industrie, puisqu'il entrave la marche en avant du socialisme, il faut prendre des mesures qui accéléreront ce développement. C'est dans cet esprit qu'on peut établir un programme agraire.

Quels sont les moyens généralement préconisés ?

Le moteur du capitalisme étant la poursuite du profit individuel, est-ce dans cette voie qu'il faut s'engager ? Une réponse négative n'est pas douteuse. Si le socialisme ne doit pas enrayer le développement du capitalisme, il n'a d'autre part aucune raison de le favoriser.

Doit-il alors activer le développement économique par l'extension du marché mondial et la politique coloniale de l'expropriation brutale des indigènes ? Pas davantage. En augmentant par trop les profits de la classe possédante, on affermit ses positions, on retarde l'avènement du socialisme.

Aura-t-on recours alors à la nationalisation du sol ? Bien qu'elle soit possible dès maintenant, et que dès mars 1848, le

(1) « La Politique agraire », p. 27.

Remarquons que, de nos jours, la seule chose qui intéresse les cultivateurs, ce sont les moyens de vendre leurs produits.

(2) Ibid., p. 28.

comité du parti communiste allemand (dont faisaient partie Marx et Engels) l'a fait revendiquée, Kautsky rejette encore ce moyen. Les arguments qui motivent ce refus proviennent des changements économiques et politiques qu'engendrerait cette mesure. Le taux de la rente foncière baissant, la nationalisation des hypothèques devient un moyen de garantir aux capitalistes le paiement des intérêts, car c'est l'Etat qui devient leur débiteur. Il n'en serait pas autrement de la nationalisation du sol par rachat, le mode de production actuel subsistant. Il est vrai que dans ce cas l'Etat peut agir sur la production. Mais l'exploitation étatiste est plus défectueuse et plus onéreuse que celle des particuliers. Il n'y a guère que les exploitations à caractère de monopole qui pourraient donner quelques résultats. De plus l'agriculture n'a pas encore atteint le stade où l'intervention des pouvoirs publics est rendue nécessaire. Seules les industries agricoles (raffineries, brasseries, distilleries) seraient mûres pour la nationalisation. Mais ce serait là une réforme si partielle, que son action sur le développement de l'agriculture capitaliste serait inexistante (1).

Enfin la municipalisation du sol ne serait-elle pas un dernier moyen à envisager ?

Non, répond Kautsky, pas plus que les autres. Lorsqu'il cherche à étendre le domaine communal, le socialisme municipal urbain fait œuvre utile pour le prolétariat. Il n'en serait pas de même à la campagne. Il ne faut pas, sous prétexte d'étendre les terres et les bois communaux, ressusciter la propriété collective de village de la féodalité. On ne peut songer économiquement à une exploitation coopérative en grand par la commune rurale, car les paysans sont encore trop assujettis aux puissances campagnardes.

Que proposer, tous ces moyens étant éliminés ?

Pour agir sur la campagne, il n'est pas besoin de principes nouveaux. Comme le parti socialiste ne peut transporter telle quelle dans l'agriculture sa politique actuelle basée sur l'état de l'industrie, comme il lui faudra l'adapter à la nature spéciale de l'agriculture, le problème reviendra à chercher quelles

(1) Bien qu'opposé à la nationalisation, Kautsky fait exception pour les eaux et forêts, pour les raisons qui ont depuis lors poussé la plupart des pays à les faire entrer dans le domaine public.

conséquences résulteront de l'application des principes généraux de sa doctrine.

Mais il faut remarquer que de telles recherches, en raison de l'excessive variété des phénomènes agricoles, ne pourraient donner que des résultats particuliers propres à chaque région. Elles n'aboutiraient même qu'à des revendications provisoires, puisque l'état social est en continuelle transformation. C'est pourquoi le programme agraire socialiste, pour garder un caractère de généralité, ne fera que reprendre la plupart des revendications formulées à l'occasion du programme industriel.

* * *

Nous en avons terminé avec l'exposé des doctrines agraires chez celui que nous considérons en cette matière comme le représentant le plus éminent et le plus orthodoxe de l'école marxiste. Pas plus pour Kautsky que pour Karl Marx et pour ceux qui suivront, nous ne formulerons de critiques d'ordre général, car la réalité économique s'est chargée de le faire sous la plume des doctrinaires socialistes contemporains, chez ceux qui pensent que l'auto-critique est non seulement une preuve de force, mais une adaptation nécessaire aux conditions changeantes de la vie.

Les doctrines ont besoin de ces réparations continuelles pour ne pas s'écrouler en vieillissant.

C'est pourquoi nous nous contenterons ici de remarquer brièvement que les conclusions de Kautsky renferment une contradiction profonde et que ses jugements sur le coopératisme agricole sont erronés.

Nous venons de voir que Kautsky voulait borner les interventions du socialisme en faveur de l'agriculture à de simples mesures de protection. Quant aux petits propriétaires paysans, il était inutile de les défendre puisqu'ils devaient, tôt ou tard, se confondre avec les prolétaires. Mais nous avons souligné particulièrement à la page 207 de sa « Politique agraire », que le régime collectiviste admettrait fort bien l'existence de la petite propriété.

Si celle-ci commence à s'affaiblir, c'est que sa fonction économique est terminée. Pourquoi dès lors vouloir prolonger son existence ? Il se peut qu'un régime socialiste ait réellement

besoin de la petite *culture*. Mais la petite *propriété* ne se justifie que sous le régime actuel. La regrettable confusion que l'auteur fait entre culture et propriété ne peut guère servir qu'à déguiser un opportunisme difficilement avouable. Nous avons vu également que Kautsky n'accorde qu'une confiance très limitée aux sociétés coopératives de ventes et d'achats. « Les « avantages dérivant de la division du travail et de la direc-
« tion d'un agronome, nous dit-il, ces avantages propres à la
« grande culture, ne seront jamais à portée des petits pro-
« priétaires coopérativement associés. On espère en vain que
« les coopératives leur donneront le moyen de se prévaloir des
« progrès agricoles, que la grande propriété seule peut appli-
« quer » (1).

Il y a une erreur qu'il est facile de souligner. Seul le petit paysan peut produire 50. La coopération peut lui permettre de produire 100. Est-ce parce que la grande entreprise, utilisant les mêmes moyens, produira 150, qu'il va se décourager et se confiner dans son isolement ? C'est justement pour se défendre contre la grande entreprise qu'il lui faut plus produire. Et la coopération semble être sa seule planche de salut. Autre erreur. Les seules coopératives en lesquelles Kautsky ait quelque espoir, ce sont celles de production. Leur développement se fait toujours attendre. Par contre, celles qu'il condamnait, les coopératives pour l'achat et la vente en commun, sont précisément celles qui se sont multipliées d'étonnante façon !

Nous reviendrons dans nos conclusions sur les raisons qui expliquent de si notables différences dans l'expansion d'une même forme économique.

(1) « Question agraire », p. 239.

David et Otto Bauer

Avant d'aborder l'étude de l'œuvre de Vandervelde, nous croyons devoir signaler la thèse d'un autre marxiste allemand. David, qui dans son ouvrage « *Socialismus und Landwirtschaft* » soutient un point de vue complètement opposé à celui de Kautsky.

D'après David, la loi de la concentration capitaliste ne peut pas se vérifier dans l'agriculture, parce que les causes génératrices de la concentration industrielle ne jouent dans l'économie rurale qu'un rôle tout à fait secondaire. Nous avons nommé la division du travail, le machinisme et la coopération des travailleurs.

La division du travail est très limitée en agriculture pour toutes les raisons que l'on sait. La machine n'a qu'un rôle restreint, « la relève des hommes par la machine » n'étant pas ici prêt de s'accomplir comme dans l'industrie. Quant à la coopération des travailleurs agricoles autant dire qu'elle est presque inexistante.

C'est pourquoi les avantages qui en résultent pour la grande production ne se font pas sentir, d'autant plus que la somme de travail fournie par un petit cultivateur, est bien supérieure à celle d'un ouvrier salarié.

Ainsi, la thèse de David repose sur cette idée que le travail du cultivateur individuel est plus productif que celui de l'ouvrier parce qu'il est stimulé par la propriété.

Bornons-nous à remarquer que la thèse de David n'infirme pas celle de Kautsky, parce que celui-ci admet la justesse des observations de David et que c'est précisément pour remédier à cet état de choses qu'il préconise la socialisation du sol exploité par des travailleurs associés.

Nous avons vu que Kautsky expliquait l'étonnante productivité de la petite exploitation, et par le surcroît de travail formidable que s'imposait le petit exploitant, et par la sous-consommation qui en était le corollaire.

Mais un des disciples de Kautsky, l'autrichien Otto Bauer, ne s'est point contenté de cette explication. Et la théorie qu'il

propose mérite d'être exposée ici, ne serait-ce que parce qu'elle prend pour base un facteur essentiellement psychologique : l'indépendance. Ce qui est pour le moins étonnant de la part d'un marxiste orthodoxe.

Le maintien, sinon les progrès de la petite exploitation s'explique par un phénomène propre à la formation des prix dans l'agriculture. Voici un propriétaire foncier qui veut affermer ses terres. Il va se trouver devant deux sortes de locataires éventuels, d'une part, en face d'un grand fermier qui désire louer la totalité des terres disponibles afin de les exploiter selon les méthodes modernes et avec des engins modernes, d'autre part en présence d'un nombre plus ou moins grand de petits fermiers, qui se proposent eux de faire valoir le sol affermé d'après un mode de culture plus arriéré.

Le gros fermier capitaliste peut offrir un prix de location très élevé, plus élevé que celui des petits fermiers, parce qu'il produira davantage. Il bénéficie de ce qu'Otto Bauer appelle la différence de productivité (1) et A. Wauters la prime de productivité. Mais le petit fermier qui tient à son indépendance regagne grâce à la prime d'indépendance ce que la prime de productivité lui avait fait perdre.

Si la prime de productivité est supérieure à la prime d'indépendance, le propriétaire louera au gros fermier capitaliste. Dans le cas inverse, ce sont les petits fermiers qui l'emporteront.

C'est là une théorie ingénieuse, qu'il est curieux répétons-le de trouver sous la plume d'un disciple de Kautsky.

(1) Otto Bauer. « Der Kampf um Wald und Weide », p. 228.

CHAPITRE IV

Emile Vandervelde

Nous nous trouvons ici en face d'un marxiste, auteur de très nombreux écrits, qui ont apporté de précieux enseignements et de judicieuses critiques aux idées de Marx et de Kautsky. Mais ce qui manque dans une telle œuvre, c'est précisément un plan d'ensemble : les enquêtes monographiques volumineuses alternent avec les articles polémiques, les cours et les conférences. Nous aurions donc éprouvé quelques difficultés à exposer sous forme didactique les idées de Vandervelde sur la question agraire, si nous n'avions eu la bonne fortune de trouver, pour faciliter notre tâche, un cours professé par cet auteur à l'université de Bruxelles.

Ce n'est pas sans une certaine appréhension que nous écrivons ce chapitre, car Emile Vandervelde est encore vivant, et rien ne nous garantit que nous avons fidèlement interprété les idées du chef socialiste belge, qui joue toujours sur la scène politique internationale, un rôle de premier plan.



Quelles sont les conditions requises pour que le travailleur agricole reçoive intégralement le fruit de son travail ?

Il faut qu'il soit à la fois propriétaire et capitaliste, propriétaire du sol et détenteur de ses moyens de production. Dans l'état actuel des choses, le travailleur agricole se trouve-t-il dans ces conditions ?

Toutes les catégories d'exploitants peuvent se ramener à trois types essentiels : le paysan propriétaire, le cultivateur locataire et le fermier capitaliste.

Le premier, est propriétaire du sol et des moyens de production qu'il met lui-même en œuvre.

Le second, s'il n'est pas propriétaire du sol, l'est par contre de ses moyens d'exploitation. Il est en même temps travailleur.

Quant au troisième, le fermier capitaliste, il ressemble en

tous points, au cultivateur locataire, avec cette différence que ne pouvant exploiter seul, il emploie des travailleurs salariés. Dans cette troisième forme, la plus répandue de l'agriculture capitaliste, il y a séparation très nette des trois agents de la production agricole ; le propriétaire foncier, l'entrepreneur agricole et l'ouvrier salarié sont trois personnages distincts.

Ainsi donc, à l'exception du paysan propriétaire, tous les travailleurs agricoles sont contraints d'abandonner une fraction du produit de leur travail, soit au propriétaire du sol, soit au fermier capitaliste. Pour que chaque travailleur, reçoive intégralement le produit de son travail, il faut que tous deviennent :

Soit des paysans propriétaires ;

Soit des travailleurs associés, possédant en commun le sol et les moyens de production.

Individualisme ou socialisme ?

Il n'y a pas d'autre solution possible. En dernière analyse, la question revient à savoir vers laquelle de ces deux voies l'évolution nous conduit.

Cet examen pose en réalité deux problèmes, l'un social, l'autre économique.

1° A qui la terre doit-elle appartenir ?

2° Par qui doit-elle être cultivée ?

Nous réserverons le premier problème pour la fin du chapitre, car nous y rattacherons l'étude de la théorie du socialiste belge Colins.

Par qui la terre doit-elle être cultivée ?

Supposons que la propriété du sol soit collective. Trois systèmes d'exploitation seraient possibles.

La culture individuelle ;

La culture par des fermiers capitalistes ;

La culture par des travailleurs associés.

Auquel de ces trois modes d'exploitation donner la préférence ? Il est impossible de répondre a priori, car c'est là une question de fait. Il faut examiner les avantages et les inconvénients respectifs de la grande et de la petite culture, si les travailleurs agricoles sont aptes au travail coopératif, etc. Ce sont ces différents points que nous allons étudier maintenant.

* * *

Dans le régime actuel, la propriété paysanne est-elle en régression ? Y a-t-il divorce entre la propriété et le travail ? A mesure que le capitalisme se développe, la terre échappe-t-elle de plus en plus à ceux qui la cultivent ?

Vandervelde répond par l'affirmative. Et cette preuve il l'administre en s'appuyant :

- a) Sur les recensements agricoles ;
- b) Sur l'étude comparée du faire-valoir direct et du faire-valoir indirect.
- c) Sur l'évolution historique de la propriété depuis l'époque féodale.

Examinons ces arguments.

a) En ce qui concerne les recensements agricoles, nous ne reprendrons aucun des nombreux tableaux établis par Vandervelde. La critique des statistiques n'est plus à faire, surtout quand les conclusions qu'on en tire sont établies sur des chiffres résultant d'enquêtes que l'on sait défectueuses.

b) Etude comparée dans l'espace, des faire-valoir direct et indirect.

Vandervelde consacre de nombreuses pages à montrer que « la prédominance de l'exploitation par locataires sur le faire-valoir direct, est un fait plus important que la prédominance de la grande propriété sur la petite. » (1)

Comment s'effectue cette régression du faire-valoir direct ?

«...La propriété paysanne domine dans les régions pauvres « tandis que le faire-valoir indirect se développe au contraire « dans les régions riches. » (2)

Regardons la Belgique. Dans la Campine et les Ardennes, régions pauvres où survivent encore les formes primitives de la culture, le faire-valoir direct est encore la règle générale. Par contre, dans les Flandres, province aux sols riches où la culture est intensive, la propriété paysanne a presque entièrement disparu.

Passons en France. Dans l'Artois, la Picardie, la Beauce, la Brie, la Normandie, la côte nord de la Bretagne, partout où les terres sont fertiles, le fermage est la forme dominante. Au

(1) Vandervelde. « La propriété foncière en Belgique », p. 272.

(2) « Le socialisme et l'agriculture », p. 23.

contraire, dans le Midi, le Centre et l'Est, le faire-valoir direct se maintient encore. « Et bien, s'il en est ainsi, s'il est vrai que « c'est dans les régions riches que le fermage se développe, « nous pouvons, dès à présent, en conclure que le développement du capitalisme a du avoir pour conséquence de « faire reculer le faire-valoir direct devant le faire-valoir indirect. » (1)

c) Cet état de chose s'explique historiquement, par l'évolution de la propriété foncière depuis le moyen-âge.

Nous connaissons les formes de la propriété féodale :

Le seigneur a le domaine éminent, le serf le domaine utile. Du ^{xii}^e au ^{xiv}^e siècle, parallèlement au mouvement d'affranchissement des communes, se produit la révolution rurale qui aboutit à la libération personnelle des serfs et à la généralisation de la propriété paysanne. Mais cette conquête de la propriété par les paysans ne fut pas décisive. Le seigneur conserva la propriété directe et n'aliéna la propriété utile que contre le paiement d'une redevance. « A partir du moment, « en effet, où la population et la richesse augmentent, où le « sol acquiert de la valeur, il arrive fréquemment que le cens « se transforme en fermage, que la propriété directe du seigneur se métamorphose en propriété capitaliste. » (2)

C'est l'histoire de l'Angleterre, où le développement du capitalisme a détruit la propriété paysanne engendrée par l'abolition du servage, S'il n'en fut pas de même en France, c'est sans doute parce que le capitalisme s'y est développé moins rapidement.

Cependant du ^{xv}^e à la fin du ^{xviii}^e siècle, les grands domaines du moyen-âge se reconstituent, mais au profit cette fois de la bourgeoisie et de la noblesse de cour. Et c'est pendant cette période que se développent « toute une série de « formes d'amodiation qui ont ceci de commun qu'elles remplacent le faire-valoir direct par le faire-valoir indirect, « qu'elles enlèvent la propriété du sol à ceux qui le cultivent. » (3)

(1) Ibid., p. 23-24.

(2) Ibid., p. 26.

(3) Pour cette histoire, il faut consulter :

« La propriété rurale en France », de M. Flour de Saint-Genis et « Les « paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du « ^{xviii}^e siècle », de M. Kareieff.

Ce sont : le bail à cens sous la féodalité, le bail à cheptel (xv^e et xvi^e siècle), le métayage et enfin le fermage, inconnu jusqu'alors et qui deviendra prédominant.

De nos jours la scission de la culture et de la propriété se poursuit, mais sous une forme nouvelle : la dette hypothécaire.

A la fin de l'ancien régime, l'agriculture présentait les caractères suivants :

- 1° Association du travail agricole et du travail industriel ;
- 2° Propriété communale ou droits d'usage sur les terres seigneuriales ;
- 3° Production pour l'usage.

Sous l'influence de la révolution industrielle, la transformation capitaliste de l'agriculture va se produire de la façon que Kausky nous a décrite. Aussi à mesure que l'évolution capitaliste progresse, le divorce entre le travail agricole et la propriété foncière s'accroît. Cette régression s'effectue, tantôt sous forme de la disparition du faire-valoir direct au profit du faire-valoir indirect, tantôt sous forme d'une augmentation de la dette hypothécaire, tantôt enfin sous forme d'un morcellement des grands et moyens domaines.

Est-ce à dire que la loi de la concentration se vérifie aussi dans l'agriculture ? Et peut-on y trouver des arguments décisifs pour trancher cette question si controversée des avantages et des inconvénients de la grande et de la petite propriété ?

« S'il y a concentration capitaliste en agriculture, cette concentration se fait avec beaucoup plus de lenteur que dans l'industrie, et il faut même ajouter que dans beaucoup de régions elle ne se fait pas du tout. » (1)

En effet, la concentration et le morcellement varient suivant les régions et souvent les mêmes causes produisent des effets différents. « Disons tout de suite que, en règle générale, il y a progrès de la grande propriété dans les districts qui subissent le plus directement l'influence des principales villes, au contraire, dans ceux, qui, par suite de leur éloignement, de la difficulté des communications, restent en dehors de cette sphère d'influence.

« L'explication de ce double mouvement nous paraît devoir

(1) Ibid., p. 50.

« être cherchée dans l'action contradictoire des lois successo-
« rales, qui divisent et subdivisent incessamment les proprié-
« tés, et, d'autre part, des acquisitions qui les agglomèrent
« et les concentrent. L'action des lois successorales l'emporte
« dans les régions écartées... la concentration prend le dessus,
« au contraire, dans les cantons qui se trouve naturellement
« ou artificiellement grâce aux chemins de fer, assez rappro-
« chés des grands centres... » (1)

Vandervelde arrive ici aux mêmes constatations que Kautsky. Pour lui d'ailleurs, la loi de la concentration n'a pas l'importance qu'on lui attribue d'habitude, et le morcellement ne constitue pas un échec à priori du socialisme agraire. « Quand donc on établirait que la propriété foncière se mor-
« celle, cela ne prouverait nullement qu'elle se démocratise ;
« le contraire serait vrai, si le faire-valoir indirect gagnait
« en même temps du terrain sur le faire-valoir direct. Or c'est
« incontestablement le phénomène qui se produit dans toutes
« les régions où le développement de la culture intensive
« exige des capitaux plus considérables et supprime les condi-
« tions d'existence de la propriété paysanne. » (2)

Ainsi le socialisme marxiste, qui, chez Marx et Kautsky se cantonnait sur le plan de la fatalité économique, commence chez Vandervelde à perdre sa rigidité et à déborder de son cadre étroit. A ses assises primitives s'en substitueront bientôt d'autres, plus difficilement critiquables. « On voit que les
« progrès du capitalisme n'entraînent pas nécessairement la
« concentration de la culture ; il arrive assez fréquemment au
« contraire, que les mêmes causes qui tentent à réduire le
« faire-valoir direct provoquent en même temps la division
« des grands domaines, le développement des cultures marai-
« chères et industrielles, la multiplication des parcelles ou-
« vrières louées plus cher que les grosses fermes. » (3).

Quant à la question des avantages et des inconvénients respectifs de la grande et de la petite culture, elle est purement théorique. Et c'est peut-être pour cette raison que les auteurs émettent à son sujet des opinions divergentes. Il faut examiner cette question pour les diverses branches de l'agriculture.

S'il s'agit de sylviculture, la grande exploitation est préférée

(1) « La propriété foncière en Belgique », p. 78-79.

(2) Ibid., p. 273.

(3) Ibid., p. 290.

rable à la petite. Pour la culture maraîchère, c'est l'inverse. Pour l'élevage, il faut distinguer s'il est extensif ou intensif. En viticulture la distinction est plus difficile à faire, ne nous y arrêtons pas.

Restent les cultures ordinaires. Avant de discuter le problème, il faut remarquer qu'il ne se pose que s'il y a réellement concurrence entre grande et petite exploitations. D'autre part, cette discussion n'intéresse que les terres à blé et à betteraves. Il faut aussi distinguer entre pays neufs et vieux pays car « à mesure que la culture s'intensifie, il y a tendance à « morceler les gigantesques latifundia qui existent dans les « pays neufs et à créer des exploitations dont l'étendue permet aux cultivateurs de les exploiter d'une manière rationnelle. » (1)

Et après avoir discuté les arguments que nous avons rencontrés chez Kautsky, Vandervelde conclut : « En réalité, ce « qu'on peut dire, c'est que le système de salariat et de grande « culture d'une part, et le système de culture individuelle « d'autre part, présentent l'un et l'autre, en régime capitaliste, des avantages et des inconvénients qui se balancent à « peu près et qui empêchent l'une des deux formes de l'emporter d'une manière décisive sur l'autre. » (2)

Seulement, cela ne signifie pas que le capitalisme n'exerce pas une influence sur les conditions du travail et de la propriété agricoles. Le petit paysan, fermier ou propriétaire se trouve de plus en plus assujéti aux intermédiaires et aux puissances industrielles, car il n'est pas protégé commercialement contre leur exploitation.



En quoi la socialisation des industries agricoles et du sol peut-elle constituer un remède à tous les maux dont souffre l'agriculteur ?

Il suffit pour cela d'étudier le rôle des différentes formes d'association dans l'évolution de l'agriculture. (3)

(1) « Le socialisme et l'agriculture », p. 55.

(2) Ibid., p. 60.

(3) Il est à remarquer que les associations agricoles répondent aux formes de transition pré-phalanstérienne de Fourier, qui les définit comme suit : « des « demi-associations qui admettent le travail morcelé des familles, tout en établissant entre elles des solidarités ou assurances coopératives, étendues à « la masse ouvrière. »

Ces associations coopératives peuvent se diviser en trois groupes : les associations de crédit, les associations pour l'achat des matières premières et la vente des produits, les associations de production et de manutention des produits agricoles.

La seconde catégorie s'est créée pour permettre aux cultivateurs d'échapper au parasitisme des intermédiaires dont le rôle augmente à mesure que l'ancien commerce disparaît. Mais si les résultats obtenus ont été à peu près satisfaisants en ce qui concerne les achats, il n'en a pas été de même pour la vente. Là, les paysans sont restés à la merci des commerçants qui les exploitent.

Quant au troisième groupe, sa naissance répondait aussi à un sentiment de défense, mais contre l'industrie agricole capitaliste.

Les résultats obtenus par ces associations n'ont pas été suffisants pour permettre aux cultivateurs de se libérer de ce joug industriel et commerçant. Que faire alors ? « Si l'on « recherche quelles sont les mesures qui pourraient être utile-
« ment prises pour délivrer le paysan de la dépendance des
« intérêts capitalistes, ce n'est pas la coopération qui apparaît
« comme le remède : c'est l'expropriation, la socialisation des
« industries agricoles. J'insiste sur ce point, car j'estime que,
« dans l'état actuel des choses, tout au moins dans les pays où
« la grande propriété et la grande culture ne sont pas la forme
« dominante, ce qu'on a pu faire de plus directement utile
« au point de vue socialiste pour les cultivateurs, c'est bien
« moins de s'en prendre à la propriété qu'à la culture propre-
« ment dite, qu'au commerce, à l'industrie, aux entreprises
« qui ont leurs racines dans la production agricole. » (1)

Cette socialisation serait avantageuse pour les finances de l'Etat, pour le personnel qui y est employé, pour les consommateurs, et surtout pour les agriculteurs, qui cesseraient d'être sous la dépendance des raffineurs, distillateurs et autres industriels agricoles.

Mais la socialisation des industries agricoles ne peut-être qu'un prélude à la socialisation du sol.

(1) Ibid, p. 70.



Si la propriété privée basée sur le travail personnel est préférable du point de vue de la justice sociale, elle est inférieure du point de vue productif ; par contre, la propriété capitaliste, fondée sur le travail d'autrui est dans la situation inverse. Il y a là une antinomie que le régime actuel ne peut pas éviter. Pour résoudre cette contradiction il faut « procéder par « synthèse, réaliser une forme d'appropriation qui soit aussi « favorable, plus favorable même à la justice que la propriété « paysanne, et aussi favorable, plus favorable même à la production agricole que la propriété capitaliste. L'évolution « capitaliste aboutit donc à la socialisation du sol aussi bien « que des autres moyens de production. » (1) Notons en passant que les considérations de justice occupent chez Vanderelde une place plus importante que chez ses prédécesseurs. Comme pour les industries agricoles, la socialisation s'impose parce qu'en « règle générale, ceux qui travaillent ne sont « pas ceux qui possèdent, la terre n'appartient pas à ceux qui « la cultivent, c'est pourquoi les socialistes qui admettent la « légitimité historique et relative de la propriété paysanne, « parce qu'elle est unie au travail, poursuivent au contraire « la socialisation du sol, à partir du moment où il est cultivé « par ceux à qui il n'appartient pas. » (2)

Mais, qu'est-ce au juste que la socialisation du sol ?

«...Lorsqu'on demande la socialisation intégrale du sol, on « demande à la fois la socialisation des terrains de culture ; la « socialisation des terrains bâtis ou à bâtir ; la socialisation « des mines, des minières, des carrières, la socialisation des « cours d'eau. » (3)

Voilà la théorie. Mais, quand il faut passer à l'application, on s'aperçoit que le problème se pose dans des conditions très différentes, selon qu'il s'agit du sous-sol, des eaux, des terrains bâtis ou des terres arables.

Pour le sous-sol et les eaux, la socialisation ne souffre guère de critiques et les justifications abondent. Laissons-les de côté et examinons la surface solide, en distinguant bien les

(1) « Le socialisme en Belgique », p. 323.

(2) « Le socialisme et l'agriculture ».

(3) Ibid, p. 77.

terres à bâtir et les terres arables. Vandervelde estime que l'appropriation collective ou individuelle de ces dernières est une question accessoire. « Ce qui est beaucoup plus important, c'est la question de savoir à qui doivent appartenir les « parties du sol situées dans les villes et les agglomérations « industrielles, et à qui doit revenir l'accroissement de la « rente foncière qui résulte dans les grands centres, de l'augmentation de la population... Ceux qui se préoccupent de « la question de la socialisation du sol en général, ne doivent « jamais oublier que l'appropriation collective de la houille « blanche, de la houille noire, des mines et minières et enfin « de la propriété bâtie représente peut-être 90 % de la valeur « du sol dans son ensemble. La question de la propriété des « terres arables est donc relativement secondaire. » (1)

Ce qui nous occupe ici, c'est la question des terres arables. Il faut distinguer deux cas : 1° Les terres appartiennent à des collectivités. La solution est simple : « En ce qui concerne les « terres qui ne sont pas encore la propriété des particuliers, la « politique qui s'impose est une politique de conservation, et « en cette matière ce sont les socialistes, les collectivistes qui « sont les conservateurs, tandis que trop souvent les gouvernements bourgeois ont été des partageux... » (2)

2° Les terres sont aux mains de propriétaires privés.

a) Dans les pays où la grande propriété domine, la socialisation ne souffre aucun empêchement.

b) Dans les pays de petites propriétés il faut sous-distinguer entre :

La propriété exploitée en faire-valoir direct.

Et celle exploitée en faire-valoir indirect.

La première sera respectée par le socialisme, mais pour la seconde, l'Etat se substituera au propriétaire, dont l'inutilité apparaît bien ici. Et Vandervelde serait d'avis de socialiser cette propriété, dès maintenant en régime capitaliste.

Ici il s'oppose à Kautsky qui pense que « ce serait à la fois « une chose inutile, onéreuse et nuisible que de poursuivre « l'appropriation collective du sol en régime capitaliste. »

L'expropriation serait inutile, car rien ne changerait, oné-

(1) Ibid, p. 80-81.

(2) Ibid, p. 84.

reuse, car il faudrait racheter les terres à leur valeur présente et dangereuse, car la puissance de l'état s'en trouverait accrue.

Vandervelde réfute ces arguments comme suit :

En premier lieu l'expropriation ne serait pas inutile, car si l'Etat possédait la plus grande partie des terres d'une commune, il pourrait y organiser les cultures de façon rationnelle, et ferait ainsi disparaître les inconvénients de l'exploitation des parcelles.

En second lieu, on peut fort bien dédommager les anciens propriétaires sans leur faire payer la valeur marchande des terres qu'ils possèdent ; on pourrait par exemple employer le système préconisé par Colins, que nous exposerons à la fin du chapitre : la suppression de l'hérédité en ligne collatérale.

Enfin la dernière objection n'est guère valable que dans les pays où règne un gouvernement absolutiste. Ce qui était le cas de la Prusse, exemple choisi par Kautsky, à l'époque où il formulait son programme agraire.

Mais pour que cette socialisation soit possible, il faut que le prolétariat accroisse son influence politique, il faut que le prolétariat industriel obtienne le concours du prolétariat agricole. En dernière analyse, la réalisation du socialisme sera peut-être moins une fatalité économique qu'une affaire de volonté. « Nous ne croyons pas, en effet, que, pour s'élever
« à la propriété collective les paysans propriétaires soient fata-
« lement, inéluctablement condamnés à descendre la pente
« qui conduit au prolétariat et à gravir ensuite le calvaire
« douloureux de l'exploitation capitaliste. Il leur appartient,
« au contraire, d'y arriver par d'autres chemins et d'éviter la
« phrase de la prolétarianisation en associant leurs efforts. (1)



Nous ne pouvons terminer ce chapitre sur Vandervelde sans faire les remarques suivantes. A la fin de son étude monographique sur la situation agraire en Belgique, Vandervelde a pu conclure que les exploitations parcellaires ne constituaient pas dans ce pays, comme cela existait ailleurs, des facteurs essentiels de la production agricole, d'autant plus que l'exploitation par locataire gagnait sur celle en faire-valoir direct.

(1) « Le socialisme en Belgique », p. 419.

Ces deux points nous semblent contestables.

Des chiffres suivants empruntés à « La propriété foncière en Belgique », il résulte :

	hectares	1846	1866	1880	1895
Parcelles.....	0 à 2	400.514	527.915	710.563	634.353
Petites exploitations....	2 à 10	126.120	163.503	158.261	150.586
Moyennes exploitations..	10 à 50	41.683	47.062	38.169	41.002
Grandes exploitations ...	50 et +	4.333	5.627	3.403	3.584

que les parcelles ont augmenté considérablement, les moyennes et petites exploitations sont restées à peu près stationnaires, tandis que les grandes ont regressé.

Il y a là l'inverse d'un mouvement de concentration. Si Vandervelde arrive à des résultats différents, c'est qu'il fonde ses conclusions sur les quinze dernières années seulement, au lieu de les étendre sur le demi-siècle 1846-1895.

De 1846 à 1866, les grandes entreprises augmentent. Peut-on en conclure que la concentration agraire se réalise ? De 1866 à 1880, mouvement inverse. La loi de Marx se trouve alors infirmée, Mais la période 1880-1895 semble au contraire la confirmer. Peut-on, en vérité, asseoir des conclusions sur des observations basées sur d'aussi courtes périodes ?

Le faire-valoir direct est-il aussi en régression ?

L'examen du tableau suivant, toujours emprunté à Vandervelde, nous montre que la séparation du capital foncier et du travail n'est pas aussi nette qu'il nous l'assure.

Années	Faire-valoir direct	Location
1846	613.575 hectares	1.179.583 hectares
1880	713.039 —	1.270.512 —
1895	700.697 —	1.320.358 —

Ces remarques sont d'ailleurs confirmées par les ouvrages du socialiste belge Hector Denis (1), qui, ayant calculé le nombre des propriétaires sans tenir compte de la surface cultivée, arrive aux chiffres suivants :

Années	Nombre des propriétaires fonciers
1846	612.614
1880	768.033
1890	735.203

Ils représentent une augmentation de 122.589`propriétaires. Toutefois ces critiques numériques n'enlèvent rien aux constatations de Vandervelde. L'augmentation de la très petite propriété n'est pas une preuve que ses détenteurs aient quitté les rangs du salariat, ni que la grande majorité de ces parcelles ne soit lourdement grevée d'hypothèques. Mais l'hypothèque n'a jamais été pour une propriété l'indice d'une mort prochaine. Remarquons enfin et cela résulte du propre aveu d'Emile Vandervelde lui-même (2) que dans l'Hesbaye, région de grande culture où le capitalisme a fait de grands progrès, le morcellement des terres gagne de plus en plus du terrain.

Ce phénomène a certainement une cause. Nous la trouverons précisément exposée par Gati, dans son ouvrage sur « le Socialisme et l'Agriculture ».

Enfin, pour terminer ces critiques évidemment superficielles, il ne nous semble pas que Vandervelde ait bien compris, à l'époque où il écrivait les ouvrages dont nous nous sommes servi pour faire cette étude, le véritable caractère des associations rurales qu'il préconise et plus particulièrement des coopératives agricoles. Comme nous le dit Georges Sorel, « les socialistes belges ne sont peut-être pas très bien placés « pour faire la théorie de la coopération rurale, parce qu'ils

(1) « Rapport sur les syndicats agricoles au congrès de Gand » (1887).

« L'Impôt » (1889).

« La dépression économique et sociale et l'histoire des prix » (1895).

Hector Denis était le chef de la minorité belge qui professait des opinions différentes du groupe de Vandervelde, qui avait adopté le même programme agraire que les socialistes français.

(2) « Le socialisme en Belgique », p. 321.

« prennent pour mesure de la valeur d'une réforme l'influence qu'elle peut exercer sur la prospérité de leurs maisons du « peuple. » Celles-ci ne seraient que des magasins ayant les ouvriers pour clients, ristournant à leurs acheteurs une partie des bénéfices et employant le reste à l'édification d'œuvres sociales. Mais ces maisons du peuple, au lieu d'être gérées par les coopérateurs restent sous la direction de quelques personnalités souvent politiques. La coopérative ne serait donc en dernière analyse qu'une succursale d'un magasin urbain (1). Or il serait facile de montrer que le développement d'une coopérative agricole est conditionné, non par l'association des personnes, mais par l'union des biens.

Dès lors, il est évident que si contrairement à Kautsky, Vandervelde a vu juste en croyant la coopération capable de modifier l'évolution primitive de la petite culture, son jugement perd beaucoup de sa perspicacité par l'idée qu'il se fait des associations agricoles. (2)

(1) C'est l'opinion qu'un témoin de l'époque, un certain M. Varlez, professe dans un mémoire adressé à la Fédération ouvrière gantoise en 1898.

(2) Deux articles parus dans « Le Mouvement socialiste » du 1^{er} avril 1901, p. 388 et 393 et du 15 avril de la même année, p. 473, nous inciteraient à croire que dès cette époque, Vandervelde avait déjà changé d'opinion sur les espoirs qu'il fondait sur la coopération agricole.

Ce changement est encore plus notable dans le cours (p. 7) qu'il professait à l'Université nouvelle de Bruxelles en 1906. Nous ne pouvons ici rechercher les raisons d'un pareil changement.

Colins

Il nous a semblé très utile pour terminer ce chapitre d'établir un parallèle sommaire entre le marxisme et la théorie du socialiste belge Colins. Celui-ci se rattache au groupe d'Henri Georges et de Wallace.

Pour des raisons critiques semblables à celles que les marxistes développent, Colins est partisan de la propriété collective, mais il désire que le transfert de la propriété individuelle à la propriété sociale ne fasse de tort à personne ! Pour atteindre ce résultat, il suffit simplement de modifier le régime successoral. L'hérédité en ligne directe est nécessaire pour stimuler le travail. Ce qui est faux pour l'hérédité en ligne collatérale. Le système revient donc à maintenir l'hérédité en ligne directe, à la supprimer en ligne collatérale et à mettre un impôt de 25 % sur les successions par testament. Ainsi, en deux ou trois générations, la collectivité pourrait racheter la terre et une grande partie du capital accumulé par les générations antérieures. Ce qui conduirait à supprimer tous les impôts autres que celui résultant de l'affermage du sol.

Ainsi Colins se prononce pour la collectivisation du sol, mais en laissant subsister le régime capitaliste.

Comment naîtra ce mouvement nécessaire pour opérer le transfert de la propriété individuelle à la propriété sociale ?

Colins, si bizarre que cela puisse paraître, compte sur la dictature des capitalistes pour opérer leur propre abdication, pour faire « hara-kiri. » Quand les prolétaires seront las d'être spoliés, ils se révolteront. Et ce sont ces convulsions qui pousseront les classes dirigeantes à opérer les réformes nécessaires, à fonder la propriété sur la justice. Ainsi le bien sortira de l'excès du mal et de l'anarchie.

« L'organisation de la société nouvelle, établie sans nuire à « personne et étant utile à tous, peut seulement commencer « pratiquement lorsqu'elle aura le concours de ceux qui se « trouvent maintenant à la tête de la société, par l'intelligence

« et la richesse. Aussi longtemps que les riches et les prétendus savants s'opposeront à ce que la société nouvelle s'établisse de la seule manière qu'elle peut-être établie, ils seront exposés à toutes les violences qui sont nécessairement les suites de l'anarchie... » (1)

Nous en savons assez sur la théorie de Colins pour constater qu'elle s'éloigne énormément du marxisme. Celui-ci fonde tous ses espoirs sur l'action et l'organisation du prolétariat. Les transformations sociales seront engendrées par la lutte des classes. Et pour que la terre devienne propriété sociale, il faut qu'il y ait nécessairement un prolétariat pour l'y faire entrer. Ce point est un des caractères fondamentaux du marxiste.

(1) Colins. « La science sociale », cité par Vandervelde.

CHAPITRE V

Gerolamo Gatti

Karl Marx avait rattaché l'évolution économique aux transformations de l'instrument technique de production. Seulement, au moment où Marx écrivait « Le Capital », le nouvel instrument technique agricole n'était pas encore entré en application. C'est pourquoi, comme nous l'avons noté, ses études fondées sur l'ancien instrument technique et le système de culture d'épuisement du sol, l'avaient amené à formuler les conclusions que nous connaissons.

Mais maintenant que le nouvel outillage employé un peu partout a déjà commencé à révolutionner la production, il appartenait aux successeurs de Marx de rechercher si des faits propres au domaine industriel pouvaient par simple analogie, s'appliquer à l'agriculture.

C'est pourquoi Gatti, député socialiste au Parlement italien, fut amené à reviser les parties controversées de la doctrine marxiste.

Trois questions vont retenir son attention :

- 1° L'agriculture est-elle une industrie comme les autres ?
- 2° L'évolution du nouvel instrument technique y amène-t-elle comme dans les autres industries un courant économique unique : la concentration capitaliste de la propriété ?
- 3° Quels sont, en tous cas, les nouveaux courants de l'économie agricole ?

L'observation la plus superficielle de la vie économique nous permet de constater l'énorme différence qui existe entre les développements respectifs de l'industrie et de l'agriculture.

Autant l'une progresse à pas de géant et agit comme un ferment révolutionnaire sur les individus et les choses, autant l'autre se traîne lentement à l'arrière-garde du pro-

grès, constituant une véritable barrière aux innovations techniques, un terrain d'élection, pour le conservatisme social. (1)

Quand on recherche les facteurs de cette paralysie agricole on en découvre de nombreux et de divers, facteurs biologiques, naturels et économiques. Mais, comme nous le montrerons ultérieurement, les deux premiers ne sont que des causes aggravantes et non des causes premières. C'est un facteur économique, l'absence d'un courant naturel de capitaux allant féconder les campagnes, qui s'avère comme l'élément fondamental de cette stagnation. (2)

Pourquoi les capitaux mobiliers ne s'investissent-ils pas dans les exploitations agricoles ?

Une étude rapide de la rente foncière va nous en donner les raisons et nous montrer, que contrairement aux affirmations de Marx, il n'y a pas de parallélisme entre le capital industriel et le capital agricole.

La forme la plus répandue du capital mobilier est l'action. Ces actions se centralisent dans les sociétés par actions ? Ces capitaux immenses vont s'investir dans de grandes entreprises : travaux d'outillage, entreprises minières, industrielles, commerciales, c'est-à-dire dans les tranches de l'économie qui sont les plus rémunératrices.

Considérée comme placement de capitaux, l'agriculture est-elle susceptible de distribuer des profits aussi élevés que dans les autres entreprises ?

(1) « Le capital industriel poursuit sa parabole et son évolution est si « rapide que le système social né avec lui ne répond déjà plus à une foule « d'intérêts économiques qu'il a fait éclore... Mais une évolution économique « agricole a-t-elle accompagné l'évolution industrielle ? Non... Le xix^e siècle, « qui demeurera si important dans l'histoire de l'économie industrielle, « n'aura presque rien fait pour l'économie agricole.

« Celle-ci, ayant parcouru un moins vaste cycle que celle-là, ne peut im- « poser encore le nouvel agencement social qu'elle désire. C'est ce qui ex- « plique pourquoi les conditions économiques de l'agriculture arrêtent aujour- « d'hui les transformations sociales préparées et presque mûries déjà par les « conditions économiques de l'industrie.

« En tout cas, il est certain que le système social jaillit du milieu écono- « mique et en subit toutes les exigences. Aussi, pour retrouver l'origine des « états de choses défavorables à l'agriculture dans le milieu social ou dans « les conditions politiques et administratives, faut-il remonter jusqu'au milieu « économique, comme au véritable creuset où s'élaborent toutes les formes « de l'évolution collective. »

G. Gatti. « Le socialisme et l'agriculture », p. 156-157.

(2) Comme Kautsky et Vandervelde, Gatti a borné son étude à l'Italie et limité ses conclusions à la péninsule. Il serait contraire à l'esprit de son ouvrage de les généraliser et d'en tirer des arguments pour ou contre le socialisme marxiste.

Pour réaliser des profits, l'agriculteur comme l'industriel a besoin d'un outillage technique.

Quels sont les caractères de cet outillage ?

1° La complexité :

Les machines perfectionnées, les engrais chimiques, l'outillage spécial pour l'élevage des bestiaux..., tout doit être mis en œuvre pour réaliser des profits élevés. Tandis que pour chaque industrie, l'outillage se base soit sur une branche de la physique, soit sur une branche de la chimie, dans l'agriculture, « l'outillage relève à la fois de la physique (machines, constructions hydrauliques, thermo-siphons) de la chimie (engrais), de la zootechnie (élève et sélection des animaux), de la géologie (étude et analyse des terrains, de la bactériologie (maladie des animaux et des plantes, chimie des ferments). En outre, le travail manuel y est encore « nécessaire, même dans les exploitations les plus avancées, « pour les défrichements, les plantations, les viticultures, etc. (1)

2° Un coût très élevé :

L'industrie agricole est aussi plus coûteuse que les autres, et représente une plus grande capitalisation. Si l'on calcule le capital constitué par l'achat des terrains et les frais, souvent énormes, nécessaires à leur mise en culture (défrichements, drainage, constructions, amendements, plantations, etc...), on peut dire que leur valeur ne représente pas le tiers des dépenses faites pour leur mise en exploitation.

3° La résistance du milieu naturel :

Si l'industrie a une production immédiate et continue, c'est parce qu'elle a pu s'affranchir de la dépendance du milieu naturel. Dans l'agriculture, il est loin d'en être ainsi. A l'exception de quelques cultures spécialisées dans les serres, la production y est subordonnée à des résistances passives et actives.

Les résistances passives proviennent du cycle des saisons et des lois de la physiologie animale et végétale (développement des semences, élevage des bestiaux). La production y est périodique et suppose une assez longue attente. Il est vrai que les progrès de la technique agricole diminuent régulièrement ces résistances.

(1) Ibid., p. 109.

Les résistances actives proviennent des perturbations atmosphériques et des maladies qui frappent animaux et végétaux. Là aussi, on a pu combattre ces calamités, mais non sans frais supplémentaires. Le manque de production immédiate impose de longues périodes de préparation (vignes). La lenteur de la production qui fait que les capitaux employés restent improductifs pendant de longues années, est encore aggravée par les perturbations du marché international, dont les oscillations sont réglées par la loi de l'offre et de la demande. La demande ne subit que des fluctuations peu étendues. Mais il n'en est pas de même de l'offre. Les terres vierges, mises en exploitation dans les pays neufs, jettent sur le marché des stocks énormes à des prix excessivement bas. La production européenne s'en trouve gravement affectée et les transformations que lui impose la concurrence, ne sont pas toujours assez rapides ni assez profondes pour lui permettre de résister victorieusement. L'agriculture tend de plus en plus à acquérir le caractère d'une industrie, « mais elle est une industrie fondamentalement différente de toutes les autres, et, de plus, régie par : : lois économiques particulières. » (1)

Sans développer plus avant ces considérations, on peut conclure que « l'évidente infériorité relative de l'outillage agricole comparé à l'outillage industriel détruit en agriculture la possibilité des gains fabuleux, vertigineux, donnés par les monopoles, le commerce ou la grande industrie. » (2)

Ainsi le grand obstacle qui s'oppose au développement de l'agriculture, c'est le manque de capitaux, « qui vont au revenu comme les meutes au gibier. »

Mais l'insuffisance des capitaux et le besoin de crédit, engendrent d'autres difficultés d'ordre intellectuel, administratif, politique, qui toutes sont dépendantes du milieu économique. Puisque les détenteurs du capital n'ont point de stimulant ou d'intérêt à investir leurs disponibilités dans la terre et que de ce fait l'évolution agricole s'en trouve retardée, puisque la petitesse des profits agricoles est fonction d'un outillage encore rudimentaire, nous nous trouvons en der-

(1) Ibid., p. 115.

(2) Ibid., p. 115.

nière analyse en présence d'un problème technique. « Le « progrès technique est bien aujourd'hui l'agent principal « des transformations du milieu économique qui façonne le « système social, politique et administratif de la vie intellec- « tuelle. Et au fur et à mesure de sa réalisation, il crée dans « un système économique et social amélioré un milieu encore « plus favorable à l'évolution technique ultérieure. » (1)

Est-ce une thèse que Gatti expose ici ?

Pour se convaincre du contraire, il suffit de passer en revue les divers facteurs de l'évolution économique et de déterminer la grandeur de leur influence respective. Que dire de la nature humaine ? A-t-elle une action prépondérante ? Est-ce, comme l'enseignent les classiques, l'action des plus forts stimulés par l'intérêt personnel qui dirige la vie économique et son évolution ? L'observation des faits infirme cette conception, car c'est, au contraire, le milieu naturel et économique qui détermine la nature humaine.

Le climat, la situation géographique et la nature du sol ont-ils une action aussi négative ?

L'Italie dont les diverses parties ont des climats très différents présente aussi des différences dans le tempérament national.

Au Nord, sous les Alpes, on trouve un caractère voisin de celui des anglo-saxons ; la mollesse latine s'accroît lorsqu'on descend vers le Sud. L'Italien du Nord est tenace et acharné à l'ouvrage. Celui du Sud, indolent et peu travailleur. Ces différences climatologiques influent sur la vie agricole. Tandis que les exploitations modèles couvrent la Lombardie, les grands domaines incultes abondent en Sicile. Si l'on remarque d'autre part que sous les ciels cléments la fertilité des terres est grande, il n'y a rien de paradoxal à ce que dans les pays où le sol est naturellement très fécond, le rendement soit inférieur à celui des régions nordiques, au climat brumeux et aux terrains ingrats.

Il est donc évident que le climat, la situation géographique et la nature du sol exercent une influence sur la société. Mais il faut remarquer que ces conditions de fait ne changent pas dans le temps, tandis que la vie économique se transforme sans cesse. Si son évolution dépendait de ces trois

(1) Ibid, p. 159.

facteurs immuables, elle devrait comme eux demeurer immobile. Comme il n'en est pas ainsi, c'est qu'il existe un autre facteur variable cause de ces transformations incessantes.

Ce facteur serait-il alors la race ?

« On peut dire que la race est le prisme à travers lequel se « manifestent les grandes influences connexes du climat et « du sol. » (1) De nombreuses études sur la matière ont montré que ce supra-organisme évolue très lentement dans le cours des siècles. Cette lenteur ne peut donc expliquer les variations si brusques et si rapides de la vie économique. D'autre part des formes économiques analogues se retrouvent souvent au sein des races différentes.

Ainsi donc ce mobile ne peut être ni le climat, ni la situation géographique, ni la nature du sol, ni les tempéraments, ni la race.

Doit-on, comme Loria, le trouver dans la « terre libre » ? (2)

Lorsqu'une infime partie des terres était seule exploitée, les maîtres de l'époque furent obligés de s'attacher les hommes qui cultivaient ces terrains afin d'empêcher qu'ils ne désertassent leurs domaines pour aller s'établir ailleurs sur des terres inoccupées. C'est ainsi que l'esclavage naquit d'un besoin économique. (3) Quand les terres libres furent presque toutes appropriées et que les féodaux ne redoutèrent plus la désertion de ceux qui les faisaient vivre, les conditions de l'esclavage se modifièrent. Le servage féodal fit son apparition. Plus tard, quand il n'y eut plus un seul pouce de sol sans propriétaire, ceux qui n'avaient pas cette condition et qui ne disposaient que de leurs bras pour tout capital, durent travailler sur les terres d'autrui. Le servage fit place au salariat du système capitaliste.

On peut admettre que tant qu'il fut facile de trouver des terres inoccupées, les terres libres purent avoir une influence sur la vie économique. Mais ce facteur aujourd'hui ne saurait expliquer l'évolution économique actuelle.

Quelle peut donc être cette cause ?

Un facteur d'évolution, qui pendant des siècles fut bien

(1) Ibid., p. 141.

(2) Terre vierge non conquise par l'agriculture

(3) Gatti admet cette opinion de A. Loria : Voici le passage de « la terre et le système sociale », p. 42.

moins efficace que la terre libre, mais qui, de nos jours, a pris une importance capitale : l'instrument technique de production.

Mais afin de mieux montrer comment cette influence de l'instrument technique a été grandissante, il nous faut classer les facteurs précédemment étudiés en facteurs fixes et facteurs variables, les premiers exerçant leur influence sur la vie, les seconds sur l'évolution de l'organisme social.

Nous avons déjà noté précédemment que la nature humaine, le climat, la situation géographique, la nature du sol, la terre libre, l'instrument technique de production avaient une action sur la vie sociale. Les facteurs fixes, ceux qui ne changent presque pas, nature humaine, climat, situation géographique, nature du sol ne peuvent par contre provoquer l'évolution sociale. Seuls les facteurs variables peuvent la produire. Tels sont la terre libre et l'instrument technique de production.

Un facteur aujourd'hui variable peut autrefois avoir été fixe. C'est le cas de l'instrument technique demeuré presque inchangé de Virgile au xix^e siècle, époque à laquelle il a brusquement pris une importance formidable grâce aux découvertes scientifiques. « Alors avec une rapidité extrême, l'ancien, le lent régime féodal fit place à l'économie bourgeoise exubérante d'activité, dont la force évolutive parut, comparée à celle de la période précédente, être l'énergie motrice d'un grand fleuve se substituant à la faible poussée d'un ruisseau. » (1)

Pendant la période millénaire où l'instrument technique était un facteur fixe, la terre libre était elle, en tant que facteur variable, motrice de l'évolution. Mais la raréfaction des terres vierges et la stabilité de l'occupation agricole ont transformé cette variabilité en fixité, tandis que l'instrument technique changeait inversement.

On peut donc dire que *l'importance respective de chacun des facteurs évolutifs est fonction de son degré de variabilité*.

« La cause du régime de l'esclavage n'est pas un instrument technique primitif, qui peut s'allier en soi avec l'emploi du travail libre de salariés, mais l'existence de terres fertiles sans propriétaires et facilement accessibles, c'est-à-dire la terre libre qui exclut catégoriquement toute forme économique qui ne repose pas sur l'esclavage.

(1) Ibid., p. 192.

et comme ils ont évolué dans le passé, les facteurs du progrès évolueront dans l'avenir.

Si nous considérons maintenant tous les facteurs précités, nous constatons que tous sont fixes, sauf un : l'instrument technique de production. C'est donc lui qui exerce en dernière analyse, l'influence prépondérante, et c'est lui seul qui nous intéressera dorénavant.



Nous allons maintenant rechercher l'influence du nouvel instrument technique sur l'économie agricole et ce, afin de découvrir le double courant économique auquel il a donné naissance. Agit-il sur l'agriculture de la même façon que l'instrument technique industriel sur l'industrie ?

Remarquons que l'ancien instrument ne poussait pas l'exploitant à sortir de sa propriété. L'agriculteur était isolé dans sa production et souvent dans sa consommation. Le système social de la propriété privée cadrerait justement avec le système économique de la production isolée.

Le nouvel instrument agit différemment. Tous les progrès de la science agronomique, en décuplant les rendements d'autrefois ont permis une élévation notable de la rente foncière. Mais l'obtention d'un tel résultat suppose des conditions convergentes de natures si diverses, que toutes les exploitations ne peuvent les réaliser. Aussi, à côté des exploitations anciennes en voie de transformation, voit-on naître des exploitations nouvelles inconnues jusqu'alors. Recherchons donc l'action du nouvel instrument technique sur la grande et la petite culture des exploitations anciennes.

Pour la grande culture, notons simplement que seule la grande exploitation peut la pratiquer. Sans reprendre les développements antérieurs sur ce sujet, rappelons que deux traits la caractérisent : l'emploi de capitaux considérables et le salariat. La grande culture ne pourra utiliser le nouvel instrument technique qu'à une condition : qu'elle dispose de capitaux suffisants.

La petite culture pourra-t-elle réaliser cette condition et, dans la négative, devra-t-elle disparaître, tuée par la concurrence comme la petite industrie ?

Ici encore l'analogie que l'on est tenté d'établir entre petite culture et petite industrie ne correspond pas à la réalité, parce qu'en agriculture la machine a moins d'importance que dans l'industrie ; elle n'est pas le facteur fondamental de la production. La petite culture qui ne dispose que d'un outillage rudimentaire et pratique encore la méthode de culture dite d'épuisement du sol, donne une unité de production plus élevée que la grande culture, grâce au travail acharné que fournit l'exploitant. Aussi, bien qu'elle manque de capitaux nécessaires à l'acquisition du nouvel instrument technique et des notions agronomiques modernes, « on a tort « d'affirmer que la petite culture est, comme la petite industrie, absolument incapable d'utiliser le nouvel instrument « technique et destinée à disparaître comme celle-ci devant la « supériorité productrice de la grande entreprise capitaliste. » (1) Notons de plus que si la concurrence du grand capital agricole se faisait trop meurtrière, la petite culture pourrait lutter victorieusement par la rétrogradation technique de ses méthodes d'exploitation. (2)

Mais il n'a pas été possible de mesurer le degré de résistance de la petite culture, car la fin du XIX^e siècle a vu naître un mouvement d'une importance si capitale, que l'évolution de l'agriculture en a été modifiée. *C'est la cessation de l'isolement séculaire de l'agriculteur, par la floraison prodigieuse des groupements de producteurs ruraux, la coopération agricole.*

La petite et la moyenne cultures menacées par la grande exploitation capitaliste sont passées, afin de pouvoir utiliser le nouvel instrument technique, de l'état de propriétés isolées à l'état de propriétés associées. « Ainsi, tandis que le « nouvel instrument technique a créé dans l'industrie un « courant économique unique, le capitalisme, il a créé en « agriculture le capitalisme pour la grande exploitation et « le coopératisme pour la petite » (3)

(1) « Le socialisme et l'agriculture », p. 205.

(2) Ainsi un petit viticulteur supprimerait sa spécialisation en transformant une partie de ses vignobles en cultures variées susceptibles d'assurer sa consommation propre et celle de sa famille.

(3) Ibid., p. 217.



Comment vont évoluer ces deux courants ? Que l'avenir réserve-t-il au capitalisme et au coopératisme agricoles ? Quelles seront leurs répercussions sur le système social ?

Étant donné les transformations rapides dues aux imprévoyables progrès de la science, il est téméraire de bâtir de nouvelles « Cité du Soleil ». Tout au plus, peut-on, prolongeant dans le futur les germes nouveaux de l'évolution que l'analyse nous a permis de déceler, esquisser à grands traits les physionomies que pourront prendre demain l'association et la concentration agricoles.

Les terrains d'expansion du capitalisme sont constitués par les régions où existent de grands domaines [Angleterre, Ecosse, certaines régions de la Belgique (Hesbaye), de la France (Beauce, Brie) et là où l'on exploite des terres neuves (Argentine, Amérique]. Le coopératisme, lui, ne pourra se développer que dans les régions déjà vouées à la petite culture. « Mais puisque le capitalisme demeure invariable dans son essence et sa forme parmi les variations des industries », on peut logiquement supposer que les prédictions marxistes relatives au capitalisme industriel s'appliqueront au capitalisme agricole.

Mais qu'est-ce que le coopératisme agricole ?

Sociologiquement, c'est un amalgame de collectivisme et d'individualisme. Chaque associé garde sa propriété individuelle, tandis que le capital commun est propriété collective.

« En réalité, le coopératisme est essentiellement une sorte « de propriété collective localisée et spécialisée » (1). C'est une modalité d'un système collectiviste fonctionnant dans le cadre d'un territoire déterminé, pour une seule ou plusieurs des multiples fonctions économiques et sociales. Il tend naturellement au fédéralisme économique et doit y aboutir, si aucune force extérieure (comme une révolution politique par exemple) ne vient troubler son développement. « Le coopératisme n'est pas destiné comme le capitalisme, à diriger immédiatement la conscience économique et politique du prolétariat et de la petite propriété vers le socialisme col-

(1) Ibid., p. 236.

« lectiviste. L'excessive concentration des capitaux, la formation d'énormes masses de salariés peuvent créer spontanément la notion sociale et politique de la lutte de classes et l'idéal collectiviste... Il est, en effet, un instrument excellent de l'idée socialiste dans les campagnes quand manque un réveil intellectuel, ou encore — et le cas est fréquent — quand manque le capitalisme. Car, en associant les propriétaires isolés, en unissant par la coopération des intérêts dissociés, il répand les nouvelles tendances et transforme la mesquine conscience individuelle en une conscience sociale : c'est excellentement préparer la future conscience collectiviste.

« Bref, le coopératisme nous mène lentement du régime social à intérêts isolés et à propriétés privées au régime des intérêts associés et de la propriété collective. S'il a la même finalité sociale que le capitalisme : le collectivisme, il faut noter cependant que le passage de la propriété privée à la propriété collective par le capitalisme mettrait, d'une façon rapide, décisive et générale, le collectivisme économique socialiste à la place de l'individualisme bourgeois, tandis que ce même passage se ferait au moyen du coopératisme par un processus inévitablement lent de substitutions partielles, par l'entremise d'un fédéralisme économique admettant, jusqu'à une époque impossible à préciser, la coexistence de la propriété privée » (1).

Bien qu'il ne le dise pas de façon expresse, Gérolamo Gatti n'aboutit-il pas par une voie différente aux mêmes conclusions que Kautsky ?

Le régime futur qu'il envisage n'est-il pas cet état D, cette synthèse du droit de l'Etat et du droit de l'individu ?

* * *

C'est parce qu'il a foi dans l'avenir du socialisme que Gatti découvre dans l'observation présente de la vie économique de nombreux germes de collectivisme. Mais les chemins qu'il utilise pour aboutir à ses conclusions sont très différents de ceux que les auteurs socialistes de l'époque ont l'habitude d'emprunter. Le processus social ne garde pas sous sa plume

(1) Ibid, p. 240.

la rigidité, le fatalisme qui semblent caractériser les croyances sociologiques de ses contemporains. La vie économique conserve à ses yeux une certaine plasticité qui doit lui permettre de créer des formes nouvelles susceptibles de combattre les germes de destruction qu'elle nourrit dans son sein. Le corps économique social est un peu comme le corps humain qui élabore le nombre de globules blancs nécessaires à annihiler l'action des toxines qui troublent le fonctionnement et le développement de l'organisme. Pour se défendre contre la concurrence meurtrière du capitalisme agricole, les petits producteurs paysans se réfugient dans la coopération.

Ce qui fait l'originalité de Gatti, c'est qu'il est un critique judicieux du marxisme qui semblait au début du siècle dans les élucubrations fantaisistes de Paul Lafargue. Il a su résoudre avec élégance le problème épineux de la petite culture. Il a montré que la véritable concentration agraire commençait à peine et qu'il était un peu présomptueux d'enterrer sereinement la petite propriété. « La petite propriété, quoique
« fortement ébranlée par les crises agricoles, les impôts, l'insuffisance de ses ressources techniques et l'usure, a continué à vivre. C'est un vieux ponton que depuis longtemps
« on croyait défoncé ; souvent les économistes et les adeptes du socialisme disent qu'il s'engloutit, et qu'on peut l'abandonner et laisser les flots le submerger, puisque le troisième mâts du capitalisme va le remplacer. Le vieux navire
« pourtant n'a pas encore coulé ; il n'avance guère, mais il flotte, et même le coopératisme semble devoir être le moyen
« de la redoubler » (1).

Non seulement Gatti ne condamne pas la petite propriété, mais il pense qu'en régime socialiste, la petite culture serait aussi, comme dans le régime actuel, une nécessité. De nos jours, grande et petite cultures sont presque toujours liées à grande et petite propriétés. Ce lien n'est pas nécessaire, car
« la propriété est un phénomène social, la culture un phénomène purement économique ». La propriété collective peut fort bien se concilier avec la petite culture : « On peut prévoir
« que la petite culture sera maintenue surtout sur les hauteurs pour une période dont il est impossible de fixer la durée. Elle n'entrave aucunement en tout cas l'évolution

(1) Ibid, p. 290.

« sociologique et demeure applicable même en plein régime
« collectiviste.

« La possibilité de maintenir la petite culture à travers les
« transformations de la propriété privée en propriété collec-
« tive facilitera, au point de vue technique, l'orageux passage
« de l'un à l'autre état social, et empêchera que l'on considère
« encore la nationalisation du sol comme une brusque révo-
« lution de toute la vie agricole mutuelle » (1).

Quoi qu'il en soit, on peut prévoir, parallèlement à l'évo-
lution du capitalisme agricole, trois phases successives de la
petite culture :

- 1° acquisition du nouvel instrument technique avec mani-
pulation et commerce en commun des marchandises
agricoles résultant de la production isolée ;
- 2° production commune ;
- 3° propriété commune ou collectivisme.

Il est évident que la production commune sera la plus diffi-
cile à réaliser. Kautsky n'admettait que le collectivisme et
désapprouvait le premier stade (2), celui que les petits pro-
priétaires réalisent inconsciemment aujourd'hui. Et Gatti de
conclure :

« L'erreur des économistes marxistes a été de conclure de
« l'unité du but à l'unité du devenir socialiste. A leur avis,
« l'évolution économique ira par la voie unique du capita-
« lisme, de l'ancien régime féodal au futur régime collecti-
« viste. Or, cela n'est vrai que de l'évolution économique in-
« dustrielle. Quant à l'évolution économique agraire, elle
« rattachera le passé féodal à l'avenir collectiviste par deux
« grandes lignes à peine ébauchées : le capitalisme (concen-
« tration capitaliste de la propriété) et la coopération (asso-
« ciation coopérative de la propriété » (3).

* * *

Ce qui caractérise Gatti, c'est les espoirs qu'il fonde sur la
« greffe du bourgeois socialiste sur la branche bourgeoise du
« coopératisme agricole ». Ce n'est que par la coopération

(1) Ibid., p. 302-303.

(2) Il est presque superflu de faire remarquer que depuis l'époque où il
écrivait sa « Question agraire », Kautsky a changé d'idée. Il a admis le
deuxième stade : la production commune.

(3) Ibid., p. 334.

« que l'on mettra l'instrument technique à la portée de la petite propriété. Gatti ne tombe pas dans l'erreur de maints doctrinaires socialistes qui ont cru à la rapidité de la parabole du capitalisme agricole : « La véritable concentration capitaliste de la propriété commence à peine. » C'est pourquoi il ne faut pas s'hypnotiser uniquement sur ce fait trop récent et y voir l'infirmité du socialisme agraire. C'est du côté de la coopération qu'il faut porter l'effort de propagande (1), « car le coopératisme est bien une nouvelle étape de la société « dans sa marche séculaire, inconsciente, de l'individualisme « au collectivisme » (2).

« Si, sans nous abandonner à des prévisions, nous observons scientifiquement l'heure présente de l'économie « agraire, nous voyons deux grandes forces, le capitalisme « et le coopératisme commencer leur parabole. Le collectivisme pourra aussi bien surgir de l'association coopérative « de la propriété que de sa concentration capitaliste. Partout « où il aura fallu maintenir la petite culture, la grande collectivité de l'Etat se substituera aux multiples et moindres collectivités des associations, et elle se substituera de même « aux grandes propriétés capitalistes partout où dominera la « grande exploitation agricole.

« Mais, en attendant, jusqu'au moment historique où le « collectivisme pourra se réaliser, et abstraction faite de « l'action violente de facteurs étrangers à l'agriculture, les « deux grands courants de l'économie agraire, poussés et « réglés dans leur expansion par les progrès de l'instrument « technique productif, s'écouleront vers l'aboutissant commun, le socialisme » (3).

C'est là, à notre avis, le passage le plus caractéristique de

(1) Au congrès de Bologne en 1897, au cours de la discussion qui eut lieu au sujet de la tactique à suivre vis-à-vis de la petite propriété rurale, Gatti déposa un ordre du jour, tendant à établir des liens entre socialisme et coopératisme agricole. Sa motion fut repoussée. Et l'on peut dire que c'est en partie pour convertir la majorité du congrès hostile à son point de vue qu'il entreprit la rédaction de « Socialisme et Agriculture ». Il faut penser que ses arguments finirent par convaincre ses adversaires, puisqu'on trouve cette phrase dans la « Critica Sociale » (1900) de I. Bonomi : « Sous le régime « socialiste, les petits propriétaires pourront continuer à cultiver leurs lots... « et la coopération est économiquement supérieure à la petite propriété isolée. « Toute forme de coopératisme est donc, même à notre point de vue, un progrès social. »

(2) Ibid, p. 234.

(3) Ibid, p. 336.

Gerolamo Gatti, celui qui résume le plus complètement l'esprit de son ouvrage.

Vandervelde avait déjà tempéré par ses critiques la rigueur de certaines des affirmations de Kautsky et de Karl Marx. Gatti, raisonnant sur un pays encore moins évolué industriellement que la Belgique, abandonne encore un peu plus les principes orthodoxes de l'école dont il se réclame, pour engendrer le socialisme.

Il compte beaucoup moins sur ce fait d'ordre purement économique qu'est la concentration agraire — cette épine dorsale du marxisme — que sur cet autre fait d'ordre moral qu'est la coopération des travailleurs agricoles.

Hubert Lagardelle

Les idées de Gerolamo Gatti constituaient pour les socialistes orthodoxes « une grave erreur » qu'il importait de dénoncer avant qu'elle ait pu faire école. C'est pourquoi un compte-rendu critique du rapport que le député italien avait présenté au congrès de Bologne (18-20 septembre 1897) paru dans le « Devenir Social », de mars 1898. C'est cette critique d'Hubert Lagardelle que nous exposons ci-après.

* * *

A l'égard de la petite propriété foncière, les socialistes marxistes peuvent préconiser les trois solutions suivantes :

- 1° Une solution empirique.
- 2° Une solution doctrinariste.
- 3° Une solution scientifique et révolutionnaire.

1° *La solution empirique.*

C'est celle qu'a adopté G. Gatti. Elle consiste à protéger la petite propriété parce que l'évolution économique ne l'a pas encore éliminée. On peut aboutir à cette solution en partant de deux points différents.

a) Soit du point de vue doctrinal.

b) Soit du point de vue tactique.

a) C'est en partant du point de vue doctrinal que G. Gatti justifie sa position hétérodoxe.

On pose d'abord un premier postulat, à savoir que le socialisme n'a pas à précipiter l'évolution, mais à la suivre, ce qui conduit à formuler autant de solutions différentes qu'il y a de situations particulières. L'évolution agricole n'étant pas encore arrivée au stade présent de l'évolution industrielle, la solution théorique proposée par le socialisme ne sera pas la même dans les deux cas.

Ce premier postulat entraîne un autre. Le rôle du socialisme doit se borner à réunir dans les mêmes mains les deux facteurs de la production aujourd'hui séparés, le travail et les moyens de production. D'où l'on déduit que partout où

ce divorce n'est pas encore prononcé, le socialisme ne doit pas intervenir : sa mission dans ce cas doit être conservatrice : « Il sort de là que partout où le divorce n'a pas été « prononcé entre le travailleur et la propriété, partout où « l'instrument de travail n'est pas devenu entre les mains de « son détenteur un instrument d'oppression, la mission du « socialisme est seulement conservatrice. C'est pourquoi il « faut maintenir le paysan en possession de sa terre. » (1)

b) Le point de vue tactique se soucie peu des principes ; il se contente d'élaborer à l'encontre de la petite propriété un programme opportuniste (programme hameçon).

L'objectif qu'il s'assigne vise à fondre le mouvement paysan dans le mouvement ouvrier. Pour ce faire, tous les moyens lui sont bons. « Et comme ils (les propriétaires ruraux) ne peuvent s'élever jusqu'au socialisme, le socialisme « s'abaissera jusqu'à eux. De la sorte ainsi que par enchantement, par la seule vertu du contact ouvrier, le plomb vil « de leurs instincts féroce^{ment} individualistes se transmuera « en l'or pur de la conscience communiste. La forme emporte « le fond, le mot crée la chose » (2). Pour réussir, il faut canaliser tous les mécontentements et les organiser. D'où nécessité d'avoir autant de programmes spéciaux qu'il y a de mouvements de révolte non spécifiquement prolétariens.

a) Les deux postulats du point de vue doctrinal sont critiquables. Le premier commet une erreur de méthode. Il ne différencie pas l'utopisme du réalisme. L'utopisme se représente la société comme une matière essentiellement plastique que le réformateur peut modeler à son gré. Quant au réalisme, il conçoit l'évolution sociale comme une adaptation à un processus objectif pendant laquelle notre action doit tendre à supprimer les causes possibles de conflit. L'empirisme considère le processus social comme une juxtaposition de faits distincts, « se réalisant en dehors des individus et « loin des atteintes de l'intervention humaine. On peut dire « que si le point de vue de l'utopisme est supra-social, le « point de vue du réalisme est social et le point de vue de « l'empirisme infra-social. L'empirisme comme l'utopisme, « mais inversement, n'a pas conscience des deux termes que

(1) H. Lagardelle. « Devenir social », p. 2 de l'extrait.

(2) Ibid, p. 3.

« comporte l'évolution historique. 1° un processus économique ; 2° une adaptation humaine à ce processus. Il ne « tient compte que du premier terme : le développement économique, de même que l'utopisme ne tient compte que du « second : l'activité humaine. » (1) Ainsi le premier postulat, « le socialisme s'adapte aux faits mais ne les devance pas, « faussement interprété par l'empirisme ne peut garder la « valeur absolue que celui-ci veut lui donner. Il ne peut « aboutir qu'à l'immobilité, c'est-à-dire au conservatisme « social. »

Ce qu'il faut souligner, c'est qu'un fait n'a par lui-même aucune valeur intrinsèque, ne comporte aucune solution théorique bien déterminée. Un fait n'a de valeur que s'il est rattaché à d'autres faits : le maillon n'a pas de valeur, mais la chaîne, réunion de plusieurs maillons, en a une. De même la survivance ou la disparition de la petite propriété ne signifie rien si on ne la replace pas dans le système social dont elle est un des aspects. Si la bourgeoisie ou la paysannerie conservatrices veulent sauvegarder sa forme et perpétuer son existence, c'est parce qu'elles voient dans la petite propriété un moyen de retarder la marche trop rapide de l'évolution économique. Pour le socialisme, gérant des intérêts du prolétariat révolutionnaire, lui-même porteur du mouvement historique, la petite propriété ne peut être qu'une survivance historique que le progrès éliminera et que par conséquent il ne faut pas défendre. Le socialisme « n'est pas un sauveur « de formes sociales, mais un sauveur d'individus. » Nous constatons donc qu'un même fait peut engendrer plusieurs solutions opposées. Or, ce que l'empirisme propose, c'est d'adopter suivant le degré d'évolution du moment considéré l'une ou l'autre solution : « L'erreur est grosse. Un parti « d'action est un parti d'unité théorique, il ne vivrait pas « longtemps, du moins sans se réformer, s'il avait à se « débattre au milieu de solutions théoriques toujours changeantes. « Il faut rendre à la doctrine la signification faussée par l'empirisme. Le socialisme sort des faits, en ce sens que la solution théorique unique qu'il a formulée n'est que la traduction du mouvement des faits. Il s'adapte aux faits, en ce sens que, s'il a une formule théorique unique, il a autant

(1) Ibid., p. 3.

« de solutions pratiques que l'exigent les circonstances. L'empirisme a pris pour des différences doctrinales ce qui n'est que des différences d'application... L'évolution agricole a beau ne pas concorder avec l'évolution industrielle, la solution doctrinale sera la même dans les deux cas, seules seront modifiées les solutions pratiques. » (1)

K. Marx a écrit : « Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la loi naturelle qui préside à son mouvement, elle ne peut ni dépasser ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel ; mais elle peut abrégier la période de gestation et adoucir les maux de l'enfantement. » (2) G. Gatti semble ne pas admettre que, s'il est impossible de modeler l'évolution à sa guise, on peut du moins l'influencer dans le sens de son orientation. Et c'est précisément la mission du parti socialiste d'accélérer le développement du mouvement historique. Cela est possible en développant la conscience de classe en protégeant non les formes sociales mais les individus.

Quant au second postulat : conservation de la petite propriété parce qu'elle unit encore dans la même main le travail et les moyens de production, il faut l'interpréter dans son esprit et non dans sa lettre. Il est juste de dire que le socialisme veut faire disparaître le divorce entre travail et propriété. Mais « entre cette réconciliation post-capitaliste et la non-division pré-capitaliste, il n'y a pas identité de nature, il n'y a qu'une analogie formelle. Le même fait placé dans le milieu capitaliste ne peut avoir la même signification que dans le milieu communiste... Pas plus qu'il n'est question de la lui voler, il ne doit être question d'enfoncer le paysan dans sa terre. Il n'appartient pas à un parti révolutionnaire de faire sauter un degré de l'évolution à une forme attardée de la production : cela regarde le mouvement économique. Contre le courant de l'histoire, le socialisme n'a pas à protéger un îlot qui, de loin peut paraître verdoyant encore. S'il doit s'occuper des paysans ce n'est pas en tant que propriétaires, mais en tant qu'hommes » (3).

(1) Ibid, p. 5.

(2) Nous verrons en étudiant le régime des soviets dans la II^e partie la justesse de cette phrase véritablement prophétique.

(3) Ibid., p. 6.

b) Le deuxième point de vue, celui de la tactique, ne résiste pas longtemps à une critique approfondie. Les éléments hétérogènes dont il veut se servir pour arriver à ses fins ne peuvent donner une résultante unique orientée dans la même direction. La destinée du mouvement socialiste, c'est d'affranchir l'humanité en affranchissant d'abord le prolétariat.

Le mouvement socialiste est un mouvement de classe dont la tâche primordiale est d'organiser la classe ouvrière pour lui permettre de conquérir le pouvoir. « Or un mouvement « de classe n'est pas un mouvement désordonné de mécon-
« tents. Le point de la tactique est une conception d'agita-
« teurs impatients, qui, en face de l'évolution trop lente,
« oublient les conditions nécessaires de la révolution socia-
« liste. » (1)

Ce point de vue entraîne des conséquences pratiques qui sont :

- a) Utopiques.
- b) Conservatrices.
- c) Réactionnaires.

a) Utopiques d'abord. 1° Il n'y a pas de réformes capables de faire disparaître l'antagonisme des forces productrices et des rapports de propriété. « Le caractère essentiel du type « capitaliste de société étant l'instabilité économique, c'est en « vain que M. Gatti tentera de donner à la petite propriété « foncière la stabilité économique qu'elle réclame. » (2)

2° Comme le remarquait Kautsky, si le socialisme défend seul le prolétariat contre les autres partis coalisés, c'est par contre avec ceux-ci qu'il protégerait la petite propriété. N'y a-t-il pas dans cette attitude quelque chose de contradictoire et le socialisme ne doit-il pas craindre en agissant ainsi de léser les intérêts du prolétariat, dont la défense et l'organisation sont ses tâches primordiales ?

b) Conservatrices ensuite. 1° On comprendrait mal qu'un parti révolutionnaire et prolétarien veuille, sans arrêter le développement économique empêcher les masses de tomber dans le prolétariat.

Ce que les paysans désirent c'est la cristallisation avec un standard de vie meilleur de leur situation économique ac-

(1) et (2) Ibid, p. 7.

(2) Kautsky, revue « die Neue Zeit » (1895-96).

tuelle. Or, il ne faut pas oublier que « ce n'est pas dans le but
« humanitaire de leur faire propice l'état social actuel, ni de
« leur ménager au dedans un abri sûr et définitif, que le
« socialisme procure aux prolétariens les meilleures condi-
« tions de vie physique et intellectuelle ; c'est dans le but
« révolutionnaire d'accroître leur force de résistance et d'at-
« taque contre la société bourgeoise. » (1)

2° On rend plus difficile la lutte du prolétariat en renforçant la position de ses adversaires et en dénaturant la notion de lutte de classes. « Le mélange des petits propriétaires qui
« sont à l'écart de la lutte avec les ouvriers qui y sont profon-
« dément engagés fait perdre de vue que c'est en tant que
« personnalité complexe que le prolétariat combat pour sa
« propre classe ou crée aussi cet état d'esprit conservateur :
« la croyance en la bonté possible du régime capitaliste... Il
« s'en dégage cette conclusion que tout le problème réside en
« un pur changement de personnel gouvernemental. On
« transporte le centre de gravité de la classe à ce qui n'en est
« que la délégation politique. On identifie la révolution à une
« simple modification de majorité parlementaire et la lutte
« se fait non plus au nom de la masse mais des personnalités
« qui sont censées la servir. Tous les marchandages devien-
« nent possibles, et le parti socialiste n'est plus qu'un parti
« politique vulgaire. Cela s'appelle du socialisme d'État » (2).

c) Réactionnaires enfin. 1° Car c'est agir à l'encontre du progrès que de vouloir protéger une forme inférieure de production qui épuise matériellement le sol et moralement ceux qui le cultivent.

2° Les intérêts du prolétariat divergent souvent de ceux des petits propriétaires fonciers « Il y a antagonisme entre la
« condition organique du prolétaire et la condition organi-
« que du petit propriétaire foncier, ils sont aux deux pôles du
« développement économique. Leurs revendications spéci-
« fiques ne peuvent être que contradictoires ; stabiliser la
« situation de l'un, c'est attenter à la situation de l'autre » (3)

3° En agissant ainsi on éloignerait à jamais du socialisme les masses rurales.

(1) Ibid, p. 8.

(2) Ibid., p. 8 et 9.

(3) Ibid., p. 8 et 9.

Telles sont les raisons qui font rejeter à H. Lagardelle la solution empirique de Gerolama Gatti.

Est-ce à dire qu'il faille adopter la solution doctrinariste ?

(II) *La solution doctrinariste.*

Elle est contenue dans le syllogisme suivant : le mouvement socialiste est un mouvement prolétarien, produit du régime capitaliste ; or le processus capitaliste n'a pas encore prolétarisé les paysans ; le socialisme doit donc ignorer les paysans. Un dilemme se joint à ce syllogisme ; ou bien on exposera aux masses rurales la théorie collectiviste et on est sûr de s'en faire des adversaires irréductibles, ou bien on camouflera la doctrine communiste ce qui revient pratiquement au même. Dès lors, la conclusion s'impose : « en présence des misères paysannes, rançon douloureuse du procès du capitalisme, il n'y a qu'à attendre. Attendre que l'évolution économique ait consommé son œuvre de prolétarianisation. Alors seulement le parti socialiste reconnaîtra les paysans comme siens... » (1).

L'erreur commise par la solution doctrinariste est double. 1° C'est d'abord une erreur de méthode. Elle veut que la pratique soit la transposition identique de la théorie. Elle semble ignorer que la formule théorique n'est qu'une directrice que « toute action immédiate est un compromis entre la « théorie et la pratique. »

2° Une erreur historique ensuite. Le processus social n'a pas l'automatisme qu'on lui prête, mais au contraire une certaine plasticité qui doit inciter le mouvement socialiste à l'action. La solution doctrinariste est une conception des origines du socialisme, époque où le mirage de l'idéal crée de singulières illusions, que la réalité n'a pas tardé à dissiper. « On a vu que le mouvement de concentration et de centralisation économique est loin d'avoir la marche vertigineuse qu'on lui avait trop précipitamment assignée. Le procès de « décomposition du régime capitaliste a des lenteurs qu'on « ne lui soupçonnait pas, les classes moyennes ne se sont pas « évanouies aussi miraculeusement qu'on l'avait annoncé, et

(1) Ibid., p. 10.

« l'on s'est rendu compte que la société bourgeoise a de beaux jours encore à passer » (1).

Devant la force de résistance du capitalisme, il faut pour que le socialisme puisse vaincre que le prolétariat s'organise. Tout le problème est là. « Aussi toute la question est-elle de procurer toujours plus de force, dans la société capitaliste, au prolétariat, puisque la réalisation du socialisme est une question de force » (2).

Les deux solutions précédentes écartées, il n'en reste plus qu'une :

III. — *La solution scientifique et révolutionnaire*

Le socialisme doit se comporter vis-à-vis de la petite propriété de la même façon qu'à l'égard du petit atelier. Il ne doit ni chercher à la restaurer, ni essayer de prolonger son existence. La petite propriété ne l'intéresse pas, mais seulement le paysan dont il lui faut augmenter la force de résistance. Ce dont il faut se soucier, c'est de la situation du paysan pendant la disparition de la petite propriété. « Et ce qui vaudra, ce qui sera spécial au milieu paysan, ce ne sera pas la solution théorique générale, ce seront les moyens d'action qui la feront se réaliser pratiquement » (3).

Cette solution est à la fois scientifique et révolutionnaire. Scientifique parce qu'elle est une médiation entre la doctrine et les faits, parce qu'il y a place pour l'intervention humaine dans le processus social, parce que l'évolution du capitalisme rejette les petits paysans vers le prolétariat.

Révolutionnaire parce qu'elle est imposée par la conception socialiste du mouvement de classe. Le mouvement socialiste suppose : 1° un objectif déterminé à atteindre ; 2° l'organisation du prolétariat en tant que moyen d'atteindre le but visé. C'est le second terme seul qui importe. Et c'est pourquoi c'est la personnalité paysanne qu'il faut protéger. Cela veut dire « que le parti socialiste, qui ne peut assister les paysans comme producteurs, doit s'occuper d'eux comme consommateurs et citoyens. Il n'a qu'à se conformer à son rôle, élever le niveau de la vie, le standard of life. Les hommes lui appartiennent si les formes sociales ne relèvent pas de

(1) et (2) Ibid., p. 11 et 12.

(3) Ibid., p. 14.

« lui. Il sera dans le sens du mouvement révolutionnaire,
« puisqu'il ne sera pas en contradiction avec le développe-
« ment économique, puisqu'au contraire, il le hâtera, en
« suscitant chez les paysans le besoin d'une vie meilleure et
« plus libre. Il sera dans le sens du mouvement de classe,
« puisque les paysans ne tomberont pas si débilités et inca-
« pables de résistance dans le prolétariat... Les réformes que
« le parti socialiste peut réclamer pour les paysans doivent
« être conçues dans le même esprit que les réformes ou-
« vrières » (1).

* * *

Le point de vue soutenu par H. Lagardelle n'offre aucune originalité. Il se rapproche beaucoup trop des idées de Kautsky pour que nous jugions utile de le faire suivre d'aucun commentaire.

(1) Ibid., p. 15.

CHAPITRE VI

La Propriété Foncière et les Sections Nationales du Parti Socialiste

Parmi les divers points du programme agraire socialiste il en est un qui a reçu, suivant les pays, une solution différente : l'attitude à observer vis-à-vis de la propriété foncière. Tandis que les socialistes français ont toujours prétendu respecter la petite propriété, en réservant l'expropriation pour les grandes exploitations et les domaines des propriétaires fonciers oisifs, d'autres, comme les socialistes anglais, ont toujours été partisans de la socialisation intégrale du sol.

Afin de montrer dans quelle mesure les doctrines agraires du marxisme sont des résultantes, il convient de rechercher les raisons qui ont motivé des attitudes aussi divergentes. Car depuis quelques années, ces divergences se sont notablement atténuées.

Ce qui paraît quelque peu paradoxal, c'est que les différentes sections nationales du socialisme ont toutes basé leur position vis-à-vis de la question foncière sur les mêmes textes de Karl Marx ! Les divergences qui ont séparé ces diverses solutions ne sont donc, en dernière analyse, que des différences d'interprétation, différences qui ont été engendrées par les états politiques et économiques propres à chacune de ces nations.

Le point crucial était l'attitude à prendre à l'égard de la petite propriété. Karl Marx résolvait le problème de la façon suivante : « On nous a reproché de vouloir abolir la propriété « personnelle péniblement acquise par le travail, propriété « que l'on déclare être la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance individuelle.

« Quelle est donc cette propriété acquise par le travail, l'activité, le mérite individuels ? Parle-t-on de la propriété du

« petit bourgeois, du petit paysan, qui a existé avant la propriété bourgeoise ? Il n'est pas besoin que nous l'abolissions. « Le développement de l'industrie l'a abolie déjà et tous les jours l'abolit davantage. » (1)

Et encore : « Là où les moyens de travail se trouvent entre les mains de celui qui les met en œuvre, bien qu'ils s'y trouvent sous la forme d'appropriation individuelle, le parti ouvrier n'aura qu'à laisser faire les événements qui éliminent de plus en plus cette forme d'appropriation. » (2)

K. Marx attendait donc les transformations du régime agricole et la disparition de la petite propriété, non d'une action volontaire et déterminée, mais du milieu économique qui contraindrait l'agriculture à changer ses méthodes d'exploitation et d'échange.

Comment les idées de Marx ont-elles été interprétées par les socialistes français, belges, allemands, anglais et italiens ?

1° *En France.*

Au congrès du Havre, en 1880, l'appropriation individuelle de tous les moyens de production fut formellement condamnée, « Le Congrès déclare nécessaire l'appropriation collective,, le plus vite possible et par tous les moyens, du sol, « sous-sol... » (3)

Mais au Congrès de Marseille, les socialistes français firent brusquement volte-face. Les discussions du Congrès aboutirent à la rédaction d'un programme (par Guesde et Lafargue) que le Congrès de Nantes adopte en 1894. En voici les principaux passages... « Considérant que si, dans le domaine « industriel, les moyens de production, ont déjà atteint un tel « degré de centralisation capitaliste, ils ne peuvent être restitués aux producteurs que sous la forme collective ou sociale, il n'en est pas de même actuellement, en France du « moins, dans le domaine agricole ou terrien, le moyen de « production qui est le sol, se trouvant encore, sur bien des « points, possédé, à titre individuel, par les producteurs eux-mêmes.

(1) « Manifeste communiste ».

(2) « Le Capital », cité par Gabriel Deville.

(3) L. Blum. « Les Congrès ouvriers et socialistes français », p. 62.

« Considérant que, si cet état de choses, caractérisé par la
« propriété paysanne, est fatalement appelé à disparaître, le
« socialisme n'a pas à précipiter cette disparition, son rôle
« n'étant pas de séparer la propriété et le travail, mais au
« contraire, de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs
« de toute production dont la division entraîne la servitude
« et la misère des travailleurs tombés à l'état de prolétaires.
« Considérant que, si au moyen des grands domaines repris à
« leurs détenteurs oisifs, au même titre que les chemins de
« fer, mines, usines, etc... le devoir du socialisme est de
« remettre en possession, sous la forme collective ou sociale
« les propriétaires agricoles, son devoir non moins impérieux
« est de maintenir en possession, sous la forme collective ou
« sociale les propriétaires agricoles, son devoir non moins
« impérieux est de maintenir en possession de leurs lopins de
« terre, contre le fisc l'usure et les envahissements des nou-
« veaux seigneurs du sol, les propriétaires cultivant eux-
« mêmes.

« Considérant qu'il y a lieu d'étendre cette protection aux
« producteurs qui, sous le nom de fermiers et de métayers,
« font valoir la terre des autres, et s'ils exploitent des journa-
« liers, y sont en quelque sorte contraints par l'exploitation
« dont ils sont eux-mêmes victimes... » Ainsi le parti socia-
liste français, tout en admettant l'élimination fatale de la
petite propriété par l'évolution économique, ne précipitera
pas cette disparition naturelle par une expropriation brutale,
pour les raisons suivantes : a) parce que le socialisme suit
l'évolution économique et ne la devance pas. Ce sont les con-
ditions matérielles déjà existantes ou en train de se constituer
qui élaborent elles-mêmes les formes sociales nouvelles. (1)

b) La petite propriété sera respectée en régime socialiste
parce qu'elle est considérée comme un instrument de travail
personnel assimilable « au burin du graveur, aux pinceaux
« du peintre, et aux outils du menuisier. » (2) En outre, si le

(1) « En nous gardant de parler d'expropriation aux petits propriétaires,
« nous sommes absolument dans la vérité socialiste, qui ne demande pas de
« précéder l'évolution économique, mais de la suivre. » (Congrès de Saint-
Etienne, 1909. Compte rendu sténographique, p. 191.)

(2) Guesde et Lafargue, Le programme du parti ouvrier, p. 11. De même :
« Là où la propriété et le travail sont réunis dans la même main, il n'y a
« pas lieu à intervention sociale, il n'y a pas lieu à expropriation. Cette ex-
« propriation sera un vol... » (Congrès de Saint-Etienne, ibid., p. 381).

bénéfice du sursis est étendu aux petits propriétaires qui emploient des salariés ainsi qu'aux fermiers, c'est non seulement parce qu'une telle exploitation leur est imposée par le régime actuel, mais encore parce que la main d'œuvre restreinte qu'ils emploient « n'est pas l'élément essentiel de la prospérité de l'entreprise, puisque c'est le travail du paysan propriétaire et celui de sa famille qui donne une valeur de rapport à son exploitation agricole » (1).

La petite propriété sera maintenue en régime socialiste, tant que le paysan croira y trouver son intérêt, mais « elle « serait obligée de se transformer... car c'est la communauté « nationale qui achètera les produits » (2).

L'attitude des socialistes français fut nettement désapprouvée par Engels dans la Revue Neue Zeit d'abord. « Votre tentative de protéger le petit paysan dans sa propriété (leur dit-il), « ne protège pas sa liberté, mais simplement la forme spéciale « de la servitude (sa dépendance de l'usurier), elle prolonge « une situation dans laquelle il ne peut ni vivre ni mourir » (3). Le maintien de la petite propriété est d'ailleurs contraire au concept socialiste qui a pour but le collectivisme, « après une « phrase de concentration capitaliste de la propriété. » Lors de l'avènement du socialisme la petite propriété peut être momentanément tolérée, le temps de la conduire au collectivisme par la voie du coopératisme. « Il est évident que si les « pouvoirs publics tombaient entre nos mains nous ne songerions point à exproprier les paysans propriétaires par force. « avec ou sans indemnité, comme nous serions obligés d'ex-

Et encore : « Là où le moyen de production est encore à un état suffisamment rudimentaire pour être mis en valeur par son propriétaire, nous nous « inclinons devant cette propriété réellement individuelle. » (J. Guesde, Journal Officiel du 16 juin 1896.) Pour Jaurès, il n'y a pas seulement entre la grande et la petite propriété foncière une différence de superficie, mais une différence de constitution économique, la première étant une forme du **capital**, la seconde une forme du **travail**. (J. O. des 19-26 juin et 3 juillet 1897). Cette opinion nous paraît erronée. La petite propriété se compose de deux éléments : le capital immobilier (le sol) et le capital mobilier (outillage et cheptel). Le capital immobilier peut rapporter un revenu indépendamment de tout travail (si le petit propriétaire n'exploite plus et loue sa terre). Il n'en est pas de même du second. C'est pourquoi nous dirons que le produit global que le petit propriétaire retire de son exploitation est constitué par la **rente** de son capital immobilier, le **revenu** de son capital mobilier et le **salaire** de son propre travail.

(1) Compère Morel. « Le socialisme et la terre », p. 23.

(2) Jaurès. J. O. du 3 juillet 1897.

(3) « Mouvement socialiste », 1^{er} et 15 octobre 1900, p. 400.

« proprier les grands propriétaires. Il faudrait, selon nous, « amener le petit cultivateur à joindre son exploitation à « une association coopérative... » (1).

Bref, la tactique adoptée par les collectivistes français est blâmable à tous les points de vue. « Ils ne peuvent espérer, « qu'ils atteindront ce but (conquérir le petit paysan français) « qu'en faisant des promesses très générales et osées, qu'ils ne « peuvent défendre qu'avec des considérants bien plus osés « encore. Dès que l'on y regarde de près, on s'aperçoit que les « promesses se contredisent (la promesse de maintenir un état « de choses que l'on dit être fatalement appelé à disparaître), « que les mesures en particulier n'auront aucun effet (loi con- « tre l'usure) ou bien qu'elles ne sont que des revendications « ouvrières absolument générales, ou qu'elles servent plutôt « la grande propriété foncière, ou enfin que leur portée dans « l'intérêt du paysan est infime » (2).

Voici une autre critique de G. Gatti :

« Or, puisque selon la doctrine collectiviste, aucun parti- « culier ne doit disposer de ce qui, indépendamment de son « travail, peut à un moment quelconque donner un revenu, « la thèse soutenue par la majorité des socialistes français est « hétérodoxe ; elle essaie d'assimiler un instrument de « production à un instrument de travail afin de l'introduire « en contrebande, parmi les outils professionnels dans le « domaine du collectivisme. La bêche, la pioche et la brouette « du petit propriétaire sont ses outils, sans doute, comme le « rabot est celui du menuisier et le ciseau celui du sculpteur ; « mais son lot de terrain est un instrument de production, « c'est-à-dire, selon la doctrine collectiviste, un objet à natio- « naliser.

« Mais l'attitude des socialistes français, quoique criti- « quable en théorie, s'explique pratiquement par l'exubérante « vitalité propre à la nation française... Les socialistes fran- « çais, dans un pays où les petits propriétaires existent par « millions et où, malgré la prédiction de Marx, ils résistent « même à de lourdes charges fiscales et aux crises les plus « graves, ne peuvent pas négliger cette énorme population

(1) F. Engels. « La question paysanne en France et en Allemagne ». Cité par G. Gatti, p. 254.

(2) « Mouvement socialiste », 15 octobre 1900, 453-454.

« des campagnes mécontente du régime actuel, ni compter
« sur un capitalisme agricole encore embryonnaire et à évo-
« lution très lente.

« Obligés de concilier leur doctrine avec les exigences pra-
« tiques de la lutte politique quotidienne, ils concilient deux
« termes théoriquement opposés en un « collectivisme » où,
« faute d'un capitalisme agricole créateur de masse de sala-
« riés, une place est faite à la petite propriété privée, déguisée
« en « instrument de travail ». Elle demeure ainsi en deça des
« bornes actuelles du collectivisme, où seule la propriété pri-
« vée des instruments de travail est admise. » (1)

2° *En Belgique.*

La petite propriété et la petite culture y prédominent
comme en France. Aussi le parti socialiste belge, cherche-t-il
à attirer à lui les petits paysans ; sans vouloir précipiter la dis-
parition de la petite propriété, il ne promet cependant pas
aux petits propriétaires de leur garantir la prolongation de
leur situation actuelle à l'avènement du socialisme : « Nous
« n'avons aucun motif de faire des vœux secrets pour la dis-
« parition de la propriété paysanne, si elle peut se maintenir,
« ou même dans certaines régions qui se prêtent à la petite
« culture se développer ; elle pourra restreindre le champ de
« l'appropriation collective, mais cela n'empêchera point que
« l'expropriation socialiste puisse se faire à l'égard de la pro-
« priété rentière et de la propriété capitaliste. » (2)

Malgré ces sympathies pour la petite propriété, les socia-
listes belges, au début du siècle néanmoins, n'approuvaient
pas la politique issue du Congrès de Marseille « Dès l'instant
« où l'on admet que la concentration des petites propriétés
« absorbées par la propriété capitaliste rendra seule possible
« l'instauration de la propriété collective, on ne saurait en
« bonne logique admettre en même temps que les collecti-
« vistes aient pour devoir impérieux de s'opposer à ces inéluc-
« tables transformations » (3).

3° *En Allemagne.*

Nous avons vu dans notre étude sur Kautsky, l'attitude
qu'avaient adoptée les socialistes allemands. Kautsky, disci-

(1) G. Gatti. « Le socialisme et l'agriculture », p. 255-256-257.

(2) Vandervelde. « Le socialisme agraire et l'industrie agricole », p. 309.

(3) Vandervelde. « Le socialisme en Belgique », p. 362.

ple de Marx, en adoptant la majeure partie des croyances de son maître, avait été amené à préconiser à l'égard de la petite propriété, de simples mesures de protection. L'Allemagne est un pays en majeure partie industriel ; les ruraux n'y représentent environ que le tiers de la population. Au Nord, le latifundium et la grande propriété prédominent. Au Sud, par contre, les moyennes et petites propriétés sont très nombreuses.

C'est ce qui explique que la question agraire ait suscité dans les congrès socialistes allemands, des luttes parfois très violentes entre réformistes du sud (Volmar) et marxistes orthodoxes du nord (Bebel et Liebknecht). Bebel préconisait d'adopter à l'égard du prolétariat agricole et de la petite propriété, une attitude indifférente, de négliger même toute réforme susceptible de prolonger le régime capitaliste. Pas de propagande spéciale pour les campagnes, c'est-à-dire déclarer la guerre à la petite propriété. Les réformistes du sud étaient partisans d'une politique de bienveillance vis-à-vis de la petite propriété, de l'éducation des masses rurales par le coopératisme et d'une reconstitution des biens communaux (1).

Mais les uns et les autres étaient d'accord pour condamner la tactique des socialistes français.

4° *En Angleterre.*

Le problème ne s'est jamais posé pour les socialistes anglais, car depuis le xvn^e siècle, la petite propriété a presque entièrement disparu. Partout le latifundium domine. C'est pourquoi les socialistes anglais (qu'ils soient collectivistes, marxistes ou socialistes agraires) ont toujours préconisé la nationalisation du sol.

5° *En Italie.*

Les renseignements récents nous manquent quant à la position des socialistes, sur le problème qui nous occupe. Au début du siècle, leur attitude n'était pas encore nettement définie. Ceci s'explique par la répartition de la propriété dans les diverses régions. Au nord la petite propriété domine sur les coteaux, la grande dans la plaine. Au centre, la petite pro-

(1) H. Langerock. « La question agraire » et « le Congrès de Breslau ».

priété et la parcelle sont la très grosse majorité. Au sud, le latifundium et la petite propriété se partagent les terres arables.

Si à l'époque où Gatti écrivait son ouvrage (1902) la nationalisation du sol n'obtenait pas encore la majorité dans les congrès, les socialistes italiens étaient cependant unanimes à refuser de garantir aux petits propriétaires la possession de leurs domaines lors de l'avènement du collectivisme.

* * *

Ainsi, jusqu'à une époque assez récente, les socialistes français étaient les seuls à avoir adopté au sujet de la question foncière, une attitude si originale, qu'elle paraissait même aux yeux de certains marxistes orthodoxes, être en opposition formelle avec le concept collectiviste.

Or, depuis la guerre de 1914-18, il s'est produit une évolution doctrinale très curieuse, qui a amené la plupart des sections socialistes nationales à adopter au sujet de la question foncière, une position très voisine de celle des socialistes français.

C'est cette évolution que nous allons étudier. En dernière analyse elle nous semble avoir eu deux causes primordiales.

1° La réforme agraire en Europe, réforme qui, comme nous le verrons dans la seconde partie de notre étude, fut surtout un morcellement des grands domaines, une consolidation et une extension de la petite propriété.

2° Sous l'influence d'une situation économique nouvelle, l'acquisition par les socialistes d'une plus juste conception des relations économiques internationales.

Nous pouvons résumer cette évolution dans la formule suivante : passage des théories agraires du marxisme du plan dogmatique et théorique au plan politique et pratique.

Ce qu'il faut remarquer, c'est que l'attitude actuelle des trois pays qui servent de base à notre étude, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche, est l'aboutissement d'une évolution dont les diverses phases, n'ont été ni parallèles, ni synchroniques.

La position des socialistes, à l'égard des questions agraires en général, était motivée par la croyance en une disparition fatale de la petite propriété foncière suivie du développement

nécessaire des grandes exploitations. Ces idées n'étaient qu'une adaptation à l'agriculture des lois régissant le développement de l'industrie. Puisque l'agriculture devait entrer dans le sillage de l'industrie, il était inutile d'élaborer pour elle un programme spécial et d'encourager sa production.

Ces croyances avaient reçu leur confirmation officielle au Congrès de Bruxelles en 1868. « Considérant que les nouvelles « conquêtes de la science agricole ne peuvent être appliquées « que dans les grandes entreprises et que le développement « économique tend naturellement à la constitution de la « grande propriété foncière, (cette résolution affirme) que « l'évolution économique de la société moderne rendra nécessaire la transformation de la propriété privée en propriété « sociale et que le sol devra, de même que les mines et les « chemins de fer, être nationalisé pour être exploité par des « coopératives ouvrières » (1).

De pareilles conceptions ne pouvaient trouver d'écho parmi les masses rurales, qui réclamaient non la suppression, mais le renforcement de leur droit de propriété, une amélioration de la vente de leurs produits, et la création d'un système de crédit.

Ce caractère purement spéculatif des théories marxistes supposait une ignorance des lois régissant l'agriculture et des revendications formulées par les ruraux. Cette ignorance s'explique par les conceptions politiques et économiques de l'époque. En effet, tous les efforts des socialistes tendaient à l'organisation des seuls travailleurs industriels. De plus, ils se désintéressaient complètement de l'agriculture nationale, car le développement prodigieux de l'agriculture extra-européenne avait permis l'établissement d'un courant d'échanges entre l'excédent des produits manufacturés européens et l'excédent des produits agricoles des pays neufs.

Comme on croyait que la mise en exploitation des terres nouvelles était presque illimitée, on pensait aussi que la production industrielle européenne ne connaîtrait pas de bornes. Plus cette production industrielle s'intensifierait, plus les campagnes émigreraient vers les villes, précipitant ainsi la disparition des petits exploitants. De fait, la hausse continue

(1) Docteur F. Baade. « Revue internationale du Travail », volume XIX, n° 5, mai 1929.

des salaires des ouvriers des industries européennes pendant la seconde moitié du xix^e siècle, ne pouvait qu'accréditer davantage encore ces croyances.

La grande guerre devait en grande partie détruire ces illusions. Le manque des denrées alimentaires pendant les hostilités et le chômage dans les diverses industries dans l'après-guerre, conduisirent les doctrinaires socialistes à réformer leurs théories. D'autant plus que les échanges de l'époque précédente s'étaient considérablement ralentis, en raison d'un arrêt du développement agricole des pays d'outre-Atlantique et d'un essor subit de leur industrie. C'est pourquoi les doctrinaires socialistes furent amenés à voir dans leur agriculture nationale, à la fois, et la source assurée de leur subsistance et le débouché naturel de leur production manufacturière.

Ce changement dans la politique agraire a été typique en Angleterre. « L'idée d'augmenter la production agricole gagna du terrain non seulement pendant, mais longtemps après la guerre. Il était naturel qu'un lien s'établît dans l'esprit du peuple entre le chômage en masse de l'après-guerre, dont l'Angleterre en particulier souffrit si longtemps et si terriblement et le déséquilibre entre l'industrie manufacturière et l'agriculture. Un pays qui voit deux millions de ses travailleurs industriels demeurer des années entières sans aucun travail ou sans possibilité d'emploi, et qui constate en même temps que ses campagnes manquent de bras et se dépeuplent, en vient naturellement à penser que l'une des principales causes de ses difficultés réside dans le fait que sa population industrielle se développe démesurément et sans contre-partie, alors que son agriculture est indûment délaissée » (1). L'évolution fut la même en Allemagne et en Autriche.

Ainsi, du Manifeste communiste aux années d'après-guerre, l'évolution des théories agraires du marxisme a été considérable. Aux vieilles formules dogmatiques qui condamnaient à l'ignorance et à l'inaction, se sont peu à peu substituées des conceptions politiques nouvelles, beaucoup plus en harmonie avec les données de la science économique moderne et les intérêts nationaux.

Il nous reste à montrer maintenant, qu'au sujet de l'attitude

(1) Docteur F. Baade, « Revue internationale du travail », mai 1929.

à prendre à l'égard de la petite propriété, les socialistes étrangers qui condamnaient autrefois les socialistes français, ont adopté ces dernières années une position très voisine de la leur. Cela résulte des Congrès de Vienne en novembre 1925 (pour l'Autriche), de Kiel en mai 1927 (pour l'Allemagne) et de la Conférence de Margate en octobre 1926 (pour l'Angleterre).

Les programmes autrichien et allemand sont catégoriques pour admettre que la terre du petit paysan doit incontestablement être reconnue comme sa propriété personnelle. Voici le passage du programme allemand : « Loin de vouloir chasser le paysan de son lopin de terre ou de chercher à lui confisquer sa propriété, la société socialiste assure aux masses paysannes leur propriété et le bien de leur travail », et celui du programme autrichien : « Sous le régime de l'organisation socialiste, le cultivateur vivra en libre possession de son coin de terrain (1) ». Quant au programme anglais, le passage suivant : « le mouvement travailliste se déclare pour la nationalisation de la terre »... pourrait nous inciter à croire que les socialistes anglais ont conservé leur position traditionnelle. Ce n'est là qu'une apparence. Comme nous l'avons déjà dit, l'Angleterre est le pays classique du système de l'affermage (près des 9/10^e des terres arables sont possédées par des propriétaires absenteïstes). Dans un pays où le divorce entre la propriété et l'exploitation est aussi généralisé, il est logique que les partis politiques qui veulent attirer à eux les masses rurales, acceptent dans leur programme respectif, les revendications formulées par les ruraux. Aussi, à côté du parti travailliste, le parti libéral (Lloyd George) réclame-t-il la nationalisation du sol, parce que les fermiers anglais la demandent avec insistance.

La revendication agraire du parti travailliste n'a donc pas pour fondement une conception théorique ; elle est tout empirique au contraire, parce qu'elle ne vise qu'à traduire en formules, les aspirations des cultivateurs anglais. Mais ce qui nous prouve que les socialistes anglais sont aussi partisans de laisser au petit exploitant la propriété de ses terres, c'est qu'ils ont admis des exceptions au principe de la nationali-

(1) « Programme agraire des partis ouvriers en Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne », p. 149 et 65.

sation du sol, notamment en faveur des exploitations cultivées par leur propriétaire.

Et nous pouvons conclure en citant ces lignes du Docteur F. Baade : « Ainsi donc, en dernière analyse, l'examen de la
« propriété foncière montre que les programmes autrichien,
« anglais, allemand reposent sur une même conception fon-
« damentale : l'importance qu'il y a, pour la vie économique
« de la nation, à encourager la production agricole par tous
« les moyens possibles et le puissant intérêt de classe qu'ont
« les travailleurs industriels à voir s'accroître les forces pro-
« ductives de l'agriculture. Tel étant le but commun, le
« programme des travaillistes d'Angleterre, pays de vastes
« propriétés affermés par parcelles, doit demander la natio-
« nalisation des terres, puisque seul l'Etat peut se substituer
« aux propriétaires défaillants, qui, de l'avis général, sont
« incapables d'assurer à la production l'essor nécessaire.

« De même en Autriche et en Allemagne, où les petites
« et moyennes exploitations ainsi que la propriété paysanne
« sont de règle, les programmes doivent reconnaître qu'il y
« a là une situation de fait dont il convient de tenir compte
« maintenant et dont il faudrait également tenir compte en
« régime socialiste...

« ... Il est hors de doute que les partis ouvriers des trois pays
« envisagés ici revendiquent la socialisation des terres qui
« sont affermées en permanence ou servent à l'exploitation
« capitaliste de travailleurs salariés, tandis qu'ils sont prêts
« à faire une exception en faveur des propriétés familiales des
« paysans, qui peuvent être considérées au premier chef
« comme des instruments de travail » (1).

(1) Docteur F. Baade, « *Revue internationale du travail* », mai 1929.

DEUXIÈME PARTIE

LES DOCTRINES EN TANT QUE

DÉTERMINANTES

L'une des conséquences les plus inattendues de la grande guerre a été le profond bouleversement qui a modifié le régime d'appropriation des terres, dans la majeure partie des pays du monde. Quatorze grands pays ont changé leur régime agraire. Six millions de kilomètres carrés et deux cents millions d'habitants ont été atteints par ces réformes. Celles-ci ont revêtu trois aspects différents.

1° Dans les pays artificiellement créés par les traités ou bouleversés par une révolution, les grands domaines fonciers, propriétés de l'Etat ou de particuliers, ont été expropriés et morcelés au profit des classes sociales les plus pauvres.

2° Dans les pays dont la guerre n'a pas changé la structure politique antérieure, l'Etat, sous l'influence de causes multiples (1), a encouragé légalement le remembrement et le morcellement.

3° Enfin, dans d'autres pays, la terre s'est remembrée ou morcelée par le jeu normal des lois économiques. Ce dernier cas ne nous intéresse pas.

Car nous nous proposons de rechercher, toujours de manière aussi succincte, quelle a pu être l'influence des idées marxistes dans les réformes qui ont été entreprises. Cela peut paraître quelque peu paradoxal, quand on sait que dans ses grandes lignes, cette réforme, à part la Russie soviétique, n'avait d'autre but que de morceler les grands domaines et de consolider la petite propriété paysanne.

Mais ce n'est là qu'une apparence trompeuse, car ces réformes sont marquées en six endroits de l'estampille socialiste.

Puisque dans l'ordre chronologique la Russie a été la première à effectuer sa réforme, c'est par elle que nous allons commencer.

(1) Ces causes, les unes lointaines, les autres immédiates, sont développées dans le livre de A. Wauters, « la Réforme agraire en Europe », p. 19 à p. 61.

LA RUSSIE DES SOVIETS

CHAPITRE I

La condition des terres et des paysans sous les tsars

SECTION I

Du moyen-âge à la fin du 19^e siècle

L'esclavage existait en Russie depuis une époque assez reculée (1). L'invasion mongole ne fit qu'aggraver cet état de choses. Le paysan (moujik) était au dernier échelon de l'échelle sociale. Mais s'il était contraint de cultiver la terre, il demeurait néanmoins libre ; entendons par là qu'il n'était, ni attaché à la personne du maître du sol, ni à la terre qu'il cultivait. Il pouvait passer d'une terre à une autre, il avait « le droit de libre service » avec « le droit de libre passage ». C'est pourquoi il échappait à l'impôt en vagabondant. Un règlement de Fédor, fils d'Ivan le Terrible, fixa en 1593 le paysan à la terre qu'il cultivait. Attaché à la glèbe, le moujik perdit aussi son droit de libre service : il était désormais rivé à la personne du maître ; c'est ainsi qu'à côté de l'esclavage, naquit et se développa le servage. Boris Godounow, puis Pierre Le Grand, ne firent que resserrer les liens qui rivaient le moujik à la glèbe. En 1721, le premier recensement accompli dans un intérêt fiscal, considère le paysan comme base de l'évaluation des terres.

Le servage revêtait deux modalités : la bartchina (corvée)

(1) La Prawda de Jaroslaw qui date du XI^e siècle énumère les divers cas où l'on devient esclave.

et l'obrok (redevance annuelle). Cette deuxième forme n'apparut que plus tard. On la considère généralement comme un adoucissement du servage, puisque le paysan rachète par cette redevance l'usage temporaire de la liberté ; un signe du maître suffit à le ramener sur la terre dont il dépend.

Le système de l'obrok offrant de gros intérêts aux propriétaires terriens finit par se généraliser. Cette transformation est particulièrement sensible chez les paysans de la couronne établis sur les terres de l'Etat. Des ukases de Nicolas adoucissent encore la condition des serfs : il est interdit désormais de vendre le moujik sans la terre. Or la propriété était fondée sur la possession du paysan mâle. La noblesse, qui empruntait sans arrêt, avait à la fin du ^{xviii}^e siècle hypothéqué les deux tiers de ses moujiks. Le servage aboutissait à la ruine de la noblesse.

Un mouvement national se créait pour l'émancipation des serfs. Ce fut la guerre de Crimée qui en accéléra la réalisation. La prise de Sébastopol fut pour le servage une défaite irrémédiable.

La charte d'émancipation du 19 février 1861, sous le règne d'Alexandre II, est une date capitale de l'histoire russe. Elle émancipait les serfs et leur donnait le droit de racheter les terres aux seigneurs, qui devaient abandonner aux moujiks une partie de leurs propriétés. Ce rachat ne portait pas sur la liberté personnelle des serfs, mais sur la rente foncière uniquement. D'autre part, le lot concédé à chaque paysan devait être suffisant pour lui permettre d'entretenir sa famille.

Le prix du rachat était calculé non pas sur la valeur vénale du sol, mais sur la capitalisation à 6 % de l'obrok. Cependant, comme les paysans n'étaient pas en mesure de dédommager les seigneurs, l'Etat se fit leur banquier en leur avançant les 4/5 du montant du rachat. De la sorte, le propriétaire convertissait une créance personnelle sur le moujik en une créance publique sur l'Etat. Le prêt consenti par celui-ci était de 50 ans. Cependant, malgré toutes ces facilités, le rachat ne s'effectuait que lentement. Un ukase d'Alexandre III le rendit obligatoire en 1883.

De quelle manière se répartissait la propriété foncière ? Dans l'ancienne Russie, on distinguait deux sortes de propriétés : la *votchina*, terre des ancêtres reçue en héritage, et la *pomèstie*, terre concédée en jouissance par le tsar aux serviteurs de l'Etat. A la suite des conquêtes et des confiscations, les terres de la couronne augmentent. Les concessions croissent dans le même sens, et la différence entre *votchina* et *pomèstie* s'efface progressivement.

A la veille de l'émancipation, la propriété foncière était ainsi répartie : 120 millions de déciatines à la noblesse, 6 millions aux autres classes, le reste appartenant à l'Etat. De propriété paysanne indépendante, on n'en trouve aucune trace.

Cette distinction entre la propriété privée et la propriété de l'Etat en entraînait une autre : les serfs des terres *mamoriales* et les serfs de la couronne. Ce sont les *mainmortables* qui nous intéressent.

Sous quel régime vivaient-ils avant l'émancipation ? Quels changements celle-ci a-t-elle apportés dans leur condition sociale ?

Tous les domaines dont nous avons parlé plus haut sont cultivés par les serfs. Ceux-ci sont organisés en communes agricoles ou *mir*. Dans le *mir*, les seules terres exploitées en commun sont les pâturages et les forêts. Tous les autres terrains sont partagés périodiquement entre les membres de la commune. « Le partage périodique constitue la base même « du régime du *mir*. » Mais dès qu'il est en possession de son lot, le paysan le cultive isolément.

De quelle façon les divers lots sont-ils répartis ? Le partage se fait, soit par *doucha*, par tête de paysan mâle, soit par *tiaglo*, par ménage. Dans l'un et l'autre cas, le fils par sa naissance ou son mariage, apporte un nouveau lot de terre (c'est un encouragement aux familles nombreuses). La femme n'est pas étrangère au partage. Parfois, dans certaines communes, l'allotissement se fait selon les besoins, par bouche.

Le régime du *mir* suppose un partage du sol en lots rigoureusement égaux. Etant donné l'inégale fertilité des terrains, le système aboutit à un émiettement du sol préjudiciable à l'exploitation et au rendement. « L'égalité mathématique n'a « ainsi triomphé dans l'allotissement qu'au détriment de la

« liberté dans la jouissance. L'excès du morcellement ramène
« indirectement à une sorte d'exploitation commune, ou du
« moins simultanée, que des moyens de culture perfectionnés
« pourraient rendre profitable, mais dont la routine aujour-
« d'hui régnante fait une entrave de plus au progrès » (1).

Ainsi la grandeur du lot individuel est proportionnée, tantôt aux charges familiales dans les villages aux terres pauvres, tantôt aux besoins du foyer dans les communes aux terres fertiles et riches.

Comment se détermine le nombre des ayants-droit ?

Cette détermination ne se fait pas de la même façon dans les régions riches et les régions pauvres. Dans la zone du tchernoziom, où le rendement du sol est supérieur aux charges publiques, l'allotissement se fait par bouche. C'est pourquoi chaque tiaglõ reçoit un nombre de parcelles égal au nombre des adultes.

Dans les régions pauvres, au contraire, les membres de la commune écartent volontairement l'égalité des lots pour des raisons fiscales. En effet, dans chaque province, la Chambre du Trésor fixe l'imposition totale due par la commune, et c'est l'assemblée communale du mir qui répartit ensuite cette imposition entre ses membres. En raison de la responsabilité solidaire qui pèse sur ceux-ci pour le recouvrement de l'impôt, la commune finit par se préoccuper beaucoup plus des facultés contributives de ses adhérents que de leurs droits et de leurs besoins. La portion de terrain concédée à chaque famille sera proportionnelle à la part de l'impôt solidaire qu'elle peut acquitter. Le nombre des ayants-droit variera donc d'après l'âge et la force de l'exploitant.

Cependant, ces divers modes de partages ne restèrent pas immuables. Les changements divers qui s'opérèrent trouvent leur explication dans la variabilité du prix du sol et les modifications qui furent apportées au régime des contributions directes.

A quelle époque se faisaient les partages ?

Primitivement, ils se faisaient tous les trois ans, à cause de l'assolement triennal. Celui-ci ayant disparu, une lente évolution poussa les moujiks à espacer les partages, afin d'augmenter le rendement des terres et de limiter les partages

(1) Leroy-Beaulieu, « L'Empire des tsars et les Russes », tome 1^{er}.

de famille. La loi du 19 février 1861 a-t-elle apporté des modifications au régime du mir ? Du point de vue économique on peut répondre par la négative. Elle a généralisé le régime du mir en l'étendant aux serfs affranchis qui n'y étaient pas soumis. Elle définissait comme suit la propriété collective de la commune rurale : « l'usage en commun est le mode d'usage « réglé par la commune, en vertu duquel la terre est partagée « ou, de temps en temps, allotie entre les paysans par habi- « tant, par tiaglo ou autrement, en remplissant les obliga- « tions attachées à l'usage, avec responsabilité solidaire pour « tous ».

Au lendemain de la réforme, le moujik se trouvait dans les mêmes conditions économiques qu'auparavant. Autrefois, le paysan n'avait que la jouissance du sol ; aujourd'hui, bien qu'il en soit devenu propriétaire par le rachat, il n'en est qu'usufruitier, car les lots qui lui sont échus restent dans l'indivision.

Du point de vue politique, la révolution de 1861 a affranchi le mir de la suzeraineté de l'ancien propriétaire. L'organe administratif de la commune rurale est désormais élu et ses fonctionnaires ne seront que les exécuteurs de la volonté du mir (1). « Elle possède (la commune russe) une autonomie « légale : comme association, elle a sa personnalité civile, « comme aussi ses lois particulières ; comme caution de ses « membres vis-à-vis du fisc, elle a sur eux droit de correction « et d'expulsion ; comme détentrice du sol, elle peut les « astreindre à tel mode de culture, leur imposer sa surveil- « lance » (2).

L'assemblée du village est composée des chefs de ménage, elle se réunit sur la place, sans aucun cérémonial ; ses décisions sont souveraines. « L'autorité de l'assemblée commu- « nale, appuyée sur la propriété collective, suit le paysan « dans ses travaux et son économie rurale, dans le Rho- « ziaïstvo, comme disent les Russes : elle s'arrête à peine aux « portes du foyer domestique, car il faut son consentement « pour opérer les partages de familles » (3).

(1) Chaque communauté a son maître (starosta), ses juges, ses employés (inspecteurs des magasins de la commune, gardiens des bois et des prairies, bergers communaux) et son greffier qui est souvent en fait la première autorité du village.

(2) Louis Marsille, « Le Mir russe », p. 107.

(3) Leroy-Baulieu, « L'Empire des Tsars et les Russes », tome Ier.

Il ne fait aucun doute que la communauté des biens et le système de l'impôt solidaire enlèvent toute initiative et toute liberté au moujik. Et le mode de propriété l'isolant des autres classes sociales, fait que le paysan russe conserve dans des siècles de progrès et d'individualisme, des institutions médiévales et un sentiment très aigu de la solidarité (1).

* * *

Comme toutes les formes sociales, le mir a évolué. Mais, fait capital à souligner, cette évolution a donné naissance, comme dans les pays occidentaux, à une nouvelle classe sociale jusqu'alors inconnue en Russie : le prolétariat agraire. Cependant, tandis que dans les nations de l'Occident, cette prolétarianisation des masses paysannes était due aux transformations économiques engendrées par la révolution industrielle, ici la cause en était la responsabilité solidaire des paysans devant l'impôt. Le mir, juge des facultés contributives de chacun, n'imposait pas toujours ses membres avec l'impartialité qui aurait dû présider à cette répartition. « La commune agricole, en apparence d'une si grande équité, n'abrite que trop souvent l'arbitraire et la corruption » (2).

Si les pauvres sont la majorité, ils imposent aux riches des lots supplémentaires et les taxes qui y sont afférentes. Dans le cas contraire, les riches, après s'être emparés des meilleurs terres, poursuivent impitoyablement le recouvrement des impôts qui sont ordinairement plus élevés que les revenus que les pauvres retirent de leurs parcelles. L'impossibilité de payer l'impôt devient un véritable fléau. La vente forcée des biens mobiliers est la première sanction qui frappe le retardataire. Cela ne suffit pas d'ordinaire. On lui enlève alors son lot pour le concéder à un voisin plus fortuné, on l'oblige même parfois à travailler dans une propriété ou une usine du voisinage. Auquel cas le mir prélève une partie du salaire correspondant au montant des impôts non payés. Ainsi non seulement l'inégalité des fortunes s'établit dans la commune

(1) Les covillageois sont dans une dépendance mutuelle qui les force parfois à cultiver en commun. C'est ainsi que les labours se font le même jour, en commun, car les instruments aratoires sont à la disposition de tous.

(2) Louis Marsille. « Le Mir russe », p. 124.

rurale, mais l'absence d'un crédit foncier (1) pour le paysan engendre la naissance, puis l'accroissement prodigieux d'un prolétariat agraire (2).

La communauté du sol ainsi comprise n'est pas un obstacle à la prolétarianisation car, « la garantie est moins, en effet, dans « une égale répartition des terres que dans la diffusion du « capital ». Cependant ce prolétariat n'est pas dangereux socialement, car à cette époque il est aspiré par les usines qui se montent au voisinage des villes.

Ainsi, le système de la responsabilité collective en matière d'impôt et les tendances individualistes qui commencent à se manifester au sein du mir, apparaissent bien comme les causes de sa décomposition. Car la loi d'émancipation de 1861 avait encouragé le rachat ; elle déclarait que le paysan pouvait sortir de l'indivision dès qu'il avait remboursé à l'Etat l'argent que celui-ci lui avait avancé. Les communes pouvaient aussi, à une majorité des deux tiers des voix, abolir l'indivision en procédant au partage définitif des terres. Le gouvernement tsariste, pour des raisons financières, chercha à enrayer cette dissolution. Une loi de 1886, soumet les partages des familles à l'autorisation de leurs chefs et à l'acquiescement des deux tiers des membres du village. Une loi du 8 juin 1893, impose à toutes les communes de l'Empire l'obligation de renouveler la répartition des terres tous les douze ans. Et la loi du 14 décembre de la même année, déclare inaliénable désormais les lots des moujiks. Le paysan ne peut plus sortir de l'indivision que s'il a remboursé les sommes empruntées, après avoir au préalable obtenu l'assentiment des deux tiers de ses co-indivisaires.

Mais de telles mesures législatives étaient impuissantes à enrayer la disparition du mir. L'accroissement du prolétariat agraire obligeait la commune à accorder aux simples domiciliés une part dans la gestion municipale. La commune politique ainsi formée devenait un danger pour la commune agraire des propriétaires. C'est pourquoi ceux-ci devenaient des adversaires acharnés de l'indivision.

(1) Seul le crédit personnel existe, car la propriété étant commune ne peut être donnée en hypothèque.

(2) M. Brjetzky signale 12.280 paysans du gouvernement de Riasan qui, dans l'espace d'une seule année, ont passé de la sorte au rang de déclassés, (cité par Louis Marsille).

Si bref soit-il, cet historique est cependant suffisant pour nous permettre de constater : 1° les exigences d'un prolétariat agraire et d'un nombre toujours croissant de petits propriétaires et de paysans communautaires, qui ont le vif désir d'être mis en possession des terres seigneuriales.

2° Qu'il soit resté attaché à la terre ou qu'il soit devenu ouvrier de fabrique, le russe a conservé un penchant pour les pratiques collectivistes et la vie d'artel. (1)

3° Le régime du mir a été la préparation morale la plus efficace à l'acceptation éventuelle d'un régime collectiviste. C'était déjà l'opinion de Leroy-Beaulieu qui écrivait voici bientôt un demi siècle : « si le mir a cette vertu (d'être un « remède souverain contre le socialisme), c'est conformément « à la méthode qui, pour préserver d'une maladie l'inoculerait. « On pourrait dire qu'avec la commune russe, le communisme, ou mieux le socialisme agraire a été inoculé à la « Russie, et que, grâce au mir, il circule inconsciemment « dans ses veines et dans son sang. Le virus à cette dose res- « tera-t-il toujours inoffensif ? » (2). C'est aussi l'avis de Louis Marsille.

« Mais si le mir, tel qu'il existe encore en Russie, devait « prolonger son existence, il constituerait un véritable danger « pour l'avenir.

« Un jour viendrait peut-être où le moujik, plus instruit, « saisissant le côté démocratique de l'institution séculaire qui « le tient en tutelle, se lèverait à la voix du socialisme d'occident, car la commune russe semble devoir donner, à une « époque plus ou moins éloignée, une admirable prise à la « propagande révolutionnaire. Elle constitue un moyen facile

(1) Nous n'en voulons comme preuve que l'opinion de Leroy-Beaulieu : « l'artel est la forme nationale de l'association, il y en a de toutes sortes et « pour tous les métiers. Les artels des paysans ouvriers sont tantôt des associations ambulantes qui portent leurs bras d'une contrée à l'autre, effectuant à prix convenu des travaux agricoles ou des travaux industriels, tantôt des coopérations temporaires de production ou de consommation. L'artel se charge de tous ces travaux sous la direction d'un ancien chef, élu ou accepté, qui perçoit et répartit les salaires. A côté des artels d'hommes, il y a des artels de femmes, voire même d'enfants... c'est moins d'habitude un syndicat professionnel qu'une sorte de coopérative aux formes étrangement souples. L'artel ne deviendra une protection efficace pour l'ouvrier qu'en se rapprochant des trades unions ; mais pour cela il faut que l'ouvrier russe se dépaysannise, et que se relève le niveau intellectuel des moujiks de fabrique. »

« Revue des Deux Mondes », 1^{er} août 1897.

(2) Leroy-Beaulieu, « L'Empire des Tsars et les Russes », Tome 1^{er}.

« de s'emparer du sol au profit des masses, elle use du seul
« procédé pratique encore connu pour appliquer à la terre les
« théories du partage égal, sans voir l'inégalité renaître du
« partage même. Et, chose plus grave, elle supprime le plus
« grand obstacle de toute tentative communiste, puisque,
« grâce à elle, les mœurs du peuple ne s'y opposent point. » (1)

Faudrait-il de grandes transformations pour que le mir, forme économique médiévale, devienne la base d'un régime collectivisme moderne ?

« Pour cela il faudrait que le régime des partages périodiques fit place à une production communiste. La propriété indivise peut se prêter également à la petite culture et à la grande ; elle a cette rare faculté de pouvoir réunir les avantages agricoles de l'une et les avantages sociaux de l'autre. Aux partages temporaires entre les familles, il faudrait substituer l'exploitation en bloc pour la commune elle-même ou par grande fermes louées au compte de la communauté. On peut trouver les germes de cette transformation dans la coutume de cultiver en commun certaines terres laissées dans l'indivision, et dont le produit est employé, tantôt à remplir les magasins de la commune, tantôt à payer les cotisations, tantôt à élever quelque construction utile à tous. Ainsi transformée, la commune agricole, qui représente aujourd'hui, en face des grands domaines des seigneurs, la petite culture en même temps que la petite propriété, verrait les rôles intervertis. Dans un pays de plaines, et avec les progrès de l'outillage agricole, la tenure collective, s'adapterait à une exploitation rationnelle et scientifique, plus facilement que la propriété individuelle et morcellée.

« Propriétaire indivis des instruments de travail et faisant l'exploitation en commun, sauf à partager la récolte à parts égales, les membres du mir formeraient une société agricole dont ils seraient en même temps les actionnaires et les ouvriers, et ils trouveraient sur les terres communales un champ libre à la grande culture. » (2)

Ainsi donc, dès le début du xx^e siècle, des économistes adversaires du collectivisme, pensaient que la Russie, pays

(1) Louis Marsille. « Le Mir Russe », p. 173.

(2) Louis Marsille. « Le Mir Russe », p. 154.

essentiellement agricole et économiquement arriéré, pouvait néanmoins constituer un terrain d'expansion pour le socialisme.

SECTION II

De la Révolte de 1905 à la Révolution de 1917

Quel est l'état de la Russie au début du xx^e siècle ?

L'introduction du machinisme et l'extension de la grande industrie (conséquences de la politique suivie par le ministre Witte), vont modifier l'ancien état des choses. Le prolétariat rural continue aussi sa montée. Les causes en sont toujours le manque de terres et le formidable accroissement de la population. (1)

M. Zvorikine l'explique ainsi. « L'émancipation des serfs « s'est fait en Russie d'une façon toute particulière. Les paysans au lieu de devenir des citoyens libres, formèrent une « caste spéciale enfermée dans le mir et attachée à la glèbe. « Or, le mir était obligé de se mouvoir dans une enceinte « limitée, sans pouvoir s'étendre. Si bien que, au fur et à « mesure de l'augmentation des ménages du mir, les terres « à la disposition de la collectivité paysanne n'augmentaient « pas à proportion du nombre des habitants. » (2)

En 1893, 1894 et 1895 une crise générale s'était abattue sur le monde agricole provoquant une baisse catastrophique du prix des céréales. Les petites et moyennes propriétés russes en avaient beaucoup souffert.

De 1902 à 1905 les troubles agraires redoublent d'importance pour aboutir après la défaite de la guerre russo-japonaise (3) à de véritables jacqueries. Ces événements créèrent

(1) Pour 1.000 habitants, le taux des naissances est de 49, celui des décès de 31, le taux d'accroissement était donc de 18 pour 1000, chiffre le plus élevé de l'Europe. La population des villes représentait environ 14 % de la population totale, celle-ci étant de 100 millions en 1900 et de 130 millions en 1914.

(2) Zvorikine. « Comment survint la disette de terres des paysans russes » (Réforme sociale, mars 1924).

(3) A. Zévaès « La Révolution Russe », p. 51 à 84.

de si vives perturbations dans les masses rurales que le gouvernement se décida à effectuer la réforme agraire tant attendue et que la Banque Foncière d'Etat pour les paysans fut chargée d'acheter les nombreuses terres mises en vente afin de les revendre aux paysans. Le trait dominant de l'état d'esprit du moujik, c'est sa « faim insatiable de la terre ». En 1861, la noblesse possède 120 millions de déciatines de propriétés foncières. En 1905, elle n'en a plus que 82 millions. En 1916, ce chiffre descendra jusqu'à 63 millions, ce qui fait qu'en peu plus d'un demi-siècle la superficie des terres appartenant aux rentiers du sol a diminué de 47,5 %. Le paysan en est en partie bénéficiaire. En 1861, les terres des moujiks d'Europe s'élèvent à 113.700.000 déciatines. En 1905, ce chiffre s'est élevé à 171.700.000 déciatines se répartissant comme suit :

1° 139 millions appartenant aux communautés rurales.

2° 29 millions appartenant aux paysans à titre de propriété privée.

3° 3.700.000 appartenant à la petite bourgeoisie.

Ainsi, pendant la période 1861-1916, les propriétés foncières paysannes s'accroissent de 68 %.

En 1905, le nombre des moujiks sans terre était de 15 % et celui des paysans n'ayant pas assez de terre de 20 %. Et pourtant la Sibérie absorbait chaque année des milliers d'émigrants.

La condition du paysan russe ne s'améliorait pas. Sa situation fiscale était toujours aussi désastreuse. « Tout en ne possédant que le tiers des terres arables, ils (les moujiks) devaient payer annuellement environ : 1° 77 millions de roubles pour indemnités de rachat ; 2° 45 millions de roubles pour la taxe foncière au total 122 millions de roubles sur 197 millions de roubles de contributions directes, soit les trois cinquièmes. Ils supportaient donc plus de la moitié des charges de l'impôt, si l'on tient compte des contributions indirectes qu'ils acquittaient. Or, sur une population de 140 millions d'habitants, 55 millions étaient des moujiks. En bonne justice et en prudente politique, il eut fallu dégrèver les paysans pour taxer davantage les autres contribuables. » (1)

(1) A. Daudé-Bancel, « La Réforme Agraire en Russie ».

Même constatation dans A Leroy-Beaulieu : « Toutes les administrations locales se plaignent de la disproportion entre les impôts directs et le revenu de la terre. D'après l'enquête faite en 388 districts, il n'y en aurait pas eu plus de 10 où la position des paysans affranchis fut réellement satisfaisante. Les impôts dépassant le revenu du sol tombent en fait sur le travail personnel du cultivateur. » (1) Le gouvernement ne remplissant pas ses promesses (manifeste impérial du 26 mars 1903, rescrit au Sénat du 25 décembre 1904) les troubles augmentent. (2)

Aussi, pour apaiser ce mécontentement croissant, le gouvernement se décida-t-il à libérer des entraves du mir les paysans qui voulaient s'affranchir de sa tutelle, et à mettre à la disposition des moujiks désavantagés, une partie des terres de l'Etat. Sous le ministère Stolypine, un ukase du 9/22 novembre 1906 autorise non seulement le paysan à sortir du mir en devenant propriétaire du lot dont il jouissait jusqu'alors, mais encore lui donne le droit d'exiger de la commune, qu'elle lui échange ses multiples parcelles contre un lot d'un seul tenant. La réforme de Stolypine, en créant la propriété individuelle, accentuait le mouvement de désagrégation du mir. (3) Mais, en fait, cette reconnaissance de la propriété paysanne individuelle manquait son but, car elle aboutissait à une augmentation de la prolétarianisation (4). Ainsi la dernière réforme tardivement venue d'un pouvoir

(1) A. Leroy-Beaulieu, « L'Empire des Tsars et les Russes », p. 455.

(2) L'économiste Herzenstein, leader des cadets pour la réforme agraire écrivit en 1906 ces mots prophétiques :

« Si les relations agraires (c'est-à-dire entre paysans et propriétaires) ont acquis un caractère dangereux pour l'Etat et pour toute la civilisation, si un danger menace l'Etat, si les neuf dixièmes de la population sont privés des moyens et possibilités d'existence et n'ont pas d'autre issue que le travail agricole, si l'on voit déjà des symptômes redoutables, qui témoignent de l'état critique des masses, dans ce cas le moment suprême est arrivé où l'Etat a le devoir de prendre les mesures décisives pour obvier aux malheurs imminents... ». — « Si dans cette affaire, nous sommes aussi en retard que dans les questions ouvrières, si nous attendons jusqu'au moment où nous serons réveillés par le cri formidable des masses paysannes révoltées, alors tous nos fonds de terre, nos propriétés et les propriétaires eux-mêmes seront voués aux plus graves périls. »

(Cité par Daudé-Bancel, « La Question Agraire », p. 70 et 87.)

(3) Entre 1903 et 1916, nombreux sont les moujiks qui se sont retirés du mir. En 1916, leur nombre s'élevait pour la Russie d'Europe à 3.027.129 et la surface dont ils étaient possesseurs à 26.853.000 déciatines.

(4) En 1913, sur 13.261.523 déciatines concédées en propriété individuelle, 3.830.369 déciatines, soit 21 % des propriétés privées, avaient été vendues.

autocrate, et qui se contentait de créer la propriété individuelle aux dépens de la propriété communale, sans toucher aux privilèges de la noblesse parasitaire, ne pouvait, ni apaiser la faim de la terre des moujiks, ni remédier à la décadence de l'agriculture russe.

Voici ce que disait en 1911, M. Krivochéine, ministre de l'Agriculture, dans son rapport à la Douma :

« Selon les données statistiques de 1900, 52 % des paysans « n'avaient ni terrain à cultiver, ni outillage agricole. Dans « ces conditions, le chiffre de nos exportations de blé tombe « constamment. Etant de 100 % en 1904, il est descendu à « 99 % en 1905, à 92 % en 1906 (année de disette), à 65 % en « 1907, à 55 % en 1908...., nous sommes devant la crise iné- « vitable si toute notre économie politique n'est pas chan- « gée. » (1) Ainsi, dès 1914, la Russie était en état d'incubation révolutionnaire. D'un côté un prolétariat industriel qui commençait, en prenant conscience de sa force, à faire entendre sa voix. De l'autre, en face d'un gouvernement autocrate prisonnier des privilégiés de la noblesse et des administrations; des masses de moujiks à demi prolétarisés et souvent miséreuses, qui rêvaient de s'approprier les terres qu'on refusait de leur concéder.

La grande guerre devait être l'accoucheuse de la révolution inévitable.

(1) Cité par Daudé-Bancel « La Réforme Agraire en Russie », p. 67

CHAPITRE II

Le régime agraire soviétique

Le régime agraire soviétique est-il une application des théories de Lénine, disciple de K. Marx ? Diffèrent-elles profondément de celles que nous avons étudiées dans la première partie de notre thèse ? Ont-elles pu se traduire intégralement dans la réalité, ou bien ont-elles été grandement modifiées par les perturbations économiques qui suivent toutes les révolutions ?

En un mot « l'expérience » soviétique est-elle une expérience marxiste ?

SECTION I

Les Réformes

Lorsque la Révolution de février 1917 éclata, le gouvernement provisoire appela au ministère de l'agriculture, Tchernov, le « ministre-moujik ». Tchernov voulait effectuer la réforme agraire par paliers successifs, sans violences, afin de ne pas bouleverser la production et d'assurer le ravitaillement du pays. (1) Il ne voulait rien brusquer, car, comme Lénine, il avait l'intention de laisser dans l'indivision les terres de haute culture, hier encore propriétés de la noblesse, de la couronne ou des églises. Mais les moujiks ne comprenaient rien à ces temporisations : ils n'avaient qu'un désir, satisfaire leur « faim de la terre ». Deux courants partageaient la masse des paysans, L'un comprenait les paysans n'ayant peu ou pas de terre. Ceux-là désiraient une répartition générale de tous les domaines, qu'ils appartenissent aux seigneurs, à l'Etat ou aux paysans aisés. L'autre courant comprenait ces paysans qui aspiraient à agrandir leurs propriétés en venant

(1) Th. Dan, « La Politique Economique et la Situation de la Classe Ouvrière en Russie Soviétique », p. 9.

au partage des domaines seigneuriaux et des terres de la couronne. Tous dans leur ensemble aspiraient à la révolution agraire. Aussi, dans maintes communes, n'attendaient-ils pas les décisions que devait prendre l'Assemblée Constituante qu'on allait élire. Tchernov en autorisant les comités agricoles locaux, qui s'étaient créés partout, à s'emparer provisoirement des terres « en vue de leur meilleur utilisation » (1) donna ainsi le signal du « partage noir ».

Quelle était l'attitude des soviets à l'égard des ruraux ?

Leur attitude primitive fut d'abord nettement communiste ; ils estimaient qu'une socialisation totale de la terre était indispensable, socialisation qui impliquait non seulement l'abolition de la propriété privée, mais encore la jouissance de la terre. Les premières mesures prises par les soviets en cette matière (2) sont inspirées par ces idées. Elles sont l'œuvre des « socialistes révolutionnaires de gauche » (3). Il est nécessaire de reproduire ces textes pour mieux apercevoir l'importance des changements qui survinrent ultérieurement. Voici d'abord les « Instructions » parues dans les Izvestia du 19 août 1917 :

« La question agraire, dans tout son ensemble ne peut être « résolue que par l'Assemblée Constituante. La solution la « plus équitable de la question agraire doit être la suivante :

« 1° Le droit de propriété privée sur la terre est annulé pour « toujours, la terre ne peut-être ni achetée, ni vendue, ni « donnée en location ou en gage, ni expropriée par quelque « moyen que ce soit. Toutes les terres domaniales... des « églises... privées, communales et paysannes et autres, sont « confisquées sans rachat, deviennent propriétés nationales et « passent à la disposition des travailleurs qui les cultivent.

« 2° Toutes les richesses du sous-sol... ainsi que les bois et

(1) La propriété légale devait subsister jusqu'à l'élaboration d'un statut terrien définitif.

(2) Ce sont : 1° les instructions publiées par les « Izvestia du Soviet des D. P », n° du 19 août 1917 et 2°, le décret relatif à la terre édicté par le congrès des D. O. S. P. et adopté dans sa séance de nuit le 26 octobre 1917.

(3) Les « Socialistes Révolutionnaires de Gauche » sont sortis du parti socialiste révolutionnaire russe. Après la révolution du 25 octobre 1917, ils adhèrent aux bolchevicks. Afin de conserver leurs sympathies Lénine les fit participer au pouvoir, mettant à leur disposition un certain nombre de portefeuilles, y compris et avant tout, celui de l'Agriculture (Note de Simon Zagorski).

« les eaux ayant une importance nationale, passent exclusivement à l'Etat...

« 3° Les terrains parcellaires scientifiquement cultivés : jardins, plantations, pépinières, serres et autres restent indivis, mais sont transformés en exploitations agricoles modèles, et passent exclusivement à l'Etat, ou aux communes suivant leur superficie et leur importance.

« Les constructions, les terres municipales et les villages avec leurs jardins particuliers, potagers restent à leurs propriétaires actuels...

« 5° ...La confiscation du matériel agricole et du bétail ne s'étend pas aux petites propriétés des paysans.

« 6° Le droit de jouissance de la terre est accordé à tous les citoyens de l'Etat, sans distinction de sexe, qui désirent travailler la terre eux-mêmes avec leur propre famille ou en association, et seulement tant qu'ils ont la force de travailler.

« L'embauche est interdite...

« 7° La jouissance de la terre doit être égale, c'est-à-dire que la terre est répartie entre les travailleurs, suivant les conditions locales et les formes de travail ou les besoins ; les formes de jouissance de la terre doivent être absolument libres : par maison, par métairie, par commune, par artels, comme le décideront les villages et les agglomérations rurales.

« Toute la terre, après sa confiscation, est transmise à un fonds agraire populaire...

« Le fonds agraire est soumis périodiquement à de nouvelles répartitions suivant les augmentations de population. L'élévation de la productivité et le perfectionnement de l'agriculture.... »

Nous remarquons que ces « Instructions » n'ont rien d'original, puisqu'elles reviennent à l'état de choses pré-révolutionnaire : l'Etat se substitue à l'ancien propriétaire seigneurial et la jouissance est désormais basée sur le travail.

Quant au décret du 26 octobre, très bref dans sa teneur, il n'ajoute rien aux « Instructions » puisqu'il s'appuie sur elle dans son article 3.

Les terres furent ainsi réparties pendant les années 1918 et

1919, dans les villages et les volost ; fin 1920, les paysans possédaient 96,8 % des terres arables de la Russie. (1)

Le 1^{er} février 1918, la Constituante est dispersée. Le 19 février paraissait la loi de socialisation de la terre. Elle cherchait à mettre en pratique une des idées maîtresses de Lénine : *la création d'exploitations collectives modèles*, équipées de façon moderne, exploitant le sol rationnellement et devant entraîner les moujiks, dans un proche avenir, à abandonner leur mode de culture primitif, en remembrant leur propriétés. (2) «Jusqu'à l'abolition totale de toute exploitation de l'homme, pour organiser l'agriculture sur la base du socialisme et pour unir le prolétariat et les éléments pauvres de la campagne dans leur lutte contre le capital, il faut une transition entre les formes individuelles de l'agriculture et les formes sociales... Le meilleur moyen d'atteindre ces fins est fourni par les grandes exploitations, les communes, la culture collective et les autres formes de jouissance coopérative de la terre. C'est pourquoi il faut considérer tous les aspects d'exploitation individuelle comme des formes transitoires dégénéréscentes.» (3) Ces exploitations (sovkhozes) ont pour but :

« a) D'augmenter autant que possible la quantité de produits, en relevant la production de l'agriculture et en étendant la superficie de terre arable.

« b) De créer les conditions indispensables pour la transition définitive à la culture communiste de la terre.

« c) De créer et de développer les centres de culture à la campagne. » (4)

Quels résultats ces essais de communisme agraire ont-ils donnés ?

À l'origine les paysans furent contraints à participer à la vie de ces communes agraires. Mais les moujiks ayant protesté, un décret du 9 avril 1919 interdit la coercition pour leur création. (5)

(1) « Actuellement les paysans ont ainsi en leur possession les 96,8 % de toutes les terres arables de la Russie soviétique... » (Izvestia, 7 nov. 1920).

Pour éviter les partages trop fréquents de terres le décret du 30 avril 1920 interdit de les effectuer plus d'une fois tous les trois ans.

(2) Discours du 22 mai au 1^{er} congrès des députés paysans.

(3 et 4) Articles 3 et 29 du décret complémentaire du 14 février 1919.

(5) « Les tentatives d'introduction des communes par contrainte donnèrent des résultats négatifs. » (Milioutine, «Socialisme et Agriculture», p. 51.

A en croire Milioutine, même sous le régime de la liberté, « les communes ont de grandes difficultés à surmonter, les « paysans les considérant avec méfiance et même avec mal-
« veillance. » (1) Cette opinion est corroborée par le rap-
port sur le congrès pan-russe des collectivités agricoles
qui reconnaît que « la plupart des collectivités laissent
« encore transparaître un puissant instinct de propriété.
« instinct que les partisans de l'exploitation individuelle
« ont introduit dans la commune », que, « dans l'Ukraine,
« l'œuvre de la collectivisation ne progresse que faible-
« ment, » que, « en Sibérie, tous les Cosaques et une partie
« de la population indigène sont en dehors du mouve-
« ment collectiviste. » (2) De même, Ossinsky, commissaire
pour l'agriculture a dû reconnaître que dans la plupart des
cas, étant donné les conditions particulières de l'économie
russe après la révolution, les sovkholes ne pouvaient donner
que des résultats partiellement satisfaisants. « Vouloir trans-
« former l'agriculture en fortifiant successivement les exploi-
« tations soviétiques et les associations volontaires adhérentes.
« c'est s'engager dans une voie utopique... Les exploitations
« soviétiques (étant donné le nombre insignifiant du proléta-
« riat agricole et la majorité écrasante de la masse paysanne)
« ne peuvent servir que d'exploitations modèles au point de
« vue technique et non social. » (3)

Ainsi d'après ces témoignages divers, la création des sov-
kholes aurait été un échec partiel. Ce qui peut paraître con-
testable si l'on confronte les chiffres fournis par ces mêmes
témoins.

Zagorsky nous donne comme suit le bilan des exploita-
tions collectives au 1^{er} février 1921 :

Nombre de communes.....	2.153
Nombre d'associations (artels).	10.925
Nombre d'exploitations collectives. . .	1.473

Le nombre des sovkholes est donc de 1.473 en février 1921.

Voici maintenant les chiffres donnés par Daudé-Bancel

(1) Milioutine. « Socialisme et Agriculture », p. 50. Citations empruntées à Daudé-Bancel dans la « Réforme Agraire en Russie ».

(2) Izvestia, n° 40, 1921, cité par Zagorsky dans « l'Evolution actuelle du Bolchevisme russe. »

(3) N. Ossinsky. « Die Landwirtschaftliche Krise und der sozialistische Auf-
ban auf dem Lande. » 1920 n° 1-2 p. 104, cité par Zagorsky.

(page 126 de la Réforme agraire). D'après la vie économique des 2-26 février 1922, il y avait en novembre 1921, soit dix mois après le recensement de Zagorsky, 25.297 sovkhoses, dont 906 en Sibérie ! Dans ce même laps de temps, les surfaces de ces exploitations étaient passées de 1.463.189 déciatines à 2.124.000 déciatines (non compris la Sibérie et l'Ukraine). Si on évalue la surface moyenne d'un sovkhose à 377 déciatines, les surfaces exploitées fin 1921 se seraient élevées à plus de 9 millions de déciatines, soit une augmentation de 1 à 6. Pour concilier témoignages et chiffres, on peut penser que grâce aux moyens puissants dont disposait le gouvernement soviétique, les sovkhoses ont pu se créer partout assez facilement. Mais ce succès matériel n'a pas été doublé d'un succès moral et « le sovkhose, la forme la plus « parfaite d'économie communiste dans les campagnes » (1) n'a pas été comme l'espérait Lénine, le catalyseur qui devait provoquer la transformation profonde des campagnes russes. Or, ces constatations ne nous suffisent pas, car nous voudrions connaître les causes de cette hostilité des moujiks à l'égard de la politique soviétique. Est-ce possible avec le peu de renseignements que nous possédons sur la Russie des Soviets ?

Nous répondons par l'affirmative, car nous pensons que les trois points suivants :

1° Le retour temporaire de l'économie rurale aux formes primitives de la production, limitée aux besoins domestiques des paysans et aux possibilités d'échange naturel, retour qui engendra.

2° Une désorganisation économique générale.

3° Le processus de nivellement parmi les paysans, nous pensons, disons-nous, que ces trois faits expliquent, non seulement le manque d'enthousiasme des moujiks pour les sovkhoses, mais encore les changements survenus ultérieurement dans la politique agraire soviétique. Examinons-les rapidement.

1° et 2°. Le monopole du blé, déclarant ce dernier propriété d'Etat, avait été introduit par le gouvernement provisoire. Les soviets le conservèrent et le Commissariat du ravitaillement fut chargé d'en assurer le fonctionnement. Or la production générale de l'agriculture, et particulièrement celle

(1) Milioutine. « Socialisme et Agriculture », p. 53.

du blé, baissait dans de notables proportions. Les 750 millions de pouds de blé obtenus avant guerre pour le commerce tombaient à 73 millions en 1919. Ceci s'explique aisément en raison des troubles qui précédèrent et suivirent le partage des terres, époque pendant laquelle la continuité ininterrompue de la production ne fut pas assurée. Pour assurer le ravitaillement le gouvernement inaugura l'ère des réquisitions.

Le commissariat du ravitaillement fixait globalement la quantité de blé à prélever. Cette répartition était ensuite faite par région et par exploitation. Comme tout impôt de répartition, le système soviétique ne tenait compte ni des ressources des différentes régions, ni surtout des excédents des exploitations isolées. Il impliquait la nécessité de percevoir telle quantité de blé indépendamment de la disposition des paysans à rendre leurs excédents. C'est pourquoi le prélèvement devant aboutir à la réquisition. Or la réquisition est un procédé exceptionnel ; si on l'érige en système, le paysan commence par réduire sa production de céréales, pour la remplacer par d'autres cultures non susceptibles de réquisition.

« Les cultivateurs paysans se mirent à diminuer les surfaces ensemencées, les récoltes baissèrent fortement, les petits excédents qui leur restaient furent employés par les paysans pour leurs propres besoins domestiques, on se mit à tisser soi-même le lin et à fabriquer la toile ou travailler le cuir par ses propres moyens. etc. Une tendance déterminée à revenir à l'économie domestique fermée se fit jour à la campagne. » (1)

Le professeur Varga fait la même constatation :

« Les trois années de la révolution, ont fait apparaître avec une évidence frappante, la tendance au retour à l'économie domestique fermée. L'aire de l'ensemencement diminue, la moyenne de la récolte baisse, la différenciation des cultures permet au paysan d'appliquer les procédés de cul-

(1) Zagorsky « L'Evolution actuelle du Bolchevisme russe », p. 39. Dans ce même sens : « Le système de prélèvement a anéanti chez le petit producteur tout stimulant pour ensemencer son champ » (Journal « La Pravda », de Pétrograd), et encore : « Ce système n'a pas justifié sa raison d'être puisqu'il a contribué indirectement à la ruine de l'industrie agricole et qu'il a anéanti l'intérêt personnel du paysan. » (les Izvestia. n° 57-1921), cité par Zagorsky.

« ture qui conviennent le mieux aux besoins de sa propre
« famille. En même temps, les paysans cherchent à satis-
« faire par leurs propres moyens leurs besoins de produits
« fabriqués... » (1)

Ainsi la diminution de la production engendrait un retour à l'économie moyennageuse, contraignant le gouvernement soviétique à réquisitionner les récoltes pour assurer la consommation des villes.

3° Examinons le troisième point, le nivellement du moyen paysan à la campagne.

Après la révolution d'octobre, les soviets intensifièrent à la campagne la lutte des classes. Les *biednota*, les paysans pauvres organisés, devaient à la fois donner la chasse au *koulaks*, les paysans riches, et contrôler la répartition des terres. le rétablissement de l'industrie agricole et l'organisation des communes de travail (2). Comme le contrôle ouvrier dans

(1) Varga. « La Question Agraire dans la Révolution russe », page 100. Pour être complet il faut ajouter que la diminution de la production agricole a une seconde cause : les perturbations causées par le système monétaire bolchevique. En régime socialiste, l'économie n'est pas un régime de commerce et de finances, mais un régime d'échange naturel. L'Etat n'a plus besoin d'argent : son budget est matérialisé, il perçoit les redevances en nature et paye de même (naturalisation des salaires) : c'est ce régime que les soviets ont instauré à leur avènement au pouvoir. Pour hâter la disparition de la monnaie, ils l'ont dépréciée par une inflation massive. Pour que le système fut viable, pour que la matérialisation du budget fut réalisée, il fallait deux conditions : 1° la continuité ininterrompue de la production ; 2° le fonctionnement régulier de l'appareil distributif de l'Etat. Ces conditions ne s'étant pas réalisées, la monnaie est restée un moyen d'échange, jusqu'au moment où à force de s'accumuler entre les mains des paysans, elle a perdu toute valeur à leurs yeux. Les moujiks n'avaient désormais aucun intérêt à produire pour le marché, mais au contraire à revenir à l'économie naturelle, qui régnait encore sur la Russie au siècle précédent.

A. Wauters explique le fléchissement de la production comme suit : « Tout « d'abord le morcellement des grandes exploitations a porté un coup mortel « à la production rationnelle telle qu'elle était pratiquée sur certains grands « domaines. En outre, le manque d'outillage au lendemain de trois années « de guerre civile, était formidable... La plupart des paysans manquaient « de cheptel et, dans ces conditions, ils étaient incapables de cultiver toutes « les terres qui étaient mises à leur disposition. »

« La Réforme Agraire en Europe », p. 173.

(2) Boukharine : « Le Programme des Communistes » (1920). De même dans Milioutine : « Seule l'organisation des masses prolétariennes et mi-prolétariennes permettra de créer un appareil pour l'administration économique « et la gestion de l'industrie agricole. En même temps, seule une organi- « sation de ce genre puissante et fortement ramifiée, pourrait servir d'arme « puissante pour lutter contre les tendances bourgeoises et petit-bourgeoises « si difficiles à détruire à la campagne. »

Milioutine. « Socialisme et Agriculture », p. 1002, cité par Zagorsky.

les usines, les soviets voulaient instituer le contrôle du prolétariat des biednota à la campagne. Mais ce prolétariat agraire était-il assez important pour assumer la tâche que lui assignait le gouvernement soviétique ?

Référons-nous aux chiffres. D'après M. Rykov, président du conseil supérieur de l'Economie Nationale, en 1917, 87,6 % du nombre total des paysans possédaient des terres. En 1919, ce chiffre s'élève à 93,5 % se répartissant comme suit pour 100 exploitations :

	1917	1919	+ ou -
Petites propriétés.....	51,1	45,9	- 5,2 o/o
Moyennes.....	29,6	44,5	+ 14,9 o/o
Au-dessus des moyennes.....	7,0	3,0	- 4,0 o/o
Grandes.....	0,9	0,1	- 0,8 o/o

Les paysans sans terre, ont beaucoup diminué. Les petites et surtout moyennes exploitations se sont accru considérablement. (1) Devant ces transformations, le contrôle des biednota organisés pouvait-il s'exercer comme le désirait le gouvernement soviétique ? Evidemment non ! C'est pourquoi, dès 1918, les dirigeants bolcheviques changèrent d'attitude.(2)

A partir de ce moment la politique agraire soviétique va s'orienter vers la création et la protection des exploitations paysannes moyennes. Cette politique ne tendait à rien d'autre qu'à développer et à consolider la propriété foncière paysanne. Est-ce surprenant et peut-on comme on l'a fait, pré-

(1) « Dans les villages, les paysans moyens sont en majorité ; le nombre « de richards et d'indigents a diminué. Les 79 % des paysans possèdent de « 1 à 4 déciatines de terres. » (Izvestia, du 10 mars 1923).

(2) « Des renseignements qui nous viennent de la province, il apparaît « que l'organisation des paysans pauvres lèse très souvent les intérêts des « paysans d'une aisance moyenne. Le mot d'ordre de l'organisation des « paysans pauvres est souvent mal interprété dans ce sens qu'on oppose « les pauvres à tout le reste de la population paysanne, tout aux koulaks « avérés, aux richards, qu'aux nombreux éléments moyens qui, hier encore « souffraient de la faim et n'ont respiré librement que sous le pouvoir « soviétique. Le pouvoir des soviets n'a jamais fait la guerre aux paysans « moyens. » (Circulaire de Lénine, du 11 août 1918.

senter ce changement d'attitude comme un reniement des principes bolcheviques ? Nous ne le croyons pas, car elle reflétait assez fidèlement la conception léniniste du rôle et des résultats de la révolution paysanne, qui devait dans les campagnes conduire au développement de rapports bourgeois et capitalistes (1).

C'est pourquoi le gouvernement soviétique fut amené à définir les nouveaux principes de la propriété foncière individuelle : « A la base de ces normes qui varient selon la « région, fut posé ce qu'on appelle « le principe du travail ». « c'est-à-dire la petite propriété terrienne. Cependant il apparut bientôt que les petites exploitations ne réalisent que « difficilement les formes perfectionnées de l'agriculture. Le « pouvoir soviétique dut promulguer un décret en vertu « duquel les cultivateurs pratiquant une culture intensive « obtiendraient le droit de propriété sur toute la terre dont « ils disposaient en fait, même dans le cas où l'étendue de « cette propriété passerait les normes fixées pour la localité « en question. Le même décret admettait la possibilité d'un « nouvel agrandissement de la propriété foncière pour les « cultivateurs qui pourraient à l'avenir améliorer leur production. » (2) Bien que Zagorsky ne soit pas favorable au régime des soviets, nous pouvons néanmoins croire justifiée son information, car, en mars 1920, Lénine exposait très franchement (comme à son habitude) au congrès des ou-

(1) « La nationalisation de la terre est précisément une condition de « progrès-capitaliste le plus rapide dans notre agriculture... La portée réelle « de la transformation qui apparaît au narodnik (populiste), comme une « socialisation, sera de déblayer systématiquement la route au capitaliste « et d'anéantir le servage féodal de la manière la plus décisive possible. « Le narodnik s' imagine que la jouissance égalitaire élimine le caractère « bourgeois, tandis qu'en réalité, elle est l'expression des tendances de la « bourgeoisie la plus radicale. Et tout ce que la jouissance égalitaire implique en plus de cela, n'est que fumée idéologique, illusion petite bourgeoise. Une issue favorable de la révolution agraire, issue qui, pour les « narodniks signifierait le triomphe du socialisme populiste, ne serait, en « réalité que sa faillite foudroyante et décisive. Plus la victoire de la révolution paysanne serait complète et décisive, et plus vite le paysan se transformerait en fermier bourgeois libre qui dirait adieu au socialisme des « narodniks. »

Lénine. « La Question Agraire », p. 24, 26, 27, 135, 167, 168.

(2) Zagorsky. « L'Evolution actuelle du Bolchevisme russe », p. 25-26.

vriers des transports ferroviaires et fluviaux, la nécessité de ces concessions. (1)

Cette nouvelle politique agraire devait entraîner d'autres changements. Ce fut d'abord la renonciation au système du prélèvement et son remplacement par un impôt. (2)

Désormais le montant de l'impôt est fixé pour chaque exploitation, compte tenu de la surface cultivée, des besoins et de l'importance de la récolte. La seule façon d'inciter le paysan à augmenter sa production, c'était de lui accorder le droit de disposer de ses excédents. Une loi de mai 1922, ratifiant les vœux du neuvième congrès des soviets (décembre 1921) établissait les droits des agriculteurs sur la terre. En principe, l'Etat était seul propriétaire du sol, les exploitants n'en ayant que la possession : « la terre est attribuée en possession stable » et perpétuelle aux communautés de village, aux mirs et aux « autres unions agraires. » Si la terre était en fait la propriété de ses détenteurs actuels, la question de principe du moins était sauvegardée.

Elle ne semble plus l'être depuis la promulgation du code agricole du 30 octobre 1922 qui, en reconnaissant un droit de jouissance perpétuelle et individuelle sur la terre, a légalisé le principe de l'appropriation privée ; chaque mir peu à la majorité de ses membres « *établir la forme de jouissance du sol qu'il préfère, collective ou individuelle, à temps ou à perpétuité* ». La seule restriction, c'est que le paysan n'a pas le droit de disposer de son fonds, ni par hypothèque, ni par vente, mais pas contre, il peut le céder à ses enfants s'ils travaillent avec lui. (3)

Les trois catégories de terres que nous connaissons subsistent.

1° Celles des mirs avec attribution collective ou personnelle. Au moment de la répartition générale des terres de la

(1) Nous croyons inutile de citer les textes et les commentaires qui ont paru dans le journal du ravitaillement (*Prodovolstevenaia Gazetta*), n° 56-1921 et dans « le Monde Nouveau » (*Novy Mir*), du 13 avril 1921 (journal édité à Berlin).

(2) Les motifs de ces changements sont intéressants. Ils sont exposés dans les *Izvestia* nos 57 et 58 (1921) et dans le *Pravda* n° 43 de la même année.

(3) « Le code est préoccupé d'empêcher la concentration de la terre entre les mains de ceux qui ne la cultivent pas. »

Arthur Wauters, « La Réforme Agraire en Europe. »

commune, chaque membre peut demander qu'on lui donne sa part en jouissance perpétuelle.

2° Celles des soviets municipaux (kolkhozes).

3° Celles des domaines soviétiques (sovkhozes), (1)

Les éléments d'information nous manquent pour rechercher comment ces divers modes d'exploitation du sol ont évolué jusqu'en 1929-1930.

Mais avant de nous demander si les concessions faites par le pouvoir soviétique ont été temporaires ou définitives, il importe de signaler l'aspect politique de la N. E. P.

En s'engageant dans la voie des emprunts, l'Etat soviétique fit appel aux paysans aisés ; c'est pourquoi la composition des soviets ruraux se modifia au profit des éléments anticomunistes. L'influence politique des paysans riches alla sans cesse s'accroissant. En 1925, 16,4 % des paysans pauvres sont encore présidents de soviets villageois. En 1926, ce chiffre est descendu à 14,3 %. Le nombre des membres paysans pauvres diminua aussi.

(1) Les sovkhozes ne sont pas une innovation. A. Wauters nous dit qu'on peut « les comparer aux fermes communales qui existaient en Belgique « pendant la guerre et aux stations agronomiques expérimentales créées dans « tous les pays. » « La Réforme Agraire en Europe », p. 159. A. Wauters nous dit également qu'à cette époque, l'exploitation et l'appropriation collectives du sol affectaient non pas trois mais quatre formes principales.

1° Les sovkhozes.

2° Les artels agricoles où la production est en partie collective et la consommation individuelle.

3° Les sociétés pour la culture en commun des champs. Ce type est représenté par une communauté rurale. L'association règle le plan général de culture et répartit le revenu global entre les sociétaires.

4° Les communes agraires ou kolkhozes, où les paysans sont associés pour la production et la consommation. Le terrain est commun et d'un seul lot, les instruments de production par contre appartiennent à l'Etat.

Contrairement à l'opinion de Zagorsky, les kolkhozes auraient eu du succès lors de leur création. Tcherkinsky et A. Wauters en donnent les raisons suivantes : « Le désir de concrétiser l'idéal qui avait animé les « artisans de la Révolution, le manque de cheptel qui se faisait moins sentir « dès que de petites exploitations étaient fusionnées, le désir de remembrer « la terre, celui d'être assuré en faisant partie d'un organisme protégé par « l'Etat de manger tous les jours à sa faim.

« On signale même que d'astucieux koulakis y trouvèrent un ingénieux « moyen pour traverser la bourrasque et mettre ainsi leurs biens à l'abri « des férociétés du paupérisme rural. » Ibid, p. 159.

	1925	1926
Province de Stalingrad	33, 8 0/o	48 0/o
Région de l'Oural.....	15, 3 0/o	9 0/o
Districts d'Extrême-Orient..	11, 8 0/o	2,4 0/o

D'autre part les paysans éliminent les ouvriers agricoles des soviets ruraux et des soviets des communes. De 1925 à 1926 ces chiffres passent dans ces deux catégories de 3,1 % à 1 ; de 7 % à 6, et de 1 % à 4 %. Voici la répartition des électeurs des soviets.

	Ouvriers	Bourgeois
1923	51, 9 0/o	?
1924	51, 3 0/o	24, 2 0/o
1925-26	50, 7 0/o	37, 3 0/o

Les bourgeois conquièrent 36,4 % de sièges en 1925-26, contre 23 % en 1924-25 (1). Le droit de vote est accordé à des individus, qui jusqu'alors avaient été considérés comme indignes (2). Cette évolution intérieure a été doublée d'une évolution semblable en politique extérieure. Elle a eu son épilogue dans la lutte entre la majorité staliniste et la minorité trotskyste, lutte qui s'est terminée par l'exil des chefs illustre de la Révolution. Quoiqu'il en soit, le pouvoir politique des soviets paraît aujourd'hui fortement établi. « Il est bon, au point de vue intérieur, de faire observer que toutes les tentatives de restauration monarchique en Russie se sont écrasées contre la réforme agraire. Les paysans qui ne sont nullement communistes, n'ignoraient pas que les généraux blancs, Denikine, Kottschalk et Wrangel, ramenaient dans leurs fourgons les grands propriétaires terriens qui leur

(1) Ces chiffres sont empruntés à Arthur Wauters.

(2) Article 18 des instructions du bureau du Comité Exécutif des soviets en date du 13 octobre 1925.

« auraient fait subir d'effroyables représailles et leur auraient repris leur instrument de travail ; c'est pourquoi ils se sont farouchement unis aux côtés des bolchevicks pour défendre la terre... » (1)

Ce soutien de la petite bourgeoisie paysanne a-t-il entraîné d'autres concessions du pouvoir soviétique ? La révolution agraire de 1917-1918 a-t-elle abouti à l'établissement d'un régime voisin de celui de l'appropriation privée ? L'Etat a-t-il perdu ce dernier vestige du socialisme, que constituait son droit tout théorique de domaine éminent sur le sol ?

SECTION II

Les Résultats

L'étude que nous avons entreprise sur le régime agraire soviétique est purement objective. Elle ne veut être ni un panégyrique déguisé, ni une diatribe insidieuse. C'est pourquoi nous avons cru nécessaire, au moment de formuler nos conclusions, d'en puiser les éléments à cette source officielle et impartiale qu'est le Bureau Economique de la Société des Nations. Et pour ne déformer ces renseignements par aucun commentaire, nous nous contenterons de citer d'après le rapport de M. D. Batourinski.

I

* * *

Dans la section I du présent chapitre, nous avons vu que les dirigeants soviétiques avaient été forcés par les événements à faire machine arrière (2) afin de ne pas conduire la Russie à un désastre économique.

(1) A. Wauters, « La Réforme Agraire en Europe », p. 198.

(2) Devant la conférence du parti communiste de Moscou (novembre 1921) Lénine avait déclaré : « Il faut revenir en arrière, battre en retraite. Les concessions que nous avons faites sont insuffisantes. Le commerce par voie d'échange n'a pas réussi. Le marché privé a été plus fort que nous. au lieu d'échange nous avons vu se produire les ordinaires opérations commerciales vente et achat. Reculons donc pour reprendre l'offensive. Reconnaissons nos fautes ; chacun de nous doit avouer que nous avons

Vous nous demanderez donc :

1° Quels résultats ont donné cette politique, qui consistait à introduire dans une économie socialiste certains fragments de capitalisme.

2° Quelles sont les tendances actuelles de l'agriculture soviétique, maintien d'un capitalisme d'Etat ou progression nouvelle vers la socialisation intégrale qu'ont rêvée les doctrinaires marxistes ?

Après trois années d'application, la nouvelle politique avait déjà donné d'excellents résultats. Des nombreux tableaux donnés par Simon Zagorsky (1), nous ne retiendrons que celui des nombres indices.

Années	Céréales		Pommes de terre	Plantes industrielles
	printemps	automne		
1913	100	100	100	100
1916	94.8	90.7	83	108
1917	88.7	92.1	77.9	106
1920	69.5	71.2	61.4	66
1921	58.1	64.8	51.5	62
1922	45	70.2	53.5	86.7
1923	52	83.6	100	109.1

Nous avons pu nous procurer le rapport de M. D. Batourinski, qui date de 1931, et c'est d'après lui que nous allons donner un aperçu général du développement de l'agriculture dans l'U. R. S. S., en indiquant, et les conditions qui ont accompagné ce développement, et les facteurs qui l'ont déter-

« commis des erreurs dans la politique économique. Nous en sommes arrivés à un recul, non seulement vers le capitalisme d'Etat, mais vers la réglementation du commerce, vers la reconnaissance de l'argent. Par ce moyen seulement nous pourrions recréer la vie économique. Le rétablissement régulier d'un système de relations, **la reconstitution de la petite propriété et de la grosse industrie** par nos soins, sont les seuls moyens de sortir de l'impasse où nous nous trouvons. Nulle autre issue. Il faut donc regarder le péril en face et ne pas cacher à la classe ouvrière notre marche en arrière. »

Cité par E Herriot dans la « Russie Nouvelle ».

(1) S. Zagorsky, « La Reconnaissance du Capitalisme dans la Russie des Soviets », chap. VII.

miné. Nous serons alors en mesure de répondre à notre seconde question.

Le fait saillant, qui depuis 1929 domine l'agriculture russe, c'est l'extraordinaire expansion qu'ont pris les sovkhozes (exploitations agricoles d'Etat) et les kolkhozes (exploitations agricoles collectives). Les espoirs que Lénine fondait sur ces exploitations qu'il appelait « l'épine dorsale de l'agriculture « socialisée » semblent de nos jours en voie de réalisation. Les dirigeants soviétiques, même à l'époque où ils faisaient maintes concessions au capitalisme, n'entendaient cependant pas abandonner la réalisation de la grande idée de Lénine. Aussi la mirent-ils en application dès que les difficultés qu'avaient motivé leur nouvelle politique commencèrent à disparaître. Le commissaire du peuple à l'agriculture, J. Jakovlev, dans son rapport au 16^e congrès du parti communiste (mars 1930), s'exprimait ainsi : « Si la confiscation des terres « des grands propriétaires fonciers a été à la campagne, le « premier pas de la révolution d'octobre, le passage à l'ex- « ploitation agricole collective (kolkhoze) en est le second, le « pas décisif qui marque une étape de la plus haute impor- « tance pour l'établissement des fondements de la société « socialiste dans l'U. R. S. S. »

Telle est l'importance que le pouvoir soviétique attache à cette réforme.

C'est en 1929 que ce passage des exploitations individuelles aux exploitations collectives a commencé. Depuis le rythme de la collectivisation s'est accéléré. Les raisons d'une transformation aussi profonde de la vie paysanne sont d'ordre technique : « Des millions de paysans petits et moyens proprié- « taires se mettent à organiser la grande production sur les « bases de l'association. Ils peuvent ainsi appliquer les nou- « veaux perfectionnements scientifiques et techniques, la « division rationnelle du travail et réaliser de la sorte le « maximum de productivité. Les premières enquêtes sur le « mouvement de collectivisation de 1929 ont montré que la « mise en commun des instruments et des moyens de pro- « duction dont disposaient les paysans, a augmenté d'une fois « et demi le rendement de la propriété paysanne » (1).

(1) Rapport de M. D. Batourinski.

Quelles ont été les conditions qui ont permis l'expansion de ce mouvement ? Nous en apercevons trois.

1° L'essor de l'industrie soviétique (1) qui a permis de construire de nombreuses machines agricoles dont on a ravitaillé les campagnes. « En 1929, on a organisé 61 stations de machines agricoles et de tracteurs destinés à desservir les exploitations agricoles petites et moyennes ; en 1930, on en comptait 158. Il faut également signaler une augmentation considérable dans la production et l'approvisionnement des campagnes en semences sélectionnées et en animaux reproducteurs » (2).

2° La création d'un large mouvement coopératif entre la ville et la campagne. « Dès 1929, on constate aussi un large développement des coopératives agricoles de toute sorte groupant environ un tiers de toutes les propriétés payannes. Celles-ci se sont largement ralliées au système de la vente anticipée des récoltes par contrat. Ce système vise à assurer par voie contractuelle, entre l'industrie et l'agriculture, le ravitaillement réciproque en produits industriels et agricoles et à favoriser la reconstruction de l'économie agricole » (3).

3° Enfin, la reconstruction et la consolidation des sovkhoses ont beaucoup contribué au développement des kolkhoses. « Pour les masses paysannes, les sovkhoses ont été des modèles de grandes entreprises utilisant la force mécanique. La population paysanne y a vu de plus en plus nettement la preuve concrète des avantages qu'assure, par rapport à la petite exploitation primitive, la grande exploitation rationnellement organisée. En même temps, les sovkhoses accomplissaient une autre tâche : ils apportaient un secours direct à la population paysanne avoisinante, en mettant à son service leurs machines, leurs semences, leur expérience agronomique... » (4).

Avant de donner les résultats numériques du rendement des sovkhoses et des kolkhoses, il nous paraît utile de traiter

(1) « Pendant l'exercice 1929-1930, la production globale de l'industrie s'est accrue de 25 % par rapport à l'exercice précédent, et la production annuelle de l'industrie soviétique a dépassé de plus du double celle d'avant guerre. »

(2) Rapport de M. D. Batourinski.

(3) Rapport de M. D. Batourinski.

(4) Rapport de M. D. Batourinski.

cette question que pose la structure administrative des domaines nationaux. Du point de vue administratif, l'Etat soviétique applique aux sovkhoses le même système qu'aux entreprises industrielles. Il assigne une certaine autonomie à chaque sovkhose qui est lié aux autres sovkhoses de la région dans une sorte de trust. Le trust, à son tour, fonctionne comme un organisme chargé de contribuer au développement de ses parties composantes. Enfin un organisme central, contrôlé par le commissariat de l'Agriculture, met en rapport les divers trusts régionaux.

Le lien entre le pouvoir central et chaque sovkhose ne cesse jamais d'exister, mais il n'entrave pas l'activité de ce dernier, et cette liaison ne revêt jamais le caractère d'une superposition bureaucratique.

Certains sovkhoses sont rattachés à d'autres entreprises. Aussi les raffineries sont presque toutes installées au milieu de sovkhoses, de sorte que leur exploitation se fond avec l'exploitation agricole.

Comment sont réglées les conditions de travail des salariés du sovkhose ? Le travailleur du sovkhose est assimilé à l'ouvrier d'usine. C'est pourquoi il y a un contrat collectif type passé entre le trust des sovkhoses et le syndicat des travailleurs de la terre, représentant les paysans. Ce contrat fixe les modalités et l'embauchage, l'échelle des salaires, les normes de travail, les charges de l'entreprise, etc...

L'ouvrier du sovkhose est un salarié ordinaire. Mais comme tel, n'a-t-il aucune influence sur la marche de l'entreprise, n'a-t-il aucun droit sur elle ? Sa condition n'est cependant pas limitée à celle du simple salarié qui donne son travail en échange d'une rémunération financière. Il a aussi un droit sur le sovkhose, droit garanti par l'Etat, et qui fait que le salarié peut devenir le successeur de l'entreprise d'Etat, transformée en une entreprise coopérative paysanne.

Dans ce même rapport de M. D. Batourinski, nous avons trouvé quelques chiffres qui nous donnent une idée des résultats obtenus par les exploitations collectives. Pour que ces chiffres soient vraiment suggestifs, il aurait fallu les comparer avec ceux de la production générale de la Russie. Faute pour nous de ne l'avoir pu faire, nous n'avons accepté ces renseignements qu'à titre simplement indicatif.

Voici pour les sovkhoses les chiffres des superficiesensemencées et des quantités produites. La progression est extrêmement ascendante.

Années	Superficieensemencée	Productioncéréales
1928	1.700.000 déc.	11.300.000 quint.
1929	2.300.000	13 300.000
1930	4.900.000	31.500.000
1931	9.500.000	77.000.000
1932	14.000.000	94.000.000
1933	19.000.000	110.000.000

Ces résultats favorables ont permis au pouvoir soviétique, dès 1930, d'aborder le problème de l'élevage. C'est cette même année que les sovkhoses d'élevage se développent. « Le skotovod » (élevage du bétail) a organisé, en 1930, 140 sovkhoses « disposant de 20 millions d'hectares et d'un troupeau de 1.200.000 bêtes à cornes. Le « snivovod » (élevage des porcs) « a organisé 350 exploitations disposant de 1.200.000 hectares « et de 218.000 porcs. L' « ovlzevod » (élevage des moutons) « a organisé 115 exploitations sur un territoire de 13.000.000 « hectares avec 2.700.000 moutons. Le « maslotrust » (trust « des produits laitiers), fondé en juillet 1930, comptait en « 1931 52 exploitations avec un territoire de 1.300.000 hectares et 50.000 vaches laitières..... de nouveaux trusts ont « été créés pour la volaille et les chevaux (1).

Voici maintenant les résultats obtenus par les kolkhozes. Nous citons d'après M. D. Batourinski, car ses données statistiques se suivent sans tableaux récapitulatifs ni comparatifs.

« En 1928, les kolkhozes groupaient environ 400.000 propriétés paysannes. En 1929, le nombre des propriétés collectivistes atteignait 1.000.000, et en 1930 passait à 6.000.000. Le 1^{er} février 1931, on comptait déjà 9.400.000 propriétés collectivisées. Actuellement, les kolkhozes groupent 13.000.000 de propriétés petites et moyennes, c'est-à-dire 53,7 % de toutes les propriétés paysannes et plus de 60 % des emblavures paysannes.

(1) Rapport de M. D. Batourinski.

« La superficieensemencée dépendant des kolkhozes comprenait environ 2.000.000 d'hectares en 1928, 6.500.000 en 1929, tandis qu'en 1930 la collectivisation atteignait 43.000.000 d'hectares. En 1931, les kolkhozes ont commencé 66.000.000 d'hectares. Les chiffres suivants (en pourcentage par rapport au chiffre total des propriétés paysannes) indiquent le rythme de la collectivisation.

1 ^{er} Octobre 1928	2 3 0/o
— 1929	7 6 0/o
— 1930	22 1 0/o
1 ^{er} Février 1931	32 6 0/o
1 ^{er} Juin 1931	52 0 0/o
10 Octobre 1931	53 7 0/o

« ... Dans les principaux secteurs de la production des céréales (Caucase du Nord, Volga), la proportion de la collectivisation atteint actuellement plus de 80 % du chiffre total des propriétés, ainsi que 90 % des terres ensemencées et de tous les moyens de production... Les avantages découlant du passage à la production collective se sont manifestés avec évidence en 1930 à la fin des semailles. La moyenne des terres ensemencées par propriété atteignait alors chez les membres des kolkhozes 5,2 hectares et chez les cultivateurs individuels 2,7 hectares. Dans les principaux secteurs à céréales, ce rapport était respectivement de 7,7 hectares et 3,7 hectares... La moyenne des propriétés groupées dans un kolkhoze était dans l'U. R. S. S., le 1^{er} octobre 1929, de 88 ; le 1^{er} octobre 1930, de 58. La moyenne de la surface ensemencée par kolkhoze était, en 1929, de 72,9 ; en 1930, de 428,1 hectares.

« Les avantages de la production collective sur la production individuelle se sont déjà manifestés en ce qui concerne le rendement moyen à l'hectare, les quantités disponibles pour le marché et le total général de la production. Ainsi, le rendement moyen s'élevait dans le Caucase du Nord : pour le seigle, chez les cultivateurs individuels, à 8,4 par hectare, et dans les exploitations collectives, à 9,1 quintaux ; pour l'avoine, à 9,3 et à 10,3 quintaux. On observe la même différence en Ukraine.

« Le rendement moyen des kolkhozes en U. R. S. S. dépasse
« déjà, en 1930, de 10 à 15 % celui des propriétés indivi-
« duelles.

« Grâce à ces conditions et à d'autres circonstances aux-
« quelles il a déjà été fait allusion, les kolkhozes bénéficient
« d'une production et d'un revenu supérieurs, ainsi qu'il
« appert du tableau suivant :

	Nombres de Kolkhozes	Revenu global par propriétés en roubles	
		Kolkhozes	Propriété individuelle
Caucase du Nord.....	8	749	402
Volga moyen.....	7	583	279
Volga inférieur.....	9	1.016	282

« La production collective s'appuie sur des bases techni-
« ques, à savoir les stations de machines agricoles et de trac-
« teurs, qui jouent un rôle important dans la socialisation du
« village.

« Les stations de machines agricoles et de tracteurs sont
« des centres d'organisation et d'énergie, pourvus d'un parc
« de tracteurs avec tous les instruments accessoires, et d'un
« personnel technique qualifié. Elles desservent la population
« paysanne en vertu de contrats. Les avantages qui, pour le
« relèvement du rendement et de toute la production résul-
« tent du travail mécanisé de la terre, du remembrement des
« terres et de la disparition des intervalles considérables exis-
« tant naguère entre les champs, ainsi que de l'assistance
« agronomique et technique, attirent un nombre croissant
« d'exploitations dans les groupements de stations de ma-
« chines agricoles et de tracteurs et, par suite, dans les ex-
« ploitations collectives » (1).



Tels sont les derniers renseignements que nous avons pu
recueillir sur les résultats de la réforme agraire en Russie

(1) Rapport de M. D. Batourinski.

soviétique. Il nous a paru que le rapport de M. D. Batourinski était favorable au régime des Soviets. Mais cela nous semble de peu d'importance, car le succès économique est le seul critérium susceptible d'établir la valeur d'une doctrine. En 1920, Simon Zargorsky avait prédit que la Russie bolchevique n'avait que quelques mois à vivre ! Rien de moins scientifique que ces prophéties. De même les sympathies de M. D. Batourinski à l'égard de l'U. R. S. S. ne sont point pour le régime bolchevique un gage de longévité. La politique est subordonnée à l'économique : si la structure économique du régime soviétique est atteinte de malformation, il ne vivra pas sous cette forme.

Mais nous devons ici répondre à notre seconde question. Quelles sont les tendances actuelles de l'agriculture soviétique ?

En présence de témoignages contradictoires, il est difficile de répondre de façon précise. Mais si nous présumons exacts et authentiques les chiffres et les faits communiqués par M. D. Batourinski, nous pouvons dire que le régime soviétique, après avoir été contraint de pratiquer pendant quelques années un capitalisme d'Etat en contradiction formelle avec la doctrine dont il se réclamait, semble s'acheminer actuellement vers une sorte de fédéralisme économique d'un caractère très particulier.

Au terme de cette étude, nous devons souligner un fait capital dont nous n'avons pas parlé jusqu'ici pour ne pas élargir nos développements : l'orientation de la Russie dans la voie du coopératisme (1). On sait pourquoi les communistes, partageant en cette matière le jugement de Kautsky, avaient primitivement manifesté une certaine défiance à l'égard de la coopération (2). Mais ici encore les événements ont été plus forts que la théorie. C'est pourquoi Gide a pu écrire : « Je ne crois pas trahir la pensée de Lénine en la « présentant à peu près comme ceci : une fois accomplie « l'œuvre de démolition par la Révolution, c'est à la coopé-

(1) Daudé-Bancel. « La Réforme Agraire en Russie », p. 135.

(2) « L'hostilité que les communistes ont manifesté envers la coopération « provient du fait que les marxistes orthodoxes considèrent que la coopération est impropre à l'accumulation du capital... »

« Verslag der staatscommissie, 1927 », cité par Wauters.

« ration », il appartient de faire le reste, c'est-à-dire de re-
« construire, sur cette table rase, une économie nouvelle. »

Bien qu'il soit un peu puéril de mettre en parallèle des pensées similaires d'auteurs très différents par l'époque et les idées, nous nous sommes cependant dit qu'il convenait de signaler la similitude de pensée entre Lénine et Stuart Mill, qui considérait la petite propriété paysanne comme une étape nécessaire vers l'association (1).

Et pour conclure, nous rapprocherons encore deux citations, l'une de Vandervelde, l'autre de Marx. « Pour nous, « comme pour Marx et Engels, il n'y a de révolution socia-
« liste possible, que dans des pays arrivés à un haut degré de
« concentration capitaliste et industrielle, où le prolétariat
« forme la grande majorité de la population et où cette majo-
« rité prolétarienne, élevée à la pleine conscience de ses inté-
« rêts de classe par un long effort d'éducation et d'organisa-
« tion, conquiert, de gré ou de force, le pouvoir poli-
« tique » (2). Telles sont pour Vandervelde les conditions
préalables d'une transformation socialiste.

Bien avant dans sa « Critique de l'Economie Politique », Karl Marx avait écrit : « Aucun régime social ne disparaît jamais, « avant que toutes les forces productives qui sommeillaient en
« lui ne soient développées ; et jamais de nouveaux rapports
« de production n'apparaissent avant que les conditions ma-
« térielles de leur existence n'aient mûri dans le sein de l'an-
« cienne société. »

N'est-il pas paradoxal que la nation la moins évoluée écono-
miquement ait été, contrairement aux prévisions de K. Marx,
la première à subir l'expérience socialiste ?

N'est-il pas étrange que ceux qui tentèrent cette réalisation
marxiste se soient précisément réclamés des idées de K. Marx
pour l'accomplir ?

La force créatrice des doctrines économiques est-elle assez
puissante pour accélérer l'évolution normale des sociétés ?

Ces questions débordent du cadre de notre étude. Nous
concluons simplement en faisant remarquer que la nouvelle
politique des dirigeants soviétiques est encore trop récente,

(1) Déjà cité dans le chapitre I de la première partie.

(2) Vandervelde, Préface du livre de S. Zagorsky « L'Evolution actuelle
du Bolchevisme Russe ».

nous possédons encore trop peu de renseignements sûrs, pour nous hâter d'affirmer que l'expérience bolchevique est une confirmation éclatante ou une faillite déguisée des théories socialistes.

En matière sociale, la mise en pratique des doctrines est une œuvre de longue haleine, car l'histoire est là pour rappeler que ce n'est pas en deux décades qu'un régime autoritaire peut à la fois changer, et la manière de penser de tout un peuple et son substratum économique.

L'avenir nous dira si Kautsky a eu raison d'écrire : « Les lois économiques se rétablissent toujours, quelle que soit l'organisation de l'Etat, absolutisme, démocratie, constitution soviétique. Toute tentative pour violer ces lois, pour substituer à la clairvoyance économique la seule violence et pour établir en ce sens la dictature, sur quelque base constitutionnelle que ce soit, ne peut rien changer au résultat final déterminé d'avance par les conditions économiques. Ce ne peut être qu'une expérience qui finit par échouer, après avoir coûté d'énormes sacrifices. Rien, du point de vue marxiste, ne peut être plus absurde que de chercher une constitution d'Etat garantissant, indépendamment des conditions économiques, la réalisation du socialisme (1).

(1) Kautsky. « Rosa Luxembourg et le Bolchevisme », p. 14.

LA REFORME AGRAIRE EUROPEENNE

CHAPITRE III

Les idées socialistes et la réforme agraire en Europe

Nous nous proposons dans ce chapitre d'analyser très brièvement le caractère des diverses réformes agraires qui ont été réalisées dans treize nations européennes, afin de rechercher dans quelle mesure les idées socialistes ont pu inspirer les réformateurs.

1) ALLEMAGNE.

La réforme agraire allemande est tout entière incluse dans la loi du 11 août 1919, qui créait des organismes chargés de consolider les petites propriétés paysannes existant déjà et de coloniser pour les mettre en valeur tous les terrains incultes. Ces entreprises de colonisation pouvaient aussi exercer un droit de préemption toutes les fois qu'une propriété foncière supérieure à 25 hectares était à vendre. En outre, elle autorisait le morcellement dans les régions où les grands domaines représentaient plus de 10 % des terres arables. Sans entrer dans de plus amples détails, constatons que cette réforme a été inopérante. D'ailleurs elle n'offrait aucune originalité, puisqu'elle se bornait à continuer la politique dite de colonisation pratiquée par la Prusse depuis 1866, dans les territoires polonais annexés.

2) AUTRICHE.

Quelle était avant-guerre la situation foncière des territoires qui ne furent pas annexés ?

La petite et la moyenne propriété y dominaient. Mais un mouvement tendant à transformer les terres arables en territoires de chasse et domaines d'agrément, risquait d'engendrer une chute verticale de la production. C'est pourquoi la législation autrichienne, par des mesures législatives répétées (1), a cherché à empêcher la disparition des propriétés paysannes. Ici encore, le trait dominant de la législation est encore la consolidation ou le développement de la petite propriété.

3) BULGARIE.

C'est, après la Russie, un des pays où la réforme légale a été la plus radicale. Comme les précédents, les réformateurs ont légiféré pour encourager la petite propriété, bien que 80 % des exploitations fussent à cette époque comprises entre 2 et 30 hectares.

La loi du 9 mai 1921 cherche à créer des exploitations basées sur le travail familial. C'est pourquoi toutes les propriétés dépassant 30 hectares devaient être expropriées. Dans le cas où le propriétaire n'exploitait pas lui-même, cette limite était abaissée à 4 hectares. Les bénéficiaires devaient être les ouvriers agricoles, les fermiers les coopératives et les petits paysans propriétaires.

Il est curieux de noter que sous cette forme la loi tendait à ressusciter la formule de la zadruga. Ici encore les résultats ont été médiocres (2).

4) ESTHONIE.

Avant 1914, les terres esthoniennes se répartissaient en deux catégories : l'une comprenant les grands domaines seigneuriaux (57,9 % de la surface totale du pays, soit 1.149 domaines

(1) C'est d'abord l'ordonnance du 9 août 1915, reprise par la loi du 31 décembre 1919. La loi du 13 décembre 1919 visait à reconstituer les propriétés paysannes disparues depuis 1870. M. Jousse dans la « Réforme Sociale » (1925), la résume ainsi, « Cette loi vise à empêcher : 1° Qu'une propriété agricole ne soit achetée pour être revendue, telle quelle ou en lots, dans un but de spéculation ; 2° Que les petites propriétés ou des parties notables de ces propriétés ne soient achetées pour former ou agrandir des grandes propriétés ; 3° Que des terres d'utilisation agricole ne soient achetées pour la formation ou l'agrandissement de réserves de chose... (cité par A. Wauters dans la « Réforme Agraire en Europe », p. 72. Citons encore une circulaire du 25 novembre 1921 et enfin la loi du 26 avril 1921, qui spécifie que doivent être cédés en toute propriété au fermier, sur requête et contre indemnité, tous les terrains sur lesquels le fermier a bâti des locaux lui appartenant. »

(2) Bourroff, « La Réforme Agraire en Bulgarie » (1926).

représentant 2.428.087 hectares) et les terres paysannes (42,1 %, soit 51.460 domaines représentant 1.171.015 hectares) (1).

Aussi n'est-il pas étonnant que dans ce pays de grandes propriétés, une loi de novembre 1919 ait nationalisé toutes les terres de plus de 300 déciatines. Ces terres étaient attribuées :

- a) comme petite exploitation rurale, en jouissance héréditaire ;
- b) aux institutions publiques, aux coopératives en jouissance à long terme, aux corporations d'artisans en propriété collective ;
- c) aux particuliers, à ferme et à court terme. Les forêts et le sous-sol restaient propriétés nationales et l'Etat se réservait encore l'exploitation de certains domaines. Enfin, fait capital, il créait une caisse de crédit pour aider les paysans à construire des bâtiments, à acheter du matériel et à amender le sol.

La réforme a obtenu un grand succès (2).

5) FINLANDE.

Dans ce pays, la réforme qui s'effectua en trois étapes fut très modérée. En 1918, une première loi permet aux fermiers d'acquérir les terres qu'ils cultivent. L'expropriation n'intervient qu'à la dernière extrémité, quand le propriétaire se refuse à toute transaction. L'expropriation s'étend à toutes les propriétés supérieures à 200 hectares. Encore faut-il qu'elles soient mal cultivées et que cette mesure coercitive ne diminue pas leur productivité.

Une seconde loi en 1921 étendait celle de 1918 aux biens du clergé et une troisième en 1922 permettait aux tenanciers des terres et forêts domaniales de les acquérir.

Ces trois lois se sont largement inspirées de la réforme anglaise de 1907. On en comprend alors la modération (3).

(1) « Revue Internationale du Travail » (janvier 1926) cité par Wauters.

(2) Statistiques de l'Institut International d'Agriculture de Rome dans les questions agricoles au point de vue international Genève 1926 (cité par A. Wauters.)

(3) a) « La Réforme Agraire en Finlande », Ed. du Gouvernement de Helsingfors, 1922.

b) S. O. Osterberg. « Le Rachat des terrains locatifs et son importance sociale » Revue sociale n° 4, (cité par Wauters.)

6) GRÈCE.

Les deux modes de tenure du sol qui existaient en Grèce avant la réforme nous en expliquent les modalités. On distinguait deux sortes de village : les villages-domaines (tehiflikia) appartenant à des grands féodaux (75 % de l'étendue des terres cultivées) et les villages-libres (kephalochoria) dont les terres appartenaient à des petits cultivateurs. Le problème agraire ne se posait pas pour la vieille Grèce, région montagneuse, donc de petites propriétés, mais pour les régions de grandes plaines, Macédoine et Thessalie.

La loi du 29 décembre 1917 décidait de partager les terres du domaine public et celle des domaines privés qui seraient expropriés. Etaient soumises à cette mesure coercitive les grandes propriétés féodales, dont 1/5 revenait gratuitement à l'Etat. L'expropriation est tantôt totale (Macédoine), tantôt partielle : les modalités changent avec la richesse du sol et la densité de la population. Particularité à signaler, c'est un fonctionnaire qui fixe à chaque acheteur l'étendue de son lot.

La réforme, qui avait encore pour but la création d'une petite propriété indépendante dans les anciens villages-domaines, a subi maintes vicissitudes résultant des changements gouvernementaux (1).

7) HONGRIE

En 1913, la grande et la moyenne propriété représentaient 54,2 % du sol. Après les bouleversements territoriaux du traité de Trianon et la dictature passagère de Belakun (2), qui s'écroule en août 1919, une loi du 7 décembre 1920, cherche à organiser une répartition plus équitable des terres. En réalité le législateur en ne créant aucune espèce de crédit agricole, ne visait qu'à escamoter la réforme, afin d'assurer un recrutement facile de la main-d'œuvre sur les grands domaines. En définitive, la réforme a sensiblement profité à la moyenne et à la grande propriété.

(1) Simonide, « La Question Agraire en Grèce », Revue d'économie politique, Novembre, Décembre 1923.

(2) « Die Wirtschaftspolitischen Probleme der proletarischen Diktatur », par E. Varga, ancien commissaire du peuple et président du Conseil Economique de la République soviétique hongroise.

8) LETTONIE

Jusqu'à 1920 les grandes propriétés représentaient 48 % de la superficie totale du pays, les terres de l'Etat et du clergé 10 %. Les propriétés paysannes occupaient à peine 40 %. La superficie moyenne d'un grand domaine était de 1.050 hectares contre 22 hectares à celle d'une petite propriété paysanne. (1) La réforme agraire s'est faite en deux fois. (2) La première loi du 16 septembre 1920 créa un domaine foncier de l'Etat, qui comprenait les anciens biens domaniaux terres et forêts, et tous les biens expropriés (au-dessus de 100 hectares). L'expropriation englobait également le matériel d'exploitation (machines, cheptel). Elle se faisait contre indemnité, sauf si le propriétaire cédant était convaincu d'actes hostiles au peuple letton, ou si les revenus antérieurs de son domaine avaient été suffisants pour amortir le prix déboursé à l'acquisition.

Ce fonds national ainsi constitué était cédé, soit par vente à titre de propriété héréditaire, soit par bail héréditaire avec faculté d'acquisition future. Les exploitations ainsi créées ne pouvaient dépasser 22 hectares.

La seconde étape est marquée par la loi du 3 mai 1922 qui interdit de réunir plus de 50 hectares sur la même tête et de partager une propriété en lots inférieurs à 10 hectares. Une loi du 14 avril 1924 abolissait le droit à indemnité des expropriés. Une particularité est à signaler : c'est la création de comités chargés d'assurer la bonne application des lois agraires. Ils sont composés : de représentants des intéressés et de fonctionnaires des ministères (agriculture, justice, industrie et finances). La réforme s'est effectuée au profit des exploitations moyennes.

9) LITHUANIE

Nous nous arrêterons plus longuement sur la réforme agraire lithuanienne, car elle a été conçue si scientifiquement et exécutée avec tant de méthode et d'autorité, qu'elle peut passer pour une des plus parfaites qui ait été réalisées.

Avant 1914, l'état des terres en Lithuanie était le suivant :

(1) « Les Questions Agricoles au point de vue international. » Genève, 1926.

(2) « La République de Lettonie. » Paris, 1922.

« La grande propriété constituait dans ce pays une création artificielle ne répondant nullement aux conditions économiques et naturelles de la région. Les grands domaines fonciers y avaient été créés par les donations de Catherine II et par les tentatives répétées de russification par dons de terre à des nobles russes dans les périodes ultérieures. Mais la configuration du sol, les conditions climatiques rendant difficile la culture des céréales, la différence très marquée de la qualité des terrains excluant presque totalement l'usage des machines, la nécessité de diversifier les cultures et de s'écarter de plus en plus de la monoculture nuisent considérablement à la grande propriété. » (1)

Ces grands domaines occupaient 40 %, l'Etat et l'Eglise 10 % ; le reste était détenu par les paysans. Mais comme 1/3 de la population laborieuse avait émigré aux Etats-Unis, la petite propriété n'était guère florissante. La réforme agraire allait changer tout cela. Un premier décret du 18 décembre 1918 exproprie les terres inaliénables et les domaines alloués par la faveur des tsars. Un second décret du 8 mai 1919 ordonne l'affermage obligatoire des biens dépassant 50 hectares. Un troisième décret du 20 juin 1919 alloue des terres à tous ceux des anciens combattants qui possèdent moins de 10 hectares. Pour cela, un fonds était créé avec les terres appartenant à l'Etat et celles provenant de la confiscation (15 % pour les propriétés comprises entre 500 et 800 hectares, 30 % pour celles dépassant ce chiffre). Ces propriétés, de 8 à 20 hectares constituaient des sortes de biens de familles, inaliénables sans autorisation de l'Etat.

Un quatrième décret du 28 juin 1919 interdisait toute mutation de propriété (sauf pour les héritiers) pour les domaines supérieurs à 70 hectares.

Une loi du 1^{er} juillet de la même année plaçait toutes les forêts sous le contrôle de l'Etat.

Enfin, le 15 février 1922, était promulguée la loi fondamentale de la réforme, qui entérinait les mesures prises par décrets. Le fonds agraire était définitivement constitué par :

Les terres d'Etat.

Les terres expropriées par les précédents décrets.

Les terres vendues par la Russie ou confisquées par elle.

(1) A. Wauters. « La Réforme Agraire en Europe », p. 96-97.

Les terres des adversaires belligérants.

Les terres de plus de 80 hectares quelle que soit leur origine.

De plus, à l'instar de la Russie, des fermes modèles, des champs d'expérience, des stations de machines agricoles, des centres d'élevage étaient partout créés.

Le gouvernement lithuanien pour assurer le succès de sa réforme agraire comptait beaucoup sur la coopération. C'est pourquoi cette réforme, bien adaptée à l'état économique du pays, semble avoir été profonde et efficace, puisque les petites exploitations qu'elle voulait créer, se sont effectivement constituées.

10) POLOGNE

Avant-guerre, l'état agricole du pays se caractérisait d'une part par une concentration excessive dans certaines régions et par un morcellement non moins excessif dans le restant du territoire. La cause d'un tel phénomène est historique. Dépeçée régulièrement par des voisins turbulents, réduite par le jeu des traités à n'être plus qu'un pays-amibe, la Pologne a connu autant de changements dans son état agricole qu'elle a changé de maîtres. La terre a été le véritable instrument de colonisation, tantôt donnée largement aux nobles influents ralliés au souverain nouveau, tantôt confisquée aux hobereaux protestataires et distribuée aux paysans. La réforme agraire, radicale en 1920, est devenue beaucoup plus modérée par la suite. La première loi du 15 juillet 1920 décide le morcellement des domaines de l'Etat, de l'Eglise et des institutions publiques et privées. Les grands domaines (60, 180 ou 400 hectares selon leur situation géographique) étaient également expropriés.

Deux lois, du 17 décembre 1920 et du 25 décembre 1925, apportèrent des modifications à celle du 15 juillet 1920. Celle de 1925 « n'encourage que les ventes privées et les arrangements à l'amiable. Dans le cas où les terrains sur lesquels « l'Etat peut exercer son droit d'expropriation n'étaient pas « vendus à une époque déterminée, l'Etat les rachetaient... « Enfin, la loi prévoit que dans les exploitations à culture « intensive et spécialisée, des maisons modèles pourront être « créées, dont l'étendue maximum ne dépassera pas 60 à 75

« hectares. Les travaux de morcellement peuvent être exécutés « par les Offices agraires de l'Etat et des institutions privées. » (1)

D'après A. Wauters, on ne possède aucune donnée sur les résultats de la réforme. Mais tout nous porte à croire qu'ils seront insignifiants.

11) ROUMANIE

La réforme roumaine a été radicale, dans les textes du moins. Mais ce sont eux qui nous intéressent pour juger de l'état d'esprit des réformateurs.

Avant la réforme, la grande propriété représentait 47 % des terres cultivables. 1.250.000 petits propriétaires possédaient 4 millions d'hectares, mais 4.000 gros propriétaires en possédaient autant.

Le décret loi des 15-28 décembre 1918, complété par la loi du 17 juillet 1921, expropriait tous les domaines supérieurs à 100 hectares, proportionnellement à leur étendue. Les terres ainsi acquises étaient remises aux paysans qui devaient créer des coopératives d'exploitation.

L'Etat devait ultérieurement prendre à sa charge la moitié du prix d'expropriation.

La grande propriété ne représentait plus après la réforme que 8 % des terres arables ; sur 6.882.250 hectares de terres expropriables, 5.889.709 avaient été expropriées dont 708.000 paysans avaient été les bénéficiaires pour une part de 2.438.594 hectares. (2)

12) TCHÉCOSLOVAQUIE

Nous nous trouvons ici en présence d'un état nouveau, issu du bouleversement politique engendré par la grande guerre : la république tchécoslovaque fut, en effet, constituée le 28 octobre 1918. Les territoires qui la composent appartenaient à l'ancienne couronne de Bohême (Bohême, Moravie, Silésie) et au royaume de Hongrie (Slovaquie et Russie subcarpathique). Dans ces différentes régions, 15 % des habitants

(1) A. Wauters. « La Réforme Agraire en Europe », p. 100-101.

(2) J. Braesco et G. Sescioreano. « La Réforme Agraire en Roumanie », dans le bulletin de la société de Législation comparée (juillet septembre 1925).

possédaient des terres. « Dans l'ancien royaume, 45 % des « propriétaires fonciers ne possédaient à eux tous que 1,32 % « du sol du pays, tandis que 236 familles ne représentant que « 0,2 % des propriétaires, disposaient de 27,7 % des terres « (2.150.680 hectares), c'est-à-dire un peu plus du quart de « la superficie totale du pays. En Slovaquie et en Russie Sub- « carpathique, 51,7 % des propriétaires fonciers ne possé- « daient ensemble, avant la réforme que 5,8 % du sol, tandis « que 6,1 % en détenaient 35,6 %, c'est-à-dire plus du tiers. » (1)

La loi du 16 avril 1919 mit tous les grands domaines sous la tutelle de l'Etat. Elle créa, comme dans la plupart des pays précédents un Office agraire, chargé d'acquérir le surplus de tous les domaines dépassant 150 ou 250 hectares.

Une loi du 27 mai 1919 autorisa tout fermier à acheter les terrains qu'il exploitait. Une autre loi du 30 octobre 1919 garantissait contre l'éviction tout locataire exploitant moins de 8 hectares, à condition que le bailleur possédât 15 hectares de terres non louées.

Enfin, le 30 janvier 1920, la loi fondamentale de la réforme était votée. « Elle implique la division du sol en parcelles de « 6 à 10 hectares et jusqu'à 15 hectares dans des circonstan- « ces exceptionnelles, selon les qualités. La même loi s'at- « tache à conserver ce que l'on a appelé en Tchécoslovaquie « les domaines-souches, auxquels on comptait donner une « superficie d'environ 80 hectares, afin de préserver le moyen « des grandes propriétés et de permettre aussi l'utilisation des « installations coûteuses de ces grands domaines. » (2)

Des chiffres donnés par A. Wauters, il résulte que les bénéficiaires de la réforme (400.000 familles) ont été les petits propriétaires, comme dans presque tous les pays que nous avons passés en revue.

13) YOUGOSLAVIE

La Serbie de 1914 était un pays de petites propriétés. Mais le Traité de Paix ayant agrandi sensiblement la Yougoslavie actuelle, celle-ci s'est trouvée en présence d'autant de régimes agraires spéciaux que de régions nouvelles acquises. En Macédoine, le régime turc était en vigueur, c'est-à-dire la petite

(1) « Revue Internationale du Travail », juillet 1925.

(2) A. Wauters. « La Réforme Agraire en Europe », p. 112.

propriété privée récemment issue des anciennes tenures féodales. En Bosnie et en Herzégovine, une modalité du régime féodal était encore appliqué. En Dalmatie, le régime en vigueur était un amalgame de l'ancien régime agraire serbe, des institutions féodales turques et des coutumes vénitiennes. En Croatie et en Voïvodine, les terres seigneuriales avaient été partagées lors de l'abolition du servage. Mais ce partage très mal effectué n'avait pas tardé à transformer les anciens serfs en prolétaires ruraux.

Telle était la situation, lors de la promulgation de la loi du 25 février 1919 qui en abolissant le servage (1) expropriait les grands domaines fonciers et procédait à un partage provisoire.

Nous n'insisterons pas sur les autres aspects de cette réforme et sur ses résultats (2) car cette réforme a eu surtout un caractère nationaliste (3) et il serait difficile d'y trouver pour notre étude, l'influence même très légère des doctrines marxistes.

* * *

Quelle a été l'influence des théories marxistes sur les diverses réformes agraires que nous venons d'examiner ?

La réponse est fort difficile à donner, car nous avons vu que depuis la guerre, les divers programmes agraires nationaux se réclamant du marxisme sont souvent fort opposés, les uns, les plus nombreux il est vrai, préconisant le maintien de la petite propriété paysanne, les autres restés fidèles à la conception primitive des débuts, rejetant comme anti-socialiste, tout programme qui ne spécifie pas expressément la nationalisation ou la socialisation du sol.

Ces remarques auraient dû, semble-t-il, nous conduire à adopter alors la méthode suivante : prendre le programme agraire socialiste de chacun des pays précédemment étudiés

(1) Le servage existait encore en Bosnie et en Herzégovine deux ans avant la grande guerre.

(2) L'Etat a racheté 15.000 grands domaines, représentant 158.333 hectares qui ont été partagés entre 210.912 familles, d'après Milorad Nedelkovitch, la « Réforme Agraire en Yougoslavie ».

« Revue d'Economie Politique », janvier 1924.

(3) Les propriétaires expropriés étaient indemnisés, sauf les anciennes dynasties, ceux qui étaient donataires d'étrangers, etc.

et le confronter avec les réformes agraires réalisées dans ce même pays. Mais cette méthode nous aurait entraîné dans de longs développements et nous aurai contraint d'entrer dans des détails que nous avons à dessein sacrifiés pour conserver à ce troisième chapitre de notre étude un caractère de généralité. C'est pourquoi nous avons préféré, en élargissant la notion de socialisme marxiste, dégager de la réforme agraire prise dans son ensemble, les points qui se rapprochaient le plus des doctrines étudiées dans la première partie.

Un premier point est à noter, c'est ce que nous appellerons l'influence virtuelle du socialisme. Dans l'après-guerre les législateurs ont consenti maintes réformes radicales dans la crainte que les masses rurales, mises en appétit par la révolution russe, n'exigeassent encore davantage. Mais, au fur et à mesure que l'on s'éloignait de la période révolutionnaire, ces mêmes législateurs corrigeaient leurs réformes primitives dans un sens de plus en plus modéré. Ce fut le cas notamment pour la Grèce et la Pologne.

Bien que les diverses réformes agraires aient eu pour but le développement de la petite propriété individuelle, toute idée collectiviste n'en est pas étrangère.

1° Elles ont toutes été une réaction violente contre l'idée juridique maîtresse du XIX^e siècle : le droit absolu de la propriété. (1) Et cette réaction a souvent poussé les réformateurs à adopter l'idée socialiste de la nationalisation des terres, quand ils n'allaient pas jusqu'à la socialisation. (2) Quand le réformateur ne concède le sol qu'en jouissance, n'entend-il pas sauvegarder les droits quasi-souverains de la collectivité ? Voilà un premier point où l'influence des idées socialistes n'est pas niable. En voici d'autres :

(1) Nous reviendrons sur cette idée dans nos conclusions. C'est pourquoi nous n'y insisterons pas ici.

(2) Voici, d'après A. Wauters, la différence qu'il existe entre socialisation et nationalisation. « La socialisation comporterait l'appropriation du sol, « par la collectivité, qui n'est ni l'Etat ni la corporation. Elle entraînerait, « en outre, l'organisation du travail entre tous les travailleurs associés dans « une production collective et l'abolition des profits individuels. La nationalisation constitue une étape vers la socialisation. Elle donne à l'Etat « la propriété du sol et l'Etat en dispose à son gré, généralement en le donnant en jouissance à terme ou à perpétuité à ceux qui le cultivent. La « nationalisation n'exclut pas le profit personnel réalisé sur le terrain concédé. »

2° L'idée d'expropriation. Cette idée n'est pas spécifiquement socialiste. Mais c'est une négation du libéralisme, l'affirmation de la puissance de la communauté. Cette idée, comme nous le verrons plus tard, se rattache intimement à la précédente. Leur fusion répond au concept que notre époque se fait de l'utilité publique et de la propriété-fonction sociale.

3° L'idée d'égalité. Toutes les réformes agraires ont cherché à distribuer les propriétés expropriées de façon égalitaire.

Le sentiment égalitaire est pour M. le professeur G. Pirou l'un des trois traits fondamentaux du socialisme.

4° L'idée de réglementation. Nous avons noté à différentes reprises les mesures préventives et coercitives prises par l'Etat pour faire du propriétaire une sorte de préposé de la collectivité. Bien que le socialisme prétende être la seule doctrine capable d'émanciper l'individu, il n'est pas douteux qu'il apparaît sous sa forme présente comme une doctrine de réglementation des droits individuels.

5° L'idée de l'union du travail et de la propriété. Ici l'influence socialiste n'est pas douteuse, et les législateurs entendaient nettement concrétiser cette idée quand ils décrétaient la suppression ou la limitation de la propriété pour ceux qui ne cultivent pas personnellement la terre.

6° Enfin nous pouvons encore reconnaître l'influence socialiste dans ce désir que les nouvelles législations ont cherché à réaliser : l'organisation de la production agricole. Comme A. Wauters le signale, Georges Sorel professait que cette organisation préalable de la production, dans le régime actuel, était une transition nécessaire pour préparer la transformation du régime capitaliste en régime collectiviste.

Tels sont les points où nous retrouvons la marque du socialisme. A vrai dire, il faut examiner cette législation agraire avec attention pour s'apercevoir qu'elle a repris à son compte quelques-unes des revendications socialistes. Et ceci nous montre, une fois de plus, que lorsqu'une doctrine quitte le domaine législatif, ce n'est pas sans se laisser déformer extérieurement, sans perdre cette allure intransigeante qui caractérise les théories qui impliquent une action révolutionnaire.

Ces quelques points constituent-ils le seul actif à porter au bilan du marxisme en matière agraire ?

TROISIEME PARTIE

CONCLUSION

Au terme de cette incursion rapide dans l'histoire des doctrines agraires du marxisme, il nous paraît inutile de nous livrer dans nos conclusions, à l'habituelle réfutation des diverses théories que nous avons passées en revue. Outre que nous ne ferions que répéter ici ce qu'on a déjà lu un peu partout, il nous paraît que ces critiques sont un peu semblables à ces discussions qui s'instituèrent sur le filioque lorsque l'Eglise menait encore le monde.

Si nous avons entrepris cette étude, c'est pour en tirer un enseignement. Qu'on critique ou qu'on approuve, dans les deux cas c'est faire un choix. Mais cette attitude nous paraît trop simpliste. Nous sommes adversaires de tout système théorique, car nous pensons comme Goethe que si « toute théorie est grise, l'arbre de la vie est éclatant de couleurs. » C'est donc dans la vie économique que nous avons à la fois puisé les critiques du régime actuel que nous formulerons, et les solutions, déjà préconisées par maints auteurs, que nous avons adoptées.

I

Cependant, avant d'exposer la partie positive de nos conclusions, il convient de rechercher quelle est actuellement la situation des deux théories principales du marxisme agraire, la concentration et la prolétarianisation.

La théorie de la concentration agraire a subi un échec. Ce qui ne signifie pas qu'elle ne s'est pas réalisée dans certaines régions (1).

Mais comparée à l'ampleur qu'elle a prise dans l'industrie, on peut dire que la concentration foncière a été insignifiante. Nous avons d'ailleurs vu précédemment que certains doctrinaires marxistes des plus orthodoxes, professaient que, contrairement à l'industrie, à la banque et au commerce, l'agriculture connaissait un mouvement de flux et de reflux qui allait de la concentration au morcellement.

Les causes d'un tel état de choses sont nombreuses et com-

(1) C'est le cas des pays neufs de la Chine et de l'Europe Orientale avant la guerre de 1914-1918, si on se réfère au livre du Docteur Adam Rose, « Le Problème Agraire en Pologne », et à la « Revue Internationale du Travail », juillet 1925.

plexes ; signalons-en cependant deux qui nous expliquent pourquoi la petite exploitation a conservé dans nos vieux pays une telle vitalité.

La première cause a déjà été notée dans notre introduction : c'est l'aspect juridique de la propriété foncière, qui engendre cette sorte d'impossibilité qu'elle éprouve à revêtir la forme mobilière.

La seconde cause remonte à l'année 1874, date à laquelle les blés américains affluant sur le vieux continent provoquèrent une chute verticale des prix et un bouleversement profond du marché européen. Non protégé par des droits de douane, le cultivateur qui ne pouvait lutter contre le bon marché des blés d'outre-Atlantique, chercha son salut dans la culture intensive. Pour celle-ci, le véritable cadre est la petite propriété. C'est pourquoi, dès cette époque, on a enregistré en Europe une poussée de la petite propriété. (1)

Si Marx s'est trompé au sujet de l'ampleur de la concentration agraire, il semble par contre, avoir vu juste au sujet de la prolétarianisation.

Pour Marx, il existe une relation causale entre la concentration et la prolétarianisation, la deuxième étant une conséquence de la première. C'est dire que la prolétarianisation ne devrait pas se produire quand la concentration ne se réalise pas. Or, si la concentration agraire est restée à l'état d'ébauche, la prolétarianisation a fait de grands progrès. Retournant la proposition de K. Marx, faudrait-il voir dans le morcellement une des causes de la prolétarianisation ? Nous répondrons par la négative, car nous pensons qu'il existe entre ces deux phénomènes une relation de fonction ; nous croyons qu'ils sont alternativement, et suivant les circonstances, cause et effet l'un et l'autre (2). Pour conclure, il nous semble difficile

(1) Les chiffres donnés par A. Alard dans son rapport au Congrès International de Budapest en 1896, sont significatifs à cet égard.

Pour la France, l'année 1885, date à laquelle N. Méline fit voter les droits de douane, est à souligner. C'est à partir de cette époque qu'une amélioration, passagère il est vrai, peut être enregistrée jusqu'en 1892.

(2) En Tchécoslovaquie, de 1900 à 1910, il fut créé 29.000 petits domaines nouveaux sans que la superficie totale occupée par la petite propriété ait aucunement augmenté (Revue Internationale du Travail, juillet 1925). Note de A. Wauters dans la « Réforme Agraire en Europe ». Il faut remarquer que le morcellement de la propriété ne suffit pas à faire naître la prolétarianisation. Nous avons vu qu'en Russie soviétique, la surface allouée à chaque

d'admettre, comme certains auteurs, que la faillite du marxisme en matière agraire soit un fait acquis. D'autant qu'il constitue un instrument de recherche si remarquable que pendant longtemps encore on lui fera des emprunts. C'est pourquoi nous approuvons volontiers ces lignes d'A. Wauters, qui sans spéculer sur un avenir qui nous échappe, résume excellemment l'histoire de cette doctrine fameuse.

« Lorsqu'il est apparu, le marxisme était une doctrine d'audace. Il a galvanisé la foi révolutionnaire du prolétariat, placé le phénomène de la lutte des classes dans une lumière drue et donné un élan incomparable à l'activité revendicatrice des travailleurs. Mais à mesure que ces revendications triomphaient, que la société capitaliste composait avec le quatrième état, son évolution s'écartait considérablement des voies que Marx lui avait tracées. Par son outrance dans la systématisation, le marxisme, naguère doctrine éminemment féconde pour la lutte quotidienne, encourageait la paresse cérébrale des chefs du prolétariat, endormait leur esprit de recherche. C'est ainsi que le marxisme aboutit à cette insoluble contradiction, au moment où il avait poussé à l'extrême la puissance effective de la classe ouvrière, au moment où tous les obstacles paraissent franchis, où l'heure des réalisations était arrivée, l'élan des triomphateurs fut brisé parce que les doctrinaires de la pensée prolétarienne s'étaient laissé surprendre par les événements qui ne se déroulaient pas suivant les formules commodes enseignées par le marxisme. L'orientation inattendue du régime capitaliste, surtout en agriculture, exigeant des formules nouvelles se substituant à celles qui étaient devenues caduques, les marxistes aveuglés par l'enseignement impérieux du maître ne les avaient point préparées. C'est ainsi que le socialisme a laissé passer son moment historique (1918, 1921) » (1).

famille était suffisante pour la faire vivre. Mais toutes ne disposant pas du capital d'exploitation nécessaire pour mettre en valeur ce qui leur était échu en partage, la plupart de ces petits propriétaires avaient dû pour subvenir à leurs besoins, se louer comme ouvriers agricoles.

(1) A. Wauters. « La Réforme Agraire en Europe », p. 236-237.

II

*« Il n'y aura plus de marchands
« dans la maison de l'Eternel. »*

(Les Prophètes.)

C'est un lieu commun d'écrire qu'après chaque guerre importante, le monde a été profondément troublé. On répare les ruines accumulées pendant les hostilités, la spéculation s'en mêle, donnant à la vie économique une prospérité aussi brillante que factice, que la première crise cyclique se charge de faire disparaître. Après le cataclysme de 1914, nous avons connu cette prospérité. Puis comme toujours la crise est survenue. Mais son ampleur est si anormale, sa fin apparaît si peu, qu'elle semble, comme d'aucuns le prétendent, annoncer la fin du régime.

A vrai dire, la crise actuelle n'est pas une crise cyclique. Cette affirmation catégorique peut paraître d'autant plus fantaisiste que nous n'avons pas l'intention d'en apporter ici une preuve décisive. Cè serait trop nous écarter du plan que nous avons adopté. Nous ne pensons pas aussi qu'elle soit une crise de surproduction ; si l'on brûle du blé dans les locomotives canadiennes, est-ce à dire que tout le monde ait suffisamment de pain ?

La crise actuelle est une crise anormale. Ce qui ne veut pas dire que l'histoire n'en ait pas enregistré de semblables. Considérons la constitution de l'empire de Charlemagne. N'a-t-il pas été le remède qui a permis à l'empire romain, bousculé par les invasions barbares, de léguer à ces peuplades primitives les fruits d'une civilisation pleine d'expériences acquises ?

C'est encore au haut moyen-âge, les perturbations sociales engendrées par la transformation des moyens de travail. Il faut les croisades et la construction des cathédrales pour hausser les nations naissantes au stade supérieur de la civilisation actuelle.

Enfin, c'est hier, après la Révolution et les guerres napoléoniennes, le bouleversement de l'Europe belligérante. Il a fallu l'essor prodigieux de l'industrie manufacturière pour rétablir un équilibre fortement compromis. « Les idées, les

« grands systèmes, les souffrances humaines, sont-elles autre chose que les misères de l'humanité parturiente ?

« Ne pourrait-on pas de même se demander si la grande guerre, déclenchée, semble-t-il, pour préserver et maintenir les lois du passé, n'a pas été, au contraire, la convulsion décisive de l'humanité enfantant un monde nouveau ? » (1)

L'utilité de ces observations ? Elle ne peut-être que de montrer qu'il serait vain d'attendre la résorption automatique de la crise actuelle, ou son amortissement plus ou moins gradué, par des adaptations superficielles et des perfectionnements localisés du capitalisme. Car, quoi qu'on fasse, on ne pourra faire disparaître par des réformes de surface, *l'antinomie qui existe entre la prodigieuse abondance engendrée par le machinisme et la nécessité du rare engendrée par le profit*. C'est là le fait capital qu'il faut mettre en évidence, et c'est ce que nous nous efforcerons de prouver ultérieurement.

Les premiers prodromes du malaise actuel se sont fait sentir depuis le début du siècle. Le premier, et le plus important, c'est l'évolution du contrat, du plan statique sur le plan dynamique. Eclairons un peu cette formule abstraite.

Dans notre régime juridique issu du Code Napoléon, la clef de voûte était le contrat. On le définissait ainsi : la réunion de deux volontés morales et licites. Il était créateur de droit. Mais le droit, formule logique et rationnelle, suppose une constante. Pas de contrat s'il n'y a pas de commune mesure. Celle-ci était constituée par la monnaie. C'est du jour où la monnaie a commencé ses tribulations, c'est à partir du moment où l'or a perdu sa fonction, que le régime des contrats a commencé à se modifier. Il n'est, pour illustrer cette évolution, qu'à produire les arrêts de jurisprudence, et ils sont nombreux, modifiant ou annulant les conventions passées avant-guerre, soit entre particuliers, soit entre personnes morales. Il n'y a là rien de surprenant. L'étonnant, c'est qu'il ait fallu la guerre pour acclimater en France une notion juridique nouvelle, que nos voisins appliquaient depuis déjà deux décades.

Comparons notre vieux code aux codes civils allemand et suisse. Dans ceux-ci, pour qu'il y ait contrat, il ne suffit plus que les deux volontés concourantes soient morales et licites.

(1) C. Chabrun, « La République Socialiste des Coopératives », p. 21. .,

Il faut encore que l'acte que les contractants ont en vue ne puisse nuire à la collectivité. Comme le dit excellemment C. Chabrun, à qui nous empruntons encore cette citation, « à la vieille formule créancier et débiteur, formule statique, « est substituée la formule de coopération, formule dynamique. Le lien juridique n'a plus pour raison d'être de « soumettre un homme à autrui, mais d'obliger deux hommes « à travailler ensemble au bien commun » (1).

Contre un besoin vital, aucun droit ne prévaut. L'époque des contrats serait-elle terminée ? Assisterions-nous à la lente subversion du droit classique ?

Et voici un second symptôme morbide : le chômage, conséquence de la relève des hommes par la machine. Autrefois, pour manger, il suffisait de travailler. Aujourd'hui, ce n'est plus vrai. La société ne peut plus utiliser le travail humain comme elle le faisait voici quelque vingt ans seulement. Les moyens techniques de production condamnent le quart du genre humain à ne pas travailler. Le progrès humain, c'est l'enrichissement de l'homme, c'est aussi sa libération par la machine. Mais l'homme est comme l'apprenti sorcier de Goethe. Après avoir été le maître de la machine, il est devenu son esclave, il se laisse écraser par son poids formidable. Et rien ne laisse prévoir la façon dont il pourra maîtriser les forces mauvaises qu'il a déclanchées. Et pourtant la machine n'est-elle pas génératrice de production illimitée ?

Enfin, aujourd'hui, tous les risques sont pour les mêmes. Autrefois, chaque individu avait la possibilité d'épargner quelque argent qu'il lançait dans la circulation. L'épargne créait la richesse. De nos jours, si ceux qui le peuvent épargnent toujours, c'est pour thésauriser. Ils redoutent les mauvaises chances, car l'expérience leur a enseigné que ceux qui placent leurs économies ne sont jamais certains de les retrouver.

Le corps social est comme un corps humain. Chaque homme est une cellule qui a besoin de consommer pour vivre. La vie, ou si l'on veut, la consommation, lui est apportée par le sang, c'est-à-dire le travail, car celle-ci n'est que la traduction de celui-là. Comme le sang, le travail a besoin de canaux pour circuler : les vaisseaux circulatoires sont aujourd'hui

(1) C. Chabrun, « La République Socialiste des Coopératives », p. 14.

obstrués. Le corps social périra-t-il alors de congestion ? Ou bien, pour la prévenir, ne pourra-t-on trouver le remède capable de remettre en marche le courant économique, créateur de richesses et de vie ?

C'est ce que nous allons chercher.

* * *

L'étiologie du malaise présent ne peut se faire sans une connaissance au moins simplifiée du corps social. Nous vivons en régime dit capitaliste. Ce régime, comme tous ceux qui l'ont précédé et tous ceux qui le suivront, a besoin d'un moteur. Quel est-il ? La poursuite du profit individuel.

Cependant, pour être exact, il faut ajouter que le profit suppose une production de travail, soit par soi-même, soit par personne interposée. Peu importe économiquement. Nous dirons donc que le moteur du capitalisme est le *profit-travail*.

Mais ce profit-travail, pour être quelque chose de tangible, un condensateur de puissance, a besoin d'un réservoir : c'est la monnaie. La monnaie est donc la gardienne du profit-travail.

On s'aperçoit tout de suite que sa qualité primordiale est la fixité. Dès l'instant où commencent ses prérégrinations, il ne fait aucun doute que son instabilité lui fait perdre sa fonction et sa valeur. On la délaisse pour lui préférer les marchandises. Or, l'histoire de chaque Etat depuis la guerre a été dominée par les perturbations monétaires de sa devise. Ayant perdu sa constance, l'or n'a plus été qu'une marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande. On n'a plus eu confiance en lui, on n'a plus osé lui confier ce travail cristallisé qu'il restituait intégralement autrefois sous forme de biens consommables. Et c'est ainsi que le travail a perdu sa valeur parce que la monnaie avait perdu sa fonction. Quoi d'étonnant alors, à ce que le profit-travail ait fini par se métamorphoser en profit-spéculation ? Dès l'instant où le travail ne peut plus fournir le profit, ce n'est guère que la spéculation qui peut y pourvoir. Le profit suppose que la chose, objet d'échange qui en est la condition, est partiellement limitée en quantité. Plus l'objet source de profit est rare, plus il procure de profit. Et ceci est d'autant plus absolu que les choses en question sont des marchandises dont la demande est peu élastique, disons des ma-

lières de première nécessité. Autrefois, quand les armateurs s'en allaient aux Indes chercher des épices, les risques nombreux qu'ils couraient, la rareté de la marchandise, légitimaient les hauts prix qu'ils imposaient. Mais aujourd'hui les risques ont diminué dans de notables proportions, et les moyens techniques dont nous disposons permettent une production presque illimitée. Le rare n'étant plus naturel, il a fallu le créer artificiellement. Ici on brûle du blé, là on jette du café à la mer. C'est pourquoi on peut dire que la poursuite du profit-spéculation contraint les producteurs à restreindre les produits consommables et que le régime repose économiquement sur la privation relative d'un grand nombre de consommateurs.

A moins de changer le moteur du régime capitaliste, nous ne voyons pas comment on pourrait faire disparaître l'antagonisme que nous avons souligné entre la prodigieuse abondance engendrée par le machinisme et la nécessité du rare engendrée par le profit.

La fonction de tout régime économique est de produire et de distribuer. Le régime capitaliste satisfait-il à ces exigences?

Quant à la production, l'affirmative n'est pas douteuse. Il peut produire, et avec une telle abondance que celle-ci devient bientôt un véritable désastre. Mais nous allons voir que si pour produire il faut des capitaux, la charge de ceux-ci est désormais devenue trop lourde pour la production privée.

Dans la vie normale, les capitaux investis dans une entreprise courent des risques normaux. Mais depuis le développement du grand machinisme, il en est autrement. L'obligation de satisfaire à une demande nouvelle considérable dans un temps relativement court et d'autre part, le déficit de la main-d'œuvre résultant de la grande guerre, ont amenés les chefs d'industrie à perfectionner leur outillage mécanique au delà de toute mesure (1). On décuple la production par des engins perfectionnés, la taylorisation du travail humain et la rationalisation. Pour obtenir un équipement aussi intensif, il

(1) L'inflation industrielle a été une conséquence de l'inflation monétaire. En effet, les nationaux qui ne pouvaient convertir leur monnaie en voie de dépréciation en devises étrangères, la transformaient en suréquippant leur matériel productif. Cet accroissement de l'appareil industriel était d'autant plus justifié que la dépréciation monétaire constituait une prime à l'exportation.

fallait des capitaux considérables. L'épargne les fournit. Les machines ayant produit à un rythme accéléré, l'équilibre entre production et consommation n'a pas tardé à être rompu. Mais le matériel producteur représente des capitaux dont l'amortissement est à peine commencé. La raison ? La recherche d'un profit toujours plus élevé.

Regardons une société se constituer. La masse des capitaux investis figurent à l'actif pour un montant correspondant peut-être aux sommes effectivement dépensées, mais ne représentant en fait qu'une valeur de réalisation bien moindre. Le passif étant alors largement couvert sur le papier du bilan, il est possible de rémunérer les capitaux engagés dans les premiers exercices. Ce qu'on se hâte de faire, et ce qui est dangereux économiquement, car ces dividendes ne peuvent être prélevés que sur le fonds même de la société. Comme celle-ci a besoin de capitaux de roulement, elle les recherche, soit dans une augmentation de capital, soit dans un emprunt. Ainsi les exercices suivants vont se grévant de charges de plus en plus lourdes, qui finissent par augmenter considérablement le prix de revient par unité. Il arrive un moment où il faut sacrifier une partie du capital, pour que l'affaire continue à marcher, la dépréciation du matériel étant la même, que l'activité soit nulle ou importante. Il n'y a guère que dans des cas exceptionnels, affaires à caractère de monopole, que le capital peut être régulièrement rémunéré. Encore faut-il ajouter que cette rémunération est assez modeste. Dans les autres cas, le capital n'est plus rentable. Il a donc fallu lui trouver un autre mode de rémunération. On l'a découvert en transformant l'action en valeur de Bourse. On mobilise les trompettes de la publicité financière et on cède ces actions à l'épargne à un prix fixé par la capitalisation du revenu. Si les promoteurs de l'affaire y trouvent largement leur compte, l'acquéreur du titre en peut-il dire autant ? Il n'y paraît guère. Etablissons un parallèle pour mieux faire saisir en quoi la capitalisation boursière ne peut-être qu'un marché de dupes, la dupe étant toujours l'épargnant. Voici un cultivateur qui possède une vache, laquelle lui fournit en moyenne quatre mille litres de lait par an. Supposons que le litre de lait soit vendu un franc et que les dépenses d'entretien de la vache se montent annuellement à six cents francs. Si le cultivateur

cédait sa vache en capitalisant à 5 % le revenu qu'elle lui rapporte, il devrait la vendre soixante mille francs ! Ces chiffres se passent de commentaires.

Ainsi, sauf dans de rares exceptions, la production ne peut généralement rémunérer les capitaux empruntés, qu'en spéculant en Bourse. Mais pour cela faut-il encore que les titres trouvent preneur. Nous avons vu que de plus en plus l'épargnant thésaurise parce qu'il préfère garder son capital improductif plutôt que de courir après un gain qui s'avère de plus en plus improbable.

Enfin, il faut remarquer que la mise en pratique des inventions nouvelles détruit purement et simplement les affaires similaires anciennes et par conséquent les anciens capitaux investis. Les exemples abondent : l'industrie de l'azote qui s'est créée en Europe a complètement ruiné les mines d'extractions du Chili ; il en est de même pour les industries de la soie, du caoutchouc, etc... Si l'on fait le tour de l'horizon du monde économique, on est contraint de constater que l'initiative individuelle ne suffit plus à diriger et à réglementer la production. L'épargne fuit les placements industriels pour rechercher les placements publics. L'épargnant croit-il que la machine achetée par la collectivité ne peut avoir les mêmes exigences que celle acquise par un particulier ?

Cependant, bien que toutes ces constatations ne soient pas précisément favorables au capitalisme, celui-ci est néanmoins en état de produire et de produire avec abondance.

Mais peut-il distribuer ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que des économistes classiques ou socialistes ont lancé leurs anathèmes contre le péché originel du capitalisme. Ce qui est particulièrement grave, c'est que de nos jours, ce rationnement distributif a pris les proportions d'une impuissance à répartir. Les distributeurs sont en général des commerçants. Il faut qu'ils retrouvent dans leur prix de vente, outre leurs frais, leur propre salaire et leur profit. Point n'est besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir que les distributeurs doivent, pour obtenir ce résultat, limiter la quantité des marchandises offertes, et ce, afin d'éviter l'avalissement des prix découlant d'un excès quantitatif de l'offre.

Ainsi, la machine peut non seulement produire avec abon-

dance, mais *doit produire avec abondance* pour abaisser le prix de revient par unité. Mais, d'autre part, *plus les richesses abondent et moins la distribution est aisée !*

Croit-on qu'un régime où l'antagonisme entre la prodigieuse abondance engendrée par le machinisme et la nécessité du rare engendrée par le profit est aussi accusée, croit-on qu'un tel régime ne doive pas se réformer ? Pense-t-on que ce serait tout bouleverser que de changer son moteur ?

Nous ne le croyons pas.

* * *

Mais avant de proposer des réformes de structure, il faut s'assurer du moins qu'une adaptation quelconque du régime incriminé n'est plus possible.

Le remède consisterait à assurer de plus larges débouchés aux produits stockés ou en cours de fabrication, à atteindre les couches les plus pauvres de la consommation par une diminution des marchandises mises en vente. Ceci revient pratiquement à abaisser les prix de revient. Pour ce faire, on pourrait alors songer à réduire la rémunération du capital. Outre que celle-ci est déjà bien modeste, cette solution ne paraît guère valable dans un régime dont la seule animation est précisément la recherche du profit.

La réduction devra donc nécessairement s'opérer sur les charges sociales et les salaires. Mais cette seconde solution est en contradiction formelle avec les effets qu'on attend du remède proposé. On ne peut à la fois réduire le salaire de l'ouvrier en tant qu'auxiliaire de la production et lui demander d'acheter plus comme consommateur.

Existe-t-il une autre solution ?

On en aperçoit bien encore une : ce serait de revenir en arrière, et sinon de supprimer la machine, du moins d'en limiter l'emploi. Qui osera proposer pareille rétrogression ?

Reconnaissons donc que la recherche du profit n'est plus capable d'animer le régime, et cherchons un nouveau moteur, susceptible de s'adapter aux exigences économiques du moment, sans heurter notre individualisme occidental et notre esprit d'initiative personnelle.

C'est beaucoup demander, semble-t-il ? Quel peut être le

mobile capable de servir de base au régime nouveau. Nous pensons que ce pourrait être le *travail*.

Cette animation d'un régime par le travail vient de ce sentiment que l'on travaille à la fois pour soi-même et pour autrui, et non pour quelques privilégiés, et que le travail qu'on accomplit n'est pas une contrainte, parce que l'entreprise à laquelle on est attaché est un peu à soi, puisqu'elle est à la collectivité. Dans sa forme la plus haute et la plus évoluée, le travail ne devrait pas être imposé, mais consenti joyeusement. Cette acceptation devrait de plus en plus se rapprocher de la forme supérieure du travail de l'artiste et du savant, pour qui les considérations d'intérêt ne sont jamais dominantes. L'animation par le travail est la seule capable de développer chez l'homme une moralité désintéressée, et de créer enfin cette « humanité de qualité supérieure » à laquelle aspirait si fort Ch. Andler.

L'animation d'un régime économique par le travail n'est pas une utopie, parce que le travail est une nécessité humaine. Et c'est une mystique assez forte pour conduire les masses, si on admet comme aujourd'hui que la société doit non seulement respecter, mais garantir la vie de chaque être humain. Si ceci n'était pas exact, comment expliquerait-on la mise en œuvre par les divers gouvernements nationaux, de ces grands travaux destinés à procurer du travail aux chômeurs, travaux qui ne correspondent pas toujours pour la collectivité à une nécessité immédiate ? Comme on l'a noté judicieusement, « la consommation n'est autre chose que la traduction économique du travail ». N'est-ce pas là une justification de plus, qui donne au travail un caractère d'obligation. Fonder un régime sur une obligation économique et une obligation morale, n'est-ce pas bâtir sur du roc ?

Quand on parle d'animation par le travail, une objection capitale vient de suite à l'esprit. Que devient la propriété privée sous un tel régime ?

Avant de résoudre ce problème, il faut d'abord se demander si la propriété privée répond encore à l'idée qu'on s'en faisait autrefois, si elle constitue toujours cette réserve de puissance qui la légitimait.

Considérons la propriété mobilière, la plus répandue et la plus considérable à notre époque. Qu'elle soit représentée par

des valeurs industrielles ou des titres de toutes sortes, son trait le plus caractéristique est son extrême fragilité. S'il plaît au souverain, il peut l'augmenter ou la rendre presque nulle, et cela, non pour des raisons économiques, c'est-à-dire naturelles, mais souvent pour des raisons politiques, c'est-à-dire artificielles.

Ne peut-on préférer à cette propriété aussi instable, qui n'est plus capable de restituer sous forme de possibilité de consommation la somme de travail mise en elle, une propriété collective dont chaque citoyen pourrait user selon ses besoins ? Et la comparaison que l'on peut établir entre les deux propriétés n'est-elle pas à l'avantage de la seconde, quand on s'aperçoit que ces pertes de propriété privée mobilière sont largement répercutées sur tous ? Un exemple typique nous est fourni par ces grandes exploitations industrielles ou ces banques qui détiennent les 8/10 de la propriété mobilière, et qui n'hésitent pas à se faire renflouer par l'Etat, c'est-à-dire par la collectivité, quand elles ont joué et perdu. Selon un mot souvent répété, « elles individualisent les profits et socialisent les pertes ». Mais où est la propriété privée en cette affaire ?

Si nous envisageons la propriété immobilière, les mêmes conclusions s'imposent. A vrai dire, la propriété immobilière, de par sa nature même, a toujours été la plus solide. Cependant, de plus en plus nombreux sont les cas où la propriété terrienne devient *inutile*. Et, paradoxe assez étrange, c'est précisément aux méthodes des collectivistes que l'on a recours pour camoufler cette déchéance et légitimer cette propriété devenue parasitaire ! En voici un exemple. Le cours du blé mondial est très inférieur à celui du blé français. Pour que celui-ci soit négociable, il faut l'intervention des pouvoirs publics ; sans droits de douane, les terres à blé françaises ne seraient plus rentables. Mais alors n'est-ce pas en définitive la collectivité qui subventionne le cultivateur français, ne sont-ce pas toutes les autres catégories sociales qui conservent aux agriculteurs leur moyen primordial de production, la terre ? Et que lui paye-t-elle, au paysan français, la collectivité ?

Ce n'est assurément pas le prix des denrées produites ! Ce qu'elle lui paye, c'est le prix de son travail et le remboursement de ses frais engagés. C'est pourquoi le cultivateur n'est

pas payé comme un vendeur qui reçoit un prix, *mais comme un ouvrier qui touche un salaire*. Quelle différence y a-t-il entre cette méthode et celle que les Soviets pratiquent dans les sovkhoses ? Il faut très loyalement reconnaître qu'il n'y en a pas. Et c'est un signe des temps.

On peut donc conclure que sous le régime actuel, rien ne peut légitimer une propriété privée qui ne corresponde plus à aucune utilité. La propriété privée, au sens où l'entendait l'individualisme issu de la Révolution, a presque totalement disparu.

Ceci ne veut pas dire qu'un régime mu par le travail ne reconnaîtra pas la propriété privée. Nous pensons que tous les régimes sont forcés de la reconnaître. Les Soviets l'admettent aujourd'hui, et ce n'est pas un mal, si on l'empêche d'être abusive, si on fait disparaître les inconvénients que nous lui connaissons.

Pour que la propriété privée soit réellement utile, il faut comme le dit M. Duguit, *qu'elle ne soit reconnue que comme une fonction sociale*. Ce n'est pas là un point de vue bien nouveau.

Saint Thomas d'Aquin disait déjà dans « la Somme Théologique », que le propriétaire est une sorte de préposé de la société. La propriété n'est qu'un stimulant qui doit inciter le propriétaire à faire fructifier dans l'intérêt de tous le bien qu'il possède. Voilà le fondement de la propriété. Mais si le propriétaire ne s'occupe plus de son bien, il faut le lui retirer. C'est pour rester fidèle à cette tradition que Léon XIII disait dans « l'Encyclique Rerum Novarum », que si l'appropriation est privée, l'usage doit être commun.

L'évolution juridique nous pousse d'ailleurs à adopter une conception sociale de la propriété qui s'éloigne sensiblement de celle de notre Code Civil. D'après l'article 544, la propriété est d'abord un droit absolu. Elle est aussi, bien que le Code Civil ne mentionne pas ce caractère de façon explicite, un droit exclusif. Elle est enfin un droit perpétuel.

Or, depuis moins d'un siècle, cette conception quasi quiritaire de la propriété, a subi de nombreuses limitations. Elles sont de trois ordres : familiales, fiscales et sociales. Négligeons les deux premières pour ne retenir que les limitations sociales qui sont de beaucoup les plus considérables. Elles

s'inspirent toutes de cette idée que chaque fois qu'il y aura conflit entre l'intérêt individuel du propriétaire et celui de la société, l'intérêt de la collectivité devra toujours prévaloir. Ceci revient à dire que le droit ne consacre la propriété individuelle que lorsque la jouissance de ses attributs se conjugue avec l'intérêt de la société. On revient à la conception de saint Thomas d'Aquin.

Les lois les plus récentes sont la consécration légales de ces idées nouvelles. Des lois de 1916 et 1918 obligent les propriétaires de terrains arables à les cultiver ou à les faire cultiver. Si les propriétaires ne se conforment pas à ces prescriptions, l'administration peut réquisitionner ces terres inutilisées. Ici le droit de propriété disparaît presque entièrement. Il en est de même dans la législation sur les loyers. Nous pouvons même dire que la jurisprudence a encore accentué cette conception de la propriété-fonction sociale par sa théorie de l'abus du droit.

La propriété privée doit donc être admise, si elle concourt à satisfaire les besoins communs. Pour l'empêcher de sortir des limites qui lui seraient assignées, il suffirait simplement de la rendre impuissante.

Si la propriété privée ne doit pas nuire au bien commun, la disparition des grands monopoles industriels et bancaires s'impose. Cependant, comme ils correspondent à une nécessité économique, on pourrait les conserver en les faisant gérer par la société. Nous ne pensons pas ici à une gérance bureaucratique, mais plutôt à une gérance par des organismes habilités à cet effet. Mais ne seraient remis à la collectivité, que les monopoles qui seraient assez puissants pour entraver la marche du nouveau régime.

De ces considérations se dégage cette idée, que *tout doit être mis en œuvre pour respecter la vie et la personnalité humaines, et que la société doit être organisée de façon à satisfaire les besoins primordiaux que ce respect implique.*

Ainsi le régime qui supprimera le profit pour le remplacer par le travail, et dont l'organisation tendra à la satisfaction la plus complète des besoins, tout en respectant le principe de la propriété privée, ce sera le *régime coopératif.*

Lui seul semble pouvoir faire disparaître les critiques que nous avons faites, lui seul semble répondre aux conditions que nous avons formulées. Et le gros avantage qu'offre un tel régime, c'est qu'étant déjà très développé à l'époque présente, le passage du capitalisme au coopératisme devrait s'accomplir sans violence et presque sans bouleversements.



Un tel changement dans notre organisation sociale implique évidemment deux conditions, l'une politique, l'autre économique.

La première est une réforme de la structure de l'Etat. Sans développer ce point, nous pouvons cependant dire que le nouveau corps de l'Etat devrait se composer de trois parties, l'une politique, l'autre économique, la troisième professionnelle (1). Cette organisation devrait permettre de résoudre les grands problèmes par voie d'autorité, sans craindre des conflits d'attribution entre les organes de l'économie et les représentants politiques, élus par des personnes pour gouverner des choses.

La seconde condition est d'ordre économique. Pour résoudre les grands problèmes de l'heure, il faut supprimer l'anarchie présente de la production, il faut ordonner l'économie tout entière. Cela n'est possible que si l'Etat est le maître incontesté des échanges internationaux (2). Le seul moyen d'atteindre ce but, c'est de confier à l'Etat le monopole du commerce extérieur. En matière monétaire ce monopole paraît indispensable, depuis que les diverses nations ont pris l'habitude de jeter par dessus bord, aux moindres difficultés, la doctrine de l'étalon-or.

Le monopole du commerce extérieur permettrait à l'Etat de garantir un taux officiel de change, puisqu'il n'achèterait à l'étranger que dans la mesure où sa monnaie pourrait payer.

(1) Cette troisième forme de l'organisme tripartite existe déjà à l'état d'ébauche : c'est le Conseil National Economique.

(2) Les trusts et les cartels ont amplement prouvé leur impuissance à discipliner la production.

Sa devise n'aurait plus rien à craindre des fluctuations boursières. Nous prévoyons l'objection qu'on peut nous faire. Dès l'instant où la devise nationale est stabilisée suivant une certaine parité-or, les gold-points d'entrée et de sortie limitent automatiquement ses variations ? Cela n'est exact que lorsque tous les Etats ont stabilisé leurs devises, et non comme en temps de crise où deux systèmes monétaires coexistent, l'un basé sur un rapport fixe avec l'or, l'autre tendant à un rapport fixe avec les marchandises (1).

La stabilité succéderait à l'incertitude.

Stabilité extérieure d'abord. « Acheter au hasard à l'extérieur est dangereux pour le marché national. Vendre au « hasard à l'extérieur est dangereux pour la vie économique « même du pays.

« Il est des objets que nous avons intérêt à faire venir du « dehors. D'autres que nous avons intérêt à produire nous- « mêmes. La discrimination ne peut plus être faite d'une « manière empirique. Imaginez un médecin qui, pour soi- « gner un malade, le soumettrait à diverses médications jus- « qu'à ce qu'il ait trouvé la bonne ; le malade pourrait être « mort d'ici là. Les particuliers, même réunis corporative- « ment n'agissent pas autrement lorsqu'ils traitent l'économie « nationale. Seul l'Etat, entendons l'Etat réorganisé, est muni « des éléments de décision nécessaire et capable d'avoir une « vue d'ensemble suffisamment large pour arriver à un résul- « tat appréciable. S'il est le seul vendeur et le seul acheteur « international, il a la possibilité de modeler, comme il l'en- « tend, l'économie, en suivant naturellement un plan, car

(1) L'expérience Roosevelt illustre nos affirmations.

Que fait en ce moment un capitaliste américain, qui comme les capitalistes français entre 1924 et 1926, veut réagir contre la dépréciation du dollar ? Il envoie ses dollars à Londres, pour les échanger contre des livres sterling, il vend du dollar contre de la livre. Mais ces achats répétés font monter la livre. Et pour enrayer cette hausse, le gouvernement anglais vend des livres pour acheter des francs. Les ventes de dollar par l'Amérique ont donc pour conséquence des achats de francs par l'Angleterre. Mais le franc étant convertible en or, la Banque d'Angleterre peut, s'il lui en prend fantaisie, échanger à la Banque de France, contre de l'or, les francs qu'elle a acquis en Bourse.

Voilà pourquoi, tout comme des achats d'or directs, la fuite des capitaux américains peut se traduire le moment venu, par une offensive sérieuse contre le franc, dont la stabilité peut être compromise, bien qu'il soit rattaché à l'or.

« il n'est point aujourd'hui d'économie sans plan préalable. » (1)

Stabilité intérieure ensuite, car la vie monétaire interne est bien différente de la vie monétaire externe. La valeur du franc se modèle exactement sur celle des prix. « Les monnaies d'aujourd'hui n'ont plus rien de commun avec les monnaies d'autrefois. Il faut savoir en prendre son parti et traiter la monnaie moderne comme elle doit être traitée, instrument d'échange d'Etat à Etat à l'extérieur, à l'intérieur bon de consommation dont la valeur varie selon la pénurie ou l'abondance des marchandises » (2).

* * *

Comment serait organisée l'économie intérieure nouvelle ? Comme la consommation est la traduction économique du travail, *la pierre angulaire du nouveau régime ne peut-être que la coopérative de consommation*. On remédie ainsi à cette sorte d'impuissance que le régime actuel éprouve à distribuer équitablement. Comme le dit Julius Hirsch, la coopérative de consommation est « la plus ancienne, jusqu'à ce jour, la plus efficace forme de rationalisation de la répartition » (3).

Mais, mieux encore, la coopérative de consommation est la seule forme économique capable de s'adapter à notre régime politique : la démocratie est réellement son cadre. Elle est déjà « un bouillon de culture au milieu de la société capitaliste....., une démocratie économique et familiale » (4). La souveraineté de son assemblée générale, la suppression du vote plural, le possesseur de plusieurs actions n'ayant qu'une voix comme le possesseur d'une action unique, la rémunération de son capital action comme un capital obligation, la réduction du prix de vente à un niveau voisin du prix de revient (5), la suppression des intermédiaires, toutes ces raisons font que si la coopérative de consommation est aujour-

(1) C. Chabrun, « La République socialiste des coopératives », p. 86.

(2) C. Chabrun, Ibid., p. 90.

(3) Rapport d'Albert Thomas à la Conférence du Travail 1928, p. 262.

(4) E. Poisson, « Démocratie et coopération », p. 79.

(5) Elle remplace le prix marchand par le juste prix. Pendant la guerre, elle a été, et encore actuellement, elle est le volant régulateur des prix de détail, et même parfois des prix de gros.

d'hui dans bien des cas un remède, elle sera demain une nécessité.

Cependant, malgré tous ces avantages, la coopérative ne se développe pas comme elle le devrait. Est-ce en raison de notre paresse d'esprit traditionnelle, qui confine souvent au misonéisme, ou de l'ignorance où nous sommes de nos intérêts ?

Peu importe. La coopérative ne se développant pas comme elle le devrait, comment pourrait-on généraliser son usage ? L'heure nous presse. Faut-il attendre néanmoins que l'évolution nous y pousse ?

Comme l'a dit Ch. Andler, rien n'est jamais nécessaire dans le monde. Nous le croyons volontiers. Aussi bien n'est-ce pas sur l'évolution que nous comptons pour appliquer notre formule. C'est sur la volonté de l'Etat à trois têtes qui détiendrait le pouvoir. L'Etat ici, n'est que le bâtisseur, il ne sera jamais l'exploitant. Car il est bien entendu que la coopérative de consommation ne doit pas devenir un organisme d'Etat. Ce serait retomber dans les erreurs anciennes. La coopérative doit être gérée par les consommateurs eux-mêmes. Le rôle de l'Etat en cette affaire est simple. Il consiste à exiger de tout citoyen qu'il soit coopérateur. Est-ce si arbitraire ? La liberté individuelle est-elle plus brimée que lorsqu'on force les assurés sociaux à cotiser, ou les nationaux à se plier en temps de guerre à des disciplines extrêmement rigoureuses ? Ce qui est supportable en temps de guerre ne le serait-il pas en temps de crise ?

A vrai dire, ce que l'Etat demanderait au coopérateur involontaire serait bien peu de chose. Une retenue sur le salaire, un seul versement exceptionnel de 25 ou 50 francs ! La coopérative pourrait alors ouvrir des succursales multiples jusque dans les hameaux les plus reculés. Ainsi disparaîtrait le mal dont elle souffre aujourd'hui : le manque de capitaux.

La généralisation du régime coopératif a-t-elle pour corollaire l'interdiction du commerce libre ? Evidemment non. Mais la coopérative implique à la longue la disparition par absorption du commerce libre.

Cela ne fait aucun doute pour le petit commerce. Le petit commerçant qui végète péniblement sous le régime actuel,

devrait fermer boutique. Il vendrait son fonds à la coopérative régionale et deviendrait un de ses multiples gérants. Tous deux y trouveraient leur compte : le petit commerçant une situation stable (et l'on sait de nos jours la valeur de ce mot), la coopérative, les anciens clients et l'habileté commerciale de son nouveau gérant.

Quant au moyen et au gros commerce ils pourraient subsister jusqu'au jour où les consommateurs, étant réellement devenus des coopérateurs conscients, les contraindraient tous deux à s'intégrer aux magasins de gros.

* * *

Si la consommation est la traduction économique du travail, c'est elle qui doit régler la production. Celle-ci n'est plus conditionnée par la recherche du profit, mais par la satisfaction des besoins. La production serait donc soumise aux règles suivantes :

Produire d'abord pour les besoins du pays, puis ensuite, pour l'exportation. L'Etat ayant le monopole du commerce extérieur, il n'exporterait pas pour réaliser des profits, mais pour obtenir par voie d'échanges internationaux les marchandises qui lui manquent.

Comment la coopérative de consommation peut-elle organiser la production ?

Pour exposer la structure de ce mécanisme, il faut voir à quel stade d'organisation coopérative se trouve l'agriculture, la branche la plus importante de la production française. L'organisation professionnelle n'existe pas chez les agriculteurs. Quant aux associations agricoles, qu'elles s'appellent coopératives ou syndicats, le nom ne change rien à la chose, elles ont toujours pour but la vente ou la transformation des produits du sol et l'achat des moyens de production. (1)

Si l'on recherche la cause principale qui a fait se multiplier ces groupements, on découvre que c'est le désir de se débarrasser des nombreux intermédiaires (marchands d'engrais, courtiers en grains, laitiers, etc...) qui prélèvent sur les cultivateurs une dîme parfois très lourde. Cette vue som-

(1) 35 % de notre population agricole est organisée coopérativement. Parfois la coopérative est une nécessité vitale pour les producteurs ruraux. C'est le cas des coopératives fruitières du Jura et des coopératives vinicoles du Midi.

maire sur les associations agricoles nous suffit cependant pour constater qu'elles sont actuellement impuissantes à briser le joug que font peser sur elles le consortium de la grande meunerie et le trust des marchands d'engrais. Cependant, même si le paysan pouvait se libérer de cette tutelle, il resterait néanmoins le prisonnier de sa petite exploitation, car en fuyant le salariat, il forge lui-même les chaînes de sa propre servitude.

Alex Lonay dit fort justement : « L'exploitant, en ne tenant « pas compte du facteur travail familial dans ses frais généraux, se fait illusion aussi sur le prix qu'il peut mettre pour « s'assurer l'usage du capital foncier ou terre, soit en l'achetant, soit en l'empruntant ou louant, et c'est par là, que « chez nous notamment, la terre atteint une valeur exagérée, « tandis que le travail agricole reste très mal payé » (1).

Nous pouvons expliquer ce phénomène par la loi de la formation des prix solidaires (2). Il faut ici faire appel à la notion de biens complémentaires développée par l'école mathématique. Deux biens étant complémentaires l'un de l'autre, leur valeur ne peut varier isolément ; et « les complémentaires ne « sont demandés que dans la mesure où leurs compléments « sont offerts » (3). La terre et la main-d'œuvre sont deux biens complémentaires. Le sol étant naturellement limité, l'offre de la terre le sera également. Mais bien que la demande de terre à prendre en fermage soit assez grande, la main-d'œuvre salariée ne peut être demandée que dans la mesure où le sol est à cultiver ; son prix fléchira donc, tandis que celui de la terre montera en raison de l'excès de la demande.

Il existe une seconde cause du bas prix de la main-d'œuvre agricole. Supposons que le petit exploitant veuille engager un ouvrier. Le standard de vie du petit exploitant n'est pas très élevé. Va-t-il cependant offrir à son ouvrier un salaire qui permette à ce dernier de dépasser son propre standard de vie ? Evidemment non !

Dans le cas où c'est la grande exploitation qui embauche des salariés, la solution ne change pas ; si la grande exploita-

(1) Alex Lonay : « La réforme agraire en Tchécoslovaquie. » « Avenir social » 1925. Cité par A. Wauters.

(2) Maurice Ansiaux : « Traité d'Economie politique », tome II, p. 112 et suivantes.

(3) Gide et Rist. « Histoire des doctrines économiques. L'école mathématique », livre V, chapitre I, p. 639.

tion offrait à ses ouvriers un salaire supérieur au revenu que le petit exploitant tire de ses terres, ce dernier se convertirait (ce qui arrive d'ailleurs très souvent) au salariat. Ainsi le petit exploitant peut être tenu pour responsable de la hausse disproportionnée du prix du sol par rapport à la baisse exagérée des salaires. Sa libération ne peut lui venir que de la coopération.

Après ces constatations, nous pouvons schématiser le processus de la production, afin d'apercevoir l'inter-dépendance des divers engrenages.

1°) Développement intensif des coopératives agricoles de production et de vente. Dans les régions où il n'en existe pas encore, on en crée. Si cette création rencontre provisoirement de trop grandes difficultés, on se contente d'organiser le ramassage des denrées agricoles. C'est la coopérative de consommation la plus proche qui en est chargée.

2°) La coopérative agricole devient le fournisseur de la coopérative de consommation, elle en est le prolongement naturel. La coopérative agricole ne connaît qu'un acheteur : la coopérative de consommation. Celle-ci livre immédiatement aux consommateurs les marchandises périssables, tandis qu'elle se contente de diriger les autres produits (blé et vin, par exemple) vers le magasin de gros qui les stockera.

3°) Les demandes variées des coopératives de consommation ne tarderaient pas à transformer les coopératives agricoles de production, en les forçant à s'équiper pour être en mesure de produire.

Elles deviendraient d'abord propriétaires des usines de transformation des produits de la terre (laiteries, distilleries, brasseries). Elles deviendraient aussi propriétaires des terres. (1)

Ceux qui ne possèdent pas de terre, se constitueraient en coopératives de travail. Bref, toute cette politique doit tendre à perfectionner le système d'exploitation de l'agriculture afin d'obtenir des rendements supérieurs et d'abaisser les prix de

(1) Stuart Mill disait déjà dans ses « Principes d'Economie politique » : « Le principe essentiel de la propriété étant d'assurer à toute personne ce qu'elle a produit par son travail et accumulé par son abstinence, ce principe ne peut s'appliquer à ce qui n'est pas le produit du travail : le matériel brut de la terre. »

revient. Cela n'est possible que par une plus large utilisation de l'outillage moderne et un remembrement judicieux.

Pour l'industrie, le problème est le même que pour l'agriculture. C'est pourquoi nous jugeons superflu de le développer.

Ainsi « l'animation sociale vient de la liaison qui a été « établie entre le travail et la consommation. Se fournissant « en somme à lui-même des moyens d'existence parce que « coopérateur, le citoyen se rend compte qu'il est le maître « des moyens de production et d'échange, que c'est pour lui- « même qu'il travaille et que, dans la mesure où il travaillera « mieux sa consommation sera augmentée » (1). Et nous concluons cette étude par cette formule : un seul directeur de l'économie nationale, l'Etat, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens actifs, qui ont délégué leurs pouvoirs à un conseil politique responsable, conseil assisté de deux puissances productrices, la coopérative qui apporte ses nécessités économiques et le syndicat ses revendications professionnelles.

(1) C. Chabrun. « La république socialiste des coopératives », p. 156.

VU :

Le Président de la Thèse,

Roger PICARD.

VU :

Le Doyen,

ALLIX.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION, A. — *Monnaie, prix et change.*
Les fondements du socialisme.
- ANSIAUX, M. — *Traité d'Economie politique.* Tome II.
- ANTONELLI. — *La Russie Bolcheviste.*
- AUGÉ-LARIBÉ. — *Grande et petite propriété.*
L'évolution de la France agricole.
Le problème agraire du socialisme.
- BATOURINSKI, D. — *La crise agricole, volume II. Rapport au*
Comité Economique de la Société des Nations.
- BERNSTEIN, Ed. — *Socialisme théorique et social démocratie*
pratique.
Les problèmes du socialisme (Revue Neue Zeit).
- BLUM, L. — *Les Congrès ouvriers et socialistes français.*
- BOUGLE, C. — *Socialismes français.*
- BOUKHARINE. — *Lénine marxiste.*
- BOURGIN, H. — *Les systèmes socialistes.*
- BOURGUIN, M. — *Les systèmes socialistes et l'évolution éco-*
nomique.
- BOUROFF, M. T. — *La réforme agraire en Bulgarie.*
- BRAESCO J. et SESCOREANO, G. — *La réforme agraire en Rou-*
manie (Bulletin de la Société de législation comparée,
juillet et septembre 1925).
- CHABRUN, C. — *La République socialiste des Coopératives.*
- COMPÈRE-MOREL. — *Le socialisme et la terre.*
Le socialisme agraire.
Le programme socialiste de réformes agraires.
- DAUDÉ-BANCEL, A. — *La réforme agraire en Russie.*
- ENGELS, F. — *La question agraire et le socialisme. Critique du*
programme agraire du P. O. F. (Mouvement socia-
liste, 1^{er} et 15 octobre 1900.)
- FOURCHY, P. — *Les doctrines du parti socialiste français*
S. F. I. O. (Thèse Nancy 1929).
- GATTI, G. — *Le socialisme et l'agriculture.*
- GIDE, G. — *La révolution agraire en marche.*
La Russie soviétique.
- GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines économiques depuis les*
physiocrates jusqu'à nos jours.

- GORKI, M. — *Lénine et le paysan russe.*
- GUESDE, J. — *Çà et là.*
- GUESDE, J. et LAFARGUE. — *Le programme du parti ouvrier.*
. Collectivisme et Révolution.
- HERRIOT, E. — *La Russie nouvelle.*
- JAURÈS, J. — *Journal Officiel. Débats parlementaires. Chambre des Députés. Discours prononcés les 19, 26 juin et 3 juillet 1897, sur la crise agricole, ses causes et ses remèdes.*
Etudes socialistes. (Le mouvement rural. La propriété individuelle.)
- KAUTSKY, K. — *La question agraire.*
La politique agraire du socialisme.
Le marxisme et son critique Bernstein.
- KROPOTKINE, P. — *La conquête du pain (l'agriculture).*
- LAFARGUE, P. — *La propriété paysanne et l'évolution économique (Ere nouvelle 1894).*
- LAGARDELLE, H. — *La question agraire et le socialisme (Extrait du Devenir social, mars 1898).*
- LANGEROCK, H. — *La question agraire et le Congrès de Breslau.*
Le socialisme agraire.
- LAVERGNE, Bernard. — *Les coopératives de consommation en France.*
L'ordre coopératif (Tome I).
- LAVERGNE, Léonce (de). — *Essai sur l'économie rurale de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande.*
- LÉNINE. — *La question agraire.*
Etat et Révolution.
La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.
- LEROY-BEAULIEU, A. — *L'Empire des Tsars et les Russes.*
- MALTHUS. — *Essai sur le principe de la population. Principes d'économie politique (collection des principaux économistes, tomes VII et VIII).*
- MARSILLE, L. — *Le mir russe.*
- MARX, K. — *Le Capital, livre I, traduction Roy ; livre III, traduction Borchardt et Vanderrydt.*
La lutte des classes en France.
Le 18 brumaire de Bonaparte. (Traduction L. Rémy.)
La critique de l'Economie politique.
Lettre sur le programme de Gotha.

- MARX et ENGELS. — *Le manifeste communiste.*
- MENGER, A. — *L'état socialiste.*
- MIGLIOLI, G. — *Le village soviétique.*
- MOCH, J. — *La Russie des Soviets.*
- NEDELKOVITCH, M. — *La réforme agraire en Yougoslavie* (Revue d'Economie politique, janvier 1924.)
- OUALID, W. — *Leçons sur la monnaie et les problèmes monétaires.*
- PASSY, H. — *Des systèmes de culture en France et de leur influence sur l'économie sociale.*
- PECHEKHONOV, A. — *La question agraire en Russie.*
- PICARD, R. — *Le mouvement syndical durant la guerre.*
Le contrôle ouvrier sur la question des entreprises.
La crise économique et la baisse des salaires.
- PIROU, G. — *Doctrines sociales et science économique.*
Histoire des doctrines économiques en France depuis 1870.
Cours professé à la Faculté de Droit de Paris (1931.)
- PLEKHANOV, G. — *Les questions fondamentales du marxisme.*
- POISSON, E. — *La république coopérative.*
Démocratie et coopération.
- QUESNAY. — *Maximes* (Collection des principaux économistes, tome II).
- RIAZANOV, D. — *Marx et Engels.*
- RIST, C. — *Cours spécial de doctorat professé à la Faculté de Droit de Paris (1933.)*
- SIMKHOVITCH. — *Marxisme contre socialisme.*
- SIMONIDE. — *La question agraire en Grèce* (Revue d'économie politique, novembre et décembre 1923).
- SISMONDI. J. C. L. SIMONDE (DE). — *Tableau de l'agriculture en Toscane.*
Nouveaux principes de l'économie politique ou de la richesse dans ses rapports avec la population.
Etude sur l'Economie politique.
- SMITH, A. — *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations* (Collection des principaux économistes, tomes V et VI).
- SOREL, G. — *La décomposition du marxisme.*
- STOLYPINE. — *Discours prononcé à la Douma sur le programme du gouvernement de la Russie dans la question agraire.*

STUART MILL, J. — *Principes d'Economie politique avec quelques-unes de leurs applications à la philosophie sociale.*

TCHERKINSKY. — *La constitution agraire de la Russie des Soviets.* (Revue des Institutions économiques et sociales, octobre-décembre 1924.)

THIERS, A. — *En présence des problèmes nouveaux.*

THOMAS, A. — *Rapport à la Conférence du Travail (1928.)*

VANDERVELDE, E. — *Etudes marxistes.*

Le socialisme en Belgique.

La propriété foncière en Belgique.

Le socialisme et l'agriculture.

Le socialisme agraire ou le collectivisme et l'industrie agricole.

VLIBERCH, E. — *Le socialisme agraire.* (Revue sociale catholique belge, février à juillet 1900.)

WAUTERS, A. — *L'évolution du marxisme.*

La réforme agraire en Europe.

WEBER, A. — *Le socialisme agraire.* (Revue socialiste, novembre 1894.)

WEILL, G. — *La politique agraire du socialisme.* (Mouvement socialiste du 1^{er} au 15 avril 1901.)

WORMS, R. — *Le collectivisme et la propriété rurale.* (Extrait de la Revue internationale de sociologie, 1901.)

YOUNG, A. — *Voyages en France pendant les années 1787-88-89-90.*

ZAGORSKY, S. — *La République des Soviets.*

La renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets.

L'évolution actuelle du bolchevisme russe.

ZÉVAËS, A. — *La révolution russe.*

Histoire des partis socialistes en France, publiée sous la direction de A. Zévaès.

Tome I. — *De la semaine sanglante au Congrès de Marseille,* par A. Zévaès.

Tome III. — *Les Guesdistes,* par A. Zévaès.

Tome IV. — *Les Possibilistes,* par Sylvain Humbert.

Tome V. — *Les Allemanistes,* par Maurice Charnay.

Tome VI. — *Les Blanquistes,* par da Costa.

ZVORIKINE, N. — *Comment survint la disette de terre des paysans russes.* (Réforme sociale, mars 1924.)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	3
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

<i>Les Doctrines en tant que résultantes</i>	15
--	----

CHAPITRE I

Les Prédécesseurs.	17
----------------------------	----

CHAPITRE II

Karl Marx.	29
L'Ecole Marxiste.	45

CHAPITRE III

Kautsky.	48
Section I. — L'Etat initial, l'économie naturelle.....	50
Section II. — La thèse, l'économie d'échange.....	52
Section III. — L'antithèse.	55
Section IV. — La synthèse.	64
Section V. — La politique agraire du socialisme.....	69
David et Otto Bauer.	77

CHAPITRE IV

Emile Vandervelde.	79
Colins.	93

CHAPITRE V

Gérolamo Gatti.	95
Hubert Lagardelle.	110

CHAPITRE VI

La propriété foncière et les sections nationales du parti socialiste.	119
---	-----

DEUXIÈME PARTIE

<i>Les Doctrines en tant que déterminantes.....</i>	131
---	-----

LA RUSSIE DES SOVIETS

CHAPITRE I

La condition des terres et des paysans sous les tsars

Section I. — Du moyen-âge à la fin du XIX ^e siècle.....	133
Section II. — De la révolte de 1905 à la Révolution de 1917.	142

CHAPITRE II

Le régime agraire soviétique.	146
Section I. — Les réformes.	146
Section II. — Les résultats.	159

LA RÉFORME AGRAIRE EUROPÉENNE

CHAPITRE III

Les idées socialistes et la réforme agraire en Europe.....	171
--	-----

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION

I. — L'état actuel des théories agraires principales du marxisme.	185
II. — Nos solutions.	188

BIBLIOGRAPHIE.	211
------------------------	-----

